LE MONDE diplomatique

SEPTEMBRE 1978 — N° 294 - 25e année

Prix : 6 F

Algérie : 6,00 DA — Maroc : 6,00 dir.
Canada : 1,50$c. — Roy.-Uni : 50 p.
Espagne : 100 p. — Suisse : 3 F.S.
Italie : 900 lires — Tunis. : 600 mil.

Abonnements : voir tarif page 8.

Publication mensuelle
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

L'AUDIENCE DE SOLJENITSYNE

(Page 2.)

Illusions iraniennes

Par CLAUDE JULIEN

RACONTANT à sa manière les événements qui se déroulèrent à Téhéran en août 1953, Eisenhower a écrit dans ses Mémoires : « Mossadegh, en pyjama, se rendit (...). Les forces du général Zahedi arrêtèrent et emprisonnèrent les dirigeants du parti communiste Toudeh. Tout était fini. »

En fait, seul se terminait le prologue d'un long drame qui coûterait au peuple iranien d'innombrables morts et, dans les salles de torture de la SAVAK, d'indicibles souffrances. Deux ans auparavant, jugeant insuffisantes les redevances de 25 à 30 % que proposait l'Anglo-Iranian Oil Company, le Parlement iranien avait voté la nationalisation des pétroles. Etait-ce un motif suffisant pour que, au prix de dix millions de dollars, et avec le concours d'un ancien collaborateur nazi comme le général Zahedi, la C.I.A. renverse Mossadegh ? Tout cet épisode apparaît comme une monstrueuse erreur de l'histoire si l'on veut bien considérer que, par la suite, les compagnies occidentales verseraient sans sourciller des redevances de 50 % puis accepteraient, en Iran comme ailleurs, la nationalisation des pétroles, suivie d'un quadruplement des prix qui leur assurerait des profits exceptionnels. Rétrospectivement, les revendications de Mossadegh prennent un petit air sage et raisonnable, un aspect anodin qui ferait douter de la sagesse des puissants...

MAIS, sûrs de leur force et de leur bon droit, les auteurs du coup d'Etat de 1953 n'ont jamais soupçonné qu'ils s'étaient lourdement trompés. Leurs successeurs ont gardé la même bonne conscience, soutenant imperturbablement un souverain auquel le président Carter a même décerné le 31 décembre dernier un brevet de bon démocrate et de fidèle serviteur des droits de l'homme.

Voilà pourtant plus de deux décennies que s'accumulent et se nouent toutes les composantes de l'explosion actuelle. Les Etats-Unis, qui avaient refusé à Mossadegh de modestes ressources, se sont montrés prodigues à l'égard du chah. Pour la seule période qui s'étend de 1953 à 1961, l'aide américaine à l'Iran totalise près d'un milliard de dollars. Où passe ce flot d'argent ? A Washington, dès 1957, la Chambre des représentants se lamente : les crédits ont été employés « avec une telle négligence qu'il est aujourd'hui impossible de déterminer avec précision où sont passés les fonds ». Le rapport de la Chambre précise que ces sommes devaient notamment servir à la construction d'un grand barrage, mais qu'un seul résultat concret a été atteint : on a « refait sur le papier (...) le tracé d'une route à proximité du site prévu ».

Vingt ans plus tard, les énormes revenus tirés de l'exploitation pétrolière, plusieurs fois supérieurs aux crédits autrefois ouverts par l'administration Eisenhower, vont amplifier les tares du système, au point de les rendre insupportables. Les pétro-dollars doivent, eux aussi, financer, entre autres projets, la construction de barrages. Et la même histoire se répète. En 1974, un rapport de la Banque mondiale constate que le grand barrage de Dez, terminé depuis douze ans, n'a permis d'irriguer qu'un cinquième des terres prévues. Les barrages d'Aras et de Chah-Abbas, terminés en 1968 et 1970, sont encore pratiquement inexploités en 1978. Dans bien d'autres domaines, cent exemples de gaspillage pourraient être cités. Et, à partir de 1973, avec l'augmentation du prix du pétrole, l'écart se creuse dramatiquement entre les énormes ressources disponibles et les réalisations d'intérêt public, entre la fabuleuse richesse des uns et le dénuement des autres.

CETTE gabegie n'a pas de mystère. Elle est inscrite dans la nature même d'un régime autocratique, dans les contradictions d'un pouvoir personnel absolu qui prétend moderniser un pays avec une technologie de pointe importée au prix fort mais servie par une structure politico-sociale des plus archaïque. Voilà vingt-cinq ans, s'il avait eu la compréhension de l'Occident, le régime parlementaire bourgeois de Mossadegh n'aurait sans doute pas évité les erreurs, les faveurs et les mécomptes, mais, appuyé sur des bases sociologiques assez larges, il eût été plus apte que le pouvoir impérial à favoriser un développement vraiment national.

La politique du chah a, au contraire, exacerbé les tensions et les conflits entre la néo-bourgeoisie affairiste et la bourgeoisie traditionnelle soutenue par les chefs religieux et par de larges couches des milieux populaires. Le coup d'Etat de 1953 avait misé sur les chances d'un pouvoir personnel, et le « coup » pétrolier de 1973 sur les chances de la seule puissance économique. Double illusion de l'Occident industrialisé et de ceux qui rêvent de l'imiter en omettant de faire de la liberté la pierre angulaire d'un développement économique conçu pour servir l'homme. Ceux-là auront toujours besoin d'une SAVAK, qui ne les empêchera pas de se savoir menacés.

LE VIETNAM FACE A LA CHINE

Le conflit qui oppose le Vietnam au Cambodge et à la Chine comporte de nombreuses zones d'ombre, les explications fournies de part et d'autre n'étant pas pleinement convaincantes (voir l'éditorial de juin 1978). Après avoir parcouru le Vietnam du nord au sud, Paul Quinn-Judge, qui parle couramment le vietnamien, fournit ici un premier témoignage de ce pays. Cette analyse est complétée par celle de Nayan Chanda (voir page 17) qui vient de rentrer de deux voyages consécutifs au Vietnam et en Chine.

Par PAUL QUINN-JUDGE

A HANOI, l'atmosphère est tendue. Il semble y avoir en permanence de petits attroupements sur les trottoirs devant les expositions de photos relatives au conflit frontalier avec le Cambodge. Des expositions où les atrocités imputées aux Cambodgiens sont largement mises en relief. De grandes manifestations de rue proclament la volonté des jeunes de la capitale de *« construire et défendre la patrie »*, l'accent paraissant davantage mis sur le deuxième verbe que sur le premier. Quant aux gens rencontrés au hasard des promenades dans la rue ou près du lac de l'Epée restituée, ils ne parlent que d'une seule chose : la possibilité d'une guerre avec la Chine. *« Ils croient pouvoir nous écraser parce que nous sommes un petit pays par rapport à eux »*, nous dit une femme avec ardeur. *« Eh bien, qu'ils viennent !... Ils verront se dresser contre eux tous les Vietnamiens, du plus jeune au plus âgé. »*

La cause immédiate de cette tension est l'exode des populations hoas — Vietnamiens d'origine chinoise, — qui regagnent la Chine en franchissant la frontière nord du pays. Environ cent soixante mille d'entre eux ont ainsi quitté le Vietnam ces derniers mois. Le gouvernement chinois affirme que le départ des Hoas est dû *« aux persécutions et à l'ostracisme »* des autorités vietnamiennes. Hanoï dément bien sûr cette version et fournit des détails sur ce que l'on appelle « l'opération Nantilag » : une campagne [illegible] de rumeurs soigneusement orchestrée et visant à provoquer la panique chez les Hoas et à les faire fuir.

Selon le gouvernement vietnamien, les rumeurs propagées de la façon la plus insistante ont trait au danger de guerre entre le Vietnam et l'Union soviétique, d'une part, le Cambodge et la Chine, de l'autre. Dans ce cas, selon les bruits qui courent, les Hoas seront à tout jamais séparés des tombeaux de leurs ancêtres en Chine et les jeunes Hoas envoyés à la frontière cambodgienne pour servir de chair à canon. Pis encore, tous les Hoas qui resteraient au Vietnam sont susceptibles d'être tués par l'un des deux camps : si les Vietnamiens ne les exécutent pas pour espionnage, les troupes d'invasion chinoises les tueront pour trahison. Par ailleurs, poursuit la rumeur, tout Hoa qui regagnera la « Grande patrie » sera amplement récompensé pour son patriotisme.

Les conséquences de cette campagne ont été dramatiques. Les Vietnamiens reconnaissent eux-mêmes qu'elle a entraîné le chaos économique dans certaines zones et qu'elle met en danger la stabilité sociale dans d'autres. En outre, bien qu'il répugne à l'admettre, le gouvernement vietnamien ne paraît nullement avoir réussi à endiguer la fuite des Hoas. A la fin du mois de juillet dernier, et selon les chiffres officiels, trois mille cinq cents des treize mille Hoas de Hanoï avaient quitté le pays. L'exode continuait apparemment au début du mois d'août, cependant que, selon les autorités, seuls cent des fugitifs étaient revenus de Chine après y être entrés. Un ouvrier hoa nous confiait que, dans la coopérative de fabrication de matières plastiques où il travaille, soixante-quatorze des cent quarante-deux ouvriers étaient partis. A Ho-Chi-Minh-Ville (Saigon) et Cholon, les autorités locales décrivent la situation comme *« normale »* malgré *« l'extrême tension que la campagne de rumeurs a provoquée dans les familles »*. Elles ajoutent cependant que, dans certaines parties de la ville, entre 30 % et 40 % des résidents hoas se sont fait inscrire pour un rapatriement ultérieur.

Les régions les plus touchées sont les zones agricoles et industrielles proches de la frontière septentrionale du Vietnam. Dans la province de Quang Ninh, 60 % des cent vingt mille Hoas qui y résidaient étaient déjà partis à la mi-juin. Certains secteurs de cette province ressemblent à *« des étendues ravagées par la peste »*, selon un officiel qui en revient. Un dossier gouvernemental sur les Hoas (1) décrit comment, sur une distance de 80 kilomètres, *« on traverse des villes et des villages déserts, on passe devant des maisons fermées et des cours et jardins recouverts d'herbe »*. En raison de ces départs, on fait valoir que la main-d'œuvre ne suffira pas pour la prochaine récolte de riz et que des dizaines de milliers d'hectares resteront inutilisés. Dans d'autres régions du pays, l'exode des Hoas a brutalement réduit le nombre de conducteurs de camions, de mécaniciens, de dockers, de charpentiers, de céramistes et de mineurs (16 % de ces derniers sont d'origine chinoise). Selon les autorités, cette hémorragie de main-d'œuvre qualifiée se répercutera en premier lieu sur les rations alimentaires de la population.

Saboter l'économie ?

LE conflit frontalier au sud du pays a des conséquences identiques sur l'effort de reconstruction. Les tentatives de défrichage de nouvelles terres et de remise en culture de celles qui étaient restées en jachère pendant la guerre ont dû être freinées car les autorités doivent à nouveau consacrer leur attention aux questions militaires. A Ho-Chi-Minh-Ville, on organise de bruyantes cérémonies — où ne manque même pas la danse du lion — pour fêter le départ des jeunes gens vers les « nouvelles zones économiques ». Il ne s'agit plus toutefois, comme par le passé, de volontaires mais de nouvelles recrues de l'armée. Dans les provinces proches de la frontière cambodgienne, la situation est grave. Selon les chiffres officiels, plus de trois mille civils ont été tués depuis le déclenchement des hostilités, et les choses, loin de s'améliorer, vont en s'aggravant. *« L'an dernier, notre mot d'ordre était « cultivez et défendez la terre »,* nous dit le vice-président du comité populaire de la province de Kien Giang, *« cette année ce sera uniquement : « Défendez la terre. »*

Dans cette province, qui borde le golfe de Thaïlande à l'ouest et le Cambodge au nord, les autorités décrivent la situation comme très tendue. Elles affirment que les troupes cambodgiennes se sont avancées de 14 kilomètres en territoire vietnamien, que trois bataillons de l'armée régulière cambodgienne occupent actuellement des parties de la province et sont harcelés par des unités de guérilla vietnamiennes. Les combats ont entraîné le départ de vingt mille réfugiés des régions frontalières. On nous a dit qu'ils seront probablement réinstallés dans une autre partie de la province car la situation risque de rester tendue sur la frontière pour une longue durée. La remise en culture des terres a également été interrompue à Kien Giang. Il a même fallu abandonner 20 000 hectares de bonnes terres cultivables en raison des combats.

Ce n'est pas pure coïncidence, affirment les Vietnamiens, si des terres dont ils ont un besoin vital doivent rester en jachère aussi bien au nord qu'au sud et si la reconstruction du pays, sous toutes ses formes, est interrompue.

Un responsable de la province de Kien Giang nous dit : *« Les Cambodgiens veulent saboter notre économie, comme le font les Chinois au nord. »* A Hanoï, les Vietnamiens ne cachent pas qu'ils considèrent que les événements qui se déroulent sur les deux frontières ne sont que les deux facettes d'une seule et unique campagne dont la Chine est l'instigatrice et l'animatrice. Les Vietnamiens ne se contentent pas de parler ouvertement de la collusion des Chinois et des Cambodgiens, ils ne font nullement mystère des problèmes qu'ils ont eus avec les dirigeants de ces deux pays pendant de nombreuses années et qu'ils avaient jusque-là préféré passer discrètement sous silence.

(Lire la suite page 16.)

(1) *Dossier sur le problème des Hoas*, éditions en langue étrangère, Hanoï, 1978.

Dans ce numéro :

Entreprises privées et programmes de développement

Deux victoires à l'ONU contre les sociétés multinationales

Par ERICH H. JACOBY

DEPUIS deux ans, des secteurs de plus en plus importants de l'opinion publique critiquaient sévèrement les activités déployées par les grandes sociétés industrielles internationales au sein même de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.), où, au nombre de plus d'une centaine, elles avaient constitué le Programme de coopération industrielle (P.C.I.) de la F.A.O. (1). Les attaques contre le P.C.I. provenaient aussi bien de certains pays industrialisés que de pays sous-développés, du mouvement syndical international et également, à titre individuel, d'un grand nombre d'experts. Il apparaît aujourd'hui qu'elles ont permis d'obtenir de premiers résultats.

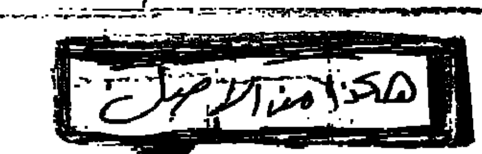
A la suite d'une étude approfondie des activités du P.C.I., réalisée par le comité des programmes de la F.A.O. à l'automne 1977, le nouveau directeur général de la F.A.O., M. Saouma, annonça son intention de mettre un terme à l'affiliation du P.C.I. à la F.A.O. le 30 juin 1978. Préoccupé par cette brutale rupture de relations, le P.C.I. demanda des éclaircissements. En conséquence, lors de la 46e session du comité exécutif du P.C.I., le 13 octobre 1977, le directeur général adjoint du département du développement de la F.A.O. fit une déclaration dans laquelle il insista sur les doutes sérieux entretenus par M. Saouma et le comité des programmes de la F.A.O. quant aux objectifs, à l'ampleur et aux modalités de fonctionnement du P.C.I., quant à ses succès réels et à ses résultats au bénéfice des pays sous-développés. Pour que les choses soient claires, il précisa que, tout en étant pleinement disposé à collaborer avec l'industrie sur des projets sectoriels au bénéfice des pays sous-développés, M. Saouma s'opposait à ce que le P.C.I. soit inséré dans la structure de la F.A.O., comme s'il en faisait partie intégrante. *« Cette situation est sans équivalent,* ajouta-t-il, *dans les autres organisations de l'ONU, et, dans certains cas, les relations existantes (...) ne semblaient pas pleinement compatibles avec les responsabilités statutaires du directeur général. »*

L'époque est finalement révolue où un groupe de grandes sociétés triées sur le volet étaient en mesure non seulement de participer activement aux projets industriels patronnés par la F.A.O. dans les pays sous-développés mais aussi d'obtenir à l'avance des renseignements précieux sur les secteurs où il conviendrait d'investir. Désormais, les sociétés multinationales ne peuvent plus évoluer dans les milieux de l'assistance technique de la F.A.O. comme des partenaires de plein droit au service du développement. Elles n'ont plus la liberté de fixer presque arbitrairement le type, l'orientation et le volume des investissements. Plus important encore : la F.A.O. ne fonctionnera plus comme « agent » des sociétés multinationales dans le tiers-monde.

Il ne s'agit pas, bien entendu, d'une rupture complète ; simplement, à l'avenir, c'est aux seuls services techniques de la F.A.O. qu'il appartiendra de déterminer l'ampleur de la collaboration des sociétés multinationales, ce qui permettra de limiter les transferts de technologie à ceux des secteurs que l'Organisation juge utiles en matière de programmation du développement. Par cette courageuse décision de rompre les liens avec le P.C.I., M. Saouma a mis un terme à une décennie de pourrissement et de corruption qui n'osait pas dire son nom. A ce titre, il mérite le respect de tous les véritables amis du système de l'ONU.

(Lire la suite page 9)

(1) Voir l'article de Erich H. Jacoby, « Les sociétés multinationales et le développement du tiers-monde - Une influence croissante dans le système des Nations unies », *le Monde diplomatique*, juillet 1976.



Critique de la démocratie
éloge d'un Etat fort

L'AUDIENCE DE SOLJENITSYNE EN OCCIDENT ET EN U.R.S.S.

Par OLGA CARLISLE *

LE discours prononcé par Alexandre Soljenitsyne à Havard à l'occasion des cérémonies de fin de l'année scolaire a retenti aux Etats-Unis comme le coup de tonnerre d'un orage estival. Précédant de peu les procès de Guinzbourg et de Chtcharansky, qui ont bouleversé l'opinion publique américaine, ce discours reste un événement considérable, qui fait l'objet de discussions, à tel point qu'on peut en être surpris. En effet, rien ne se renouvelle plus vite que les problèmes auxquels les Américains s'attachent pour un temps, avant de se tourner vers quelque autre question tout aussi brûlante, tout aussi impossible à résoudre rapidement. Mais le problème évoqué à Harvard par l'écrivain russe exilé a touché les Américains au vif : c'est celui-là même de la démocratie aux Etats-Unis.

Le fait que Soljenitsyne ait choisi Harvard, près de Boston, l'un des berceaux des libertés civiques américaines, pour s'exprimer ; son style oratoire, qui n'est pas sans rappeler celui des pasteurs puritains du dix-septième siècle, menaçant des foudres du ciel leurs ouailles égarées ; et surtout, sa vigoureuse critique des institutions les plus traditionnelles, les plus chères au cœur des Américains — la liberté de la presse et le « légalisme », c'est-à-dire la tendance, fâcheuse, selon Soljenitsyne, à s'en tenir à la lettre des lois en cas de conflits tant personnels que sociaux — tout cela a frappé l'imagination du public. Que penser, par exemple, de cette déclaration de l'auteur d'*Une journée dans la vie d'Ivan Denissovitch* (1), qui a combattu si récemment encore pour le droit des citoyens soviétiques à connaître leur propre histoire : *dans les pays occidentaux, « chacun a le droit de tout connaître ; mais il s'agit d'un faux slogan, caractéristique d'une époque fausse : les gens ont aussi le droit de ne pas savoir, et ce droit est encore plus précieux » ?*

Formé à l'école des camps soviétiques, Soljenitsyne est un stratège politique doué d'une intuition que l'on pourrait qualifier de géniale. Il est le premier Russe, depuis la révolution d'Octobre, à avoir tenu tête pendant plusieurs années à l'Etat soviétique. D'instinct, il reconnu le point sensible des Américains, le vieux sentiment de culpabilité des puritains, aiguisé par les désastres meurtriers du Vietnam. En styliste inspiré, il a trouvé le ton le plus apte à toucher une *sensibilité* profondément ancrée dans la conscience nationale américaine. On a l'impression que, s'il avait traité en France des faiblesses des démocraties, il aurait tout naturellement trouvé les intonations d'un Charles Maurras.

Interloqué par le discours de Harvard, le public moyen américain a entrepris un examen de conscience, tandis qu'intellectuels libéraux culpabilisés et républicains noirs faisaient écho à Soljenitsyne : victime de son immoralité, l'Ouest court à la catastrophe. Les supporters de droite de Soljenitsyne se sont une fois de plus félicités de son anticommunisme intransigeant. Tel est notamment le cas des chefs syndicalistes très réactionnaires comme George Meany, qui fut l'hôte de l'écrivain lors de son premier voyage aux Etats-Unis, mais aussi des républicains engagés, qui ont inscrit les idées de Soljenitsyne au programme officiel de leur parti pendant la dernière campagne électotale présidentielle, et enfin de certains journalistes comme William Buckley, directeur de la plus influente publication de droite, la *National Review*. Buckley est un intellectuel catholique virulent, surtout connu par ses « talk shows » à la télévision. Son arrogance intellectuelle et ses attitudes d'aristocrate nuisent pourtant au prestige dont il pourrait jouir auprès du grand public — ce public que Soljenitsyne, avec ses attitudes de prédicateur fondamentaliste, a su conquérir d'emblée.

Les intellectuels de droite qui, dans une grande mesure, avaient fait la politique extérieure des précédentes administrations, n'ont plus tellement d'accès direct au pouvoir (2). Ils auraient trouvé en Soljenitsyne le tribun qui leur fit défaut. Car l'homme qui jouit d'une autorité morale incontestée, qui a défié le Politburo et le K.G.B., s'est, après plus de deux ans de réflexion, prononcé de retentissante façon : sans la moindre équivoque, il est contre le système démocratique tel qu'il fonctionne aux Etats-Unis. Pour lui, les libertés de l'Age des Lumières y sont trahies par une société athée — et d'ailleurs l'Age des Lumières était lui-même une erreur de la société occidentale, qui aurait dû rester exclusivement *religieuse*.

Un fait semble ne pas s'être imposé à l'esprit de Soljenitsyne : c'est grâce à ces libertés opiniâtrement défendues par des générations d'Américains — libertés qui n'ont jamais existé en Russie — que l'écrivain exilé doit aujourd'hui de pouvoir s'adresser au monde entier du haut de la tribune de Harvard. Bien que stratège de génie, il manque de réalisme politique : car, pour un écrivain qui se *conçoit comme « le glaive du Seigneur » (c'est ce qu'il proclame lui-*même dans sa longue épopée autobiographique *le Chêne et le Veau* (3), il est difficile de reconnaître qu'il doit la vie à quelques journalistes entreprenants qui, en faisant connaître ses œuvres dans le monde entier, lui ont conféré une espèce d'immunité dans son propre pays.

Absorbé par l'examen masochiste de ses fautes, le public américain n'a pas saisi un aspect pourtant essentiel du discours de Harvard : l'ermite du Vermont ne s'adressait à l'Amérique qu'en passant, — une fois de plus il parlait aux leaders soviétiques et au peuple russe. En condamnant la corruption qui règne à l'Ouest, il leur laissait entendre que, bien que banni, il restait Russe. *Les fausses valeurs du monde capitaliste ne l'ont pas séduit. Ah ! si seulement le gouvernement soviétique pouvait renoncer au marxisme, idéologie pernicieuse et d'ailleurs dépassée, qui n'est que l'une des plus funestes conséquences des idées libérales du dix-huitième siècle, alors la Russie pourrait renaître sous le signe d'une nouvelle religiosité.*

Soljenitsyne n'est pas le seul Soviétique d'aujourd'hui à rêver d'une Russie renouvelée par la religion. Sans parler des dissidents de diverses tendances religieuses, certains membres de la hiérarchie soviétique — et notamment les enfants et petits-enfants des leaders actuels, élevés dans les loisirs que seule peut leur procurer l'appartenance à la *classe* dirigeante — sont déçus par les échecs économiques et humains du communisme russe. Ils tentent d'échapper à leur malaise en se tournant vers un passé qui leur apparaît plein de séductions romanesques. Ne voulant *rien connaître de la Russie tsariste*, ils ne retiennent du passé que le souvenir nostalgique des vertus patriarcales et des fastes religieux. En secret, ils n'ont que mépris pour le marxisme et abhorrent l'intelligentsia soviétique, celle précisément que Soljenitsyne a attaquée avec une telle violence dans un récent essai publié dans l'ouvrage collectif intitulé *Des voix sous les décombres* (4). Ils aspirent à une Russie *forte*, que ne souillerait aucune idéologie étrangère. Ils sont souvent antisémites. Ils voient dans la Chine un redoutable ennemi héréditaire, prêt à submerger leur pays — son seul mérite étant de fournir à la Russie une raison péremptoire de rechercher une renaissance du patriotisme. Ils se recrutent à tous les niveaux du pouvoir, *et surtout dans l'armée et le* K.G.B.

La « nouvelle droite » russe

CHOSE *plus significative, ces aspirations*, dans une mesure actuellement difficile à évaluer, trouvent un écho parmi les masses russes, qui souffrent obscurément de la grisaille et de l'appauvrissement spirituel de leur vie quotidienne. Ces masses ont toujours été antisémites et le fait que, de nos jours, seuls les juifs soient autorisés à émigrer exacerbe leur envie. Elles se sentent bafouées et menacées, d'autant plus que l'U.R.S.S. comprend de nombreuses minorités dont le taux de natalité *dépasse celui des Russes. Ces Russes* « moyens » réinventent d'instinct l'un des plus anciens mythes russes — celui du nationalisme, cette croyance mystique selon laquelle le peuple russe est un peuple élu, porteur d'une vérité transcendante.

Tout aussi difficile à évaluer est l'affaiblissement de l'emprise du marxisme sur la société soviétique. Non pas que ses formes extérieures aient tendance à se perdre, bien au contraire, mais sa force idéologique active, son dynamisme, semblent s'estomper d'année en année. Les témoignages à ce sujet abondent, et on peut les trouver aussi bien dans le *samizdat* que dans les publications officielles. On peut aussi faire confiance, à cet égard, au témoignage de certains *intellectuels* qui vivent maintenant en Occident.

Par exemple, Ernst Neizvestni, le sculpteur moscovite qui partage aujourd'hui son temps entre New-York et Milan, a connu de près divers cercles *gouvernementaux soviétiques*. Il travaille à un livre autobiographique qui touche aux problèmes de l'intelligentsia russe — pour lui, l'apparition des « nouveaux slavophiles » est l'un des développements les plus significatifs de l'U.R.S.S. contemporaine. Dans *Une voix dans le chœur* (5), le grand écrivain Andrei Siniavsky analyse avec une lucidité qui n'est pas exempte de compassion l'antisémitisme viscéral du peuple russe, tel qu'il l'a observé dans les camps. Soljenitsyne lui-même, dans *le Chêne et le Veau, a consacré* un chapitre à un nationalisme russe qui se cherche. Il y relate un épisode qui date déjà de plusieurs années : dans le journal *la Jeune Garde*, organe officiel du Komsomol, et de ce fait extrêmement important du point de vue idéologique, deux articles dont les thèses se rapprochent de celles des « nouveaux slavophiles » furent publiés en 1968 ; ils furent très discutés, car *la Jeune Garde* glorifiait l'attitude de ceux qui cherchent à préserver l'héritage national, avec ses saints et ses églises, et l'opposait à l'attitude de certains intellectuels aux tendances cosmopolites, parasites, nuisibles au sein de la société soviétique, et qui ne respectent pas le passé russe.

Enfin, un remarquable ouvrage vient d'être publié en Californie par le professeur Alexandre Yanov, historien soviétique émigré. Il s'agit d'une étude de ce que Yanov appelle la *« nouvelle droite russe »* (6). L'auteur examine de très près nombre de *textes du samizdat à caractère* religieux et nationaliste, dont certains sont franchement fascistes. Le livre du professeur Yanov a quelque chose de bouleversant, mais là encore l'influence réelle de cette nouvelle droite est difficile à apprécier. S'agit-il simplement des idées d'une poignée de dissidents fanatisés, ou bien d'un mouvement plus important, qui n'en serait qu'à son ébauche mais qui pourrait un jour reconnaître en Soljenitsyne un idéologue, un nouveau Lénine, dans le cas par exemple d'une nouvelle guerre ?

Il est en tout cas certain que, depuis quelques mois, le mouvement slavophile est en ascendance marquée. Le journal *Ogonyok vient* de publier un article violemment antisémite, à propos du prétendu monopole « sioniste » des armements mondiaux (7). Le gouvernement a pour la première fois accordé à l'iconographe reconnu du mouvement slavophile, Ilya Glazounov, une exposition majeure, qui constitue pour lui une véritable consécration. Des milliers de gens, pour la visiter, font la queue pendant des heures avant de pénétrer dans le hall du Manège, près du Kremlin. Là sont exposées plus de cent peintures de saints russes et de héros nationaux, peintures empreintes d'un « style russe » mystique qui semble profondément toucher le public moscovite. Ilya Glazounov est un ardent patriote russe qui considère en particulier *que le peuple russe* est le plus désavantagé de toutes les nationalités soviétiques, et qu'il faut chercher à remédier à cette situation. A Moscou, il est généralement reconnu que Glazounov, antisémite violent, est, bien qu'il s'en défende, un officiel du K.G.B.

D'autres voies sociales et spirituelles

B*IEN entendu, il est essentiel de* ne pas confondre ces diverses tendances extrémistes avec la religiosité authentique dont font preuve depuis une vingtaine d'années des Russes de plus en plus nombreux. L'Eglise orthodoxe a toujours laissé cohabiter dans ses rangs les hommes de foi sincères et les activistes qui utilisent l'Eglise à des fins politiques. Il reste que l'étude du professeur Yanov démontre que Soljenitsyne n'est pas sans avoir des sympathisants en U.R.S.S. Car, depuis quelques années, la majorité des dissidents, tout comme Soljenitsyne lui-même, a évolué vers la droite. Il semblerait que leur connaissance de l'Ouest, le résultat de l'émigration juive et de la « détente » aient obligé ces Russes *à se reprendre pour chercher* des voies sociales et spirituelles autres que celles qui leur sont proposées par les démocraties occidentales, qu'ils jugent corrompues. La solution proposée par Soljenitsyne, notamment dans sa *Lettre aux leaders soviétiques*, est celle d'un Etat chrétien fort, qui octroierait de son propre chef certaines libertés à ses citoyens. A en juger par le discours de Harvard, ce qui préoccupe Soljénitsyne, c'est le droit à la liberté intérieure plutôt *que les libertés civiques des Russes.* Quant à l'équilibre des pouvoirs, sans lequel l'appareil d'Etat glisse tôt ou tard vers la tyrannie, c'est une question que l'auteur du *Goulag* ne soulève nulle part.

Sans doute serait-il injuste d'accuser Soljenitsyne de vouloir délibérément éveiller des sentiments nationalistes chez ses concitoyens. Il n'en *reste pas moins qu'instinctivement* il est en harmonie avec de tels sentiments. Ses propres convictions sont puisées au plus profond de l'expérience russe, qui n'a jamais été tempérée par les influences civilisatrices d'une tradition démocratique. Les leaders soviétiques sont âgés et frappés d'immobilisme : si un jour, à la suite d'une crise de succession ou d'un conflit avec la Chine, des éléments de droite arrivaient au pouvoir en U.R.S.S., Soljenitsyne, le prophète d'un nouvel ordre moral, pourrait bien rentrer chez lui en triomphe.

(1) Editions 10/18, Paris, 1970, 182 pages, 11,50 F.

(2) Il est intéressant d'établir ici un *rapprochement entre les déclarations* faites par Soljenitsyne à Harvard et les thèses gouvernementales de l'époque Nixon. Pour ne citer qu'un exemple, en 1975, dans un rapport de la Commission trilatérale intitulé *The Crisis of Democracy*, publié par New York University Press (voir *le Monde diplomatique* de mars 1976), le professeur Samuel Huntington déplorait les excès de la liberté de presse aux Etats-Unis, estimant notamment qu'elle avait contribué de manière décisive à l' « *ingouvernabilité* » et à l'instabilité de l'Etat en contraignant Nixon à démissionner à la suite du scandale du Watergate.

(3) Editions du Seuil, Paris, 1975, 539 pages, 45 F.

(4) Editions du Seuil, Paris, 1975, 296 pages, 37 F.

(5) Editions du Seuil, Paris, 1974, 302 pages, 35 F.

(6) *The Russian new Right : Right-wing Ideologies in contemporary U.S.S.R.*, University of California, INPL ST, 1978, 3,90 dollars.

(7) Voir *le Monde* du 22 juillet 1978.

* Auteur de *Solshenitsyn and the Secret Circle* (voir encadré ci-dessus).

Le prophète et l'autocrate

EN 1967, à Moscou, Alexandre Soljenitsyne demande à Mme Olga Carlisle de superviser la publication en Occident du Premier Cercle *et de* l'Archipel du Goulag. *L'entreprise sera menée à bien, avec le retentissement que l'on sait. C'est cette extraordinaire aventure que raconte Mme Olga Carlisle dans son passionnant* Solzhenitsyn and the Secret Circle (1). *Pendant six ans, la petite équipe qui constitue ce « cercle secret » consacre toute son énergie à faire connaître une œuvre dont l'importance sera grande aussi bien sur le plan littéraire que dans la création d'un nouveau climat politique autour de la société soviétique. Rien de tout cela n'a été possible sans une profonde admiration pour l'homme qui, réchappé des camps, entreprend de dénoncer avec un éclat exceptionnel le système de répression en U.R.S.S. Et cette admiration est stimulée par une crainte constante : le moindre faux pas et la moindre imprudence peuvent mettre en jeu la relative liberté de Soljenitsyne et sa vie même. Mais aucun effort ne paraît superflu pour servir l'œuvre d'un personnage aux accents de prophète.*

Mais voilà que Soljenitsyne accuse publiquement Mme Olga Carlisle d'avoir retardé la sortie de l'édition américaine du Goulag *et d'être ainsi responsable de son expulsion d'Union soviétique. L'entretien que les deux intéressés peuvent alors avoir en Suisse ne parvient pas à dissiper la méfiance que l'écrivain russe entretient à l'égard de la personne qu'il avait pourtant lui-même choisie pour faire connaître deux de ses livres. Il ne reste plus à Mme Olga Carlisle qu'à raconter par le menu le déroulement de toute l'histoire, les entretiens secrets à Moscou, les communications aléatoires, les hésitations, les obstacles à surmonter, les précautions prises pour assurer le secret de toute l'opération. Le résultat, c'est ce livre chaleureux et émouvant, qui apporte bien des lumières sur la vie des dissidents russes, mais aussi sur les relations difficiles entre deux sociétés aussi profondément différentes. On apprend ainsi, par exemple, qu'en 1968 Robert Kennedy, quelques mois avant son assassinat, ignore jusqu'au nom de Soljenitsyne et n'a pas lu* Une journée d'Ivan Denissovitch. *Mais le livre semble aussi faire justice de l'accusation de l'écrivain russe, qui apparaît lui-même comme le principal responsable du retard de l'édition américaine du* Goulag ; *en tout cas, il n'a jamais pu convaincre qu'une publication plus rapide lui aurait évité d'être expulsé d'Union soviétique.*

Tout au long de son récit, Mme Olga Carlisle est fascinée par le personnage de l'« autocrate *» qui l'a investie de sa confiance, et cette fascination n'est nullement estompée lorsque, finalement, elle se demande si la «* sensibilité *» de Soljenitsyne n'a pas «* subi quelque radicale mutation, sous l'effet de ses grandes épreuves personnelles, des pressions politiques qu'il a subies, sous l'effet aussi de la célébrité, de l'ambition, de la puissance ? ».

C. J.

(1) Mme Olga Carlisle, *Solzhenitsyn and the Secret Circle*, édit. Holt, Rinehart and Winston, New-York, 1978, 212 pages.

La réponse du scepticisme au messianisme

Sous le titre « Soljenitsyne tel que nous refusons de le voir », l'historien américain Arthur Schlesinger Jr a publié dans le Washington Post *du 25 juin 1978 un important article dont voici les passages les plus significatifs :*

(...) Le discours prononcé à Harvard par Soljenitsyne, comme bien des manifestations prophétiques, pâtit d'une certaine absence de clarté dans l'exposé. Les lecteurs négligents, au lieu de chercher à débrouiller l'écheveau de son discours, se sont saisis de ses jugements les plus propres à faire sensation, comme cette assertion selon laquelle « *le déclin du courage* » est « *le trait qui frappe le plus, en Occident, le regard d'un observateur étranger* ». Ce déclin, poursuit-il, « *est particulièrement sensible dans les couches dirigeantes et l'élite intellectuelle* ». Il a conduit à une politique étrangère fondée sur « *la faiblesse et la lâcheté* ». Le refus des Américains de gagner la guerre du Vietnam (1), déclare Soljenitsyne, est un exemple déplorable et peut-être décisif de « *la perte du pouvoir de la volonté en Occident* »

A son avis, les Etats-Unis ont également échoué à l'intérieur de leurs frontières. « *L'espace sans limites* » leur a procuré une « *liberté porteuse de destruction et d'irresponsabilité* » dont Soljenitsyne nous dit qu'elle nous a plongés dans « *un abîme de décadence humaine* », marqué par « *l'invasion révoltante de la publicité, par l'abrutissement qu'engendre la télévision, par une musique insupportable* », par la pornographie, le crime et l'horreur. Le légalisme ambiant dans la société américaine est devenu le pâle substitut de la discipline intérieure.

Mais il n'est rien de plus dangereux, à ses yeux, que la liberté sans contrainte dont bénéficie la presse. Les médias sont corrompus et licencieux ; ils refusent de reconnaître et de corriger leurs erreurs ; ils inondent le pays de jugements superficiels ou trompeurs, voire d'un « *flot excessif et accablant d'informations* ». Or « *la presse est devenue le pouvoir le plus fort dans les pays occidentaux*, mais « *quelle est la loi, quelle est l'élection qui lui a conféré ce pouvoir ?* » demande Soljenitsyne, et « *devant qui est-elle responsable ?* » *(...)*

A l'encontre de la démocratie, avec sa faiblesse, sa médiocrité et son chaos moral, Soljenitsyne prône un système « *qui repose sur la subordination à l'autorité* ».

S'il s'oppose au régime soviétique, a-t-il expliqué, « *ce n'est pas parce qu'il est antidémocratique, autoritaire, fondé sur la contrainte physique — un homme peut vivre dans ces conditions sans que son essence spirituelle soit atteinte* », mais parce que « *par-delà la contrainte physique, il exige de nous la complète reddition de nos âmes* ». Les gouvernements autoritaires, « *en tant que tels, n'ont rien d'effrayant — sauf ceux qui ne répondent d'aucun de leurs actes devant qui que ce soit* ». En des temps plus respectueux de la religion, « *les autocrates se sentaient responsables devant Dieu. Les autocrates d'aujourd'hui sont dangereux précisément parce qu'il est difficile de trouver des valeurs supérieures auxquelles on pourrait les soumettre* ».

(...) A Harvard, Soljenitsyne remarquait que l'Occident n'a « *jamais compris* » la Russie. On peut répondre que Soljenitsyne n'a jamais compris l'Amérique. Il est arrivé tout cuirassé d'idées *préconçues* sur la décadence et la lâcheté des Américains et, évidemment, rien de ce qu'il a appris par les médias ne l'a détrompé (...)

(...) Si le don de prophétie est une vertu chrétienne, l'humilité en est une autre. Sachant quels sont les crimes commis au nom d'une vérité unique, les Américains préfèrent ouvrir leurs oreilles à une multitude de vérités concurrentes et dépourvues de majuscules. Notre nation est favorable au scepticisme, aux expériences, aux accommodements, à l'autocritique, aux réformes fragmentaires, mais permanentes, tous traits qui répugnent aux personnalités messianiques et autoritaires, mais qui ne sont pas si mauvais pour autant (...).

(1) Comme elle le raconte dans son livre, Mme Olga Carlisle a participé à la campagne qui s'est déroulée aux Etats-Unis contre la guerre du Vietnam (N.D.L.R.).

UN ORDINATEUR POUR L'AGENCE TASS ?

Le rôle d'un organisme très discret

Par MARIE LAVIGNE *

EN réponse aux procès de Moscou contre les dissidents, le président des Etats-Unis a décidé, en juillet dernier, de renforcer la surveillance de l'administration fédérale sur les ventes d'équipement pétrolier à l'U.R.S.S. — ce qui ne l'a pas empêché d'autoriser, moins d'un mois plus tard, un contrat de 144 millions de dollars ; il a également interdit l'exportation d'un ordinateur Sperry Rand Univac de 6,8 millions de dollars destiné à l'agence Tass pour les Jeux olympiques. En août, il a demandé aux quatre pays susceptibles de satisfaire la commande soviétique (France, Grande-Bretagne, Allemagne fédérale et Japon) de ne pas livrer un ordinateur du même type à l'U.R.S.S.

Le ministre français des affaires étrangères a fait savoir le mercredi 16 août que la réponse française serait un refus dans la mesure où « la pratique française n'est pas de subordonner la vente de matériel industriel civil à des considérations politiques » (le Monde, *17 août 1978).*

Certes, la France ne pratique pas comme les Etats-Unis le « linkage », l'amalgame, entre la politique et le commerce extérieur. Les Etats-Unis subordonnent l'octroi de la clause de la nation la plus favorisée à la liberté de l'émigration (loi sur le commerce du 3 janvier 1975) et, de ce fait, l'U.R.S.S. ne peut en bénéficier. La France a renouvelé à l'U.R.S.S., dans l'accord quinquennal de coopération économique pour 1975-1979, le bénéfice du traitement de la nation la plus favorisée — il est vrai, dans une lettre annexe à l'accord, car l'entrée en application de la politique commerciale commune de la C.E.E. ne lui permettait plus de le faire directement. Les Etats-Unis ont privé l'U.R.S.S. du financement de ses achats par des crédits à soutien public de l'Eximbank. La France a des accords de crédit préférentiels avec l'U.R.S.S., qui donnent aux exportations françaises vers ce pays un léger avantage par rapport aux conditions que les pays occidentaux, dont la France, s'engagent actuellement à respecter aux termes d'un « consensus » signé au début de cette année (rassurons-nous — ou inquiétons-nous — : nos grands partenaires et concurrents agissent comme nous). Tous ces faits sont connus.

Non, la France ne s'aligne pas sur les Etats-Unis. Et le Cocom ?

On nous dira que nous mélangeons les genres. Le Cocom, cette « commission de coordination » créée en 1949 en marge de l'OTAN à l'initiative des Etats-Unis, et dont le siège est toujours à Paris, n'a pas été constitué pour exercer des pressions humanitaires sur l'U.R.S.S., mais pour empêcher l'exportation vers les pays communistes de tous biens « stratégiques », c'est-à-dire propres à renforcer le potentiel militaire de ces pays. On n'en parle plus très souvent, sinon pour dire que l'institution tombe progressivement en désuétude, les alliés des Etats-Unis (tous les pays de l'OTAN moins l'Islande et le Japon) étant de plus en plus rétifs à suivre les directives américaines.

Curieuse institution. Elle offre un exemple rare de longévité dans la clandestinité, ayant survécu à la « guerre froide », aux crises internes de l'OTAN, aux divers épisodes des relations américano-européennes. Citons Robert B. Wright, directeur du service du commerce Est-Ouest au département d'Etat et à ce titre responsable des affaires du Cocom, déclarant en 1976 devant la commission des relations internationales à la Chambre des représentants : « Il n'est pas étonnant qu'il y ait eu des cas où les pays membres ont agi contrairement à ce que nous considérions comme la politique du Cocom. Ce qui est étonnant, c'est qu'il y ait eu si peu de cas de ce genre et qu'aujourd'hui, après vingt-six ans de coopération, le Cocom continue à être un instrument viable et opérationnel pour la défense de la sécurité du monde libre dans le domaine du commerce » (1).

Nous ne pouvons en effet citer que des sources américaines ; celle dont est tiré l'extrait ci-dessus est l'une des plus récentes. Il n'y en a pas d'autres. C'est ainsi que nous pouvons connaître, par exemple, la réduction progressive de la liste Cocom, étendant à l'origine l'embargo à la moitié des biens entrant dans l'échange international, aujourd'hui réduite à près de cent cinquante postes, qui concernent les matériels militaires, les biens incorporant les technologies de pointe (et notamment les ordinateurs), certaines matières premières rares. Ces mêmes sources nous renseignent sur la procédure de décision au sein du Cocom : le principe de l'unanimité se conjugue avec le caractère de « recommandation » que revêt la liste Cocom ; la « commission de coordination » se réunit périodiquement pour examiner l'application des règles et statuer sur les exceptions demandées par les membres ; les listes sont périodiquement révisées. C'est à travers les documents américains que la France se révèle le partenaire le plus indocile. On peut s'en réjouir ; on doit relever que cette fronde a ses limites. Il n'y a pas de sanctions officielles au non-respect des règles sur l'embargo. Mais les Américains comptent beaucoup sur les initiatives délatrices de leurs propres firmes, dépitées de voir un marché leur échapper au bénéfice d'un concurrent européen, et aussi sur l' « auto-censure », car trop de firmes européennes sont dépendantes de la technologie américaine pour risquer à la légère des représailles.

Les sources américaines nous renseignent aussi sur la réglementation française en la matière ; chaque Etat membre a en effet une législation propre, celle des Etats-Unis étant, au grand dam de leurs industriels, la plus contraignante de toutes.

Comment donc se passent les choses en France ? Référons-nous à l'annexe du document cité plus haut, intitulée « Les contrôles du commerce dans les pays du Cocom » (2), *et préparée par le département d'Etat américain. A la rubrique France, on lit :* « Des licences d'exportation sont requises pour environ 8 % des produits figurant dans la nomenclature douanière française. Les pouvoirs du gouvernement en la matière découlent de divers textes réglementaires, dont le dernier en date du 30 novembre 1944 (3). Ces textes permettent d'ajouter ou de retrancher à la liste des biens contrôlés simplement par publication au *Journal officiel*. La liste des biens stratégiques soumis à licence d'exportation est publiée périodiquement au *Journal officiel* ». *Le document décrit ensuite sommairement la gestion de ce régime par l'administration des douanes, et le cheminement complexe des licences d'exportation à travers les services officiels français... et éventuellement le Cocom.*

Aucune source française officielle ne donne ces indications, ni même la moindre référence à l'existence du Cocom. Par contre, avec les informations ci-dessus, il est instructif de consulter le Journal officiel, *en particulier l'* « Avis aux importateurs et exportateurs relatif aux marchandises soumises au contrôle de la destination finale » *publié au* J.O. *du 31 décembre 1961, pages 12516 et s., texte auquel se réfèrent tous les avis ultérieurs* (J.O. *des 30 septembre, 14 et 15 décembre 1964, 8 octobre 1966, 23 avril 1967, 18 septembre 1970, 13 mai 1973, 8 décembre 1976, cette dernière liste ayant été modifiée le 14 juillet 1977). Chaque liste nouvelle* [illegible] *annule et remplace la précédente. L'Avis de 1961 définit une réglementation qui ne s'applique pas spécifiquement aux pays socialistes ; les procédures appliquées aux exportations vers ces pays de même que les modèles de formulaires à utiliser ne sont pas publiés. La liste de produits elle-même ne comporte aucune indication ; il est facile de faire le rapprochement avec les données américaines sur la liste Cocom.*

Comme on le voit, la France n'aime pas dire qu'elle appartient au Cocom, ni même s'honorer d'en transgresser quelquefois les règles. Le Cocom est bien gênant. Voire. Si d'un seul coup il disparaissait, quel magnifique champ d'action pour les entreprises américaines exportant des technologies de pointe ! Heureusement que le moralisme politique de M. Carter protège la compétitivité des industries européennes.

* Professeur à l'université de Paris I.

(1) *Export Licencing of Advanced Technology : a Review*, auditions devant la sous-commission du commerce international de la Commission des relations internationales, Chambre des représentants, Congrès des Etats-Unis, mars 1976, p. 51.

(2) *Ibid.*, p. 205.

(3) Exact. Cf. J.O., 1er décembre 1944, p. 1585. Le décret vise notamment une série de textes antérieurs à la guerre, dont la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la Nation pour le temps de guerre.

ALBANIE — Suite inéluctable du désaccord idéologique

La cessation de l'aide chinoise impose à Tirana de rudes contraintes

Le 7 juillet dernier, la Chine annonçait la cessation immédiate de « son aide économique et militaire à l'Albanie et de ses versements à titre d'assistance ». Le 20 juillet, les derniers experts chinois quittaient l'Albanie. Il y a un an, le 7 juillet 1977, l'organe central du Parti du travail d'Albanie (P.T.A.), Zëri i Popullit avait, sous le titre Théorie et pratique de la révolution, dénoncé la thèse chinoise des « trois mondes ».

Par ERIC VIGNE

LA décision chinoise — inéluctable tant les divergences entre les deux partis étaient profondes (1) — aura d'abord surpris par sa brutalité. Les raisons invoquées par la Chine sont économiques et techniques : on retiendra, à titre d'exemples, qu'au début de l'année Tirana *« demandait de fixer, en l'absence des résultats de l'expérimentation, le calendrier de livraison des plans et équipements de certains ateliers du complexe sidérurgique d'Elbasan »* ; par ailleurs, les spécialistes chinois constatèrent que les ouvriers albanais *« à de nombreuses reprises, n'avaient pas suivi leurs indications techniques »*, causant alors de graves accidents.

Dans sa réponse du 29 juillet au parti communiste chinois, le P.T.A. estime que ces arguments ne peuvent *« servir de base morale et juridique à l'arrêt unilatéral et brutal de l'aide économique et militaire »* (2). Selon Tirana, chaque grand tournant de la politique extérieure chinoise s'est accompagné de *« diverses mesures économiques restrictives »* contre l'Albanie.

En octobre 1964, le P.C.C. voulut — en vain — associer Tirana, qui dénonçait *« la collusion soviéto-américaine »*, au voyage que Chou En-lai fit à Moscou pour établir un *« front uni avec les révisionnistes soviétiques contre l'impérialisme américain et ses alliés »*. Dès l'été 1971, la Chine proposait à Tirana de s'allier aux Etats-Unis dans le *« front uni mondial contre l'U.R.S.S. »* Depuis lors, les relations entre les deux partis se sont détériorées, Pékin ne répondant pas à la demande albanaise d'une rencontre politique au plus haut niveau (3). Pour Tirana, il ne fait donc aujourd'hui aucun doute que, faute d'avoir pu imposer à l'Albanie *« sa ligne de grande puissance, sa collaboration avec les forces impérialistes et réactionnaires et son abandon des forces révolutionnaires et de libération dans le monde »*, Pékin *« veut se venger et contrecarrer le développement du socialisme en Albanie »*.

La cessation de l'aide chinoise aggrave la situation économique de l'Albanie. Comme les experts soviétiques en 1960, les cinq cent treize spécialistes chinois sont partis *« après avoir, par ordre de leurs supérieurs, brûlé ou emporté tous les documents techniques »* concernant les vingt-trois ouvrages industriels et militaires en cours de construction avec l'aide chinoise. Dix-sept autres projets étaient à l'étude. Selon Tirana, tous les objectifs fixés par le plan quinquennal (1976-1980) seront réalisés dans les délais prévus. La décision chinoise avait été devinée : en janvier, les ouvriers de l'usine Traktori décidaient de produire en décembre prochain, soit deux ans avant terme, le premier tracteur albanais, tout en développant leur production de pièces de rechange automobiles. L'engagement ne peut être tenu qu'au prix d'un savant bricolage palliant le manque de certains équipements nécessaires à la mise en place des chaînes. Ici, comme sur les *chantiers des ouvrages en construction*, le problème principal demeure celui des biens d'équipement.

A court terme, Tirana devra orienter certaines branches industrielles vers une production prioritaire de biens d'équipement autres que des pièces de rechange. D'autre part, la cessation des prêts commerciaux chinois à l'Albanie rend plus difficile l'acquisition de biens et de services étrangers (4). Tirana refusant *« les prêts des pays capitalistes et révisionnistes »*, sa principale source de financement sera donc le commerce extérieur. Jusqu'alors Pékin était le premier partenaire commercial (près de 60 % du commerce extérieur albanais). Aujourd'hui Tirana va devoir développer ses relations commerciales avec certains pays occidentaux, dont la France, l'Italie, la Suisse et la Suède. Principalement exportatrice de matières premières, l'Albanie connaît le risque inhérent à cette ouverture commerciale : une plus grande dépendance à l'égard d'un marché mondial en crise (variation du cours des matières premières et concurrence qualitative de meilleurs produits). La priorité nécessairement accordée aux industries d'extraction et de transformation pour l'exportation (5) ne peut toutefois l'être aux dépens d'un sérieux développement des biens de consommation.

En 1980, l'Albanie voudrait satisfaire 90 % de ses besoins en biens de consommation courants. L'importance de cet objectif est évidente : pour éviter, dans ce dernier secteur, *« l'importation de l'inflation »*, Tirana a assuré, les années passées, la stabilité des prix intérieurs à la consommation en mettant à la charge de l'Etat la forte hausse des prix à l'importation. Une telle politique serait aujourd'hui en contradiction avec la priorité accordée aux investissements dans l'industrie lourde et de transformation. Et Tirana entend bien limiter les conséquences de la cessation de l'aide chinoise sur le niveau de vie.

Dès l'annonce de la décision chinoise, de nombreux collectifs ouvriers ont annoncé leur intention de réaliser avant terme le plan quinquennal. Mais il ne s'agit là que de gains de productivité, et le défi lancé par la direction chinoise à l'économie albanaise est plus global : Tirana devrait aujourd'hui développer à la *fois* les *industries* des biens de production et celles des biens de consommation, alors que jusqu'à maintenant le dogme de la « révolution technico - scientifique » avait été *« le renforcement systématique et prioritaire de l'industrie de transformation et des moyens de production »* (6).

Une évolution idéologique ?

LES difficultés économiques conduiront-elles l'Albanie à modifier radicalement sa politique étrangère ? Rien, dans l'immédiat, ne l'indique. L' *« impérialisme américain »* et ses alliés, le *« social-impérialisme »* soviétique et le *« révisionnisme moderne »*, demeurent les cibles privilégiées du P.T.A., auxquelles s'ajoute aujourd'hui l' *« hégémonisme chinois »*.

Les relations extérieures avec les pays capitalistes de l'Ouest et de l'Est se développeront certainement, sans que le P.T.A. ait à changer de conceptions politiques : dans les années passées, Tirana a déjà commercé *« sur la base de la souveraineté, de la non-ingérence dans les affaires intérieures et de l'avantage mutuel, sans égard au fait que, dans les domaines idéologiques et politiques, l'Albanie avait avec ces pays d'inconciliables contradictions de principe qu'elle n'a pas tues et qu'elle ne taira pas »*. Au terme des analyses du P.T.A., l'Albanie demeure le seul pays socialiste dans le monde. Toutefois, Tirana, le 24 juin dernier, réaffirmait son soutien à la lutte du Vietnam pour *« préserver son intégrité territoriale contre l'intervention étrangère »*. Tout en soulignant que Hanoï *« a ses propres points de vue politiques »*, le P.T.A. saluait *« la construction du socialisme au Vietnam »*.

Ces chaleureux propos à l'égard d'un pays membre du Comecon dénoncé comme *« dominé par l'Union soviétique »* autorisent-ils les supputations sur un éventuel rapprochement soviéto-albanais ? Si un tel revirement de la politique albanaise devait se produire, il y a fort à parier qu'il aurait déjà été esquissé. La décision chinoise de rompre *toute aide à l'Albanie était* prévue, et Tirana a déjà fait, en 1960, l'expérience des difficultés qu'il y a à devoir brusquement substituer une aide étrangère à une autre. Si l'intention de Tirana est bien de s'ouvrir à Moscou, le P.T.A. n'aurait pas repoussé ces derniers mois les avances de la Bulgarie et des autres pays de l'Est.

Plus que dans la politique étrangère, c'est dans l'évolution idéologique que pourraient apparaître les nouveautés. La rupture avec l'U.R.S.S. avait amené le P.T.A. à entreprendre la *« révolutionnarisation ultérieure »* du pays, afin d'éviter qu'à son tour l'Albanie ne *« dégénère en pays révisionniste »*. L'analyse économique et sociale des forces politiques soutenant Khrouchtchev avait dicté quelques grandes mesures intérieures : contrôle ouvrier, *rotation des cadres, réduction de* l'échelle des salaires (7). Tout en reconnaissant que le parti communiste soviétique était, à la mort de Staline, *« rongé comme une pomme, en apparence saine, mais pourrie à l'intérieur »*, le P.T.A. est demeuré dans la sphère théorique stalinienne (8). Or la Chine connaît à son tour une remise en cause, rapide et généralisée, de toute sa politique socialiste antérieure.

Comment le P.T.A. comprendra-t-il cette évolution et quels enseignements à usage interne en tirera-t-il ? *« Les principes théoriques élaborés par le président Mao qui ont guidé la révolution culturelle constituent une éminente contribution créatrice au développement du marxisme-léninisme »*, déclarait hier Enver Hodja (9). L'analyse du P.T.A. n'est déjà plus la même aujourd'hui : *« Généralement la révolution culturelle ne fut pas une lutte conforme aux principes, conduite par un véritable parti de la classe ouvrière, luttant pour l'instauration de la dictature du prolétariat. Les affrontements entre groupes fractionnistes se terminèrent en Chine par l'instauration d'un pouvoir aux mains d'éléments bourgeois et révisionnistes. »* (10). On retrouve ici la critique formulée en mars 1968 à l'égard de Staline : ni lui ni Mao n'auraient donc su consolider le pouvoir du parti communiste en l'assurant d'une relève révolutionnaire, *« la question politique et idéologique n'ayant pas été soulevée à toutes les étapes avec persévérance et profondeur, comme l'exigeait la situation du moment »*.

Cette question est jugée réglée en Albanie. Aussi le P.T.A. appelle-t-il aujourd'hui à resserrer les rangs, et le soixante-dixième anniversaire du premier secrétaire du parti, en octobre prochain, sera certainement l'occasion d'exalter *« la juste direction du camarade Enver »* au risque de voir se développer le formalisme dans la vie politique et le manque de direction collégiale justement dénoncés au VIIe congrès du P.T.A. Reste que la stabilité de l'équipe dirigeante albanaise a eu pour conséquence la pérennité des choix politiques fondamentaux : l'affirmation, quel qu'en soit le prix, d'une politique spécifique *« indépendante de tous les impérialismes »*.

(1) Voir « L'Albanie précise ses désaccords avec la politique de Pékin », *le Monde diplomatique*, mars 1978.

(2) Tirana maintient *« sa haute appréciation passée de l'aide chinoise et de son rôle, entre autres facteurs extérieurs, dans le développement du pays »*, mais conteste le chiffre de 10 milliards de yuans de crédits versés par la Chine à l'Albanie : calculés en yuans « commerciaux » constants, les crédits ne seraient que de 3,5 milliards, dont 75 % seulement auraient été utilisés.

(3) Tirana confirme les *« ingérences chinoises »* dans le P.T.A. : Chou En-lai soutenait l'ex-ministre de la défense Beqir Balluku dans sa volonté de conclure une alliance militaire avec Belgrade et Bucarest. Mais rien ne fonde l'hypothèse de François Fejtö (*Défense nationale*, août-septembre 1978) d'une fraction linpiaoïste.

(4) L'agence Chine nouvelle affirmait, le 7 juillet, que la Chine avait dû se procurer à l'étranger les équipements nécessaires à l'usine d'engrais azotés de Fieri, *« avec des devises dont elle avait grand besoin »*.

(5) Selon *Business Eastern Europe*, l'Albanie produirait, en 1980 : 3,2 millions de tonnes de pétrole, 2,4 de charbon, 2,2 de ferro-nickel, 1,3 de chrome et 1,3 de cuivre.

(6) Les biens de production représentaient à eux seuls, en 1975, 58,5 % de la production industrielle globale. (Agence Télégraphique Albanaise, 2-7-1978.) Voir F. Çami, « Revolucioni tekniko-shkencor pjesë përbërëse e revolucionit socialist », *Rruga e Partisë* n° 5, 1978.

(7) Nous en avons donné un rapide tableau dans *le Monde diplomatique* de décembre 1976.

(8) « Staline a lutté avec détermination pour l'extension continue de la démocratie socialiste », extrait de « l'œuvre de Staline vivra dans les siècles », *Albanie Aujourd'hui*, mars-avril 1978. Sur ce point, on consultera avec profit l'ouvrage, à paraître aux éditions F. Maspero, de B. Fabrègues, P. Lefort et J. Rogozinski *Sur le « marxisme » stalinien*.

(9) « 25 vjet luftë efitore në rrugën e socializmit », *Raporte e fjalime 1969-1970*, Tirana, 1970, p. 231.

(10) Déjà Tirana qualifie de *« révisionniste »* la thèse maoïste qui fut au centre de la révolution culturelle, de la traduction obligée de la lutte de classes dans le parti en une lutte de deux lignes politiques opposées : *« La lutte menée pour la préservation de la révolution »*, par le P.T.A. a été *« la lutte d'une seule ligne marxiste-léniniste, et jamais une lutte entre deux lignes »*, affirme Ndreçi Plasari (*Lufta e klasave në Parti*), qui conclut que le P.T.A. ne s'est jamais trompé.

Une « modeste contribution » de Régis Debray

MAI 68 COMME RÉVOLUTION CULTURELLE DU CAPITALISME

Par BERNARD CASSEN

ON l'aura deviné à l'ironie swiftienne de son titre (1) : le dernier livre de Régis Debray ne se situe pas précisément dans la lignée des ouvrages, articles, essais ou débats suscités par la commémoration de mai 68 et qui ont rassemblé *« dans la ferveur et l'émotion tout ce qui, dans ce pays, a un nom, une autorité, une décoration »*.

Ce n'est pas un témoignage (l'auteur était à l'époque emprisonné en Bolivie), pas davantage un arbitrage de la polémique classique entre le P.C. *(« nous avons évité la provocation »)* et les gauchistes *(« le P.C. a trahi la Révolution »)*, moins encore un hymne d'espoir *(« Comme une grenade qui n'en finit pas d'éclater de toutes ses promesses* (2) *»*). Non, avec le même courage qu'il avait déployé dans *la Critique des armes*, Régis Debray n'hésite pas à s'en prendre à toute la mythologie de mai pour argumenter sa thèse centrale : *« Mai exauce génialement les vœux du capital, quitte à violer ses tabous et à encourir ses foudres. »*

Non pas que soit nié ce qui a appartenu à l'instant, au vécu des acteurs de mai, *« la foudre au creux des reins, le vacillement des certitudes, l'étincelle de l'amour, le passage de l'OVNI »*, mais l'important, c'est ce que l'histoire a fait du Mouvement et non pas ce qu'il a cru y faire. Et à cet égard, pour l'auteur, il faut regarder les choses en face : *« Mai 68 est le berceau de la nouvelle société bourgeoise. »* En quelque sorte le laboratoire d'idées du libéralisme avancé et de *Démocratie française*... On va crier au scandale, au crime de lèse-mai. Et pourtant...

Régis Debray montre que pendant les « événements » les frontières entre les deux camps opposés sont des plus floues. De part et d'autre, on ne distingue pas d'ennemis, pas de cibles, pas d'objectifs : *« On haïssait Franco, on haïssait Laval, on haïssait Ridgway, on ne haït pas de Gaulle. »* D'ailleurs pouvait-il y avoir concordance de vues entre ceux qui voulaient *« être »* mieux (les étudiants) et ceux qui voulaient *« avoir »* plus (les ouvriers), alors que dans les révolutions il s'agit d'abord de *« faire »* ?

Il y a certes un vainqueur — la majorité, qui augmente sa majorité aux élections de juin — mais pas de vaincus : les syndicats ont eu Grenelle et les étudiants, un nouveau ministre, M. Edgar Faure, qui met lui-même *« l'imagination au pouvoir »*. Un an après, on voit déjà plus clair : avec le départ de de Gaulle, chassé par *« la voix combinée des agents de change de la Bourse et des agents du changement de la Sorbonne... »* et l'arrivée de la « nouvelle société » de M. Chaban-Delmas qui préfigure « l'ère nouvelle » de M. Giscard d'Estaing, on mesure symboliquement la nature de la gigantesque mutation en cours. Il ne s'agit ni plus ni moins que de mettre la France des mentalités, des mœurs et des comportements — *« branchée sur 110 volts »* — à l'heure des besoins du capitalisme français et international qui *« tourne sur 220 » : « la bourgeoisie se trouvait politiquement et idéologiquement en retard sur la logique de son propre développement économique »*. Est-ce à dire que la bourgeoisie en était consciente ? Non. Il aura même fallu se battre contre elle pour qu'elle accepte de satisfaire ses propres intérêts, ceux de la S.A. France.

C'est le passage de ce que Régis Debray appelle « l'idéologie française » du travail, de la famille et de la patrie, des contraintes et des interdits, à l'idéologie capitaliste : *« La culotte de peau, le célibat des prêtres, la virginité des demoiselles, les mitards vétustes, la prohibition des drogues et la discrimination des homosexuels, l'écrasement des identités régionales (ou « fédérales ») sous le poids d'un Etat central abstrait, représentent plus des obstacles que des adjuvants pour le maintien du taux de profit à l'échelle mondiale. »*

Brandissant bien haut le « petit livre rouge », les enfants de mai croyaient découvrir la Chine. Comme Christophe Colomb ! Et ils abordaient en Californie : *« Fallait-il se rêver maoïste pour devenir Américain ? »* Grâce à eux la France va enfin accéder, avec dix ou vingt ans de retard, aux délices de l'innovation sociale de la contre-culture, qui « marchent très fort » depuis longtemps aux Etats-Unis, au grand dam des ligues de vertu mais avec le soutien enthousiaste de Madison Avenue et la bienveillance amusée de Wall Street. Alors, soyons américains jusqu'au bout avec un président anglophone... A la trappe la question du pouvoir et de l'Etat, les concepts de nation et de classe ouvrière : *« Ce qui reste de 68 en 78, au fond des cornues de l'expérimentation sociale (...), c'est ce plus petit dénominateur commun : on peut changer la vie sans changer l'Etat. »* La voie est libre pour la grande réconciliation entre la jouissance sans entraves et un capitalisme multinational tout aussi libertaire, sauvage et même anarchiste (c'est le dernier concept à la mode aux Etats-Unis) dont MM. Giscard d'Estaing, Barre et Monory sont aujourd'hui les chantres. Les occupants de la Sorbonne ont ainsi bien mérité de l'Ecole de Chicago... Telle est l'ironie d'une histoire qui se joue de ses acteurs.

IL faudrait presque citer chacune des lignes de ce petit ouvrage de quatre-vingt-dix pages, étincelant d'idées, foisonnant d'analyses, d'intuitions, de formules, et dont chaque chapitre pourrait fournir la matière d'un livre complet. Cela bien sûr si on lisait encore... Car l'un des thèmes les plus brillamment articulés de cette « modeste contribution », c'est celui de la dictature des grands médias audiovisuels d'où tout critère de vérité, de réalité est évacué. C'est l'apparition de la « langue de vent » : *« parole flottante sans ancrage dans la matérialité sensible ou historique »* où sont passés maîtres les Clavel, Gluksmann, Lardreau et autres *« professionnels du repentir »*, ou saltimbanques du *« Goulag-circus »* à qui Régis Debray réserve — suprême cruauté — quelques citations... d'eux-mêmes.

C'est désormais le règne du n'importe quoi, du pourquoi pas, où *« la valeur spectacle dévore la valeur d'usage »*, des bouffons de cour, que le souverain convie à sa table entre un petit déjeuner pour éboueurs et un safari africain. Le plus grave, c'est que, cette dépolitisation massive, *« cette inculture grosse de catastrophes, les anciens de mai l'ont déjà enveloppée dans le drapeau du combat « antirationaliste » et « antitotalitaire », développée et légitimée sous l'étiquette d' « anti-marxiste »*. Le nouveau culte de l'individu, de la sphère privée, qui correspond si bien aux intérêts du capital (« autogérez-vous, nous gérons pour vous »), vise à déconsidérer par avance tout projet politique construit, tout grand dessein collectif qui donne une raison de vivre. La question du pouvoir n'était pas à l'ordre du jour en 1968. Pas davantage en mars 1978. Les mécanismes d'autorégulation du capitalisme, qui *« fabrique de l'ordre avec du désordre »*, font baisser les bras à ses adversaires patentés.

Et, puisqu'il ne faut pas sombrer dans le *désespoir*, Régis Debray rappelle à l'Européen qu'il lui reste toujours *« la faculté d'enlever son grain de sable aux murailles de la forteresse Occident en prêtant main-forte aux « barbares » en lutte, hors les murs, contre notre barbarie sophistiquée »*. S'il veut bien prendre conscience, au risque d'y perdre son confort intellectuel, que tout ce que le capital concède dans les métropoles pour maintenir la paix sociale, il le récupère en se *« payant sur la bête »* de la périphérie, Jaguar et légionnaires à l'appui si nécessaire. Régis Debray n'est pas suffisamment explicite sur l'articulation des luttes, qu'il faudrait convergentes, en Occident et dans le tiers-monde. On attend maintenant de lui qu'il indique comment, *ici et maintenant*, hors des chemins faciles des révolutions vécues par procuration, on peut prendre sa place dans ce combat.

Mais déjà ces pages magistrales, où l'exceptionnelle « patte » du polémiste est au service d'une rigoureuse clarté dans l'analyse, sont *autant d'antidotes — si « modestes » soient-ils* — au décervelage et au bourrage de crâne ambiants.

(1) *Modeste contribution aux discours et cérémonies officielles du dixième anniversaire*, Maspero, 1978, 96 pages, 14 F.

(2) Article d'Anne Tristan dans le numéro spécial *« 68-78 » de Politique aujourd'hui* (numéro 5-6, 1978, 20 F).

GRANDE-BRETAGNE — Après la « grande peur » de 1974-1976

Les conservateurs devant la crainte d'une troisième victoire électorale des travaillistes

Par PERCY ALLUM *

AU cours de cet été, une petite phrase circule curieusement dans certains milieux politico-intellectuels britanniques ; elle en dit long sur les contradictions qui s'inscrivent dans la situation politique actuelle et sur la confusion des idées. *« L'esprit de 59 »*, voilà la petite phrase, mais pour la comprendre il faut savoir qu'elle se fonde sur une prétendue analogie entre cet été de 1978 et celui de 1959.

Cette année-là, il y a dix-neuf ans, le parti conservateur, sous la direction du premier ministre Harold Macmillan, remportait son troisième triomphe électoral consécutif. Et cela à moins de trois ans de la défaite de Suez et de la démission humiliante d'Anthony Eden, à quoi il faut ajouter une crise de *la livre sterling* (élément constant, comme on le voit, de la politique anglaise de l'après-guerre) et des guerres coloniales à n'en pas finir (Mau-Mau au Kenya, E.O.K.A. à Chypre, etc.).

Cette année, le parti travailliste, dirigé par M. Callaghan, se prépare à demander au peuple britannique de lui accorder pour la troisième fois une victoire électorale. Et cela à deux ans de la grande crise des années 1974-1976. Cette crise est déjà connue dans la littérature politique britannique comme *« la grande peur »*, parce que l'*Establishment* et les secteurs importants des classes moyennes ont pris peur de tout : des syndicats, de l'inflation, de la banqueroute nationale, du chômage, des gens de couleur, de la gauche subversive, du fascisme, de la violence de rue, etc.

L'origine de ce qu'on ne peut qu'appeler une panique généralisée se trouvait dans la chute peu glorieuse du gouvernement Heath en février-mars 1974, après qu'il se fut embarqué dans une confrontation avec les mineurs en grève sans se donner les moyens de vaincre. La dissolution de la Chambre des communes par M. Heath au milieu du conflit ne fit qu'accentuer l'impuissance du gouvernement. Il n'est pas étonnant alors qu'on l'ait appelée la plus grande défaite de l'*Establishment* de l'époque actuelle.

Un terme fut mis à ces deux années de panique par la stabilisation (toute relative) de la livre à l'automne 1976, grâce aux crédits du F.M.I. Mais, comme une série d'articles dans le *Sunday Times* sur les négociations de ces crédits spéciaux l'a récemment révélé, M. Callaghan a été réduit à plaider avec la trésorerie américaine que ce qui était en jeu n'était autre que la survie de la démocratie britannique.

Etablir un parallèle entre 1959 et 1978 implique que, si M. Callaghan gagne les élections en octobre, ce sera grâce à cet esprit de 1959 qui, selon ces observateurs, serait en train de se répandre dans le peuple britannique. Une telle suggestion soulève diverses observations. La première : qu'est-ce que ce mystérieux esprit de 1959 ? Il semble que ce soit une vague d'indifférence politique fondée sur la supposition que rien de très grave ne s'est produit en 1976, comme en 1956. L'affaire de Suez n'était qu'un mauvais rêve, et la « grande peur » de 1976 seulement un cauchemar.

Une telle vague a pu se répandre en 1959 parce que l'affaire de Suez et les guerres coloniales étaient des aventures étrangères. Malgré leur importance pour révéler la véritable place de la Grande-Bretagne dans le monde, on a pu les oublier plus facilement à court terme, d'autant que l'été de 1959 fut extrêmement ensoleillé et chaud ; seul celui de 1976 a *été meilleur dans l'après-guerre. En* outre, il faut se rappeler que les crises de la livre dans les années 50 furent moins sévères qu'aujourd'hui, grâce à l'expansion économique mondiale de l'époque. La preuve en est que Macmillan a pu tranquillement se présenter aux élections d'octobre 1959 et les gagner avec le slogan : *« On n'a jamais été aussi bien »*.

Il est fort douteux qu'une telle vague puisse avoir lieu aujourd'hui, même si M. Callaghan le souhaitait. La « grande peur » était une crise intérieure et elle a pris place dans un contexte international incertain où les crises économiques ne faisaient qu'empirer. Les améliorations récentes de l'économie britannique (telles qu'elles sont) sont encore trop modestes et trop fragiles pour qu'on puisse oublier la crise aussi facilement que l'affaire de Suez et les guerres coloniales il y a dix-neuf ans. Aujourd'hui, on compte encore un million et demi de chômeurs et le niveau de vie ne s'améliorera pas de si tôt. Enfin, sur un plan beaucoup plus superficiel, cet été semble devoir être l'un des plus pourris de ces dernières années, ce qui n'arrange pas les choses de M. Callaghan, qu'on appelle « Sunny Jim ».

La deuxième observation touche à la signification des deux crises : l'affaire de Suez et la « grande peur ». Suez a signifié un tournant de fond dans l'histoire britannique : il a montré au monde (et aux Britanniques qui voulaient bien le voir) que la Grande-Bretagne n'était plus une grande puissance. En fait, les bases économiques et matérielles de l'impérialisme britannique avaient été détruites cinquante ans plus tôt par la première guerre mondiale, mais des circonstances historiques particulières ont masqué cette vérité entre les deux guerres, puis le rôle de la Grande-Bretagne dans la deuxième guerre mondiale a permis le retour des illusions, de sorte qu'une hégémonie culturelle impérialiste a survécu presque intacte jusqu'en 1956. La défaite de Suez a démoli cette hégémonie et révélé que les Britanniques étaient nus, comme le roi dans le conte de Hans Christian Andersen. Les effets de cette découverte sur l'*Establishment* britannique sont incalculables. Il ne s'est pas encore remis du choc aujourd'hui, comme le démontre clairement tout le sentimentalisme introspectif qui s'exprime quotidiennement dans la presse britannique.

La grande peur de 1976 fut-elle un événement comparable ? Certains l'affirment. Ils soutiennent, sur la base de l'interprétation libérale de l'histoire anglaise (c'est-à-dire de la tradition qui va de Lord Macaulay à son petit neveu G. M. Trevelyan, et qui comprend le philosophe J. S. Mill), que la Grande-Bretagne représente le modèle de la démocratie parlementaire, *dont les vertus ont été durablement* acquises grâce à l'évolution constitutionnelle constante vers cette fin au cours des siècles. Or le fait nouveau, disent-ils, des années 1974-1976, c'est qu'une partie de l'*Establishment* a commencé à examiner sérieusement des systèmes que l'on pourrait substituer à la forme actuelle du gouvernement parlementaire. C'est dans cette optique qu'il faut comprendre les variantes britanniques du célèbre rapport de la Commission trilatérale, *la Crise de la démocratie*. On pense à des livres tels que *The Collapse of Democracy* de Robert Moss (1) et *The Death of British Democracy* de Stephen Haseler, ou des études universitaires comme *Adversary Politics and Electoral Reform* de S.E. Finer (professeur de sciences politiques à Oxford) et *In Search of the Constitution* de Nevil Johnson (aussi *fellow* à Oxford), etc. On racontait même en 1976 que des hauts fonctionnaires parlaient ouvertement de la possibilité de voir des chars déferler sur Whitehall.

La vérité en ce qui concerne la démocratie britannique, comme toujours en pareil cas, est à la fois plus ambiguë et plus complexe. On peut dire schématiquement que l'*Establishment* a plus ou moins réussi à gouverner jusqu'à présent sans être obligé de définir la nature et les limites du pouvoir politique dans une charte constitutionnelle. Entre 1974 et 1976, il s'est trouvé pour la première fois, au moins dans cette génération, devant la possibilité que ce pouvoir soit utilisé directement contre lui et ses derniers privilèges dans une stratégie anti-crise à l'intérieur *même du* système. Ainsi le problème posé par la « grande peur » (et sa disparition récente) n'est pas, comme on veut le faire croire, que l'*Establishment* ait momentanément perdu confiance dans la méthode démocratique (avant d'être réconcilié avec elle parce que le pire ne s'était pas produit), mais qu'il ait jugé les rapports de forces tels *qu'ils lui permettraient de mettre* à exécution les intentions antidémocratiques qu'il a toujours plus ou moins nourries.

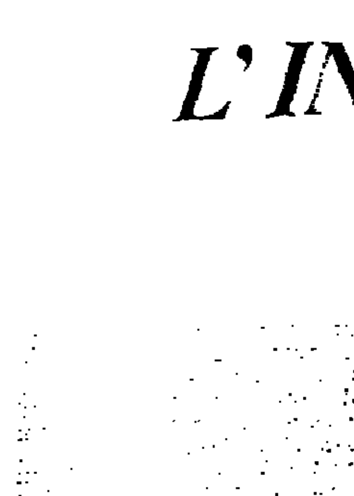
Une troisième victoire électorale pour les travaillistes en octobre pourrait fournir l'occasion de le vérifier, non tellement parce que le parti travailliste défendra un programme socialiste — en fait, le calme politique actuel trouve son origine dans le fait que le gouvernement Callaghan jouit de la confiance de la City parce qu'il se comporte comme un bon gouvernement conservateur — mais plus simplement parce qu'une victoire travailliste sera pour les forces antidémocratiques la preuve que tout est pourri dans le royaume d'Angleterre. En outre, plus les difficultés économiques qu'aura à affronter un nouveau gouvernement travailliste seront sérieuses et plus réformistes ses tentatives pour les résoudre, plus menaçantes deviendront ces forces *antidémocratiques*.

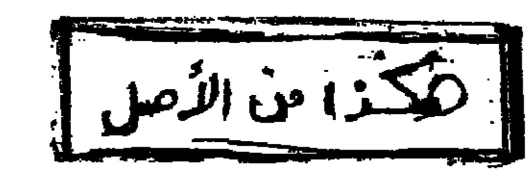
En conclusion, si le parti travailliste remporte sa troisième victoire électorale consécutive en octobre, il ne devra rien à l' *« esprit de 1959 »*. Cela n'est qu'une fantaisie intellectuelle, que quelques hommes politiques mal avisés essayeront, sans doute, d'exploiter à leur propre avantage. De toute façon, ce qu'il y avait de vrai dans l'analogie entre ces deux étés (1959 et 1978) vient d'être brisé une fois pour toute par le rebondissement spectaculaire de l'affaire Thorpe.

L'inculpation, pour complicité dans une tentative de meurtre, de l'ancien chef du parti libéral risque de redistribuer sérieusement les cartes de la vie politique britannique. Le parti libéral perdra certainement un grand nombre de voix si les élections ont lieu en octobre. En outre, étant donné que les voix perdues par les libéraux seront sûrement récupérées par les conservateurs (car ce sont des voix d'anciens électeurs conservateurs des classes moyennes déçus jadis par le gouvernement Heath) et pourront, à elles seules, assurer une victoire conservatrice, le premier ministre Callaghan se trouve aujourd'hui dans une situation délicate. Il pourra encore décider de renvoyer les élections à l'année prochaine comme il en a le droit *puisque le terme constitutionnel* de la législature tombe seulement en octobre 1979. Le parti libéral, pour sa part, pourrait même décider tout simplement de reconduire le *Lib-Lab Pact* pour éviter une débâcle électorale. Mais ces dernières suppositions ne relèvent que de la spéculation politique...

* Chercheur à l'université de Reading.

(1) Temple Smith, Londres, 1975. Voir à ce propos l'article de Claude Bourdet : « Défense et illustration de l'Occident » dans *le Monde diplomatique* de mars 1976 qui comprenait également une analyse du rapport de la Commission trilatérale *The Crisis of Democracy*.





L'agro-business en Amérique latine

L'INDUSTRIALISATION DE LA TERRE

L'inquiétude règne à nouveau dans les milieux spécialisés. Selon le directeur général de la F.A.O., les pays du tiers-monde, qui importent actuellement 66 millions de tonnes de céréales par an, devront en acheter plus de 90 millions de tonnes à l'étranger dès 1985 si la dégradation de leur agriculture se poursuit. Il est vrai que l'Amérique du Nord a l'ambition de devenir le « panier à pain » (North American Breadbasket) *de l'univers.*

Selon une autre instance de l'ONU, le Conseil mondial de l'alimentation, la productivité de l'agriculture ne cesse de décliner depuis plusieurs années dans le tiers-monde et la production de nourriture par tête d'habitant y a baissé en 1977, malgré les mérites tant vantés de la « révolution verte ».

Celle-ci aura pourtant eu un grand avantage pour les sociétés agro-alimentaires multinationales : faciliter leur pénétration dans les pays en voie de développement, où elles sont en train de mettre en place, de concert avec les capitaux nationaux, de nouvelles méthodes et de nouveaux types de culture ouvrant la voie à une véritable industrialisation du secteur primaire. C'est ce phénomène que décrivent ci-dessous Gonzalo Arroyo et son équipe de chercheurs de l'université de Paris-X-Nanterre, au terme d'un travail de recherche collectif dont nous présentons les principales conclusions. D'un pays à l'autre, le résultat de ces recherches illustre très concrètement les diverses modalités de cette nouvelle pénétration capitaliste dans les campagnes.



(Photo Salgado-Gamma.)

Vers la disparition des activités rurales autonomes

Par GONZALO ARROYO *

CASTLE AND COOK est une société agro-alimentaire américaine fondée en 1894 et dont les plantations d'ananas et de fruits tropicaux dans le Pacifique et l'Amérique centrale sont bien connues. Aujourd'hui, cette multinationale, dont le chiffre d'affaires approche le milliard de dollars, se reconvertit dans la production et la distribution de produits alimentaires sous une forme plus rentable : fruits et légumes frais et congelés, produits de la mer de faible teneur calorique, mais très nutritifs, que l'on trouve à prix élevé sur les marchés de luxe. Castle and Cook intensifie l'intégration verticale de ses opérations en acquérant des cargos, des bateaux de pêche, des usines d'emballage et d'autres fournitures nécessaires pour diminuer le prix de revient des produits. Elle tend, en même temps, à s'installer dans des pays où le climat et les sols conviennent à la production des produits frais pendant toute l'année pour l'immense marché nord-américain (1).

Ainsi procèdent également la plupart des grandes sociétés agro-alimentaires qui voient leurs perspectives de profit s'amoindrir sur les marchés saturés du monde industrialisé, Etats-Unis et Europe occidentale notamment. Ce qui n'exclut pas, d'ailleurs, une autre possibilité, qui consiste à diversifier leurs activités dans des branches industrielles plus rentables.

Trois vagues successives

LA pénétration des firmes étrangères n'est certes pas un phénomène nouveau dans l'agriculture du tiers-monde, en Amérique latine en particulier, où leur implantation a connu plusieurs vagues successives. La première, datant de la fin du dix-neuvième siècle, devait durer à peu près jusqu'à la seconde guerre mondiale. Leurs activités consistaient alors dans l'exploitation directe des plantations tropicales et dans l'approvisionnement des pays de l'hémisphère nord en matières premières agricoles exportées : céréales, viande, sucre, fruits tropicaux, coton, cacao, caoutchouc, épices, etc. En Amérique latine, Swift (fondée en 1885) s'était spécialisée dans la production de viande ; United Fruit C° (1889) dans la culture des bananes ; Bunge y Born (1904) dans celle des céréales, entre autres. Parfois, la production de denrées alimentaires de base pour la population locale constituait un second type d'activité : ainsi, Anderson Clayton (1904) et Nestlé (1905) fournissaient aussi le marché interne.

La seconde vague d'implantation durera jusqu'à la fin des années 60. C'est l'époque de l'industrialisation et de l'urbanisation de plusieurs pays d'Amérique du Sud et du Mexique, amorcée après la crise des années 30, et qui s'accélérera surtout après la seconde guerre mondiale. Les Etats, intervenant davantage dans l'économie, favorisent alors la substitution des importations pour échapper à la dépendance externe ; pour stimuler le développement d'une industrie privée à capitaux nationaux, ils entament des projets d'infrastructure (irrigation, routes, ports). Dans l'agriculture, ils mettent en œuvre des politiques de prix, de crédits, de recherche, afin d'accélérer la modernisation des cultures et fournir ainsi à la population qui afflue dans les villes des aliments au plus bas prix possible afin de maintenir les bas salaires et favoriser ainsi l'accumulation du capital dans l'industrie. Les grandes firmes trouvent alors l'occasion d'étendre leurs activités : commercialisation des fournitures importées, tracteurs et machines, engrais, etc., et, dans le cadre de la « révolution verte », semences hybrides, aliments composés pour le bétail, produits chimiques et pharmaceutiques.

Vers les années 60, une partie de ces fournitures, surtout dans les pays à grand espace économique et plus industrialisés — Argentine, Brésil, Mexique, — sont fabriqués sur place par des filiales de sociétés multinationales, tels International Harvester et John Deere pour les tracteurs et l'équipement agricole.

L'année 1955 marque un tournant en ce qui concerne les flux d'investissements directs nord-américains : jusqu'alors centrés sur l'Europe, ils s'orientent davantage vers l'Amérique latine. C'est l'époque où s'opère la multinationalisation du capital productif : les projets nationalistes cèdent la place au développement associé au capital transnational. Nombre de sociétés agro-alimentaires lancent sur le marché, à grands frais de publicité, de nouveaux aliments très diversifiés, à forte valeur ajoutée, réservés aux marchés urbains à hauts revenus, rapidement contrôlés par les firmes. Un mouvement d'expansion se déclenche du nord vers le sud du continent latino-américain et sélectionne les pays relativement plus grands et urbanisés. C'est ainsi que les Etats d'Amérique centrale mais aussi le Mexique, le Venezuela et la Colombie sont plus touchés que ceux du Sud, comme le Pérou et le Chili.

La dernière vague de pénétration, à partir des années 70, ne voit pas, apparemment, les investissements directs augmenter considérablement, mais, plutôt, le réinvestissement d'une partie des profits après installation des filiales. De plus, les sociétés étrangères ont recours au crédit local pour développer leurs opérations. La montée des prix agricoles dans les années 1972-1973 et la récession mondiale à l'occasion de la hausse des prix du pétrole pouvaient laisser supposer que de nouveaux investissements directs allaient affluer vers l'Amérique latine, où la rentabilité et les taux de profits sont plus élevés que dans les pays d'origine des sociétés multinationales. Cependant, les données statistiques ne semblent pas confirmer tout à fait cette hypothèse.

Il y a cependant des exceptions. Celles, d'abord, des pays disposant d'un vaste marché, du moins en puissance, et possédant d'abondantes ressources naturelles où s'implantent de nouvelles filiales. Sans doute de tels marchés sont-ils trop importants dans l'optique des firmes pour être désertés par elles, quelle que soit la conjoncture économique. Cela suppose, de la part des Etats qui les accueillent et des bourgeoisies locales, des dispositions favorables au capital étranger. En Amérique latine, c'est le cas du Brésil, du Mexique et, jusqu'à un certain point, du Venezuela ; l'Argentine restant, ces derniers temps, pour des raisons d'instabilité politique, un peu en dehors du courant des nouvelles implantations.

Une seconde exception est constituée par les pays les plus proches des Etats-Unis, même très petits comme ceux d'Amérique centrale, où de nombreuses multinationales sont présentes malgré l'exiguïté du marché. Les chaînes de restaurants (hamburgers, poulets préparés, etc.) et de *fast-food*, propres au style de vie nord-américain, font aussi leur apparition.

De nouveaux investissements sont destinés à assurer l'approvisionnement en matières premières agricoles qu'on pourrait qualifier de « stratégiques » : par exemple, les oléagineux comme le soja (huile et, surtout, tourteaux pour le bétail), la viande, les fruits et légumes dans les pays limitrophes, les produits de la mer, les fleurs, etc., tous destinés à l'exportation sur les marchés du Nord. Enfin, de nouveaux capitaux sont investis dans l'exploitation directe des terres dans des pays comme le Brésil, où le gouvernement stimule par la fiscalité l'acquisition et la mise en culture des terres en friche par des multinationales. La tendance inverse existe, qui consiste à abandonner l'exploitation directe des terres. C'est le cas, notamment, de la Standard Fruit C°, qui a cédé une partie de ses plantations de bananiers en Amérique centrale, et de la British American Tobacco au Brésil, en partie probablement pour éviter des conflits sociaux avec des ouvriers organisés en syndicats. King's Ranch (élevage), Gulf and Western (canne à sucre en République Dominicaine) et d'autres surtout au Brésil (en Amazonie, au Goias et au Matto Grosso) fournissent des exemples plus ou moins récents d'exploitation directe.

Un cours irréversible

L'EXPANSION des firmes multinationales agro-alimentaires s'inscrit dans une évolution capitaliste plus générale. En effet, l'agriculture (avec l'élevage et les activités forestières) est de plus en plus liée à une chaîne agro-industrielle dont elle ne constitue plus qu'un maillon d'une importance déclinante du point de vue de la valeur ajoutée et de l'emploi.

Cette chaîne agro-industrielle comprend différents stades d'activités : 1° la production, en amont de la ferme, des fournitures agro-industrielles (machines, engrais, semences, produits chimiques et vétérinaires) ; 2° la production agro-pastorale et forestière proprement dite, qu'on appelle agriculture ; 3° le traitement et la transformation en aval de la ferme des produits agricoles ; 4° la distribution de ces produits au consommateur final (stockage, transports, commerce de gros et de détail, restauration collective qui va en se généralisant, etc.). La présence des firmes agro-industrielles dans les stades 1°, 3° et 4° s'accroît, tandis qu'elles développent leurs liens avec d'autres sociétés dans le secteur des finances, des transports, etc.

(Lire la suite page 6.)

(1) Castle & Cook : « Growth in Food through Aggressive Acquisition », *Business Week*, 24 avril 1978, page 92.

* Du groupe de recherches sociologiques, université de Paris-X-Nanterre, coordonnateur du projet international « Multinationales et agricultures ».

(Suite de la page 5.)

Les statistiques témoignent du déclin de l'agriculture par rapport à l'industrie dans l'ensemble des pays sous-développés : la contribution de l'agriculture au produit national brut de ces pays baisse entre 1960 et 1970 de 34 % à 26,8 %, tandis que la part de *l'industrie* passe de 15,5 % à 18,1 %. Dans le cas de l'Amérique latine, les chiffres pour l'agriculture sont de 18,5 % en 1960 et 15,2 % en 1970. En ce qui concerne le rythme de croissance de la production latino-américaine, il augmente dans le même laps de temps de 3,3 % dans l'agriculture et de 6,8 % dans l'industrie.

La conclusion est que l'agriculture perd son caractère d'activité autonome dans la mesure où elle s'intègre à la chaîne agro-industrielle, selon un cours qui semble irréversible dans le monde entier, aussi bien dans les pays socialistes que capitalistes. Ce serait même une évolution nécessaire pour les pays sous-développés s'ils veulent atteindre un certain développement agricole et rural assurant la sécurité alimentaire et la satisfaction des autres besoins essentiels de leur population. Le développement rural, parfois oublié au bénéfice du développement industriel, semble être un élément-clé *pour nombre de pays d'Amérique* latine, où le blocage de la croissance économique provient, précisément, de structures agraires déséquilibrées et de la pénurie de denrées alimentaires.

Cependant, même si l'industrialisation de *l'agriculture* semble être un phénomène irréversible, ce qui n'est pas déterminé, c'est le modèle d'agro-industrialisation qui s'imposera dans les pays sous-développés. En fait, plusieurs solutions de rechange sont possibles : il suffit de comparer l'agro-industrialisation de type socialiste de Cuba avec celle qui se développe sous l'égide de sociétés agro-alimentaires au Mexique.

En réalité, tout se passe comme si un *système* agro-alimentaire mondial était en train de se mettre en place depuis quelques années, de plus en plus étroitement contrôlé par une bonne centaine de sociétés agro-*alimentaires* multinationales dont le nombre a d'ailleurs tendance à *diminuer. Cette impression* est confirmée par la concentration progressive du capital entre les mains de quelques firmes ; par le fait que leur chiffre d'affaires, selon certaines estimations, représente près de 40 % de la production mondiale en ce domaine ; par leur capacité technologique polyvalente, la domination qu'elles exercent sur les marchés des denrées stratégiques, leur alliance avec des consortiums bancaires, leur infiltration dans les organisations internationales et leur « *lobbying* » auprès de gouvernements puissants comme celui des Etats-Unis mais aussi auprès de ceux du tiers-monde... Comment ne pas en conclure que les activités agro-alimentaires sont *quasiment devenues* la chasse gardée des grandes sociétés multinationales de l'agro-business.

De nouvelles inégalités

LE plus grave dans tout cela est qu'on impose aux pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie un modèle spécifique de développement agricole et agro-industriel. Modèle étroitement lié, en fait, au processus de modernisation de l'agriculture engagé à la faveur des innovations techniques de la « révolution verte » : on pourrait dire que celle-ci a préparé le chemin à l'agro-business qui, à son tour, imposait la « révolution verte ». Sur le plan des *structures* agraires, il *en* résulte une transformation en sens inverse de celle qu'avaient produite les réformes agraires redistributives des années 60 en Amérique latine. En effet, au lieu de réduire les inégalités traditionnelles du régime foncier, le processus spécifique d'agro-industrialisation tend à les accentuer en concentrant dans les unités productives grandes et moyennes les meilleures terres, les investissements, la technologie et les ressources financières d'origine publique.

C'est un fait que ce modèle peut produire une augmentation de la productivité et de la production totale du pays — d'une *manière parfois* spectaculaire, comme c'est le cas avec le soja au Brésil. Mais il engendre des déséquilibres à l'échelon régional et dans les types de produits, les exploitations étant orientées essentiellement vers la production de *matières* premières pour l'agro-industrie et/ou pour l'exportation. Tandis que l'augmentation de la production sera nulle pour certains autres produits agricoles, en particulier les denrées de base dont se nourrit la population locale (2).

Les effets sociaux ne sont pas moins inquiétants : dégradation accélérée de l'agriculture de subsistance ; paupérisation des minifondistes et des paysans sans terre, dont le nombre s'accroît ; émigration massive vers la périphérie des grandes villes ; introduction de modèles de consommation de moindre valeur énergétique et nutritive ; parfois, aussi, hausse des prix des produits alimentaires transformés destinés aux masses urbaines et même paysannes : ce sont là quelques conséquences de ce modèle qui met l'accent sur la croissance agricole et agro-industrielle à court terme au détriment du développement rural à plus long terme.

Quant aux *conséquences sur* l'économie globale des pays latino-américains, elles varient sans doute selon les situations spécifiques de chacun, les dimensions de leurs marchés, le degré d'industrialisation et d'urbanisation, la distance et la capacité d'accès aux marchés internationaux, la situation de la balance des paiements, etc. Mais le bilan, en général, reste difficile à établir. D'un côté, on observe une unification du marché alimentaire national et son élargissement qualitatif : de nouvelles technologies alimentaires sont introduites, dont certaines présentent un intérêt du point de vue de la nutrition et de l'hygiène. Mais ces bienfaits restent réservés aux couches nanties de la population urbaine. De l'autre *côté*, de nouveaux besoins d'importations sont créés : fournitures agro-industrielles d'importation, machines et équipements pour l'agriculture et l'agro-industrie. Parfois même, lorsque trop de terres ont été détournées des cultures vivrières pour les consacrer exclusivement aux productions agro-industrielles, ce sont des produits comme le blé, le maïs ou le lait qu'il faut faire venir de l'étranger à grands frais.

Généralement, cette situation *accroît* la dépendance externe du pays et aggrave les déséquilibres internes. L'apparition de régimes autoritaires au cours de la dernière décennie coïncide d'ailleurs dans le temps avec le choix d'un modèle de croissance associé au capital trans*national*.

Dans la mesure où l'endettement externe pèse sur la balance des paiements, alourdi par les importations de biens d'équipement, le rapatriement des profits et le paiement des services technologiques aux sociétés étrangères, l'agriculture se voit assigner la fonction spécifique de combler le déficit commercial. Progressivement, il lui faut abandonner les cultures vivrières pour orienter sa production vers les marchés internationaux. Mais cela ne rompt pas pour autant le cercle vicieux d'une croissance économique tributaire des importations de biens et services importés et, par conséquent, des emprunts extérieurs pesant sur la balance des paiements. En revanche, *cela* peut, à coup sûr, contribuer à réduire dangereusement la sécurité alimentaire de certains pays qui, désormais, dépendront davantage des importations alimentaires pour satisfaire les besoins essentiels de leurs populations.

GONZALO ARROYO.

(2) Ce type d'agriculture intensive — surtout en ce qui concerne la mécanisation et les produits chimiques — orientée vers le profit à court terme peut produire un épuisement des sols et même la rupture de l'équilibre écologique, comme en témoignent de nombreux exemples, principalement dans des régions de frontière.

Sélection des cultures et des zones productives, baisse des disponibilités alimentaires

MEXIQUE : une forme typique de « multinationalisation »

Par OMAR MUSALEM LOPEZ *

LA première industrie agro-alimentaire d'Amérique latine fut installée *au Mexique, en 1877, par un investisseur* français, Michel Clément-Jacques (1), peu de temps après que McCormick, de la dynastie des fabricants de machines agricoles, eut perfectionné l'équipement mécanique qui allait permettre de convertir en corde *(binder twine)* l'agave brut du Yucatan (2). La société Nestlé allait attendre encore trente-cinq ans avant de s'y établir elle aussi, suivie par Carnation, Anderson, Clayton, etc.

La réforme agraire entreprise après la révolution de 1917 va transformer les structures sociales du Mexique et celles de la production agricole. Elle atteint son apogée sous le président Cardena (1934-1940) ; de nouvelles terres sont mises en culture, et d'importants investissements sont consacrés aux travaux d'irrigation, à la mécanisation et à l'emploi de nouvelles semences. *Une agriculture moderne prend naissance et* se développe, mais de manière très inégalement répartie selon les régions : le secteur dynamique et moderne s'installe au Nord-Ouest (départements de Sonora, Sinalpa et Baja California) et au Nord-Est (département de Tamaulipas), tandis que le sud du pays reste arriéré, les méthodes de culture traditionnelles s'y maintenant presque intactes.

La forte concentration des ressources explique cette différenciation ou, plus précisément, cette inégalité de développement : concentration des moyens mis en œuvre (machines, système hydraulique et investissements publics) *mais, aussi, concentration des terres*, surtout dans les zones bénéficiant de l'irrigation. Ainsi, dans les quatre départements mentionnés, 5 % des propriétaires possédaient 40 % des terres en 1961. En 1967, ces taux étaient passés, respectivement, à 3 % et 30 % ; en 1973, ils n'avaient pas changé (3). Dans chacun de ces départements, le taux de mécanisation agricole est le plus fort du pays soit, respectivement : 97 %, 98 %, 89,6 % et 99 % (4). A eux quatre, ils totalisent 25 % des superficies fertilisées du pays (5) et concentrent 53,8 % des espaces équipés d'ouvrages d'irrigation (6).

Enfin, dans ces mêmes régions, la recherche agricole est particulièrement *développée* : elle bénéficie de plus du quart des crédits totaux affectés à la recherche et accapare 38 % des chercheurs ayant un diplôme de doctorat, 36 % de ceux qui ont un diplôme de maîtrise et 27 % de licenciés (7).

Ce sont de tels atouts qui vont permettre l'essor de la production de matières premières agro-industrielles, principal objectif de la « multinationalisation » de l'agriculture au Mexique. Avec la chute du prix du coton sur le marché international, d'importantes modifications sont, en effet, introduites dans le type des cultures en zones irriguées. Trois produits inconnus avant 1960 y font leur apparition et voient leur production s'accroître à un rythme sans précédent dans l'histoire de l'agriculture mexicaine : le sorgho, le soja et le carthame.

Le tableau I (page suivante) donne la mesure du déséquilibre introduit dans

* Ancien professeur à l'école nationale d'agriculture, à Chapingo (Mexique).

(1) Cf. *Expansion*, Mexico, janvier 1978.

(2) Les principales industries américaines de la corde, McCormick, Glessner, Deering, Jones, fusionnèrent en 1900 pour donner naissance au trust gigantesque d'International Harvester C° (cf. Benitez Fernando : « Kl, el drama de un pueblo y de una planta ». Fondo de Cultura Economica, Mexico, 1962).

(3) Secretaria de Recursos hidraulicos. Informes de Labores, 1962, 1968 et 1974.

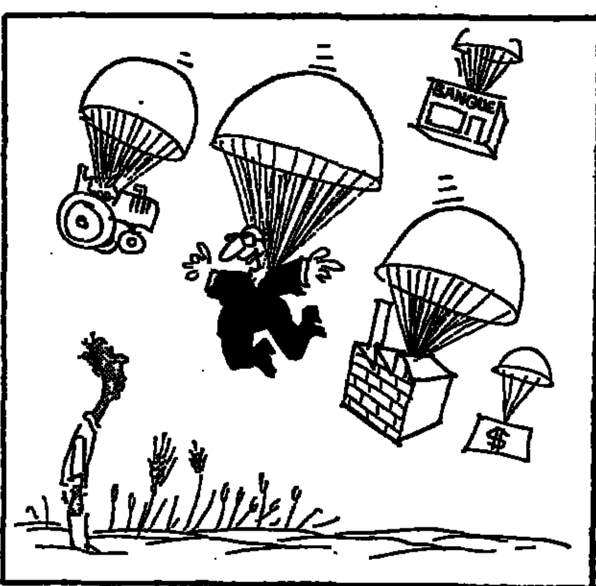
(4) Ibid. (le taux de mécanisation indique la part de travail désormais effectué à l'aide de machines, avec réduction correspondante de la main-d'œuvre).

(5) et (6) Ibid.

(7) Instituto Nacional de Investigaciones agricolas.









Un gigantisme coûteux pour la nation américaine

LE MODÈLE EST-IL VRAIMENT SI EFFICACE ?

Par MICHAEL PERELMAN *

EN *agriculture aussi*, le modèle américain tend à faire tache d'huile — non seulement en Amérique latine mais *dans* le monde entier, y compris les pays socialistes. La raison invoquée le plus souvent pour expliquer ce phénomène serait son efficacité. Or *l'efficacité n'est pas une notion technique ;* elle permet seulement de juger de l'adaptation d'un système aux conditions observées.

* Professeur à l'université de Californie à Chico.

Une même technologie peut prendre des formes différentes dans des conditions diverses. Par exemple, le système agricole américain est gros *consommateur d'énergie : la production d'une calorie alimentaire* y requiert la consommation de dix calories d'énergie, compte tenu des fournitures nécessaires et de la distribution des produits alimentaires. Si tous les pays doivent adopter ce système, 80 % de l'énergie *totale actuellement consommée dans le monde* suffiraient tout juste à la production et à la commercialisation des denrées alimentaires. Encore ce pourcentage sous-estime-t-il le coût en énergie du système alimentaire américain qui tend de plus en plus à remplacer le travail *à la ferme* par des procédés industriels (production d'engrais, tracteurs). Tandis que 15 % des travailleurs non agricoles sont employés dans le complexe agro-alimentaire, une proportion croissante des coûts de l'urbanisation, y compris celui du transport vers les lieux de travail, est imputable à la nouvelle division du travail dans l'agriculture.

Il faudrait aussi tenir compte des *coûts* énormes des effets sur l'environnement. Chaque année, on répand plus d'un milliard de livres de pesticides sur le sol des Etats-Unis. Pour une livre d'aliments servis sur les tables américaines, 30 livres de terre agricole en moyenne sont perdues par l'érosion.

Des performances inégales

MALGRE leur incomparable richesse en *terres, les Etats-Unis* ne sont pas les premiers pour ce qui concerne les rendements à l'hectare. Par exemple, la Suisse et l'Autriche ont des rendements doubles pour le blé ; la Grèce dépasse les Etats-Unis pour le riz ; l'Autriche produit 20 % de maïs en plus à l'hectare. Et encore les *rendements* américains apparaîtraient-ils moins élevés si l'on ne mettait pas seulement les meilleurs sols en culture dans ce pays.

On constate d'autre part que le rendement des grandes exploitations fortement capitalisées tombe au-dessous de la moyenne américaine. Le phénomène se trouve illustré de manière éclatante par la relation entre le revenu net et la surface des exploitations (voir le tableau I) : *si toutes les exploitations parvenaient aux mêmes rendements*, les chiffres des colonnes une et cinq de ce tableau seraient identiques. De fait, les petites exploitations ont un *revenu plus élevé à l'hectare*. Cependant les données *disponibles* sous-estiment nettement les performances de ces petites exploitations, *et cela pour plusieurs raisons*. D'abord, beaucoup de petits producteurs efficaces sont *comptabilisés* parmi les membres des catégories supérieures. Deuxièmement, les gros exploitants obtiennent des prix plus favorables pour leurs récoltes et peuvent *acheter* leurs *fournitures à des prix plus bas. En troisième* lieu, les grandes exploitations peuvent aussi participer à la transformation des matières premières agricoles *et* dans ce cas leur revenu inclut le produit de ces activités de transformation. Enfin, le *petit* producteur obtient difficilement *du crédit pour des cultures* plus lucratives mais plus risquées (telles les laitues par exemple) ; en même temps, il peut destiner une partie de sa production à la consommation familiale.

Selon le département américain de l'agri*culture*, « l'entreprise agricole type (1) en 1970 dégageait un revenu commercial de 150 000 dollars environ, et se révélait légèrement déficitaire après paiement des salaires à ses employés ». De plus, les grandes sociétés sont davantage sujettes à la banqueroute.

TABLEAU I. — LES EXPLOITATIONS LES PLUS GRANDES NE FOURNISSENT PAS LES MEILLEURS RENDEMENTS

(Pourcentage du total pour les Etats-Unis)

1 Surface cultivée en acres	2 Recettes liquides	3 Dépenses de production	4 Dépenses en pesticides	5 Revenu net
6	2,7	3,7	2	7
5	3	3,2	2	4,6
7	5,9	5,6	5	7,9
14	11	19,1	11	14,5
22	20	18,4	22	24,6
46	57,3	59	57	41,4

Source : U.S.D.A. Economic Research Service.

(1) On voit, depuis quelques années, se créer aux Etats-Unis des *farm corporations* bâties sur le mode des entreprises industrielles, en particulier en Californie, dans le Sud-Ouest et dans les Etats céréaliers du Middle West.

l'agriculture mexicaine par l'agro-industrialisation de certaines régions où les meilleures terres, irriguées, sont désormais réservées aux productions « vedettes » : pour 82,7 % et 74,9 %, les superficies affectées respectivement à la culture du soja et du carthame sont ainsi situées dans des zones irriguées.

Le délaissement des cultures vivrières pour les besoins de l'intégration de l'agriculture à l'industrie entraîne une *diminution des disponibilités alimentaires de base (cf. tableau II)*. Cependant, l'élevage bovin et porcin, outre l'aviculture, continue de progresser : en *douze ans, le cheptel mexicain* a presque doublé, de même que le nombre des porcs *(cf. tableau III)*. Pour nourrir les animaux d'élevage, pâtés et autres *aliments équilibrés sont fabriqués* essentiellement à partir du soja, du carthame, de la luzerne et du sorgho, précisément. Les investissements consacrés à l'élevage *dépassent en importance* ceux qui vont à l'agriculture *(cf. tableau IV)*. Du coup, l'industrie de la viande et de ses dérivés emballés ainsi que celle des *produits laitiers connaissent une expansion* considérable.

Ce berceau de la « révolution verte » qu'est le Mexique est ainsi devenu importateur de grains et de matières premières agricoles. La recherche agricole y a, certes, accompli des progrès notables pour améliorer les semences. Mais l'accroissement de la productivité n'exige pas que des seules semences. Il demande aussi, en complément, des fertilisants, des insecticides, des pesticides, des tracteurs, des machines, etc. Or, ces composantes technologiques de la « révolution verte » doivent être importées : c'est ainsi que prend naissance une nouvelle forme de dépendance. Paradoxe, effectivement, pour un pays que la « révolution verte » devait libérer de la nécessité d'importer des grains...

TABLEAU I. — PRIORITE AU DEVELOPPEMENT DES CULTURES « VEDETTES »

	1960	1965	1970	1975
Maïs	100,0	164,7	163,6	143,3
Blé	100,0	181,2	225,5	234,7
Haricots noirs	100,0	162,5	174,8	169,2
Riz	100,0	115,3	134,8	168,8
Carthame	100,0	248,5	899,6	857,5
Soja	100,0	1 164,0	4 389,6	11 536,7
Sorgho	100,0	356,9	1 313,7	1 503,9
Luzerne	100,0	134,9	217,8	280,5

Source : Secretaria de agricultura, direccion general de Economia Agricola, COCOSA.

Appauvrissement des récoltes de produits alimentaires de base ; accroissement des livraisons de biens technologiques *pour servir les objectifs de la « révolution verte »* : ainsi le veut la stratégie de la « multinationalisation » de l'agriculture. De fait, Ford Motor Cº, International Harvester, Massey Ferguson et John Deere ont produit et importé au Mexique soixante-dix mille tracteurs de 1966 à 1977. Les semences pour la culture du sorgho, du soja et du carthame, ainsi que les fertilisants, ont été fournis par NorKrup King, Dekalb, Asgrow et Dow Chemical. Au cours de la période allant de 1960 à 1977, Anderson Clayton et Ralston Purina ont fabriqué des aliments pour le bétail. Cargill Inc., Bunge Corp., Cook Inc. et Mitsubishi Int. Corp. ont fourni 17,8 millions de tonnes de produits agricoles de base. Nestlé a fait passer sa production de lait et dérivés de 23 800 tonnes en 1960 à 70 483 tonnes en 1974. Carnation, pour citer encore un exemple, a célébré le trentième anniversaire de son implantation au Mexique en inaugurant l'usine de lait condensé la plus grande du monde. Là sont les véritables bénéficiaires de la « multinationalisation » de l'agriculture.

Mais, *du seul point de vue écologique*, les effets sont alarmants. La zone d'irrigation du Nord-Est (Tamaulipas), qui est la principale région productrice de sorgho, a une capacité *d'irrigation* de 280 000 hectares. Actuellement, 80 000 hectares y sont devenus stériles par suite de la salinisation de la terre et 64 000 hectares *supplémentaires* sont sur le point de connaître le même sort. Quant à la zone irriguée du Nord-Ouest (Sinaloa, Sonora et Baja California), principale productrice de soja et de carthame, la situation y est identique : 172 000 hectares ont été rendus inaptes à la culture par suite d'une mauvaise utilisation de l'eau et de mauvaises méthodes de drainage. Au total, l'agriculture intensive pratiquée dans les zones irriguées du nord-est, du nord-ouest et du centre du pays a causé la perte de 600 000 hectares de terres rendues improductives par la salinisation et de surcroît 700 000 hectares devront bientôt être abandonnés pour la même raison (8). Bilan tragique. Pourtant, la Banque mondiale a déjà prêté 195,5 millions de dollars jusqu'en 1974 (9) pour restaurer des sols qui seront aussitôt rendus aux mêmes pratiques de l'agriculture « multinationalisée ».

OMAR MUSALEM LOPEZ.

TABLEAU II. — DECLIN DES DISPONIBILITES ALIMENTAIRES PAR HABITANT

	1960	1970	1975
Produits de base* (en millions de tonnes)	11,4	11,8	12,9
Population (en millions d'habitants)	34,9	48,3	60,2
Disponibilités par habitant (en kilogrammes)	0,326	0,244	0,214

* Maïs, haricots noirs et blé (sans exclure le type de consommation : industrielle ou fourragère).

TABLEAU III. — AUGMENTATION DU CHEPTEL DE 1960 A 1972 (en millions de têtes)

Espèces	1960	1965	1970	1972
Bovine	17 670	21 975	24 876	30 559
Porcine	5 988	8 779	10 298	11 725

Source : SAG, Plan nacional agricola, Ganadero y forestal, 1973.

TABLEAU IV. — INVESTISSEMENTS DU FONDS AGRO-ANIMAL RYTHME DE CROISSANCE ANNUEL (en pourcentages)

	1965-1960	1970-1965	1970-1960	1974-1970
Agriculture	13,9	27,0	20,0	29,7
Elevage	13,0	70,0	39,0	50,0

Source : Secretaria de la presidencia.

(8) *Cf. Excelsior*, Mexico, 22 mars 1978.
(9) *El Mercado de Valores*, octobre 1974.

PEROU : la subordination d'une agriculture régionale

Extension des cultures fourragères et intégration des entreprises artisanales aux activités d'un <grand> de l'agro-business

Par SILVIO GOMES DE ALMEIDA *

DANS le sud du Pérou, le reflet vert-bleu des champs de luzerne égale de vastes étendues depuis la Campina et les vallées *d'Ocona*, au nord, jusqu'à l'Yrada, à quelques kilomètres de la frontière chilienne. Rien dans ce spectacle ne laisse soupçonner qu'on se trouve là devant l'une des manifestations les plus visibles des bouleversements survenus dans l'agriculture de la région depuis l'installation voilà près de quarante ans de la société Leche Gloria S.A., *filiale* péruvienne de Carnation, l'une des plus grandes multinationales agro-alimentaires.

Utilisant le lait comme matière première de ses activités industrielles, sans investir directement dans sa production, la société a, en effet, établi sa base d'approvisionnement dans le Sud péruvien. Les profondes transformations de structures qui en ont résulté pour l'économie régionale se trouvent consignées dans les résultats préliminaires d'une enquête menée par une équipe du *département d'économie de l'université* catholique de Lima, sous la direction du professeur Manuel Lajo. Sans doute les évolutions mises en évidence dans ce travail de recherche (dont nous reprenons ici les grandes lignes) ne s'expliquent-elles pas par la seule action de la filiale de Carnation ; mais elles doivent être envisagées comme la *« conséquence d'un développement conditionné »* par sa présence.

La onzième entreprise du pays

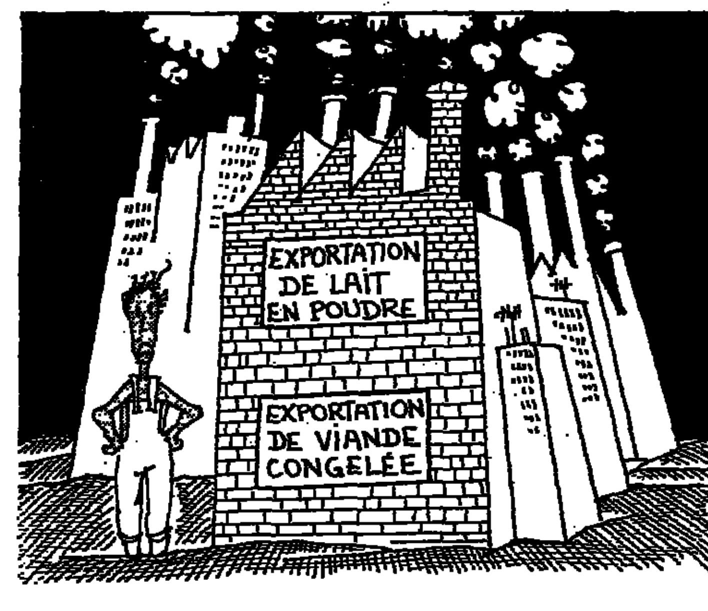
FONDEE en 1920 à Los Angeles, *Carnation* se rangeait en *1974* au dix-neuvième rang parmi les cent premières industries alimentaires du monde par son chiffre d'affaires, et au quatorzième rang par son bénéfice net. Plus de deux cents unités de transformation et de distribution opèrent sous son égide dans plus de vingt pays, répartis sur tous les continents. Les activités de la firme sont multiples, mais toujours orientées vers le secteur agricole : élevage de volailles, production d'aliments pour le bétail et les animaux domestiques, de produits chimiques, de machines destinées au *secteur agro-alimentaire*. Son principal domaine reste la transformation de biens agricoles destinés à la consommation humaine. L'industrie laitière y occupe une place prépondérante, Carnation tenant la première place pour la fabrication de lait condensé.

En 1939, le gouvernement péruvien accéda à la demande de Carnation qui souhaitait installer une usine de dérivés de lait. La conjoncture était alors marquée par la croissance rapide des investissements industriels orientés vers le marché interne, tendance qu'encourageait le gouvernement et que favorisait l'accaparement de l'industrie américaine par l'effort de guerre.

Installée en 1942, en même temps *que Perulac S.A., filiale de Nestlé*, Leche Gloria S.A. est devenue en chiffre d'affaires, la première industrie péruvienne de transformation de produits laitiers, la quatrième parmi les industries alimentaires et la onzième entreprise du pays. En 1974, elle concentrait 41 % du chiffre d'affaires des cinquante-deux unités de transformation de *lait* recensées, alors que Perulac, qui arrivait en second, n'en représentait que 16 %. Cette place prépondérante se traduit pour Leche Gloria S.A. par un contrôle oligopolistique de la matière première, de la production et de la distribution des produits lactés.

(Lire la suite page 8.)

* Economiste brésilien.







Il est vrai, cependant, que les fermes les plus petites procurent un revenu inférieur au *salaire d'un* ouvrier qualifié de l'industrie. Mais les études réalisées par le département de l'agriculture révèlent que les fermiers sont *alors en partie*, sinon totalement, des *marginaux qui auraient peu de* chance de trouver d'autres emplois. Sans parler d'équité, il ne serait guère justifié du point de vue de la productivité de les déposséder de leur terre *au profit d'exploitations* plus importantes.

Un autre choix consisterait à améliorer les petites exploitations, mais cette solution n'a guère bénéficié de l'aide officielle jusqu'à présent. Les travaux effectués par un chercheur indépendant, John Jeavons, suggèrent pourtant que sur des terres relativement pauvres — les collines de Palo Alto en Californie, où la terre est utilisée pour les pâtures à la place des cultures — des individus pourraient produire suffisamment de denrées et de fourrage pour assurer un régime à base de céréales, fruits, légumes et lait de chèvre en y investissant moins d'une heure de travail par jour (2).

Élimination des petits fermiers

MEME lorsque les petites exploitations sont très productives, elles rencontrent des difficultés sur le marché. Le tableau II montre comment elles sont pénalisées en termes de coûts. Autre handicap : tandis que l'université et l'industrie privée consacrent d'énormes ressources au développement d'une technologie pour les grandes exploitations, les banques refusent souvent de prêter de l'argent aux fermiers qui n'adoptent pas leurs critères d'« efficacité ». On voit ainsi des petits fermiers abandonner volontairement des techniques traditionnelles, jugées moins « efficaces », pour ne pas donner l'impression d'être retardataires.

Un exemple illustre les résultats de cette nouvelle *technologie* : *la cueillette mécanisée* des tomates (où l'introduction des machines *ne visait pas tant à accroître les rendements* qu'à faire obstacle à la syndicalisation des ouvriers agricoles, comme souvent dans ce cas). Non seulement les ouvriers, mais aussi beaucoup de fermiers ont eu à pâtir de ces « locomotives des champs ». En 1962, près de 4 000 fermiers de Californie cultivaient 177 000 acres en tomates. Seul le plus gros exploitant fut en mesure de payer les 45 000 dollars que coûtait cette machine. Depuis lors, la surface plantée en tomates a été portée à 250 000 acres, mais 3 400 exploitations ont été éliminées.

Deux questions importantes se posent alors :

1) Même si des agriculteurs se trouvent éliminés, l'effet global de cette technologie n'est-il pas bénéfique pour la société ? Libérés du travail agricole, des ouvriers seraient affectés à d'autres tâches qui leur permettraient d'élever leur niveau de vie. En fait, la réduction de l'emploi dans le secteur agro-alimentaire entre 1958 et 1970 a été de 3 %, compte tenu des emplois créés hors de la ferme dans le secteur alimentaire.

2) Si les suppressions d'emplois ont été relativement limitées, peut-on conclure que l'agro-industrie doit être lavée de l'accusation d'engendrer le chômage ? La réponse semble négative. En effet, les nouveaux emplois sont localisés dans la société urbaine, où la vie est beaucoup plus chère : la majorité des familles ayant alors besoin de deux salaires pour survivre, l'offre de travail augmente considérablement et nombre d'ouvriers restent dans l'impossibilité de trouver des emplois. De plus, la structure des investissements a été bouleversée en fonction des besoins de ces familles urbaines, comme le montre en particulier l'essor de l'industrie des produits cuisinés (fast food) censés résoudre les problèmes de temps des adultes au travail. Dans ce cas, la création de réseaux de restaurants où sont distribués les produits fast food a entraîné un détournement des investissements hors des industries de base et l'emploi s'en est trouvé réduit d'autant en dehors du secteur agro-alimentaire.

Aux Etats-Unis mêmes, où la force de travail est relativement peu abondante, le modèle agro-alimentaire nord-américain comporte déjà suffisamment d'effets négatifs ; mais il serait catastrophique de l'appliquer totalement en Amérique latine et dans le reste du tiers-monde où le chômage est chronique. Peu de sociétés y seraient en mesure de supporter les contraintes simultanées imposées par la hausse des prix des fournitures agricoles et par le coût des infrastructures urbaines, accompagnées d'une croissance du chômage. Une solution plus rationnelle consisterait à développer l'exploitation à petite échelle qui fait essentiellement appel à la main-d'œuvre humaine, solution qui permettrait de libérer des ressources pour développer une base industrielle solide.

MICHAEL PERELMAN.

TABLEAU II. — POUR EMPRUNTER DES CAPITAUX OU ACHETER DES FOURNITURES, LES PETITES EXPLOITATIONS SONT NETTEMENT DESAVANTAGEES

Taille de l'exploitation (acres)	Intérêt sur le capital emprunté (6 % en moyen.) %	Taux de ristourne sur les engrais %	Taux de ristourne sur les insecticides %	Taux de ristourne sur les semences, traitements et pulvérisations aériennes %
80	6,88	0	0	0
160	6,52	4	0	0
320	6,47	4	5	0
640	6,47	4	5	12,5
1 230	6,15	10	8,5	17,5
3 200	5,90	10	14	25

Source : J.E. et D.L. Amstrong : *Economics Associated with Farm Size, Kern Country California Cash Crop Farms*, Paris.

(2) Les travaux de John Jeavons sont fondés sur l'expérience des parcelles maraîchères parisiennes du dix-neuvième siècle, qui produisaient plus de 100 000 livres par acre.

(Suite de la page 7)

De même, 47 % du lait en poudre et 50 % de la graisse anhydre importés sont dirigés vers ses usines. En 1976, la firme a participé pour 87 % à la production nationale de lait condensé. Ecoulant 70 % de sa production à Lima, elle contrôle plus de 50 % de la distribution de toutes les catégories de lait dans la capitale.

Ce rôle dominant au niveau industriel s'accompagne d'un contrôle strict de la production laitière dans les zones d'approvisionnement. Le département d'Arequipa, d'où proviennent plus de 90 % du lait collecté par Leche Gloria S.A., a été la base de départ d'un puissant réseau qui s'étend maintenant à deux départements situés plus au nord, ceux de Moquegua et de Tacna. Les quantités collectées représentent 87 % de la production de lait frais commercialisé dans ces trois départements. Alors qu'ils ne se comptaient que par quelques dizaines au moment de l'installation de la société, les fournisseurs sont passés à plus de sept mille en 1976. Chaque jour, ils livrent plus de 100 000 litres de lait aux agents collecteurs de l'entreprise.

Dans certaines zones, devenues de véritables enclaves laitières, la totalité des exploitations agricoles sont intégrées à ce réseau d'approvisionnement, ce qui donne une idée du rôle primordial de Leche Gloria S.A. et du développement de la production laitière dans l'agriculture du sud du Pérou. Cependant, l'accroissement du nombre des fournisseurs de la firme ne rend que partiellement compte de son influence : nombreuses sont en effet les exploitations dépourvues de bétail qui se sont spécialisées dans la culture fourragère afin d'approvisionner les éleveurs dont la production de ration verte est insuffisante.

Grâce à sa supériorité technologique et financière, la filiale de Carnation a pu mettre sous son contrôle la production laitière régionale. Elle offre en effet une garantie d'achat et une rémunération plus élevée que celle pratiquée dans la région, ce qui a attiré à elle aussi bien les producteurs traditionnels que de nouveaux venus. Avec ses camions-citernes réfrigérés, elle se charge de la collecte du produit à la ferme, épargnant ainsi aux producteurs les frais de transport jusqu'aux centres urbains et les risques de détérioration du produit pendant les déplacements. La société a aussi favorisé, quoique très relativement, l'accès des producteurs au matériel et à certaines connaissances techniques. Tout cela, assorti de primes à la qualité, a entraîné l'augmentation de la productivité et du rendement industriel.

Il en est résulté évidemment un bouleversement des méthodes traditionnelles de commercialisation et de transformation du lait dans la région. D'abord, on a vu disparaître des manufactures artisanales de fromage et de beurre que le monopole d'achat du lait frais de la firme multinationale privait de matière première. Cette dernière a toujours recours aux mêmes pratiques, tendant à éliminer de la compétition tout concurrent, chaque fois qu'une unité de transformation tente de s'établir à l'intérieur de sa zone d'influence. De telle sorte qu'il ne reste plus aujourd'hui qu'une seule entreprise de fabrication de fromages, proprement péruvienne, dans le bassin laitier du Sud, alors que le département d'Arequipa était, dans les années 40, le principal producteur national de dérivés du lait.

Mais c'est dans la réorientation de l'ensemble des activités rurales que se manifeste le plus nettement la subordination de l'économie agricole de toute une région à la dynamique du capital agro-alimentaire. Depuis l'installation de la société, les cultures sont devenues de plus en plus spécialisées ; les champs de luzerne occupent la plus grande place, sur des terres qui produisaient autrefois des biens alimentaires de base. Tel est particulièrement le sort du département d'Arequipa, une fois encore, où les cultures fourragères, qui occupaient, en 1940, 19 % des terres cultivées, en couvrent maintenant 50 %. Les cultures vivrières disposent encore de l'autre moitié des superficies, contre 81 % en 1940 (dont 55 % en céréales).

Cependant cette diminution relative des surfaces consacrées aux cultures vivrières ne donne qu'une idée incomplète de l'importance prise par l'élevage laitier. Les cultures fourragères conquièrent aussi les nouvelles terres incorporées à la production. Même les périmètres irrigués, gagnés sur le désert et dont l'aménagement a été financé par des emprunts extérieurs, se transforment déjà en champs de luzerne. Le Pérou a un déficit alimentaire considérable : 86 % du blé, 47 % du maïs et du sorgho, 40 % des huiles comestibles consommés sont importés, par exemple. Qui d'autre que Leche Gloria S.A. avait intérêt à modifier ainsi le cours de l'agriculture dans le Sud ?

Des partenaires inégaux

LES fournisseurs de Leche Gloria S.A. sont, pour l'essentiel, de petits et moyens propriétaires, conformément à la physionomie de la propriété foncière dans les trois départements : 85 % des exploitations y ont moins de 5 hectares, et 3 % seulement dépassent les 50 hectares. La firme multinationale est parvenue à imposer ses intérêts à de larges secteurs de l'agriculture régionale sans pour autant entraîner une homogénéisation des pratiques productives. Les exploitations qui sont devenues parties intégrantes de son réseau d'approvisionnement présentent encore des structures et des conditions de production très diverses. La répartition des quantités de lait livrées selon leur origine est révélatrice à cet égard : alors que 15 % des fournisseurs livrent à eux seuls 61 % du total, le reste, soit 39 % provient de 85 % des producteurs. A l'intérieur de cette tranche de 39 %, une part de 14 % est livrée par 57 % des fournisseurs. Mais cette répartition recouvre des différenciations importantes dont le classement des exploitations par taille ne rend que partiellement compte. En effet, l'enquête menée dans le bassin laitier du Sud en *septembre/octobre 1977* révèle l'existence d'une grande hétérogénéité de situations, même parmi les exploitations disposant de superficies égales. Deux grands groupes d'exploitations sont identifiés : d'une part, celles qui emploient exclusivement la force de travail familiale, sur des surfaces généralement réduites, et en utilisant des techniques de production traditionnelles. D'autre part, les unités de production faisant très souvent appel à des travailleurs salariés et pratiquant une production plus intensive sur des étendues plus importantes. Les premières sont assimilées au secteur de l'« économie paysanne », les secondes à celui des « entreprises agricoles ».

Les écarts de revenus bruts entre les deux groupes d'exploitations reflètent la diversité des situations. Alors que dans le secteur de l'« économie paysanne » 70 % des exploitations ayant fait l'objet de l'enquête ont un revenu brut inférieur à 133 dollars par quinzaine (1 dollar = 60 soles), 31 % des autres, classées « entreprises agricoles », disposent d'un revenu variant de 267 à 533 dollars, et 49 % entre 533 et plus de 1 067 dollars. Différences d'autant plus significatives que l'origine des revenus n'est pas la même. La vente de lait constitue pour toutes les exploitations un poste de recettes. Mais la production de lait fournit à elle seule tout le revenu monétaire de 48 % des exploitations en « économie paysanne » tandis que dans le groupe des « entreprises agricoles » 3 % seulement des exploitants sont dans le même cas. Ce sont évidemment les petites entreprises vivant en « économie paysanne », disposant de moins de ressources, employant plus de main-d'œuvre et percevant les revenus les plus bas qui se trouvent dans la plus grande dépendance à l'égard de la filiale péruvienne de Carnation.

SILVIO GOMES DE ALMEIDA.

ARGENTINE : le rôle prépondérant des investissements étrangers

Une implantation ancienne, encore encouragée par le choix délibéré des militaires au pouvoir

Par RICARDO SIDICARO *

EN Argentine, à la différence de ce qui est arrivé dans d'autres pays latino-américains, le capital étranger a joué un rôle important dans le secteur agro-alimentaire dès les dernières décennies du dix-neuvième siècle. Les investissements étaient alors consacrés aussi bien à l'exportation de céréales qu'à l'industrialisation et à la commercialisation d'aliments et de boissons destinés au marché intérieur.

L'expansion de la production de céréales au cours des premières décennies de ce siècle conféra à l'Argentine une position avantageuse par rapport à *la demande mondiale. Les conditions* locales favorables aux cultures, grâce auxquelles il était possible d'obtenir une production à des prix moins élevés que dans les autres pays producteurs de céréales, allaient permettre le rapide développement des exportations de maïs et de blé.

La plus grande partie de la production céréalière était le fruit des efforts des petits propriétaires ou de cultivateurs qui louaient des terres aux grands propriétaires terriens. La faiblesse du pouvoir économique de ces petits producteurs fut l'un des éléments essentiels qui facilitèrent l'implantation, à partir des années 1880, des agences des grandes firmes multinationales de commercialisation de céréales ; et c'est ainsi que ces firmes s'approprièrent une partie substantielle de l'excédent économique acquis sur le marché mondial par les exportations argentines de céréales.

Du début du siècle jusqu'à la seconde guerre mondiale, les grandes firmes exportatrices développèrent une activité économique intense et se lièrent étroitement avec les fractions dominantes de la société argentine. Mais, entre 1946 et 1955, avec l'avènement du régime péroniste et l'instauration du monopole d'Etat sur l'exportation des céréales, ces intérêts multinationaux virent leur champ d'action considérablement limité. Le modèle économique adopté par le gouvernement péroniste mettait les excédents provenant du commerce extérieur au service d'une politique de promotion de l'industrie, ce qui entraînait la baisse des profits des exportateurs privés.

Après le renversement du régime péroniste par le coup d'Etat de 1955, l'Etat renonça au monopole de l'exportation des céréales, grâce à quoi des firmes telles que Bunge, Continental Grain, Cargill et Dreyfus retrouvèrent leurs positions dominantes dans le commerce extérieur des grains, positions qu'elles ont gardées jusqu'à ce jour. On notera, à ce propos, que parmi les entreprises multinationales opérant sur le marché mondial des matières premières, celles qui se consacrent au commerce des céréales constituent l'un des groupes où la concentration est la plus forte et qui disposent du plus grand pouvoir économique. On estime que les cinq grandes firmes qui monopolisent cette activité (Bunge, Cargill, Cook Industries, Continental Grain et Dreyfus) contrôlent 80 % environ du commerce mondial des céréales (1).

L'une de ces entreprises occupe une place importante dans l'économie argentine : la firme Bunge, qui fait partie de Bunge Corporation, dont le siège est à New-York. Selon une brochure publicitaire éditée par ses soins, cette firme opère *« dans plus de cinquante-cinq pays, où des spécialistes de quelque cent bureaux consacrent tout leur temps à la tâche capitale de la commercialisation. Des gens du pays, qui connaissent la langue, les méthodes et les marchés locaux, sont recrutés et formés. Ils sont fréquemment envoyés aux Etats-Unis pour les besoins de la formation et des échanges d'informations »* (2).

En Argentine, Bunge Corporation, sous la raison sociale de Bunge y Born S.A., est à la tête du conglomérat économique le plus puissant du pays. Elle contrôle quelque quarante entreprises, dont la plupart se consacrent à des activités liées à l'agriculture.

Ces entreprises contrôlent à elles seules entre 30 et 40 % de l'industrialisation et de la commercialisation de produits tels que la farine, l'huile, le riz et la margarine. Elles occupent également une place importante dans la production et l'importation de fertilisants. D'autre part, le groupe jouit d'une position de quasi-monopole dans la fabrication de récipients et emballages utilisés par l'industrie de l'alimentation. Enfin, si l'on additionne la superficie de tous les établissements ruraux contrôlés par le groupe Bunge y Born en Argentine, on constate que cette firme est propriétaire *« de 553 609 hectares de terres, parmi les meilleures, situées en différentes provinces du territoire national »* (3).

De la viande aux boissons

COMME pour les céréales, la production et l'exportation de viande se développèrent dans le cadre d'une nette prédominance des grandes firmes étrangères. Entre 1907 et 1913 s'installèrent en Argentine les filiales de Armour, Swift, Anglo et Wilson, qui s'assurèrent le contrôle des exportations de viande et de produits dérivés. Cette situation persista jusqu'à une époque relativement récente, lorsque les restrictions imposées aux exportations argentines de viande et les transformations technologiques intervenues dans ce secteur industriel entraînèrent une réduction de la présence des intérêts multinationaux, apparemment découragés par la diminution de la rentabilité.

Au début des années 70, un procès instruit contre la société Swift de La Plata, S.A., qui avait appartenu à International Packers, révéla que son capital, sous forme d'actions, était entièrement contrôlé par le groupe multinational Deltec International Limited, dont le siège se trouve à Nassau (Bahamas). En Argentine, ce même groupe possédait un ensemble d'établissements industriels dans le secteur agro-alimentaire (élevage, volailles, sucre) et un vaste réseau d'institutions financières.

Les filiales de sociétés multinationales occupent aussi une place importante dans le secteur des produits alimentaires et des boissons destinés au marché intérieur.

Pour ne citer que les cas les plus patents, en matière de produits lactés, la production est, à raison de 70 % environ, sous le contrôle des filiales de Nestlé, Foremost McKesson et Adela Investments. Pour sa part, Corn Products Corporation est devenu, par le truchement de l'une de ses filiales, le plus important producteur de denrées dérivées du maïs. Par ailleurs, les firmes Cargill, Provita et Purina Internacional contrôlent pratiquement toute la production d'aliments destinés à l'élevage des volailles. Dans l'industrie des boissons, les firmes Bleckert, Schneider et Quilmes produisent à elles seules 90 % environ de la bière consommée en Argentine. Coca-Cola et Pepsi-Cola dominent quasi exclusivement le marché des limonades et autres boissons gazeuses. Finalement, pour l'ensemble des industries agro-alimentaires — dont nous n'avons mentionné que quelques exemples — les filiales des sociétés multinationales sont, en Argentine, en position de totale prédominance par rapport à leurs rivales à capital national. D'ailleurs, grâce à une plus grande capacité financière, à la possibilité qu'elles ont de se *tenir constamment à jour en matière* d'innovation technologique et à l'importance de leurs budgets publicitaires, ces sociétés se trouvent en excellente position pour renforcer leur contrôle sur les marchés de leurs produits respectifs.

Les choix du gouvernement

LA politique suivie par le gouvernement issu du coup d'Etat de mars 1976 tend apparemment à consolider les positions des entreprises multinationales dans le secteur agro-alimentaire. Dans la mesure où les orientations du gouvernement militaire favorisent le développement de la production et de l'exportation des produits agricoles et réduisent *en même temps l'intervention de l'Etat*, les bénéfices des filiales des firmes multinationales spécialisées dans le commerce des céréales vont s'accroître.

D'autre part, la diminution de la consommation intérieure à la suite de la réduction des revenus des salariés serait à l'origine de la disparition de petites entreprises, avec pour conséquence une concentration accrue au bénéfice des filiales des firmes multinationales dans le secteur agro-industriel. *La politique restrictive en matière de* crédits semble agir dans le même sens.

Le projet économique adopté par l'actuel gouvernement militaire envisage de faire appel à de nouveaux investissements étrangers dans le secteur agro-alimentaire afin, selon les responsables de la politique économique, de développer les exportations agro-alimentaires. Pourtant, on voit mal comment le coût élevé du fret — qui, traditionnellement, rend plus chères les exportations argentines, — ainsi que le fait que la capacité des entreprises déjà installées reste pour une bonne part inemployée pourraient encourager de nouvelles implantations de capital dans ce secteur. L'instabilité politique chronique et la force que l'on s'accorde à reconnaître au mouvement syndical péroniste ne sont pas non plus de nature à attirer les capitaux sollicités.

Devant les encouragements prodigués à l'intention du capital étranger, et compte tenu de l'importance des investissements déjà existants, il est probable que les firmes multinationales agro-alimentaires déjà installées dans le pays seront les bénéficiaires de la politique suivie dans ce secteur par l'actuel régime militaire.

Il existe cependant quelques facteurs de nature à contrarier cette progression du capital multinational. D'abord, le pouvoir économique et politique dont *disposent les grands et moyens producteurs* agricoles en Argentine place ce pays dans une position différente par rapport à d'autres nations latino-américaines où l'action du capital multinational peut s'imposer plus facilement aux intérêts ruraux. Ce sont surtout les grands propriétaires terriens qui s'opposent non seulement à tout ce qui peut apparaître comme des revendications des couches salariées urbaines ou rurales, mais aussi à toute initiative visant à introduire des « réformes modernisatrices » qui, comme c'est souvent le cas, entraîneraient un contrôle accru du secteur agricole par les sociétés multinationales.

La capacité d'organisation des propriétaires terriens moyens, par l'entremise de la Federacion Agraria Argentina, *et le développement d'associations* coopératives jouent aussi un certain rôle contre l'accroissement de l'emprise des firmes multinationales.

Enfin, les deux forces politiques les plus importantes des dernières décennies — le péronisme et le radicalisme — ont clairement manifesté leur opposition à la mainmise du capital multinational sur l'économie du pays. C'est un fait qui doit être pris en compte pour juger du rôle futur du capital multinational dans le secteur agro-alimentaire argentin.

* Sociologue argentin.

(1) Nacla's. Vol. IX, n° 7, octobre 1975.

(2) *Bunge Corporation*, New-York (non daté).

(3) Minsburg N. : *Multinacionales en la Argentina*, éd. Quipo, Buenos-Aires, 1976.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MERY
Directeur de la publication : Jacques FAUVET
Rédacteur en chef : Claude JULIEN
Rédactrice en chef adjointe : Micheline PAUNET

PRIX DE L'ABONNEMENT ANNUEL (en francs)

VOIE NORMALE

France, DOM, TOM, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Mauritanie, République malgache, Mali, Niger, Sénégal, Tchad, Haute-Volta, Cameroun, Togo, Guinée, Tunisie, Poste militaire, Poste navale, Andorre, Monaco 65
Autres pays 83

PAR AVION (abonnement et taxes) :

Europe, Turquie d'Asie, Chypre, Açores, Canaries, Madère, Algérie, Maroc, Tunisie 97
DOM, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Haute-Volta, Territoires français des Afars et des Issas 106
TOM (sauf T.F.A.I.), République malgache, Etat comorien 126
Libye, Egypte, Arabie Saoudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Syrie 111
Birmanie, Brunei, Chine, Corée, Hongkong, Indonésie, Japon, Macao, Malaisie, Mongolie, Philippines, Singapour, Taïwan, Thaïlande, Vietnam, Australie, Nouvelle-Guinée, Fidji, Nouvelle-Zélande, Laos, Cambodge 150
Canada, Amérique du Nord, Amérique centrale, Amérique du Sud, autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie 131

(Chèque postal : Paris n° 4207-23)
Rédaction et administration, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. Abonnements : 820-63-03 — Tél. Rédaction : 246-72-23
Adr. télégraphique : Journonde Paris — Télex : Le Monde 650-572 Paris

QUAND LES MAL-PENSANTS DÉPANNENT LA PENSÉE

Le mythe de la pénurie alimentaire

Par FRANÇOIS DE RAVIGNAN

LA terre ne produit pas assez d'aliments, la population s'accroît trop vite, en particulier dans les pays sous-développés, les *terres agricoles s'épuisent, le climat se détériore*... Voilà les idées que véhiculent épisodiquement les mass-media sur le grave problème que pose l'actuelle extension des disettes. Or, la faim n'est pas inévitable ; nulle part dans le monde elle n'est une fatalité ; partout où *elle sévit, elle est, dit Suzan George* (1), « provoquée par des forces identifiables qu'il est possible de maîtriser. Frances Moore-Lappé et Joseph Collins (2) renchérissent, partant eux aussi en guerre contre les idées reçues : la cause de la faim n'est pas le trop grand *nombre d'hommes sur la Terre*, non plus que le manque de terres cultivables, ni l'absence ou l'insuffisance de techniques agricoles ; ce n'est pas non plus la *surconsommation* de trop d'Américains gourmands. En somme, et comme l'indique le titre de leur ouvrage : *la pénurie est un mythe*. Ceux qui propagent ce mythe entretiennent parmi les populations des pays riches un climat de culpabilité qui provoque la résignation et l'impuissance.

Qui donc a intérêt à entretenir le mythe de la pénurie ? Où sont les « forces identifiables » dont parle Suzan George. Pour elle, la pénurie est littéralement organisée, la faim constitue « le marché du siècle ». En « aidant » par leurs experts, leur technologie, leurs capitaux au développement des exportations agricoles des pays à faibles coût de main-d'œuvre, alors que ces pays ne satisfont pas leurs besoins alimentaires, les Occidentaux font s'accroître dangereusement les importations céréalières de ces mêmes pays. Celles-ci donnent aux pays producteurs le moyen de pression idéal dont ils usent pour perpétuer la dépendance : « l'homme est une louve pour l'homme », écrivait François Brune (3), résumant subtilement l'aide au tiers-monde.

L'arme alimentaire n'a jamais cessé, en fait, d'être utilisée par les Etats-Unis ; contre le *Chili de l'unité populaire ; contre les Soviétiques* eux-mêmes qui, en septembre 1975, avaient grand besoin du blé américain et renoncèrent, *semble-t-il pour cette raison, à contester* l'accord de dégagement israélo-égyptien. Outre cette importante fonction de politique extérieure, les exportations de céréales viennent à point nommé pour équilibrer, en cas de besoin, la balance commerciale des Etats-Unis, comme le montre Suzan George : « l'année 1972 avait été un désastre ; un déficit commercial de 6,8 milliards de dollars était inscrit sur le registre national, et les prévisions pour 1973 n'étaient guère plus encourageantes... Mais, en 1973, les exportations agricoles arrivèrent triomphalement à la rescousse en atteignant 17,6 milliards de dollars, et donnèrent aux Etats-Unis un surplus commercial de 10 milliards de dollars. » Le « grand brigandage américain sur le grain » de l'été 1972, jouant sur les besoins soviétiques pour faire monter les prix, avait sauvé la situation.

*IL y a, dit Suzan George, « entre le gouver*nement américain et les sociétés multinationales du blé, des liens étroits, si étroits que d'aucuns pourraient les considérer comme incompatibles avec la moralité des affaires publiques ». Euphémisme... Il y a en fait un incessant ballet entre *le personnel* du gouvernement et les compagnies : M. Butz, secrétaire américain à l'agriculture au temps du « grand brigandage », venait de Ralston-Purina. Son prédécesseur fut engagé par cette compagnie. Le vice-président de *Cargill devint en 1972 délégué spécial des* négociations commerciales de la Maison Blanche.

Mais le big-business ne s'intéresse *pas* qu'au commerce alimentaire. De plus en plus, il intervient dans la production elle-même. Il en *résulte des situations particulièrement* scandaleuses dans les pays sous-développés : exportation vers l'Occident de bœufs des pays du Sahel, introduction *de* la culture du soja au Brésil en concurrence avec les cultures vivrières, de la canne à *sucre* en République *Dominicaine* où, en *1974, l'armée* détruit les cultures vivrières des paysans pour faire place à la monoculture sucrière ; production d'aliments pour chiens et chats en... Ethiopie ! Parmi les membres du complexe agro-alimentaire, ce serait Nestlé, selon Suzan George, qui mériterait le titre de « champion toutes catégories » ès nuisances. On connaît le procès intenté par la firme au « Groupe de travail du tiers-monde » de Berne, en 1976, qui avait *diffusé* une brochure intitulée *: Nestlé tue les bébés*. On connaît moins les actions publicitaires de Nestlé qui avaient provoqué cette réaction. Un exemple *rapporté* par Frances Moore-Lapé et Joseph Collins : au Sierra-Leone, la radio diffusait quinze fois par jour une *annonce publicitaire pour un aliment destiné* aux bébés Nestlé. Le « flash » se terminait par ces mots : « Lactogen and Love ! ». Or les médecins ont pris l'habitude de nommer « syndrome Lactogen » la carence nutritionnelle provoquée par l'emploi de cet aliment, trop cher pour être utilisé en quantités suffisantes et qui, de plus, peut difficilement être préparé dans des conditions hygiéniques satisfaisantes par les mères. Mais « les affaires sont les affaires » : Nestlé obtint des colonels grecs en 1972 un contrat pour une usine de transformation du lait, stipulant, entre autres clauses léonines, *que* la Grèce ne pouvait autoriser la construction d'une semblable usine pendant vingt-cinq ans. Le fait est rapporté aussi bien par Suzan George que Gérard Garreau *(4)*, qui y voit comme un symbole de la nette « *préférence* pour la dictature » des sociétés multinationales. A ces accusations, Nestlé réagit en diffusant urbi et orbi, en particulier à tous les experts de la F.A.O., une luxueuse brochure illustrée vantant son œuvre humanitaire.

La compromission des organisations internationales avec les firmes multinationales va cependant plus loin que la simple réception de cadeaux d'affaires ; nos auteurs montrent *comment, par l'intermédiaire de son Programme* pour la coopération et l'industrie, la F.A.O. servait d'intermédiaire entre les sociétés et les Etats (5).

Par ailleurs, les solutions aux difficultés alimentaires ne sont pas d'ordre technocratique, quoi qu'on en puisse penser à la Banque mondiale ou à la F.A.O. : « Ce sont les millions de petits paysans qui tiennent entre leurs mains la solution de la crise alimentaire des pays pauvres » dit Suzan George. En d'autres termes, il n'y a pas de solution en dehors des révolutions paysannes (6).

AU système multinational qui, en dépit de ses prétentions, est incapable non seulement de nourrir le monde, mais crée la *faim, les nations doivent* opposer *le choix* prioritaire de l'indépendance alimentaire, le contrôle des peuples sur leur alimentation et leur agriculture. Il n'existe pas de situation désespérée : au Niger, Hervé Derriennic montre clairement qu'il n'y a pas de relation obligatoire entre sécheresse et famine (7) ; au Bangladesh, en 1974, année de famine, 4 millions de tonnes de riz restèrent en stock par manque d'acheteurs, la grande *majorité* étant trop *pauvre pour* l'acquérir. Le potentiel de production alimentaire du Bangladesh est en vérité très élevé. Et s'il ne se révèle pas, ce n'est pas « parce que la population est trop nombreuse, mais parce qu'une petite élite prive la majorité de l'accès aux ressources du *pays » (2). Si Mesarovic et Pestel (8) considèrent* comme probable l'hypothèse de cinq cent milions de morts par famine en Asie du Sud-Est jusqu'en 2025, à moins d'une politique démographique très contraignante et d'une aide financière massive, Gilbert Etienne montre quant à *lui* que ces hypothèses ne sont pas aussi fondées qu'il y paraît et surtout que leur réalisation serait liée à de très graves carences des élites dirigeantes locales (9). Ce faisant, il pose le problème là où il doit être posé, c'est-à-dire sur le plan politique. Il est bien certain que si Mesarovic et Pestel avaient mis en cartes perforées la Chine de 1945, ils auraient pu prédire pour elle un abonnement éternel à l'aide internationale et un avenir encore moins radieux que celui qu'ils envisagent aujourd'hui pour l'Asie du Sud-Est. L'ordinateur ne saurait imaginer les révolutions politiques qui parfois changent le cours des choses.

Suzan George, comme les auteurs de « Food First », termine son ouvrage par cette interrogation : que faire ? Tout d'abord comprendre que le problème de la faim est le problème politique majeur de notre temps : un monde affamé n'est pas un monde possible ; un monde où se développe la *marginalisation* ne *saurait être un monde paisible. Il nous* faut comprendre aussi que c'est le même système qui exploite les paysans du tiers-monde, qui élimine les paysans pauvres en Europe et qui empoisonne les consommateurs en leur faisant payer en plus le prix du poison. L'agro-business tend en fait aujourd'hui à conquérir l'ensemble du secteur agro-alimentaire, remarque Gérard Garreau (4) : « L'agriculture est devenue, semble-t-il, un secteur trop sensible pour qu'il soit laissé entre les mains des paysans... Les investissements des firmes industrielles dans *ce secteur sont* de plus *en* plus *fréquents.* » En France seulement, ce sont 45 % des paysans qui *sont* condamnés à *disparaître* dans les quinze ans qui viennent (10) au nom de la rentabilité, en fait pour *servir* les intérêts des firmes auxquelles, de plus en plus, les *coopératives emboîtent le pas.*

Ayons donc pour premier souci de comprendre ce système : « Etudiez les riches et les puissants, et non les pauvres et les défavorisés. Tout travail bien fait effectué sur les résistances des petits cultivateurs à l'oppression peut invariablement se retourner contre eux. En revanche les informations manquent sur ceux qui détiennent le pouvoir et tirent les ficelles. » Cette phrase de Suzan George, sans doute une des clés de son livre, incite, pour pouvoir combattre efficacement, à reconnaître ses ennemis, à connaître leurs pratiques. Or ces forces qui créent la faim dans le tiers-monde sont les mêmes qui, au Nord, s'opposent à tout changement politique profond : contre l'aspiration autogestionnaire, contre toute limitation *d'une croissance devenue folle*, contre le souci écologique, contre les libertés locales et les libertés tout court.

(1) Suzan George, *Comment meurt l'autre moitié du monde*, Robert Laffont, coll. « Réponses-écologie », Paris, 1978.
(2) Frances Moore-Lappé et Joseph Collins, *Food First, Beyond the Myth of Scarcity*, Hougton Mifflin Company, Boston, 1977.
(3) François Brune, *Mémoires d'un futur président*, Olivier Orban, Paris, 1975.
(4) Gérard Garreau, *l'Agrobusiness*, Calmann-Lévy, Paris, 1977.
(5) Voir à ce sujet l'article d'Erich H. Jacoby, page 1 et ci-dessous.
(6) Cette expression ferait-elle peur ? Dénigrée dans les colonnes de *Croissance des jeunes nations*, en mai 1977, elle vient d'être censurée par *la Dépêche* de Saint-Etienne dans un article consacré par Jules Pichon à notre livre : *le Nouvel Ordre de la faim – Révolution paysanne* (Albert Provent et F. de Ravignan, Le Seuil, Paris, 1977).
(7) Hervé Derriennic, *Famines et dominations en Afrique noire – Paysans et éleveurs du Sahel sous le joug*, L'Harmattan, Paris, 1977.
(8) M. Mesarovic et E. Pestel, *Stratégie pour demain*, Le Seuil, Paris, 1974.
(9) Anne Bergeret, *Vers une plus large autonomie alimentaire du tiers-monde*, thèse de doctorat de troisième cycle de sciences économiques, université de Paris-I, Panthéon-Sorbonne.
(10) Michel Blanc, *les Paysanneries françaises*, J.-P. Delarge, coll. « Citoyens », Paris, 1977.

Entreprises privées et programmes de développement

DEUX VICTOIRES CONTRE LES SOCIÉTÉS MULTINATIONALES A L'ONU

(Suite de la première page.)

Le P.C.I. ne fut nullement paralysé par *cette défaite*, et il entreprit sans tarder de trouver d'autres moyens pour pénétrer dans le système de l'ONU, et même, si possible, pour y renforcer ses positions. Il serait vain de tenir rigueur de leurs efforts aux sociétés multinationales qui constituent le P.C.I. Leur principal et légitime objectif n'est-il pas, en effet, de servir les intérêts de leurs actionnaires, qui demandent très naturellement une progression continue du chiffre d'affaires ? Rien de surprenant donc à ce que M. George Bishop, président du comité exécutif du P.C.I., se soit adressé à M. Kurt Waldheim, le secrétaire général de l'ONU, par une lettre écrite sur le papier à en-tête de sa propre société, la Booker McConnell Limited.

Au nom de son comité exécutif, M. Bishop souligne la nécessité de prendre sans tarder des initiatives en vue de maintenir les activités du P.C.I. au sein du système de l'ONU, dans la mesure où le P.C.I. constitue un lien unique entre les dirigeants gouvernementaux, l'ONU et l'industrie, le tout au service du développement. Il affirme plus loin qu'à la lumière de la décision négative de la F.A.O. le P.C.I. tire la conclusion que *« le programme pourrait être plus efficace s'il était situé dans une position centrale à l'intérieur du système de l'ONU. Il pourrait ainsi être à la disposition d'une gamme plus large d'activités de l'ONU, au service des priorités de développement des Etats membres »*. M. Bishop termine sa lettre en demandant à M. Waldheim *« de prendre toutes dispositions qu'il jugera utiles pour réinsérer le programme au sein de l'ONU »*.

En d'autres termes, après son échec à la F.A.O., le P.C.I. entendait s'installer dans une position encore plus « centrale », c'est-à-dire s'intégrer au Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). La proposition était habile puisque le PNUD est chargé des programmes d'assistance technique à tous les secteurs de l'économie, et pas seulement à l'agriculture. De surcroît, il joue le rôle de bureau de l'ONU dans tous les pays sous-développés, où ses représentants bénéficient d'un statut diplomatique et politique élevé et ont préséance sur le personnel des agences spécialisées de l'organisation internationale. En étant intégré au PNUD, le P.C.I. aurait vu rejaillir sur lui le prestige et l'influence réelle de la plus haute instance internationale dans les pays sous-développés. Ses activités et ses propositions aux Etats membres auraient bénéficié de la considérable autorité du PNUD et, bien sûr, de celle de la Banque mondiale, à laquelle le PNUD est étroitement associé. En vérité, le PNUD aurait été un « agent » autrement plus efficace et puissant que la F.A.O.

M. Waldheim en échec

FAISANT fi des critiques généralisées à l'encontre de l'intégration du P.C.I. à la F.A.O., ignorant les justifications pourtant fort claires que la F.A.O. avait données de sa rupture avec le P.C.I. et négligeant les sévères attaques du mouvement syndical international contre les relations trop intimes entre les grandes affaires et l'ONU, M. Waldheim décida de faire droit à la requête de M. Bishop, c'est-à-dire à celle des sociétés multinationales. Il ne fallait pourtant pas beaucoup d'imagination pour prévoir les conséquences désastreuses que l'intégration du P.C.I. au PNUD aurait eues sur les pays sous-développés et sur le système de l'ONU tout entier. Quel gouvernement du monde sous-développé aurait osé exiger une stratégie de développement opposée à la planification capitalistique de l'ensemble P.C.I.-PNUD ? Le secrétaire général de l'ONU ne semblait pas non plus se rendre compte que la corruption *feutrée*, déjà détectable pendant la décennie de collaboration entre la F.A.O. et le P.C.I., n'aurait fait que s'aggraver jusqu'à s'infiltrer dans de larges secteurs des pays sous-développés.

Il semble que M. Waldheim n'osa pas abattre ses cartes trop franchement. Il utilisa une voie discrète pour mettre sa « décision » à l'ordre du jour de la 25e session annuelle du conseil de direction du PNUD, siégeant à Genève du *12 au 30 juin 1978 : le* problème serait abordé à la rubrique « divers ». Faisant usage de ses prérogatives de secrétaire général de l'ONU, il avait décidé de prendre la responsabilité d'une nouvelle activité, intitulée « Programme de coopération industrielle des Nations unies : P.C.I.N.U. », administrée par le PNUD et financée par une fondation constituée à partir de contributions volontaires des Etats membres du P.C.I.N.U. ainsi que des entreprises publiques et privées (2). En agissant ainsi, il semblait souhaiter éviter une discussion de fond sur le fait même d'avoir placé le P.C.I. en plein cœur de l'ONU. Ses espoirs allaient être déçus.

La tactique de M. Waldheim apparut comme beaucoup trop habile au conseil de direction. La Suède, qui depuis des années critiquait vigoureusement le P.C.I., s'opposa immédiatement à la procédure retenue par le secrétaire général et à la nature de sa « décision ». Elle fut soutenue par un bon nombre de pays industrialisés et sous-développés. Après plusieurs jours de discussions publiques et privées, l'administrateur du PNUD M. Morse, battit en retraite et déclara qu'il ne pouvait assumer la responsabilité de l'administration du P.C.I. C'est ainsi qu'échoua piteusement l'initiative de M. Bishop, relayée par M. Waldheim.

La seconde bataille pour une amélioration du système des Nations unies a donc été gagnée, mais le combat contre les sociétés multinationales n'est pas pour autant terminé. La décennie qui vient de s'écouler a montré de manière spectaculaire que les hiérarchies des divers *organismes* de l'ONU ont de coupables faiblesses pour les attraits des grandes sociétés. On en a eu confirmation par la publication récente de la déclaration de Berne, sous le titre : « L'infiltration du système *de l'ONU par les sociétés multinationales*. Extraits de dossiers internes ».

Si la crise institutionnelle provoquée à l'ONU par l'existence et les activités du P.C.I. a été réglée par l'expulsion de ce programme, une atmosphère subsiste, qui favorise automatiquement les grandes sociétés aux dépens des pays sous-développés. C'est là un sérieux obstacle, qui ne pourra être surmonté que par un changement de politique, garantissant l'intégrité des agents de l'ONU. Deux décisions s'imposent. En premier lieu, il devrait être interdit de recruter comme spécialistes ou experts de l'ONU des cadres « en congé » des sociétés multinationales. Un emploi antérieur dans l'une d'elles ne devrait pas plaider en faveur d'un candidat, bien au contraire. En second lieu, un mécanisme de contrôle devrait être institué, éventuellement à l'intérieur *du PNUD*, de *manière à garantir* les prérogatives de décision des experts indépendants en matière de planification et d'exécution des projets d'aide. Placer l'intégrité au-dessus de l'« efficacité » préconisée par les multinationales *est une des conditions préalables* à la mise en place d'un nouvel ordre économique international. Les transferts de technologie doivent être orientés de façon à ne pas mettre en péril le développement socio-économique des pays sous-développés. C'est là une tâche dont la responsabilité ultime incombe *non pas* aux sociétés multinationales mais à l'ONU.

Dans le monde d'aujourd'hui, les victoires morales ne comptent pas beaucoup. La défaite du P.C.I. à la F.A.O. et devant le conseil de direction du PNUD n'est peut-être qu'un épisode dans une bataille de longue haleine contre un adversaire puissant. Elle a cependant renforcé le poids de l'opinion publique, ainsi que les positions du mouvement syndical international. Elle a prouvé qu'il est encore possible de perfectionner les institu*tions de l'ONU, ce qui constitue*, après tout, un pas en avant non négligeable.

ERICH H. JACOBY.

(2) Document DP/347 du PNUD : *26 juin 1978*.

Quinze septembre

On considérait M. Richard Nixon comme un politicien tenace et retors, M. Henry Kissinger comme un brillant stratège, M. Richard Helms, directeur de la C.I.A., comme un expert en actions clandestines. En fait, tous trois étaient des poètes exceptionnellement habiles dans l'art de manier la métaphore imprévue et la formule audacieuse. Ces perles littéraires risquaient de dormir fort longtemps dans les comptes rendus officiels, rapports secrets ou publics, aide-mémoire et témoignages devant le Sénat. M. Armando Uribe qui, par les mêmes critères, ne saurait être considéré comme un poète, les a extraites de leur torpeur et regroupées selon un film historique d'une rigoureuse exactitude. C'est donc de façon tout à fait abusive qu'il signe ce texte en forme de poème véhément. Mais, poussé par un scrupule qui l'honore, il nous a demandé de révéler l'identité des véritables auteurs — un ex-président, un ex-secrétaire d'État, un ex-directeur de la C.I.A. — dont il a pillé les œuvres. L'action se déroule un jour de septembre 1970. Trois ans plus tard, le glas des libertés sonnait à Santiago-du-Chili. Et, aujourd'hui encore...

« The tone is shrill. »
(Foreign Affairs, 1976.)

Le 15 septembre 1970, tôt le matin,
à l'hôtel Sheraton, Connecticut Avenue, Washington D.C.,
propriété du consortium International Telephone and Telegraph,
Agustin Edwards se lève. Il est sept heures. On l'appelle Dunny.
Il est heureux et couard. Seul, sans sa femme.
Lourd, ventru et velu. Mais parlant un anglais parfait.
C'est son jour de gloire. Il se rase de près, se baigne et s'habille.
A huit heures moins le quart il descend au lobby. Une auto noire l'attend. On démarre.
Il ne parle pas au chauffeur ; simplement dans Pennsylvania Avenue, un peu avant l'entrée
latérale de la Maison Blanche, il lui demande l'heure.
Ils s'arrêtent devant la grille. Un garde s'approche et demande le laissez-passer
qui autorise M. Agustin Edwards
à entrer dans l'enceinte de la Maison Blanche
interdite au public, souterraine, secrète,
du National Security Council. Il entre.
De garde en garde, on le conduit
à travers des couloirs : lumière artificielle,
murs neutres et moquette.

Huit heures. On lui ouvre la porte d'un dining room privé qui reçoit à l'oblique un peu du jour naturel du jardin, au ras du sol.
Mais hermétiquement protégé
des bruits et des oreilles et des yeux étrangers (sauf les miens qui te voient, Agustin Edwards, et qui verront
sous terre le lent travail des vers
qui *se* saliront
quand, dans le pourrissoir,
en luttant, ta vieille carcasse
parviendra à te ressembler.)
Le Docteur Kissinger, Richard Helms et Mr. Kendall le saluent.
Hullo. How do you do ? Glad to meet you.
Thank you, sir. It's a pleasure.
Messieurs, à table, prenons le petit déjeuner.
Qui ne connaît Kissinger ? Helms est l' « honorable man »,
Directeur de la C.I.A.
Kendall est un « considerable man »,
Président de Pepsi-Cola.
Edwards, « Chilien », propriétaire du *Mercurio* et d'autres entreprises coloniales,
et l'un des vice-présidents de Pepsi-Cola Inc.,
comme Nixon l'était
lorsqu'il est devenu président des Etats-Unis.
Il est le fils du fils du fils du fils du fils d'un barbier chirurgien de bateau marchand,
qui déserta à Coquimbo, dit-on,
pour l'amour d'une certaine Ossandon ;
Mais moi je crois (car l'amour des femmes ne brille pas dans cette branche des Edwards — ils ont par contre d'autres « amours », l'amour de l'argent, du pouvoir, de la beauté matérielle, qui *sont* leur patrimoine, et sinon, que le disent
madame Ossandon et madame Ross, madame Mac Clure et madame Budge et madame Eastman
et aussi madame del Rio), *oui*, moi je crois qu'*il* déserta pour quelque vol, une querelle, par concupiscence.
Edwards le chirurgien, donc, engendra
Edwards l'usurier (reportez-vous à l'Allemand Paul Treutler dans son livre de *Voyages* au nord du Chili),
lequel à son tour engendra le politicien mercantile antibalmacédiste Edwards
(reportez-vous à ce qui dit de lui Fanor Velasco dans ses *Mémoires)*,
lequel à son *tour* engendra
le soi-disant homme d'Etat précoce, timide et bêta
(lisez *la Tyrannie au Chili*, de Vicuña)
Edwards, lequel eut un fils parasite, faux musicien,
mais plutôt doué pour les affaires, qui fut le père du cinquième Agustin Edwards
qui nous occupe maintenant.
Tous furent agents et coassociés des Anglo-saxons depuis 1820 et quelques jusqu'à ce fatidique 15 septembre dont nous parlons.
Une race de batraciens
au ventre blanc et au dos noir, squameux,
et, pourquoi le taire, velus, malodorants.
Le premier Edwards — comme le dernier —
fut un renégat de la Méditerranée, sans doute un ressortissant ottoman,
qui, naturalisé anglais, christianisé couci-couça, déserteur de plusieurs races, empires, religions,
vint échouer au Chili. Mais ses descendants, plus lâches et plus laids chaque jour, ont gardé comme règle d'or leur fidélité aux Anglo-saxons, excluant d'autres métropoles : l'Angleterre d'abord, puis les Etats-Unis.
Ils se sont maintenus durant un siècle et demi infidèles à la République du Chili.
(Mes lecteurs curieux se souviennent-ils de cet Edwards, propriétaire du *Matin* de Paris au début du siècle, le même qui assassinait
ses femmes sur le Rhin ?
Celui-là au moins fut homme de sang et de passions.
Son visage, sur les photos
de l'époque, la Belle Epoque, est le vivant portrait d'Agustin Edwards. Bien sûr, il ne s'appelait pas non plus
Edwards, comme ceux qui se baptisaient aussi
Edwards, mais qui se dénommaient
comment ? Je n'en sais rien. Ils n'ont pas de nom.)

Le business breakfast a commencé sans plus tarder.
Le teint fleuri, Kendall déclare : Dr. Kissinger,
vous connaissez bien, n'est-ce pas ?
Agustin Edwards, mon ami ici présent ?
Yes, yes, go ahead Mr. Edwards.
C'est une catastrophe. Mon pauvre pays, le Chili, tombe au pouvoir des communistes.
Ne nous faisons pas d'illusions. Si le Chili est communiste ce sera pire qu'à Cuba. Oui, ce sera pire.
Les communistes du *Chili sont* à la solde de *Moscou*.
Fidel Castro était un enfant comparé
à Allende, qui joue au démocrate et qui prépare
sous la direction du P.C. une pénétration pacifique d'abord au Chili, puis dans les pays voisins.
L'exemple sera désastreux.
Sans parler du danger pour les investissements étrangers
et pour le capital en général.
Mais tout cela vous le savez. Bref, les Etats-Unis doivent, peuvent — mais le veulent-ils ? — s'y opposer.
Dès maintenant. Le *Mercurio*, en temps normal, est efficace.
Il ne l'est plus.
Il s'agit de créer rapidement une corrida financière, un état de panique *économique*,
accompagnés d'un coup d'Etat des militaires pour que tout rentre dans le rang.
Les gens sérieux au Chili sont prêts à appuyer les deux tentatives. Mais nous sommes le petit nombre.
La I.T.T. (j'en ai longuement parlé à Mr. Geneen)
voit les choses plus clairement qu'Anaconda et Kennecott.
Elle les voit comme moi et Mr. Kendall, ici présent.
Mais le gouvernement des U.S.A. ? Ce danger imminent guette tout l'hémisphère.
La démocratie est vulnérable aux élections. Si un marxiste est élu par la voie légale,
adieu, démocratie, capitalisme, liberté, Chili, Etats-Unis.
Cette terrible vulnérabilité, c'est ce qui met en cause le crédit des Etats-Unis. Et non seulement au Chili, non seulement en Amérique latine.
Permettez-moi, bien entendu, d'excepter la famille Edwards, qui vous connaît et a en vous pleine confiance.
Mais aux yeux des masses de ces pays du globe soumis aux intérêts américains. Et plus grave,
aux yeux des partis communistes, loups à peau de brebis d'Occident,
et plus grave, et beaucoup plus grave,
à l'œil de Moscou, qui est à l'affût.
J'ai fini, Dr. Kissinger. Je vous en prie : intervenez au Chili par tous les moyens, marines aidant si nécessaire.

Kissinger mange un œuf et pianote sur la nappe.
Have a toast, Mr. Edwards. Yes, Richard ?
Helms parle :
Il y a plus dans tout cela qu'on ne peut le dire pour l'instant.
Mr. Edwards (Allow me to call you Dunny, will you ?)
— après tout, vous et moi
sommes déjà
de vieilles connaissances,
depuis la Yougoslavie,
n'est-ce pas ?
Dunny, donc, he has a point, doesn't he ? Le Chili est dangereux.
Non, non ; je ne veux pas dire seulement que le Chili est en danger.
I mean that Chile is dangerous. Trop de politiciens et beaucoup trop de syndicalisme, un certain sens de l'Histoire, la prétention d'être différent,
des intellectuels arrogants, et puis ce parti communiste plus moscovite que celui de Mongolie
et pourtant bien ancré aussi sur ses racines historiques.
Le Chili est par trop chargé d'histoire.
Il lui faut prendre du repos. C'est un pays très agité.
(Oui) Dunny a raison. C'est un exemple déplorable.
Un pays qui n'a pas les moyens de s'offrir le luxe
d'une démocratie
et qui, *non content d'être démocratique, veut être socialiste*.
Que signifie cela ? Notre problème n'est pas uniquement Allende, ni l'Unité populaire, ni même le parti communiste.
Cela se réglerait sans encombre à Moscou.
Notre problème c'est le Chili :
c'est une société qui permet qu'Allende, l'Unité populaire, les communistes,
certains *chrétiens exaltés et un peuple, excuse me, Dunny*, Appalachians they are, ces gens aux pieds nus, cabochards et un peu primitifs...

Edwards lève un bras et l'agite de haut en bas, comme pour chasser une *mouche*. Des *mouches*, *il n'en existe pas* dans l'air conditionné, aride, indifférent du dining room de la Maison Blanche. Un silence. Helms poursuit :

— C'est le pays qui permet qu'Allende, l'Unité populaire, les communistes et tous ces irresponsables arrivent au pouvoir.
Alors ça, non.
Le Chili est notre problème.
L'Unité populaire, Allende ? Des mouches ; les communistes sont encore des mouches de Moscou. Pour eux le monde dispose d'attrape-mouches.
Pour le Chili, son histoire et son avenir, il ne reste qu'un coup d'Etat.
Il ne s'agit pas d'en finir avec Allende mais avec le Chili qui crée les Allendes,
il faut avoir un bon Chili, conscient de son rôle de long fourreau vide au sud de l'Amérique,
tranquille au flanc austral de l'Amérique. C'est pourquoi
nous devons
tirer l'épée. Coup militaire
contre le fameux « état de droit » du Chili
et contre, aussi, sa société. C'est très simple.
Je ne veux pas exagérer. Le Chili n'est pas un problème *stratégique*.
Qu'Allende soit rouge, rose ou violet
ne change rien à rien selon notre « National Intelligence Estimate ».
Si le Chili, Etat mendiant, veut être une démocratie et avec cela socialiste,
nous verrons dans le monde une ridicule montée des prétentions *dans tous les pays qui se disent ou qui sont* démocratiques. Je ne parle pas de l'Amérique latine. Je parle de l'Europe.
C'est là le risque, et il est grand. Il ne s'agit pas d'Allende ni même du Chili,
Je pense à l'Italie et à la France.
Jamais la ligne de la National Security n'a passé, ne passe et ne passera par *le Chili*.
Mais elle passe par *Rome* et Paris. Le Chili, aujourd'hui,
par un regrettable accident de son histoire,
un hasard, un malentendu,
pèse comme une tache oblongue et indistincte au sud de notre Europe et
cache le Forum, les Invalides.
Cela, il faut le stopper net.

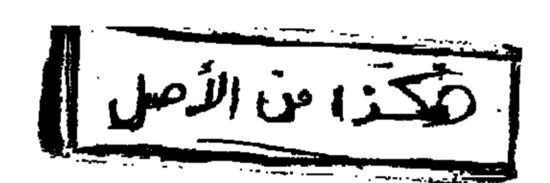
Helms lève sa fourchette avec une languette de jambon et il l'engouffre
oh ! délicatement, dans sa bouche aux lèvres pâles, sinueuses et minces. Entre deux phrases
il avait avalé
son café et un verre
de jus de pamplemousse.
Don Kendall, le teint encore plus fleuri et plus apoplectique, lève un doigt et dit :
Très bien. Je suis d'accord.
Edwards, lui, a la peau gris cendre.
Kendall, après avoir demandé si la fumée
ne gêne pas, allume un cigare. Les autres
ne fument pas, sauf Helms, qui un moment plus tôt a laissé tomber
la braise inutile de sa cigarette
dans le cendrier de porcelaine laiteuse qui exhibe un blason avec un aigle
non loin de son assiette. Il y a un silence.

Le Dr. Kissinger le brise de sa voix basse, de cette voix d'enfant qui a grandi trop vite, voix de poète conspirateur du dix-neuvième siècle.
(I only knew one poet, a dit Browning, in my life. Ce poète était un espion. Voix et corps d'espion d'Europe centrale.
Un enfant de quatorze ans
qui a fui Hitler avec ses parents, en 1938, après cette nuit
des cristaux,
des carreaux cassés.) Mr. Edwards,
quel temps fait-il en septembre chez vous ?
Y a-t-il encore de la neige dans les Andes ?
Peut-on y skier ? Etes-vous skieur ?
Je ne skie pas mais on m'a dit à l'ambassade de votre pays qu'à une demi-heure de Saint-Iago on trouve de la neige
et que, si le skieur n'est pas très expert et se laisse glisser tout au long de l'Aconcagua,
il peut arriver d'un saut jusqu'au Pacifique.
Curieux, ces gens de l'ambassade
du Chili à Washington. Ils ont ajouté quelque chose
à propos de la mer, des deux cents milles marins, et des baleines *de l'Antarctique*
qui pourraient avaler le skieur d'une bouchée. Il paraît que Moby Dick, la baleine blanche,
flotte morte sur les eaux du Chili, à l'intérieur de ces deux cents milles marins qui appartiennent, dit-on, au Chili.
Qui a inventé cette baliverne des deux cents milles, Mr. Edwards ?

Je dois avouer, répond Edwards, que mon père avait une flotte de baleinières dans les années 40 ; nous avions alors demandé le monopole
au gouvernement du Chili, le président Gabriel Gonzales Videla, un radical, un homme de toute confiance...
— Je sais, interrompt Kissinger.
... lequel nous accorda ces deux cents milles, mais les vieilles baleines ont déserté
et nous renoncerons bien volontiers à ces territoires marins, la mer, *nous* n'en avons que faire,
si vous le désirez, cher Dr. Kissinger.
— *Ce n'est pas nécessaire, dit Kissinger*. Nous sommes maintenant d'accord au sujet de la « mer patrimoniale », nom inventé par moi et qui me plaît. « Patrimoniale. »
Aucun problème. Passons, Mr. Edwards, à autre chose.
Je l'avoue sans inconvénient, c'est bien connu, j'ignore tout du Chili. En réalité,
J'ignore tout du monde au sud des Pyrénées.
Je suis responsable, par contre, du monde libre. Que je *sache* ou non
n'y change rien. Le Chili est mon problème
même si je ne suis pas au courant. Enfin,
Mr. Edwards, vous avez terminé votre café
et nous avons, nous autres, rendez-vous avec Mr. Nixon, avec le président.
Good bye, Mr. Agustin Edwards. It has been a delightful occasion.
I'll see you later, surely. So long
(Oh !) you are welcome.

Agustin Edwards s'en va. Les mains qu'il serre (il ne les serre pas, il les caresse doucement et mollement de ses mains troubles et nébuleuses, les ongles propres mais plats, larges et *rongés*, ongles d'Edwards), ces mains froides et légèrement moites
mais non de sueur charnelle, d'une sueur légère due à la climatisation, aux *air-conditioners*.
Neuf heures du matin.
Dans le corridor s'avancent Kissinger, Helms, et un peu à la traîne
Kendall, essoufflé :
« I'll go with you and say good day to Mr. Nixon. »
Ni Kissinger ni Helms ne mettent en doute que le président de *Pepsi-Cola*
ait le droit de saluer Nixon. Après tout, il a été son président avant que Nixon ne soit président.
« Come along, Mr. Kendall. The President will be delighted
et vous pourrez commencer à parler de cette affaire du Chili. Vous êtes, ajoute Kissinger, en le regardant l'œil en coin
tandis qu'ils s'élèvent dans l'ascenseur,
le point géométrique entre Pepsi-Cola et la Maison Blanche et le Chili.
Simple question de hasard, dit Kendall, satisfait.

Ils arrivent au salon Ovale, et ils arrivent
à la tanière *ovale de* Nixon, qui les attend, maquillé et guindé,
comme s'il affrontait les projecteurs aveuglants
de la télévision, il les attend assis derrière son bureau luisant,
il a l'air de penser à quelque chose de précis mais il ne pense à rien, tant le pouvoir est toujours creux.
Nixon, debout, les mains appuyées
sur la table,
petit, *fragile*
et versatile, l'œil brillant, incisif, le nez épais
comme une langue de chat,
regarde ses trois visiteurs : Good morning, gentlemen ; and please sit down.
Et, comme s'il l'apercevait soudain : Don ! (à Kendall) How wonderful to have you
here in Washington *in such* a gorgeous day.
Come, have a *look* at our White House lawn.
Il glisse autour de son bureau et, s'approchant de Kendall, sans regarder les autres,
il le prend par le coude et le conduit à la fenêtre,
il y a un instant de silence
— un silence de chauves-souris — tandis



mille neuf cent soixante-dix

qu'ils contemplent béats le gazon ras,
crew cut, d'un vert délavé,
qui se grille au soleil comme un barbecue
plastifié, incandescent, le don
du dieu Apollon
(un mage d'Oz photographe,
prédicateur qui vend
des post cards avec des fesses
intouchées de choir girls)
au président de God bless America.
C'est seulement après s'être recueillis devant les fastes naturels
que l'Amérique offre à qui croit en Dieu
(Glory, glory, alleluia !)
qu'ils reviennent, membranes et cartilages, glandes et adiposités
à contre-jour, et qu'ils s'enfoncent dans quatre easy chairs.
Alors
commence l'avant-dernier acte.

Henry, now, about this Chilean question... Mais je sais que Don Kendall... Pepsi-Cola a-t-elle des intérêts au Chili ?
— Quelques-uns, Mr. President, mais nous y avons surtout de bons amis. Vous en connaissez un, c'est l'ex-président de la Société
interaméricaine de presse.
— Oui, l'hiver *dernier, j'ai pris le petit déjeuner* avec le président de la SIP.
— C'est cela, M. Agustin Edwards, l'un de mes vice-présidents
(et Kendall cligne de l'œil, est-ce un tic ? ou un appel à
Nixon ? Nixon ne remue pas un muscle sous la couche de
son make-up couleur de brique opaque)
est le plus pro-Américain de tous les Latino-américains
que je connaisse.
On peut le croire sur parole
quand *il* parle de ses intérêts, qui sont les nôtres.
Bon, Dick. Mr. President, excuse me. I take my leave. I thank you very much. It's wonderful to see you in such a good form. My best wishes to Patty, dear Patty, *and to the girls.*
Il salue et sort.
Maintenant, Kissinger. Mr. President :
Nous pouvons maintenant parler. Nous sommes entre nous. Tout est prêt.
Depuis la semaine dernière, exactement depuis le 4, jour de l'élection de ce petit
communiste, le docteur Salvador Allende Gossens,
dans ce pays douteux et lointain, le Chili (le National Security Council a réalisé un Global Policy Assessement),
le Chili est entre nos mains
et Gossens ne nous échappera pas. Primo :
(On flaire le pourri dans cette souricière
funèbre américaine)
à court terme et pendant les quarante jours à venir, nous suggérons
trois lignes d'action parallèles :
a) économique et financière : Le Chili est déclaré en banqueroute et mis effectivement en situation de banqueroute.
Un discours
dont je possède le brouillon ici dans ma serviette,
celui du ministre chilien des finances, dira que le monde et le Chili n'ont plus confiance dans l'économie de ce pays, depuis les dernières élections, et que par conséquent les *réserves* de sa *Federal Reserve* sont maintenant inexistantes. Ce qui provoquera la plus grande panique financière du siècle, un krach de la Bourse, de la banque et de l'épargne. Le discours *sera prononcé à Santiago deux jours plus tard.*
(Bob McNamara est d'accord pour placer le Chili dans la catégorie du Maximum Risk à la Banque mondiale.
Ni au-dedans ni au-dehors, personne n'accordera de crédit à l'Etat chilien.
Autres mesures concernant le commerce (plus d'exportations ni d'importations), les navires et les transports (nos bateaux éviteront les ports chiliens, ceux qui s'y trouvent refuseront d'embarquer ou de débarquer quoi que ce soit), la *technologie* (aucune pièce neuve ou de rechange pour le parc industriel chilien), etc. Vous trouverez *tout* le détail dans mon rapport.
b) politique : Nos *amis conservateurs* du Chili assurent *qu'il est* très facile et légitime que notre candidat,
Mr. Jorge Alessandri, qui a *obtenu* la second plurality, soit cependant élu en octobre par le Congrès. Nous avons pris contact avec nos amis démocrates-chrétiens, qui émettent certains doutes, mais enfin nous verrons. Une fois élu, Alessandri renoncera et de nouvelles élections directes permettront de placer au pouvoir notre ami Mr. Montalva.

— Yes, I know him, interrompt Nixon. And I don't like him.
He lacks courage. Our ambassador Korry dit que très souvent
il perd son pantalon et qu'avec les jambes ainsi prises comme dans des fers de prisonnier il va et vient et se demande : « Will I ? Will I not ? » comme l'Hamlet de Huckleberry Hinn..
— Aha, Mr. President, dit Helms (ses yeux ressemblent à des lames de couteaux),
you know him *very* well. Eduardo Frei a été ainsi
depuis son adolescence, dans les années 30, quand il a fondé la *Phalange conservatrice (le nom recèle déjà une*
ambiguïté
d'époque et la nostalgie de ses études classiques chez les jésuites,
en même temps qu'un regard tourné vers l'Espagne de Primo de Rivera).
Il est ainsi et le restera, j'ai ici son *psychological profile.*
Quand il n'avait, rue Jofré, à Santiago, qu'une paire de culottes courtes,
ce fils aîné, *élevé* par sa mère
veuve d'un œnologue suisse,
était déjà un enfant ambitieux, modeste et craintif.

— I will continue, dit Kissinger.
c) action clandestine. Dick Helms me pardonnera si je résume pour le président
l'arsenal de moyens *clandestins*
dont nous disposons à l'encontre du Chili. You see, Dick,
j'ai reçu des plans non seulement de la C.I.A. mais aussi de *tous les services* secrets du système fédéral, et surtout
des agents clandestins du Pentagone. Bon, maintenant, reconnaissons-le, on a doublé, triplé, quadruplé la bureaucratie dans les factions subversives concernant le Chili.
Il s'agit, je crois, Mr. President, de rationaliser ces actions.
Depuis plusieurs années la responsabilité majeure de nos activités en Amérique du Sud repose sur le Pentagone. C'est
logique : nous nous appuyons
sur les militaires, ils sont dans ces pays les véritables politiciens, les *hommes du pouvoir.*
Depuis 1969, nous nous sommes infiltrés au Chili dans l'état-major des forces de terre, de mer et de l'air, et — let me see, how does one call them — des « Carabiniers » chiliens — the police, you know, but a militarized police.
Well, nous avons des généraux et des amiraux et des généraux
et encore des généraux
et des colonels, des capitaines, des sous-officiers, and *what not ! Une armée* de nos agents dans l'armée du Chili. Un coup d'Etat militaire
est non seulement possible et indispensable,
il est inévitable. Mais ces gens sont stupides.
Les officiers les plus intelligents du Chili n'ont pas voulu être des agents
des Etats-Unis. Notamment les deux chefs suprêmes, le « général » Schneider et le « général » Prats. Deux généraux artistes. Ce sont de bons officiers, that's granted, *mais Schneider* peint des aquarelles, non sans talent, et Prats écrit des contes assez bien tournés. Deux hommes trop « intellectuels ». On ne peut rien faire avec eux. Sauf les faire disparaître, les éliminer, les annuler. Comment ?
(On flaire le pourri dans *cette* souricière
funèbre américaine hérissée de mausolées). Tout le problème est là. Un problème pour Richard Helms.
Précisons bien : la situation
est due au fait *que les officiers du Pentagone veulent agir seuls* et refusent
la direction supérieure de Richard Helms.
— Henry is right, Mr. President.
— You are right to the point, Henry.
— Et je propose, puisque le Président dit que la chose est sûre, ce que je crois, que Dick Helms prenne dès maintenant le Chilean-case comme test-case, il assumera la direction de toutes les opérations clandestines de toutes les agences *fédérales.*
— Henry ! Thank you ! — if Mr. Nixon does agree...
— I want to hear something more from Henry about this Chilean case.
— Well, Chile is pinpointedly adequate to test
une coordination globale de nos hommes
sur le terrain
en deep deep cover à l'abri
dans les pays, tous les pays occidentaux.
Ce *que nous* réussirons au Chili
servira pour la France et l'Italie,
peut-être pour le Portugal et même pour l'Espagne
s'ils changent de gouvernement,
c'est, en un mot, le test-case de subversion
de toutes ces démocraties qui nous fatiguent
ou qui pourraient nous fatiguer à l'avenir.
Le Chili
est bien peu de chose et un coup d'Etat militaire
ne retiendra pas l'attention de la planète.
Let us make a try
au Chili pour agir plus sûrement en France ou en Italie.
— I agree, dit Nixon. Dick Helms
you take that job alone, you are the boss from now on, on the field and at Washington. Meure Allende et que le Chili nous serve de test-case, d'éprouvette ou de clearing-house, de laboratoire.
(On flaire le pourri dans cette souricière)
que les Chiliens soient nos guinea-pigs !
Helms, rayonnant, un rictus sur les lèvres, renverse la tête en arrière, respire avec force et acquiesce.
— Carry on, Henry ! s'écrie Nixon.

— I've almost finished. La première étape
des quarante jours sera un essai de l'essai.
Qu'il échoue n'a pas d'importance. L'important c'est le futur, les trois années qui viennent.
Au Chili la C.I.A. a pénétré
beaucoup mieux que la D.I.A. et les autres agences du *Pentagone les milieux sociaux et politiques les plus* hauts. Nous avons des adeptes dans tous les partis,
à l'Université, dans le clergé, le monde des affaires — inutile d'insister, — même chez les poètes...
You know, Chileans, as Latins, are almost always poets...

Par Armando Uribe

Helms prend la parole :
Nous avons aussi des *femmes*
— Deleted for Security Reasons —
et le *Mercurio.* This fellow Edwards met à notre disposition tous ses journaux — le *Mercurio* et les autres — contre quelques petits millions
— Deleted —.
et la Droite qui, comme les cabris et les chevreaux et les chevrettes,
tête inlassablement en se meurtrissant la poitrine ;
cela nous *coûtera quelques centimes*
car elle croit défendre des biens « spirituels »
mais son esprit est notre affaire.
Les politiciens, oui
— Deleted —
Les militaires sont plus chers : ils veulent des galons d'or (ils les teinteront avec du sang) et des autos, des réfrigérateurs, des machines à laver pour leurs épouses
qui ont de grands besoins de se laver
— Deleted —
et de nombreux voyages à l'étranger
— Deleted — des blondes plantureuses (ça ne coûte pas cher)
et des soirées privées
à Paris, au Crazy Horse, ou au Mandarin de Hongkong
et au — Deleted — de New-York,
ou pour le moins dans quelque Copacabana Hilton de la planète ;
ça ne coûte pas cher non plus. Mais ils demandent
aussi le pouvoir et ça c'est plus cher.
Ils croient que nous devons les payer pour chaque cadavre.
Ils affirment que nous devons
les payer lorsqu'ils tuent leurs ennemis
car ce sont les nôtres qu'ils tuent.
Et s'ils ne trichent pas dans le body-count,
ils nous trompent par contre car souvent et même
le plus souvent ils assassinent des innocents.
(On *flaire* le pourri dans *cette souricière* funèbre américaine hérissée de mausolées — basiliscum et aspidem, leonem et draconem).
— ...You know, Chile being Latin is filled with poets, a pity that Neruda, their greatest, is a Communist (that proves how Chile is dangerous) but some others are our friends and cost us little. Excuse me, Mr. President. I seem to jest but it is true.
Isn't it, Richard ?
— Yes, so it is, we do have some good poets
in *our* ranks, one — Deleted — and a certain...
but he's no good as poet
even if he was a good C.I.A. asset in
— Deleted —
a certain... — Deleted.
— Well, well, go on, I do not like these poets,
even if they are good C.I.A. assets.
— *Durant ces trois ans nos opérations*
économiques, sociales et politiques continueront à s'accentuer —
nous les appellerons « Track I »,
et tout s'étalera, bien connu, au grand jour
— il peut nous convenir que chacun sache hors du Chili comme au Chili que nous n'admettons pas officiellement l'indiscipline dans le système.
Dès maintenant, par contre, et durant trois ans, les actions clandestines,
la mort des ennemis, la liquidation des officiers supérieurs récalcitrants et la préparation
du putsch, et puis le putsch lui-même,
sanglant dans la mesure du possible
nous occuperont

(Ah ! docteur, ne glousse pas :
il y a plus de morts que de vivants
sur la planète, et nous, tes morts, nous t'appelons avec des aimants d'os de poulets tels des étriers vides :
Viens, nous avons besoin de toi. Nous sommes de ta *famille*
et il y a des morts vietnamiens à qui nous servons de valets et de domestiques. Grande
est notre fatigue
et il y a bien du travail, viens nous prêter un coup de main
avec tes gros doigts lisses de brodeuse,
nous, tes parents assassinés par les nazis,
nous avons un réel besoin
de tes services, plus que les vivants :
voila que tu crées sur la terre des armées de martyrs
que nous devons servir sous terre
en leur lavant les pieds
— souvent, quand ils arrivent ils n'en ont plus, que faire ? eh bien ! nous devons quand même les leur laver pour sauver ton âme...
Autre chose : tu manges trop et te dépouiller
de ta chair sera douloureux. Viens vite, car les gaz
méphitiques qui te sont destinés
veulent à tout prix nous échapper.
Tu as tellement étudié :
tu dois savoir que la mort est irascible.
Ne lui donne pas tant de mal. Epargne-nous aussi.
Nous allons t'envoyer un coq — celui-là que Socrate devait à Criton — et en catimini, la nuit, en plein désert
(Georgetown a un cimetière,
Le Caire est un ossuaire,
la Palestine est un os gigantesque
et l'Indochine et quelques autres de tes domaines sont des fosses communes
avec des essaims de larves éphémères qui sauront t'aider à mourir)
tu trouveras le coq, vieux, déplumé, sans crête,
dur sous la dent, triste et savant,
décrépit *mais* coq *malgré tout ;*
alors grimpe sur son croupion,
enfourche-le et trotte, trotte,
ancien enfant, viens nous rejoindre
avant de *devenir* trop adulte, beaucoup trop adulte
ou trop responsable de tant de morts qui nous maltraitent
nous, tes pauvres vieux parents qui payons
pour toi au purgatoire, viens, mon cher petit
tout bouclé, non, ne glousse pas avec ce rire
hermaphrodite
qui transperce nos gorges d'âmes en peine comme un petit os d'enfant
qui *nous* picote *et nous* démange,
viens, ne te damne pas
irrémédiablement)

mais, attention, dans trois ans seulement :
trois ans pour que mûrisse
la stratégie globale du président Nixon
que nous, sous son unique direction, appliquerons, galement, fidèlement et sans tricher.
Le Chili sera cette poire mûre
prouvant que l'arbre reconnaît
son possesseur lorsqu'il sait le secouer.
Le monde le saura et le Chili nous aura
servi autant qu'un Chili peut servir une Amérique
universelle —
nous appellerons cela « Track II ».
Le haut commandement sera le suivant :
Le président des Etats-Unis, moi et Dick Helms.
Sous les ordres de Dick, *tous* les agents
de toutes les agences clandestines
et *les assets militaires et civils*
sur le terrain enfin ré-activés.
Le Chili sera tout autre après l'opération
et le monde aura appris, dans sa chair vile,
in corpore vile
(mieux qu'au Guatemala,
en République Dominicaine
ou à Djakarta, car le Chili
est une démocratie
et avec cela plus ou moins blanche)
quel destin attend ceux qui veulent
plus de démocratie qu'il ne convient
— bien entendu, c'est nous qui savons, n'est-ce pas ?
ce qui convient à chaque pays.
— Très clair ! s'écrie Nixon. Ce sera fait
pour le plus grand bien du peuple chilien et naturellement
de celui des Etats-Unis
et du monde, en général.
N'oublions pas de notifier notre décision
à l'ami Brejnev et Compagnie.
— Entendu, acquiesce Kissinger.
— Entendu, reprend Helms qui exulte.
Je sens qu'aujourd'hui pour la première fois dans l'histoire de l'agence,
the Company, our Company,
c'est Votre Compagnie, Mr. President,
le directeur de la Compagnie reçoit
du Commander in Chief
(Hail the Chief,
hail the Chief,
hail the Chief !)
ce bâton de maréchal secret
du monde, que nous cherchions
depuis l'époque de Mr. Truman
et qu'Allen Dulles
francophile et fanatique
de Napoléon n'avait pu
trouver à la fin de la guerre
dans le tombeau
de Napoléon, derrière
les Invalides, et que je crois
recevoir maintenant de vos mains,
Mister President !
Nixon, ému devant l'exaltation
de Richard Helms, homme très froid,
si froid que de penser à lui vous donne le frisson,
Nixon, attendri, baisse la voix :
« I give you Dick that Marshal's baton. »
Helms, rasséréné, murmure :
Et je le range
dans ma musette
pour que nul ne puisse *le* voir.
Nixon se lève, priant ses collaborateurs
de ne pas bouger, il se promène en silence
dans le salon Ovale, puis brusquement,
les yeux rouges de sang, il *se tourne vers Helms et crie :*
One in ten chances perhaps, but save Chile
worth spending
not concerned risks involved
no involvement of (US) Embassy
10 000 000 dollars available, more if necessary
full-time job — best men we have
game-plan
make the economy scream
48 hours for a plan of action ! »
Ils ne prennent pas congé, le dos contre la porte,
Helms recule, Kissinger glisse
— ils disparaissent.
(Il est onze heures du matin, ce 15 septembre.)

Dernière partie.
Conclusions — *Deleted for* National *Security Reasons* —
On donne une version expurgée (« sanitized ») en prose des conclusions concernant les faits et statistiques de cette partie finale du rapport sur le 15 septembre 1970, et le bilan (positif) de la situation, bien entendu, trois ans plus tard.
A l'heure où Edwards, Kendall, Helms, Kissinger et Nixon (Mitchell, Attorney General, n'a pas été mentionné car il n'a rien dit) conversaient, Salvador Allende se *trouvait seul à Santiago-du-Chili.*
Trois ans plus tard, Salvador Allende — président du Chili — était mort.
A l'heure où Edwards, Kendall, etc., conversaient, plus de trente mille Chiliens qui, trois ans plus tard, allaient être enterrés, étaient vivants.

Cent mille personnes qui, trois ans plus tard, retiendraient l'air dans leurs poumons (sous la torture), respiraient.
Un million de futurs expatriés.
Et combien de disparus ?
Et combien d'enfants dans l'esprit de Dieu, dont la faim a été décrétée aujourd'hui à la Maison Blanche par les princes, faim qui est née trois ans plus tard ?
A l'heure où Edwards, Kendall, etc., conversaient, un homme dans Massachusetts Avenue, le chargé d'affaires ad interim de la République du Chili, a commencé un memorandum sur l'intervention américaine au Chili.

Réfugié, trois ans plus tard.
(Sept ans, trois mois, vingt-neuf jours plus tard, il continue d'écrire dans son exil.)

(Traduit de l'espagnol par CLAUDE COUFFON.)

Pendant que l'épreuve de force se poursuit au Nicaragua

RÉPRESSION ET LUTTES POPULAIRES EN AMÉRIQUE CENTRALE

Par JEAN-CLAUDE BUHRER

AMPLIFICATION du mouvement de protestation contre le clan Somoza au Nicaragua ; montée des tensions au Salvador ; nouveau coup d'Etat militaire au Honduras ; violence endémique au Guatemala : à l'exception relative du Costa-Rica, un vent de révolte souffle sur l'Amérique centrale. Alors que, dans ce qui reste encore à maints égards une chasse gardée des Etats-Unis, la situation avait longtemps paru bloquée, les contradictions se sont soudainement exacerbées au cours des derniers mois. Faute de véritable réforme agraire, un peu partout les incidents se sont multipliés entre paysans démunis et propriétaires fonciers. Pour contenir le mécontentement populaire, les régimes militaires en place n'ont une fois de plus trouvé d'autre réponse que l'intensification de la répression, impliquant de constantes violations des droits de l'homme.

Au Nicaragua, l'épreuve de force est désormais engagée entre le général Somoza et une opposition soutenue par la grande majorité de la population. A la fin du mois d'août, le spectaculaire coup de main d'un commando de guérilleros, qui ont pris plus de quatre cents personnes en otage au palais national de Managua, est venu rappeler l'ampleur croissante du mouvement de révolte contre la dictature de la famille Somoza (1). Acculé à la défensive, le général Somoza a dû céder aux guérilleros, qui ont obtenu la libération d'une soixantaine de détenus politiques.

Depuis l'assassinat, au début de l'année, du journaliste Pedro Joaquin Chamorro, l'une des principales figures de l'opposition, les incidents se sont multipliés et les affrontements avec les forces de l'ordre sont devenus presque quotidiens. La révolte a fait tache d'huile, gagnant les secteurs les plus divers de la population. Lâché successivement par une grande partie de la bourgeoisie industrielle et commerçante, puis par l'Eglise, le général Somoza se trouve de plus en plus isolé. Pour tenter de prolonger son régime, il ne lui reste plus que la force des armes *et la fidélité d'une poignée d'inconditionnels.*

Depuis le début des troubles, les morts se comptent par dizaines et les blessés par centaines ; plus de mille arrestations ont été opérées. Nombre de personnes détenues ont été assassinées ou ont disparu. De source religieuse, on affirme que plus de six cents paysans soupçonnés de collaborer avec les guérilleros ont disparu dans le nord du pays au cours des trois dernières années. Mais, malgré les risques encourus, les Nicaraguayens n'hésitent plus à défier ouvertement la dictature. Frappant jusqu'au cœur de la capitale, le Front sandiniste de libération nationale entreprend des actions de plus en plus audacieuses. Dans les campagnes, les paysans tentent de récupérer les terres dont ils ont été dépossédés par les propriétaires fonciers et parfois par la garde nationale elle-même pour le compte de la famille Somoza. Des personnalités exilées, comme le « groupe des Douze », formé d'intellectuels, de religieux et d'hommes d'affaires, sont ostensiblement rentrées au pays pour se joindre sur place au mouvement antisomoziste.

Pour la plupart, les Nicaraguayens en ont assez de l'insatiable voracité des *maîtres* qui les gouvernent depuis plus de quarante ans. En développant impitoyablement son empire pour s'assurer le contrôle d'à peu près la moitié de l'économie nationale, la famille Somoza s'est aliéné une bonne partie des milieux d'affaires, qui se trouvent en concurrence directe avec elle. L'Eglise, qui s'en était *longtemps accommodée*, a également commencé à prendre ses distances envers le *régime*. Dans une lettre pastorale, les évêques ont estimé que *« le gouvernement actuel ne méritait plus d'avoir plus longtemps la confiance du peuple nicaraguayen ».*

L'opposition, qui a trouvé une nouvelle unité dans les luttes des derniers mois, s'est regroupée au sein d'un « Front élargi » allant des conservateurs aux communistes. Comprenant également des syndicats, des associations d'étudiants et d'autres organisations populaires, le Front élargi d'opposition jouit de l'appui du Front sandiniste de libération nationale. Aussi bien l'Eglise que les syndicats patronaux s'accordent aujourd'hui avec le Front élargi pour réclamer la démission du général Somoza afin de sortir de l'impasse. Ils demandent aussi la constitution d'un *gouvernement provisoire pluraliste et l'organisation d'élections libres.* Plus radical dans ses revendications, le Front sandiniste réclame pour sa part la formation d'un *« gouvernement démocratique et populaire »* qui devrait accomplir une *« véritable libération nationale »*, c'est-à-dire la *« rupture de tout lien de dépendance à l'égard de toute puissance capitaliste ».* Evidemment, de notables divergences opposent les guérilleros, qui ne ménagent pas leurs critiques à la bourgeoisie financière, et le patronat, qui souhaite opérer une transition sans le concours des sandinistes.

L'avenir de la dictature dépendra cependant pour une bonne part de l'attitude que les Etats-Unis adopteront à son égard. Jusqu'ici, tout en condamnant les violations des droits de l'homme, les Etats-Unis n'ont jamais totalement retiré leur *soutien à la famille Somoza, craignant* sans doute les répercussions que sa chute ne manquerait pas d'avoir sur l'évolution des pays voisins. Ayant longtemps exercé une influence dépassant les frontières de son pays, le général Somoza avait jusqu'ici représenté pour Washington un élément de stabilité dans la région. Le général Somoza a toujours entretenu d'étroits rapports avec les militaires au pouvoir au Salvador et au Guatemala. Dans le cadre du conseil de défense centre-américain, des manœuvres conjointes ont notamment été organisées dans le nord du Nicaragua, où opèrent les guérilleros du F.S.L.N., avec la participation de troupes des Etats-Unis, d'El Salvador et du Guatemala. Ces derniers temps, les forces nicaraguayennes ont également organisé des opérations communes avec l'armée *hondurienne* pour pourchasser les guérilleros à la frontière des deux pays.

Révolution de palais

AU Honduras, le nouveau putsch du 7 août, qui a entraîné l'éviction du général Melgar Castro, a tout les traits d'une révolution de palais, des militaires *remplaçant un autre militaire. Selon un* scénario désormais coutumier, le général Melgar a été déposé avec guère plus de ménagements que son prédécesseur, le général Lopez Arellano, qu'il avait lui-même évincé en avril 1975. Homme fort du Honduras pendant une dizaine d'années, le général Lopez Arellano avait tenté, peu avant sa chute, d'amorcer un léger virage à gauche et de mener une politique plus nationaliste. Mais ses timides velléités de changement dans un pays marqué par l'immobilisme déplurent autant à l'oligarchie nationale qu'aux puissantes compagnies bananières étrangères.

Soupçonné d'avoir touché des pots-de-vin de la United Brand, le général Lopez Arellano avait finalement fait les frais de ce qu'on a appelé le « bananagate ».

Maintenant, le général Melgar vient à son tour d'être victime de divers scandales qui ont dernièrement éclaboussé le régime. L'opposition, du centre et de gauche, a *fréquemment accusé le gouvernement de* gaspillage et de corruption. Pour sa part, la presse avait mis en cause, dans des affaires de drogue, de hauts responsables militaires. L'arrestation d'un journaliste, qui avait fait des révélations sur la complicité existant entre certains officiers supérieurs et la Mafia, ainsi que des disparitions et des assassinats en rapport avec la contrebande de cocaïne, avaient déchaîné l'opinion. Au début de juillet, des troubles éclatèrent à San-Pedro-Sula, centre économique du pays, et se soldèrent par plus de deux cents blessés et des centaines d'arrestations.

A la veille du coup d'Etat, trois officiers, dont les anciens chefs de l'Interpol et de la police secrète, avaient été dégradés pour avoir commis des irrégularités dans leurs investigations sur le trafic de drogue. Depuis plusieurs mois déjà, des *rumeurs de coup* d'Etat circulaient à Tegucigalpa et le renversement du général Melgar n'aura finalement guère surpris. En plus de l'indécision qui caractérisait sa politique et des accusations portées contre son entourage, les efforts qu'il déployait déjà pour présenter sa candidature à l'élection présidentielle, prévue pour 1980, ont sans doute aussi contribué à accélérer sa chute. Mais, une fois de *plus, il ne faut guère s'attendre à de* véritables changements politiques à Tegucigalpa. *Confirmant dans leurs fonctions la majorité des ministres de l'ancien gouvernement*, les nouvelles autorités semblent avoir opté pour la continuité. Le nouveau chef de l'Etat, le général Policarpo Paz Garcia, s'est engagé à poursuivre le programme de réformes proclamé par les forces armées en 1975 et *a promis des élections « honnêtes et libres »* pour 1980.

En fait, avec ses trois millions d'habitants et un revenu par tête de 390 dollars par an, le Honduras reste le pays le moins développé d'Amérique centrale et a encore un sérieux retard à combler. Dépendant pour près de 50 % de ses exportations de bananes, il est particulièrement sensible aux pressions des multinationales nord-américaines. Chaque fois que ses dirigeants tentent de remettre en cause un tant soit peu le *statu quo*, ils se heurtent aussi à de fortes résistances intérieures.

Jusqu'ici, les grands propriétaires terriens ont multiplié les entraves pour freiner l'application d'un début de réforme agraire, pourtant indispensable si l'on doit améliorer les conditions de vie extrêmement précaires d'une population essentiellement agricole. Alors que l'impatience grandit dans le pays, des paysans sont chassés de leurs terres, les droits syndicaux sont foulés aux pieds et des arrestations sont couramment opérées dans les milieux de l'opposition. En politique étrangère, malgré diverses tentatives de médiation de l'O.E.A., le Honduras n'a *toujours pas réglé son différend avec* El Salvador. Pourtant, il est de l'intérêt des deux pays de trouver un *modus vivendi*, afin de rétablir des relations normales et effacer les séquelles du bref mais sanglant conflit qui les avait opposés en 1969.

Paysans et terreur

AU Salvador, les mêmes causes produisant les mêmes effets, la tension actuelle n'est pas sans rappeler celle du Nicaragua. Depuis le renversement du dernier président civil en 1931, les militaires président aux destinées du pays. En février 1977, c'était une fois de plus l'un des leurs, le général Carlos Humberto Romero, candidat du parti officiel de conciliation nationale, qui était porté à la tête de l'Etat. Conduite par la démocratie chrétienne, l'opposition avait accusé le gouvernement de fraude généralisée, et l'intervention de l'armée pour mettre fin aux désordres dans la capitale avait provoqué au moins cent morts et des centaines de blessés. En mars dernier, l'opposition avait boycotté les élections législatives et municipales, si bien que le Parlement ne compte plus que des représentants du parti officiel.

Avec la sclérose des structures politiques et la dégradation des conditions d'existence, les luttes sociales ont pris une tournure de plus en plus aiguë, surtout dans les campagnes, où vivent plus de 60 % des habitants. Alors que le chômage et le sous-emploi affectent déjà près de la moitié des travailleurs, 57 % des terres cultivables appartiennent à 1,9 % seulement de la population. Devant les lenteurs de l'application de la réforme agraire de 1976, qui a été en grande partie vidée de son contenu sous la pression des grands propriétaires, les paysans ne cachent plus leur impatience. Tout en réclamant l'amélioration de leurs salaires et de leurs conditions de travail, ils n'hésitent plus à occuper des terres. En même temps, ils cherchent à s'organiser en dépit de la loi qui leur refuse le droit d'association. En plus des formations d'opposition traditionnelles, une nouvelle organisation particulièrement dynamique a fait son apparition, le Bloc populaire révolutionnaire, qui regroupe six syndicats et organisations étudiantes. De temps à autre, des mouvements de guérilla font également parler d'eux et se signalent par divers coups de main, comme l'enlèvement le mois dernier du représentant d'une société suédoise multinationale, qui a ensuite été relâché.

En vertu d'une nouvelle loi sur l'ordre public, les autorités ont considérablement renforcé les mesures répressives, portant de nouvelles atteintes aux libertés élémentaires. L'armée collabore étroitement avec les organisations paramilitaires et les milices privées pour tenter d'enrayer l'agitation paysanne. En mars dernier, quelque soixante-quinze paysans en conflit avec des propriétaires ont été assassinés dans la province de Cuscatlan et toute la région avait été bouclée par l'armée. Pour justifier de nouvelles mesures de sécurité, le gouvernement annonçait fin juillet avoir déjoué un vaste plan subversif. L'Eglise a également de plus en plus maille à partir avec les autorités et prend ouvertement la défense des droits de l'homme. A la fin du mois d'août, l'archevêque de San-Salvador, Mgr Romero, a protesté contre la disparition de quatre-vingt-dix-neuf personnes arrêtées par la police. Pour sa part, dans une récente étude, la Commission internationale des juristes, dont le siège est à Genève, note que *« les violations des droits de l'opposition politique et syndicale au Salvador ne sont pas des incidents isolés, dus à un excès de zèle de la part des forces de sécurité, mais font partie d'une campagne délibérée pour préserver les privilèges de la minorité au pouvoir ».*

Au Guatemala enfin, les véritables responsables du massacre de Panzos, où une centaine de paysans indiens avaient été tués le 29 mai, n'ont toujours pas été poursuivis. Ce jour-là, des centaines de paysans s'étaient réunis dans cette localité de l'Alta-Verapaz, située à 200 kilomètres au nord-est de la capitale, pour *protester contre l'accaparement de leurs* terres par de grands propriétaires fonciers. Pour disperser la foule, la troupe a ouvert le feu, faisant plus de cent morts. Les événement de Panzos ont été condamnés par la Conférence épiscopale, qui a qualifié d'injuste le système de répartition des terres et, dans la capitale, plus de cinquante mille personnes ont défilé en signe de protestation.

Ce drame vient s'ajouter à la liste déjà longue des faits de violence au Guatemala. Selon Amnesty International et d'autres organisations humanitaires, les règlements de comptes politiques ont fait plus de vingt mille morts depuis 1966, soit autant que le tremblement de terre qui a ravagé le pays il y a deux ans. *« La plupart de ces victimes,* précise A.I., *ont péri aux mains de groupes paramilitaires, formés à l'origine pour combattre la guérilla de gauche et dont les agissements jouissent d'une totale impunité au regard de la loi. »*

L'arrivée au pouvoir, le 1er juillet, du général Romeo Lucas Garcia, dont l'élection avait été vivement contestée, n'a apparemment guère modifié la situation. Presque chaque jour, la presse continue de rapporter des disparitions inexpliquées, des assassinats politiques et la découverte de cadavres portant d'évidentes traces de torture. C'est dire que les droits de l'homme sont difficilement conciliables avec les structures figées qui persistent en Amérique centrale.

(1) Cf. *le Monde diplomatique* de mars 1978. Jean-Claude Buhrer : « Révoltes contre une dictature en sursis ».

Correspondance

L'organisation du marché mondial du coton

M. F. Benzakein, président de Newcot Ltd, dont le siège est à Genève, proteste contre l'article dans lequel Frederic Clairmonte et John Cavanagh expliquent comment quelques grandes firmes multinationales dominent le marché mondial du coton (le Monde diplomatique, *août 1978)* :

« Je suis franchement surpris qu'un journal aussi sérieux que le vôtre ait pu publier un article aussi aberrant que celui-ci. En effet, outre les nombreuses erreurs grossières qu'ils ont commises, les auteurs ont voulu donner une image fort méprisable de ce commerce, qui est présenté comme une manipulation monstrueuse, et par conséquent malhonnête, entreprise par un petit groupe de « spéculateurs » sans vergogne.

» Cela est d'autant plus fâcheux que les maisons cotonnières ont toujours joui et jouissent encore d'une moralité à toute épreuve qui, vous pouvez le croire, ne se trouve que dans bien peu de commerces internationaux.

» Je pense qu'il est de votre devoir d'entreprendre une contre-enquête, tant auprès des producteurs, des industries (les filatures) que des négociants eux-mêmes, afin de faire le point sur la question.

» Ma société se tient évidemment à votre disposition afin de vous donner le maximum de renseignements dont vous pourriez avoir besoin. »

[M. Benzakein ne cite aucune des « nombreuses erreurs grossières » qu'il dit avoir relevées dans l'article incriminé, article entièrement fondé sur un rapport officiel de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement.]

Les profits du "désarmement"

A la suite de l'article d'Andrée Jallon sur le désarmement (le Monde diplomatique, *août 1978), M. Ricardo Fraile, d'Orvault (Loire-Atlantique), nous adresse les remarques suivantes :*

« (...) Contrairement à ce qui est affirmé, la convention de 1972 vise la production des armes biologiques. Aux termes de l'article premier, chaque Etat partie *« s'engage à ne jamais, et en aucune circonstance, mettre au point, fabriquer, stocker... »* ; cette interdiction de fabriquer a toujours figuré dans les projets soumis au comité de Genève. La phase omise est celle de la recherche. Bien que proscrites dès les premières propositions du Royaume-Uni, en 1968 et 1969, les activités de recherche n'étaient plus mentionnées dans le projet de convention présenté le 30 mars 1971 par les pays socialistes. (...)

» Poursuivant son raisonnement, l'auteur voit dans le manque de fiabilité du contrôle des armes biologiques l'origine du refus de la France d'être liée par la convention de 1972. (...) Le président de la République promulguait, le 9 juin 1972, une loi interdisant la mise au point, la fabrication, la détention, le stockage, l'acquisition et la cession d'armes biologiques ou à base de toxines. Cette loi, qui, dans son contenu, ne transcende pas les dispositions de la convention de 1972, présente, par contre, l'inconvénient majeur de n'être finalement qu'une renonciation unilatérale venant s'ajouter à celles d'autres Etats. Lors du débat au Sénat, M. Michel Debré, alors ministre d'Etat chargé de la défense nationale, se référant à la convention, déclarait : *« Dans cette affaire très particulière..., la position française a été permanente. Elle a consisté à dire qu'en matière d'armes bactériologiques il était indispensable et possible de prévoir un contrôle international ».* A la première commission de l'Assemblée générale des Nations unies, lors du vote sur cette même convention, le représentant français réaffirmait le principe incontesté selon lequel il ne peut y avoir, sur le plan international, d'authentique désarmement sans contrôle et ajoutait : *« Le projet... aurait dû comporter, pour être la mesure de désarmement véritable qu'il aurait pu être et dont nous nous serions réjouis, si modeste fût-elle, un minimum de référence à ce principe fondamental ».* Donc, selon la France, le contrôle est possible, mais il est jugé absent de la convention ; c'est la principale raison officielle avancée pour ne pas signer. En réalité, les motifs sont liés davantage à la volonté constante de refuser toute œuvre émanant du comité de Genève.

» Enfin, abordant la question de la bombe à neutrons, l'auteur pense que cette nouvelle arme devrait pouvoir être incluse dans la *portée* du protocole de 1925 et de la convention de 1972. Si, par leur effet de ne détruire que la matière vivante, les armes biologiques et les armes à neutrons se ressemblent fort, il n'en demeure pas moins que les agents ou armes concernés par les deux accords internationaux précités répondent à des critères précis. A l'origine, il s'agissait d'interdire le poison et les armes empoisonnées ; ensuite, le protocole a élargi le champ de cette interdiction en prohibant les gaz et les moyens de guerre bactériologiques ; plus tard, face à la capacité d'utiliser également comme armes des organismes vivants comme les virus, rickettsies, mycètes, l'appellation « biologique » a prévalu. Si cette nouvelle dénomination respecte l'esprit du protocole, il est, par contre, totalement impossible d'interpréter cet instrument, que ce soit d'après le texte ou les travaux préparatoires, comme *s'appliquant aux bombes à neutrons.* En ce qui concerne la convention de 1972, celle-ci ne contient aucune définition de l'arme biologique. Cependant, il est évident que la définition donnée par l'annexe II du protocole III du 24 octobre 1954 portant modification du traité de Bruxelles de 1948 ainsi que la définition figurant au paragraphe 17 du rapport du secrétaire général des Nations unies de 1969, servent de base en la matière. Aux termes de cette dernière, les agents biologiques de guerre sont considérés *« comme étant des organismes vivants, quelle que soit leur nature, ou des substances infectieuses dérivées de ces organismes, destinés à provoquer la mort ou la maladie chez l'homme, les animaux ou les plantes et dont les effets sont fonction de leur aptitude à se multiplier chez l'homme, l'animal ou la plante attaqués ».* La convention de 1972 *ne peut donc s'appliquer aux* bombes à neutrons, pas plus qu'elle ne vise les nouveaux types d'armes de destruction massive qui, ne détruisant que la vie, possèdent les mêmes effets que les armes biologiques ou à neutrons : armes infrasonores qui utilisent les rayonnements acoustiques pour endommager les organes intérieurs de l'homme (système cardio-vasculaire) et provoquer la mort, armes visant à endommager le système génital de l'homme, créant une extinction progressive issue d'une stérilisation, etc.

» Le fait que la convention de 1972 ne saurait interdire la fabrication ou la possession de la bombe à neutrons ne signifie pas que l'on souhaite légitimer son existence. (...) »

BIBLIOGRAPHIE

- **LA QUINTA FRONTERA**, par Omar Torrijos : cette « cinquième frontière » telle que la définit l'auteur Omar Torrijos., chef du gouvernement panaméen, c'est, on s'en doute, celle du canal, les quatre autres étant le Costa-Rica, la Colombie, l'Atlantique et le *Pacifique. Ce recueil illustré* reproduit plusieurs discours du dirigeant panaméen et des notes de voyage à l'étranger. Sa personnalité est ensuite analysée par deux grands écrivains, Gabriel Garcia Marquez et Graham Greene, devenus ses amis (Editorial Universitaria Centro-americana, San-José (Costa-Rica), 102 pages).
- **PANAMA : ACERCA DE LA ESTRUCTURA, LA COYUNTURA Y LAS PERSPECTIVAS**, par Julio Manduley : un opposant de gauche au régime du général Torrijos fait le point sur la situation économique de la petite République et analyse avec beaucoup de précision les divers aspects de ce qu'il désigne comme une « plate-forme de services multinationaux ». L'auteur considère que le nouveau traité peut en faire à l'avenir une « plate-forme de contre-insurrection » pour les Etats-Unis (Cahier no 4 de la série « Progrès de la recherche », Centro de Estudios latino-americanos Justo Arosemena, apartado 6-3093, El Dorado, Panama, 30 pages).
- **GUATEMALA - UNNATURAL DISASTER**, par Roger Plant : voici la seconde publication du Latin American Bureau de Londres, après Violence and Fraud in El Salvador : A Report on Current Political Events in El Salvador (juillet 1977). Ce désastre, qui accable le Guatemala après le tremblement de terre de février 1976, c'est le régime militaire qui a accumulé les violations des droits de l'homme et pérennisé les structures inégalitaires du pays. On voit mal comment la récente élection présidentielle pourrait changer un système qui montre les limites de la politique des droits de l'homme du président Carter. (Latin American Bureau, P.O. Box 134, Londres NW 1 4 JY, 1,50 livre).
- **AMAZONIES NOUVELLES** est la trentième livraison des « Travaux et mémoires » de l'Institut des hautes études d'Amérique latine. Elle comprend plusieurs études sur l'Amazonie péruvienne (dont celles de Jean Piel et Claude Collin-Delavaud) et sur l'Amazonie brésilienne (notamment une analyse de la mise en valeur de l'espace périphérique amazonien de Belem à la Bolivie par Hélène Rivière d'Arc et Christine Apestéguy). L'ensemble est le résultat de recherches sur le terrain et apporte une information à jour sur des zones encore peu connues. (Institut des hautes études d'Amérique latine, 28, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris).
- **LES ACTIONS DE LA CIMADE.** — Deux dossiers présentent les initiatives de la CIMADE, Service œcuménique d'entraide, au titre du développement et de la solidarité internationale. Du Chili aux Philippines ou à la Namibie, l'organisation soutient en 1978, de concert avec d'autres organismes (en particulier le Comité catholique contre la faim et pour le développement) trente-quatre projets représentant un engagement financier de 7 940 000 F. Les participations financières sont à envoyer à : CIMADE, 176, rue de Grenelle, 75007 Paris. C.C.P. 4088-87 Paris.

CINÉMA POLITIQUE

Ecrans d'Afrique

Un simple indicateur économique suffira à donner une idée de la dramatique situation infrastructurelle du cinéma en Afrique noire francophone : le nombre de salles y est désespérément réduit ; on en compte à peine trois cent cinquante (1). Ces salles sont contrôlées (*directement ou indirectement*) par une société française, la Sopacia (filiale du groupe U.G.C. S.A., qui a racheté récemment les salles et les avoirs des anciens groupes *monopolistes Comacico et Secma). Les quelques pays qui ont* nationalisé l'exploitation cinématographique demeurent dépendants, en grande partie, pour *leur approvisionnement en films, des sociétés* étrangères (Sopacia, et aussi Afram Films Inc., consortium américain pour la *commercialisation* en Afrique des films de Hollywood). De récentes décisions (cf. ci-dessous les propos de M. Joanny Nana) vont peut-être mettre un terme à cette dépendance ainsi qu'aux carences *technologiques. Celles-ci demeurent pour l'instant très graves, car* un seul pays — la Guinée — possède des laboratoires lui permettant d'effectuer des tirages en 16 millimètres et en 35 millimètres ; tous les autres doivent avoir recours à Paris. Il arrive fréquemment qu'un metteur en scène africain ne puisse visionner les « rushes » de son *film que plusieurs mois après la prise de vues (on sait qu'en Europe* ce visionnement a lieu généralement dans les jours qui suivent la prise de vues).

Dans de telles conditions, étant donnés l'étroitesse et le morcellement du *marché, la rentabilité des films africains ne semble point* garantie ; *cette présomption fonde l'attitude qu'adopte en général* la Sopacia pour refuser de diffuser les films africains dans le réseau de salles qu'elle contrôle. Ces salles diffusent surtout des films commerciaux de piètre qualité (péplums de toutes sortes, westerns italiens, films karaté, policiers américains, films chantants arabes ou hindous...), fonds de tiroir achetés à vil prix, usés par des projections multiples (certains cinémas proposent jusqu'à cinq films par séance). *On exploite dans cette partie de l'Afrique, annuellement,* un trop grand nombre de (mauvais) films : plus de mille en moyenne (alors qu'on n'en présente que sept cents environ en France pour un parc de salles plus de dix fois supérieur), cela signifie que la carrière de chaque film en particulier est bâclée, qu'aucun effort de promotion n'est réalisé, qu'aucune politique d'éducation culturelle par le film n'est entreprise. Alors que la distribution est en très grande partie contrôlée par une société *française, il est significatif que très peu de films français, réputés* trop « intellectuels », sont diffusés : en 1975, trente-six films seulement *(sur une production de près de deux cents) avaient été* vendus *en Afrique noire francophone* pour un prix moyen par ailleurs assez élevé (23 500 F, soit sept fois le prix consenti, par exemple, à la Grande-Bretagne — 3 250 F).

Entreprendre de réaliser un long métrage dans de telles conditions relève souvent de la témérité ; peu d'organismes d'aide existent, et le cinéaste africain doit fortement s'endetter et faire de vertigineuses pirouettes financières pour mener à terme, tant bien que mal, son film. Le ministère français de la coopération participe à la production de nombreux films, mais son aide se borne en général à assumer les frais de laboratoire en échange du droit d'exploitation non commerciale en Afrique. Malgré ces difficultés, le nombre de cinéastes africains ne cesse de croître (parfois de manière assez surprenante, comme par exemple au Niger, pays *qui ne possède que cinq salles de cinéma mais qui compte une* bonne dizaine de réalisateurs).

Depuis les indépendances, une trentaine de longs métrages de fiction ont été tournés. Le nombre de thèmes abordés est bien moins important ; les plus fréquemment traités sont les suivants : l'influence néfaste de la religion (*Ceddo*, de S. Ousmane ; *Saïtane*, de O. Ganda ; *Njangane*, de M. Traoré ; *Tiyabu-Biru*, de M. Bathily) ; la grande ville comme lieu de perdition (*Lettre paysanne*, de S. Faye ; *Wallanda*, d'A. Kaba ; *le Bracelet de bronze*, de T. Aw) ; la condition féminine et le problème de la dot (*Muna Moto*, de J.-P. Dikongué-Pipa ; *Den Mousso*, de S. Cissé ; *le Destin*, de S. Coulibaly) ; l'aliénation mentale (*la Femme au couteau*, de T. Bassori ; *Kodou*, de Ababacar Samb) ; les ambitions de réussite des nouveaux fonctionnaires (*F.V.V.A.*, de M. Alassane ; *le Nouveau Venu*, de R. de Médeiros) ; les conflits liés au modernisme (*Baks*, de M. Thiam ; *Sur le chemin de la réconciliation*, de R.B. Yonly ; *Barobgo*, de M. Taoko) ; les drames de la sécheresse (*Cactus*, de M. Traoré ; *Toula ou le Génie des eaux*, de M. Alassane)...

La plupart des cinéastes travaillent dans un climat d'intimidation politique. Des censures pointilleuses ou brutales empêchent pour l'instant les cinéastes africains d'aborder dans leurs fictions les problèmes de politique intérieure. Aussi certains sujets ont-ils été traités par des réalisateurs étrangers attentifs aux drames de l'Afrique, notamment au baroquisme de quelques tyrans (cf. : *Amin Dada*, de B. Schroeter), à l'incurie et à la répression généralisée qui règnent dans certains Etats (cf. : *l'Etat sauvage*, de F. Girod), à la rapacité des passeurs africains d'émigrants clandestins (cf. : *Bako, l'autre rive*, de J. Champreux), ou à la complicité de certains dirigeants avec les sociétés multinationales (cf. : *l'Ordre et la sécurité du monde*, de Claude d'Anna).

Si la création d'une sorte de marché commun du film africain paraît nécessaire pour garantir la viabilité économique et la rentabilité des cinématographies africaines, il semble non moins nécessaire qu'une certaine tolérance politique permette aux cinéastes de travailler dans un environnement plus bienveillant ; à défaut de cela, le cinéma africain risque de demeurer prisonnier de l'éternelle thématique binaire — modernité-tradition — ruminée jusqu'à satiété.

IGNACIO RAMONET.

(1) A titre de comparaison, signalons que la Belgique, par exemple, en possède plus de six cent cinquante.

MALI : refléter la trame du quotidien

DEPUIS son indépendance, notre Etat s'est préoccupé de retirer aux monopoles étrangers le contrôle de la distribution et de l'exploitation cinématographiques. En 1970, après un différend qui opposa la direction de la société Comacico aux autorités maliennes, à propos de la rénovation des salles, le gouvernement décida la création de l'Office cinématographique du Mali (Ocinam) et nationalisa toutes les salles appartenant à la Comacico. Une politique de récupération des salles fut entreprise, et, il y a un mois, le dernier cinéma appartenant à la Sopacia a été racheté par un citoyen malien. Aujourd'hui donc, les quelques quarante salles du pays sont maliennes, et la plupart appartiennent à l'Etat. Par ailleurs, notre pays est le premier à avoir constitué un « Groupement d'achat de films » avec le Bénin et la Haute-Volta.

En juillet 1977 a été créé le Centre national de production cinématographique en remplacement de la Sinfoma (Service des informations maliennes) dans le but de produire des films de fiction, et actuellement 80 millions de francs maliens viennent d'être débloqués pour mettre, très prochainement, en chantier un long métrage que réalisera probablement Alkaly Kaba, et dont le scénario, intitulé *les Cris des orphelins*, est en cours de finition.

Malgré ces mesures, il faut reconnaître que les films africains sont encore très peu diffusés au Mali ; les films maliens eux-mêmes ne trouvent pas de distributeur. Pourtant, le cinéma malien existe, et des films remarquables ont été réalisés par trois cinéastes au moins, dont j'évoquerai rapidement l'œuvre : tout d'abord Djibril Kouyaté réalisa, en 1971, *le Retour de Tiemen*, où il exposait les conflits d'un jeune technicien de l'agriculture qui, après avoir étudié à Bamako, revient dans son village pour mettre en application les idées modernes. En 1974, ce même réalisateur tournait *le Drapeau noir au sud du berceau*, où il dénonçait, avec sensibilité et talent, le régime d'apartheid en Afrique du Sud. Un autre cinéaste, Alkaly Kaba, a raconté, dans *Wallanda* (1973), l'histoire d'une jeune fille contrainte de quitter son village et ses habitudes traditionnelles pour aller se perdre dans la grande ville. Dans *Wenda* (1975), il abordait le problème des castes, celui des rapports entre les nobles et les griots, ainsi que les tensions liées aux relations de parenté. Enfin, plus récemment, Sega Coulibaly a évoqué, dans *le Destin* (1976), la situation d'une jeune paysanne séduite par un instituteur, chassée en conséquence de chez elle par son père et conduite, pour survivre, à se prostituer. Ce film, le seul qui a connu une diffusion normale au Mali, a remporté un extraordinaire succès public ; bien supérieur à celui de n'importe quel film étranger. Coulibaly tourne actuellement *Kasso Den*, un film d'aventures non dépourvu, je crois, de réflexion sociale.

EN ce qui me concerne, à mon retour de Moscou où j'ai étudié le cinéma durant sept ans, j'ai pu réaliser, en 1970, mon premier film de fiction : *Cinq jours d'une vie*, où je dénonçai les mille misères qu'infligent les marabouts musulmans et leurs familles aux petits garçons envoyés dans les écoles coraniques. En 1974, j'ai tourné *Den Mousso (la Jeune Fille)*, histoire d'une jeune muette, fille d'un industriel, et enceinte d'un ouvrier, qui est confrontée brutalement à la morale traditionnelle et rétrograde de ses parents. J'avais voulu exposer dans ce film le cas des très nombreuses filles-mères que l'on rencontre aujourd'hui dans la plupart des pays africains, traînant dans les rues, rejetées de partout, constituant une sorte de nouvelle caste d'intouchables à cause de principes sociaux surannés ; les familles demeurent attachées à d'anciennes convictions morales sans vouloir aborder lucidement le problème de leurs enfants. J'ai voulu mon héroïne muette pour symboliser, en plus, très sommairement, une évidence : que chez nous les femmes n'ont pas le droit à la parole. J'estime que certaines traditions, qui ont pu avoir une importance historique, doivent aujourd'hui être abandonnées : notamment tous les préjugés attachés à l'origine familiale, aux rapports dans le mariage, etc.

Den Mousso, une fois terminé, a été pour moi une source de déboires sans nombre ; une cabale, conduite par une puissante association culturelle de Bamako, qui prétendait avoir des droits sur le film, a entraîné la mise sous séquestre des copies depuis trois ans. La presse étrangère a parlé à ce propos de censure ; je peux assurer que le contenu du film n'est pas en cause et que seules des considérations d'intérêts ont empêché la diffusion du film. J'ai pu, récemment, exposer la réelle version des faits au chef de l'Etat et j'ai bon espoir de voir la situation se débloquer.

Actuellement, je viens de terminer *Baara (le Travail)*, que j'ai tourné avec la collaboration technique d'un opérateur français, Etienne C. de Grammont, et une petite participation de l'INA (Institut national de l'audiovisuel, Paris). C'est l'histoire du trajet à travers Bamako d'un porteur qui arrive de la campagne pour gagner sa vie et se voit confronté à la vie moderne ; il rencontre un ingénieur qui a le même nom que lui, le même âge ; l'ingénieur le prend sous sa protection, le fait rentrer à l'usine qu'il dirige, où le porteur va découvrir le monde industriel, ses contraintes, ses conflits. Le film est constitué par un ensemble de scènes qui voudraient être autant de facettes de la société malienne actuelle.

Mes films, comme la plupart de ceux des autres cinéastes maliens, *aspirent à refléter la trame du quotidien*, ils souhaitent être un miroir, lucide et distrayant, de notre pays qui se transforme.

Le cinéma africain est en période de naissance. Cela ne constitue guère une excuse, et je ne demande aucune indulgence pour nos films ; c'est un constat. A mon avis, aucun film n'a présenté, jusqu'à présent, la culture africaine dans toute sa complexité. Je pense qu'il y a en Afrique, pour l'instant, un problème de *maîtrise de création* ; la maîtrise technique ne suffit pas. Lorsque la création sera maîtrisée, il existera enfin un cinéma africain ; et il deviendra alors universel.

SOULEYMANE CISSE,
réalisateur.

CAMEROUN : dénoncer les abus de pouvoir

AU Cameroun, après l'indépendance, la nécessité s'est très vite fait sentir d'avoir un cinéma camerounais. De jeunes étudiants ont alors bénéficié de bourses pour aller étudier en Europe ; malheureusement, la plupart d'entre eux, à leur retour, sont devenus des bureaucrates et ont constitué un tel système d'autoprotection que tous ceux venus après eux se voyaient empêchés de faire du cinéma. Il a fallu attendre 1975 pour que le premier long métrage camerounais se réalise.

L'Etat s'est efforcé de favoriser l'épanouissement du septième art en créant une Direction de la cinématographie et en produisant *Cameroun Actualités*, magazine d'informations filmées. Il vient récemment de créer, sur le modèle du Centre national du cinéma français, *le Fodic (Fonds de développement des industries cinématographiques)*, qui devrait aider aussi bien le secteur de production que celui de l'exploitation. Ce dernier secteur est encore modeste puisque le Cameroun ne compte qu'une quarantaine de salles, et la plupart d'entre elles appartiennent à la Sopacia, qui, depuis Paris, décide de leur programmation. Il faut savoir que la plupart des films vendus au Cameroun sont déjà amortis sur le marché européen, ils sont donc vendus à bas prix — et les exploitants ne font aucun effort pour la promotion culturelle ; il est très rare de voir des films de qualité. Pourtant, un marché existe, le pays compte quelque sept millions d'habitants et un film bien exploité pourrait être vu, en cinq ans, par plus de deux millions de spectateurs. Les films camerounais, notamment sont victimes d'une programmation absurde qui les rend non rentables et justifie, *a posteriori*, les réserves qu'émet la Sopacia pour les programmer.

DANS de telles conditions, très peu de films camerounais ont pu être réalisés ; je citerai notamment *Pousse-Pousse* (1976), comédie légère de Daniel Kamwa sur le problème, bien grave, de la dot ; et *Ces femmes-là* d'Adolphe-Claude Bmala, demeuré inachevé.

Personnellement, après avoir étudié au Conservatoire du cinéma français, à Paris, j'ai réalisé mon premier court métrage en 1965, il s'intitulait *Un simple* ; c'était en quelque sorte le récit autobiographique de la découverte du monde occidental par un jeune Camerounais. En 1966, j'ai fait *Rendez-moi mon père*, sur le pèlerinage d'un Africain qui ne parvient pas à retrouver en France la tombe de son père *mort au cours de la Grande Guerre*, et qui se retrouve devant le tombeau du Soldat inconnu. C'était un film antimilitariste tourné à une époque où la guerre du Vietnam soulevait tant de protestations. Ensuite, j'ai réalisé *les Cornes*, sorte d'essai ethnographique à rebours, où j'ai essayé de montrer comment un Africain voyait le problème de l'infidélité conjugale dans la société européenne ; ce film était entièrement interprété par des comédiens blancs.

Je n'ai pu réaliser mon premier long métrage, *Muna Moto*, qu'en 1975 ; j'y évoquais la question épineuse de la *dot*, si *importante* dans les rapports homme-femme au Cameroun. Mais, en partant de ce problème, j'ai tenté de montrer comment les dirigeants se servent tour à tour de la tradition ou du modernisme selon que cela leur profite davantage ; comment ils dévient les coutumes et comment, curieusement, *ils commettent de nombreux* abus « *au nom de la démocratie et de la tradition* ».

Dans *le Prix de la liberté*, que je viens à peine d'achever, je poursuis ma réflexion sur ces abus de pouvoir qui sont la gangrène de la vie publique en Afrique. J'ai réalisé un film très simple, très linéaire, mais qui permet tout de même deux lectures : d'une part, je présente l'histoire d'une femme camerounaise et de ses rapports à la sexualité dans une société fortement phallocratique ; et d'autre part je montre, encore une fois, l'individu face au pouvoir, car, dès que quelqu'un détient une parcelle de puissance, il l'utilise d'emblée contre les plus faibles. *Le Prix de la liberté* apparaîtra probablement au public européen (mais il n'a pas été réalisé pour lui) un peu naïf, ingénu, voire simpliste ; cela est voulu de ma part, parce que j'ai constaté, avec *Muna Moto*, que la sophistication rhétorique et le baroquisme stylistique desservaient mon propos, mes intentions et déroutaient le public africain.

Les personnages de mes films parlent en français parce que le français est la langue de communication la plus répandue au Cameroun, où coexistent quatre cent vingt-sept langues locales. Moi, par exemple, j'appartiens à l'ethnie douala, qui compte à peine trente mille membres ; si je faisais un film parlant douala, je devrais le sous-titrer en français, ce qui rendrait sa compréhension encore plus difficile.

J'ESTIME que le cinéma est, par excellence, un *art africain*, car, mieux que tout autre, il permet l'allégorie, la parabole, l'antiphrase, ces figures rhétoriques fondamentales qui se trouvent à la base des contes et des récits traditionnels des griots. Mais le cinéma africain doit avoir son propre rythme, sa propre gestuelle. Les cinéastes africains ne peuvent pas se borner à être les copistes des metteurs en scène européens ou américains. Néanmoins, pour l'instant nous faisons des œuvres *hybrides*, mais cela est à l'image de notre situation, car ce qui caractérise aujourd'hui l'Afrique, c'est bien cette rencontre difficile entre deux civilisations : traditionnelle et industrielle. Cette réalité se reflète très justement dans deux des meilleurs films africains : *le Mandat* de Sembene Ousmane et *Baara* de Souleymane Cissé.

Dans ces films, ainsi que, je l'espère, dans les miens, l'homme africain, surtout s'il appartient aux masses populaires, apparaît perdu, égaré devant deux mondes qui s'imbriquent sous ses yeux, et devant l'utilisation perfide que les dirigeants africains font des lois modernes et de la tradition pour l'asservir d'une manière nouvelle.

JEAN-PIERRE DIKONGUÉ-PIPA,
réalisateur.

HAUTE-VOLTA : condenser les interrogations

LA Haute-Volta a été un des premiers pays d'Afrique noire à nationaliser, en janvier 1970, ses salles (une dizaine) en créant la Société nationale voltaïque de cinématographie (Sonavoci). Cette nationalisation provoqua une violente réaction des sociétés Secma et Comacico qui rétorquèrent en refusant de vendre des films, puis en acceptant de le faire à des conditions proprement draconiennes. Depuis, la Sonavoci a essayé de développer le nombre de salles de province pour diversifier la demande et augmenter des bénéfices qui permettront de multiplier l'activité des « cinémobiles », ces camions équipés qui vont de village en village, projetant des films. Elle tente aussi de réduire la pratique du double programme (deux films projetés par séance) en vue de diminuer les problèmes d'approvisionnement. A ce propos, la Haute-Volta a cherché à établir des accords avec d'autres pays africains et, dans cette perspective, s'est tenu, du 23 au 26 janvier 1978, dans notre capitale, Ouagadougou, l'Assemblée constitutive du Centre interafricain de *production de films* (Ciprofilms) et du Consortium interafricain de distribution cinématographique (C.I.D.C.). Outre la Fédération panafricaine des cinéastes (Fepaci), dix Etats ont participé aux travaux : Bénin, Côte d'Ivoire, Congo, Centre-Afrique, Haute-Volta, Mali, Niger, Sénégal, Togo et Zaïre. L'assemblée a décidé la mise en place immédiate du C.I.D.C. dont elle a fixé le capital à 300 millions de francs C.F.A., et le budget de fonctionnement pour l'exercice 1978 à 50 millions de francs C.F.A. Il y a donc désormais des structures pour prendre en charge notre propre réseau de *distribution* et *pour mettre* à la disposition de nos cinéastes le matériel voulu pour le traitement et la finition des films. Bien sûr, il reste à rendre opérationnelles ces structures, mais le sens de la collaboration et la volonté de réussir qui ont marqué le long itinéraire aboutissant à la création du Ciprofilms et du C.I.D.C. laissent bien augurer de l'avenir.

Depuis toujours, la Haute-Volta a fait un *effort* particulier pour diffuser les films africains ; presque tous ont été distribués dans notre pays, et certains, je pense notamment au *Mandat* de Sembene Ousmane, *Cinq jours d'une vie* de Souleymane Cissé et à *Muna Moto* de J.-P. Dikongué-Pipa, ont connu un succès considérable. Un tel succès s'explique par les similitudes culturelles qui lient la plupart des peuples africains ; en voyant un film étranger, notre public ne saisit que 60 % de sa signification dans le meilleur des cas ; le sens de certains gestes, de certaines mimiques, de certains tics, sans parler des expressions argotiques de nombreux dialogues, lui échappe entièrement ; au contraire, un film africain est compris dans sa trame la plus intime, et l'effet de reconnaissance culturelle est immédiat.

La Haute-Volta possède un certain nombre de techniciens du film qui travaillent notamment à notre modeste télévision (elle n'émet que quatre fois par semaine trois heures durant et son audience ne dépasse guère la capitale où l'on compte, malgré tout, plus de cinq mille récepteurs T.V.). Il y a par contre très peu de metteurs en scène de films de fiction ; je citerai Djim Mamadou Kola auteur, *Le chemin de la réconciliation*, où il dénonçait l'existence dans certaines régions du pays de castes dites impures, comme celle des forgerons, que l'on ne veut même pas approcher. Il montrait combien il est difficile, même pour des cadres instruits et modernistes, de se débarrasser des anciens préjugés coutumiers. En 1975, René-Bernard Yonly réalisa *Sur le chemin de la réconciliation* où il montrait comment une campagne électorale conduite avec trop d'acharnement divisait un paisible village qui jusque-là avait vécu dans l'harmonie. Mais notre cinéaste le plus doué est sans doute M. Taoko, qui a réalisé en 1975 *Barobgo*, où il montre avec une délicatesse et un goût réellement picturaux la vie quotidienne d'un village où arrivent soudain certaines institutions modernes ; et les villageois se demandent s'ils doivent abandonner leur manière de *vivre traditionnelle* ou refuser des innovations. C'est un film en forme d'interrogation qui répond bien à ce que je demande à un film africain : qu'il traduise sur le plan de l'image la culture du pays, que ses images sentent la force de notre terroir.

Les cinéastes africains doivent écouter comment les masses populaires de nos campagnes posent les problèmes ; comment se pratique la critique sociale dans nos villages ; ils doivent s'en inspirer, car le cinéma africain plus que tout autre doit être *un miroir de la société* ; il se doit de condenser les interrogations que la situation actuelle fait naître dans nos peuples, et illustrer les acquis de notre civilisation.

Par JOANNY NANA,
prêtre voltaïque,
membre du bureau permanent du festival cinématographique panafricain de Ouagadougou.

Un terrain privilégié de coopération avec l'Occident

COMMENT L'AFRIQUE DU SUD A PU METTRE AU POINT «SA» BOMBE NUCLÉAIRE

Par HOWARD SCHISSEL

EN *août 1977, l'agence soviétique* Tass publiait une dépêche selon laquelle l'Afrique du Sud s'apprêtait à procéder à un essai nucléaire sur son site expérimental au cœur du désert de Kalahari. Cette nouvelle — rapidement confirmée par les services spéciaux en Occident — suscita aussitôt un vaste branle-bas diplomatique à Washington, Bonn, Paris et Londres. Dans les capitales occidentales, les déclarations se succédèrent pour mettre en garde le régime raciste du premier ministre Vorster quant aux conséquences néfastes qui pourraient découler d'une telle initiative sur le plan de la politique internationale. Des pressions plus ou moins fortes furent exercées afin d'y *faire obstacle. Temporairement, au moins,* les autorités sud-africaines furent ainsi obligées de faire marche arrière en ajournant leurs préparatifs.

Après plus de vingt ans de coopération entre la République Sud-Africaine (R.S.A.) et les grandes puissances occidentales dans le domaine nucléaire, que le régime de l'apartheid puisse devenir le premier pays d'Afrique à posséder un engin atomique ne devrait plus étonner personne. *Pour Zdenek Cervenka et Barbara Rogers,* auteurs de l'étude la plus complète sur le programme nucléaire sud-africain depuis ses origines (1), les responsabilités de l'Occident dans cette évolution — qui menace d'ailleurs tout le continent africain — ne sont plus à démontrer. En effet, ils prétendent que *« les Etats-Unis, Israël, l'Allemagne de l'Ouest, la France et la Grande-Bretagne ont tous aidé l'Afrique du Sud par la fourniture d'équipements divers, de matière fissile, de technologie de pointe et d'aides financières qui lui ont permis de fabriquer une bombe atomique ».*

En se fondant sur des documents secrets dérobés à l'ambassade sud-africaine à Bonn (2), les deux auteurs s'attachent à mettre en lumière le rôle particulier de chaque pays dans ce véritable « axe nucléaire » dont l'épicentre serait l'Allemagne de l'Ouest. Troisième producteur *mondial d'uranium et détenteur de réserves* considérables de ce minéral stratégique (3), l'Afrique du Sud se trouvait en position de force à l'égard des pays occidentaux. Et, de ce fait, les autorités de Pretoria ont su largement utiliser cet atout pour acquérir la technologie qui devait leur permettre de brûler les étapes sur le chemin conduisant à l'arme atomique.

Au début des années 50, en pleine « guerre froide », lorsque les Américains commencèrent de fabriquer un immense *arsenal nucléaire, ils eurent* besoin de s'approvisionner en uranium sud-africain. En contrepartie, Pretoria devint l'un des premiers bénéficiaires du programme de coopération nucléaire « Atoms for Peace », qui lui permit, entre autres, de se doter d'un premier réacteur de recherche, Safari-I, entré en service dès 1965. Un deuxième modèle, Safari-II, lui fut livré trois ans plus tard. De plus, Washington a fourni environ 120 kilos *d'uranium très enrichi et a ouvert son* centre de recherche d'Oak-Ridge aux scientifiques sud-africains. Mais les Américains n'étaient pas les seuls à offrir de telles facilités aux physiciens de la R.S.A., qui ont également pu suivre des stages en Allemagne de l'Ouest, en Angleterre et en France.

Espoirs allemands

UNE fois la technologie de base sur place et l'équipe scientifique en cours de perfectionnement, l'étape suivante, dans la mise au point d'une bombe atomique, consiste en l'acquisition des connaissances *liées à l'enrichissement de l'uranium. C'est* là que l'Allemagne de l'Ouest a joué un rôle de tout premier plan. En dépit des affirmations fréquentes du Dr Roux, chef de l'Atomic Energy Board sud-africain, selon lesquelles le procédé sud-africain d'enrichissement de l'uranium est à la fois *« révolutionnaire »* et *« authentiquement sud-africain »*, les experts occidentaux ont estimé qu'il présentait des similitudes pour le moins frappantes avec le procédé dit *« jet-nozzle », un procédé de séparation* isotopique par tuyères, développé par le professeur allemand Erwin Becker.

C'est un secret de polichinelle que des chercheurs sud-africains travaillaient au centre de Karlsruhe où le procédé a été mis au point. De là à voir une possible collaboration entre les deux pays — chacun y trouverait son compte — il n'y a qu'un pas que beaucoup n'ont pas hésité à franchir. Cependant, c'est seulement avec *la publication des documents provenant* de l'ambassade sud-africaine et l'affaire Roll qui s'est ensuivie qu'on a pu mesurer toute l'étendue de cette *« conspiration nucléaire ».*

Depuis sa défaite, l'Allemagne n'a le droit ni de construire ni de posséder des armes nucléaires. Mais, dès 1960, des généraux allemands ont écrit au gouvernement pour souligner la nécessité de doter l'armée des moyens nucléaires pour assurer la « défense » du territoire. Un autre élément entrant en ligne de compte était le souci de rendre le pays plus indépendant de la tutelle américaine au sein de l'OTAN ; afin d'y parvenir, il fallait contourner les interdictions qui *pesaient sur lui. En particulier, il était* essentiel de nouer des liens sur le plan nucléaire avec un pays n'ayant pas signé le traité de non-prolifération, car, de cette manière, l'Allemagne pouvait éventuellement avoir accès à l'uranium enrichi sans qu'un contrôle extérieur puisse s'exercer. C'est exactement là que réside tout l'intérêt de la collaboration nucléaire avec Pretoria. Un exemple parmi d'autres de ce rapport privilégié cité par Zdenek *Cervenka et Barbara Rogers : la coopé*ration entre le groupe gouvernemental STEAG et UCOR (la société sud-africaine d'enrichissement de l'uranium) pour la commercialisation du procédé Becker.

Si la France est devenue au cours des années 60 et 70, selon le mot d'un ministre sud-africain, *« la meilleure amie de la R.S.A. »*, c'est notamment grâce à la vente massive d'armes ultra-modernes et de technologie, qui a permis à Pretoria de mettre sur pied un puissant complexe militaro-industriel. Qui plus est, Paris n'a nullement boudé les possibilités de coopération nucléaire (4) qui allaient, par la suite, aboutir à la signature d'un « contrat du siècle » portant sur la livraison de deux centrales nucléaires à la R.S.A. Comme le soulignent les deux auteurs, ce contrat a été conclu avec la France, contre toute attente, pour des raisons hautement politiques. On croit savoir que le consortium français, avec Framatome comme chef de file, avait déjà été éliminé par les techniciens *de l'Escom* (l'équivalent sud-africain d'E.D.F.) à cause des garanties techniques nettement insuffisantes qu'il offrait. Alors que les représentants de Framatome pliaient déjà *bagages*, l'Escom a dû céder aux pressions venant des plus hautes sphères du gouvernement sud-africain et choisir des centrales *made in France.*

Ce choix découlait de la préoccupation des dirigeants sud-africains qui craignaient les effets de l'opposition grandissante à l'apartheid aux Etats-Unis, en Hollande et en Allemagne. Ultérieurement, la mobilisation de larges secteurs de l'opinion publique dans ces pays contre la coopération *de leurs gouvernements* avec la R.S.A. auraient pu déboucher sur un embargo empêchant la livraison des centrales commandées. En outre, la décision sud-africaine a aussi été favorablement influencée par les conditions financières assortissant l'offre française et par l'espoir que le gouvernement français serait peut-être moins regardant quant à l'éventuel retraitement des matières fissiles.

Depuis 1970, on a pu voir se former un axe Pretoria-Paris-Téhéran-Tel-Aviv dans le domaine nucléaire. Dans ce rapport quadrangulaire, la France et Israël fournissent la technologie, l'Iran le pétrole (5), et la R.S.A. l'uranium. Le chah serait *même tenté d'aider* à financer une coûteuse usine d'enrichissement de l'uranium sur le territoire sud-africain en échange de quoi ses centrales nucléaires seraient approvisionnées en oxyde d'uranium et, plus tard, en uranium enrichi sans se soumettre aux clauses de sauvegarde internationales actuellement en vigueur. De même, en ce qui concerne Israël, ses besoins en uranium sont complémentaires de ceux de la R.S.A. en technologie *nucléaire. L'hebdomadaire américain Newsweek* rapportait l'année dernière que les services spéciaux américains soupçonnaient fort que la bombe que les Sud-Africains étaient sur le point de faire exploser aurait pu être de fabrication israélienne.

A la fin du mois de juin, les gouvernements américain et sud-africain ont achevé une première série de pourparlers sur la coopération nucléaire entre les deux pays. Dans la phase actuelle des négociations, la R.S.A. se serait engagée à *signer enfin* le traité de non-prolifération, ce qui l'obligerait en principe à accepter le contrôle de son programme nucléaire par l'Agence internationale de l'énergie atomique. De son côté, Washington va reprendre ses livraisons d'uranium enrichi. Présenté par le président Carter comme preuve de la sagesse de sa nouvelle politique en Afrique australe (6), cet accord a été en revanche considéré par la presse sud-africaine comme une grande victoire pour le pays. Car il permettrait à la R.S.A. d'épargner des dizaines de millions de dollars sur son programme de recherche nucléaire, et, de surcroît, il porte un coup d'arrêt à l'isolement inquiétant de Pretoria sur la scène internationale.

En tout cas, il paraît pour le moins douteux que l'objet de l'accord soit un droit de regard plus grand ou un contrôle plus étroit sur les capacités nucléaires sud-africaines. Ne faudrait-il pas y voir *plutôt un signe du resserrement des liens* entre e « gardien » de l'Occident et le « pouvoir pâle » au moment où les luttes se radicalisent en Afrique australe ?

(1) Zdenek Cervenka et Barbara Rogers, *The Nuclear Axis.* Julian Friedmann Books, Londres, 1978, 488 pages.

(2) Voir le numéro spécial de *Sechaba* (journal du Congrès national africain publié à Londres), « The Nuclear Conspiracy », novembre-décembre 1975. Ces documents sont reproduits en annexe dans l'ouvrage cité ci-dessus.

(3) A ce sujet, voir l'intéressante étude : *Uranium : ressources, production et demande,* publiée par l'O.C.D.E. à la fin de l'année passée. D'autre part, l'Afrique du Sud est le premier producteur mondial d'or, de platine, d'antimoine ; elle se taille la deuxième position dans la production de diamants, de chrome et de vanadium. En ce qui concerne l'uranium, le manganèse et le lithium, elle se classe parmi les producteurs les plus importants.

(4) Voir l'excellent dossier préparé par une commission d'enquête sur l'apartheid et publié sous le titre, *la France et l'Apartheid,* par les éditions L'Harmattan, ainsi que l'article de Claude Bourdet : « Où serait aujourd'hui l'Afrique du Sud sans la France », dans *le Monde diplomatique* d'avril 1978.

(5) Malgré l'embargo des Nations unies sur le pétrole à l'encontre de la R.S.A., l'Iran continue de fournir 90 % des besoins sud-africains.

(6) Voir B. Cohen et H. Schissel : *Afrique Australe, de Kissinger à Carter,* éditions L'Harmattan, Paris, 1977, dont *le Monde diplomatique* a rendu compte dans son numéro de janvier 1978.

DANS UN VILLAGE DE HAUTE-VOLTA

Les jeunes transforment l'agriculture vivrière

Les problèmes du sous-développement dans le tiers-monde ne seront pas résolus par d'ambitieux projets conçus par les gouvernements ou par *les organismes internationaux. Pour ne prendre qu'un exemple parmi* beaucoup d'autres, le désastreux bilan de dix ans d'efforts de la Banque asiatique de développement est, à cet égard, tout à fait probant (voir l'article de P. de Beer, le Monde diplomatique, janvier 1978). Car les projets élaborés par des experts occidentaux ont en commun de négliger les possibilités locales de développer les cultures vivrières, qui doivent pourtant être la base de toute politique cohérente : François de Ravignan en faisait ici (le Monde diplomatique, novembre 1977) la démonstration à partir du cas d'un village du Niger. Alors que, comme le disait René Dumont dans notre numéro de mars, tout laisse prévoir une nouvelle famine dans le Sahel, il faut savoir qu'une telle catastrophe n'est pas *inéluctable.*

Un autre modèle de développement, qui suppose bien entendu un autre projet politique, est possible. A cet égard, les démonstrations globales resteront malheureusement assez peu convaincantes. C'est pourquoi il nous paraît utile de citer ici une expérience, parmi beaucoup d'autres, qui s'est déroulée en Haute-Volta. Ce petit pays (cinq millions d'habitants en 1967, mais sept millions prévus pour 1985) peut, comme ses voisins, accorder la priorité au développement de l'agriculture vivrière et des *activités artisanales qui lui sont reliées. Mais comment traduire en actes* les intentions du gouvernement ? Dans la thèse qu'il a consacrée à ce problème, Pascal Thianhoun insiste, à juste titre, sur l'importance d'une « promotion collective » qui suppose une transformation des structures villageoises, pour que chaque village puisse prendre en main son développement. *Et, à l'appui de sa démonstration, il cite le cas suivant.*

Par PASCAL THIANHOUN

UN jour, quelques jeunes du village de Yorowibin, dans l'O.R.D. (1) de la Volta-Noire, décident de lancer le jardinage dans leur village. En effet, ils ont constaté que les légumes frais se vendent cher au marché de la ville voisine. Ils pensent donc qu'ils peuvent en tirer profit et empêcher l'émiettement de leur association de culture (2) qui, chaque année pendant la saison sèche, voit quelques-uns de ses membres quitter le village pour la Côte-d'Ivoire, le Ghana... ou la ville. Ils décident donc de convoquer leurs camarades à une réunion où ils proposent leur idée de jardinage.

Après l'adoption du projet, il faut en préparer la réalisation, et ils s'aperçoivent alors qu'elle soulève beaucoup de questions. L'un des garçons fait en effet remarquer que les habitants du village verront d'un très mauvais œil que l'on prenne l'eau du puits (déjà à peine suffisante pour les besoins domestiques en saison sèche) pour arroser des légumes. On décide alors de creuser un puits. Mais, à Yorowibin, toute terre située dans le périmètre du village relève de l'autorité du chef de terre qui, seul, peut autoriser le percement d'un puits. Deux membres du groupe vont donc se concerter avec lui et obtiennent *son accord de principe pour le* creusement d'un puits. Mais lui-même doit en référer aux anciens et au chef religieux. Finalement, autorisation est donnée aux jeunes d'« éventrer » la terre, pendant que les vieux du village et le chef religieux se chargent du sacrifice rituel indispensable en pareille situation.

Pour choisir l'emplacement du jardin, il faut discuter avec les anciens du village et les chefs des grandes familles, propriétaires des terres. Les jeunes expliquent leur projet, les buts poursuivis et ce qu'ils en attendent. Les vieux prennent le temps de la réflexion et, finalement, on leur alloue une parcelle de terrain non sans quelque scepticisme quant aux résultats.

Reste alors à creuser le puits, très profondément pour que les autres puits ne tarissent pas pendant la saison sèche. Les jeunes eux-mêmes n'en sont pas capables. Les forgerons, qui habituellement percent les puits, s'arrêtent dès que l'eau jaillit, ce qui explique que nombre d'entre eux tarissent en saison sèche. C'est à ce moment que l'instituteur du village qui, grâce à un organisme européen, avait bénéficié d'un puits pour l'école, s'intéresse au projet des jeunes. Il entreprend des démarches auprès des responsables de l'O.R.D. (section jeunesse rurale) qui viennent de lancer pour les associations de jeunes un programme comportant un champ collectif, un jardin potager, un poulailler, une salle de réunion et *un terrain de sport à réaliser par les* jeunes eux-mêmes. Il se met aussi en contact avec des organismes extérieurs. Au bout du compte, le puits est financé et réalisé.

A ce moment-là, un des jeunes pense que les chèvres et les moutons qui vagabondent librement en saison sèche dévasteront les jardins malgré les faibles palissades qu'on dressera. On demande donc une entrevue avec les vieux pour savoir s'il n'est pas possible de faire garder les bêtes, comme cela se fait chaque année pendant l'hivernage pour protéger les *cultures de maïs autour des maisons ;* ne peut-on maintenir ce décret durant la saison sèche ? Les vieux, poussés par les propriétaires d'animaux, ne l'entendent pas ainsi. Mais, devant le travail fourni par les jeunes et la multiplication des jardins, les anciens finissent par accepter la proposition, qui a d'ailleurs l'avantage de fertiliser les sols autour du village grâce aux déjections des animaux.

Les premiers résultats dépassent les espérances : les habitants du village trouvent des légumes frais en pleine saison sèche et on peut même en vendre en ville.

Le temps a passé, le jardinage a pris de l'ampleur dans le village et les jardins se sont multipliés. De nouveaux problèmes *sont apparus :* problèmes d'approvisionnement et de production (matériel et outils, insecticides et engrais...), problèmes de distribution et de vente. Mais, surtout, il y a eu une prise de conscience par les jeunes des problèmes d'ordre familial, social, culturel, économique et politique dans le village.

Aujourd'hui, un des jeunes raconte : *« Nous avons pris l'habitude de nous réunir et de discuter des problèmes qui se posent dans le village, mais, au début, ce n'était pas ainsi. Par exemple, chaque groupe déléguait certains de ses membres pour porter les légumes au marché ou pour s'occuper des problèmes d'approvisionnement. Nous, on se cotisait chaque année pour acheter nos engrais, nos insecticides et le matériel de jardinage (râteaux, arrosoirs...), un autre groupe faisait un champ de coton, et le prix de la vente servait à l'achat du matériel de jardinage. Nous avons créé une caisse des jeunes du village, gérée par une équipe comprenant deux membres de chaque association de jeunes. Grâce à l'instituteur du village, nous avons su qu'il existait des gens capables de nous apprendre à gérer nous-mêmes nos caisses. Nous avons envoyé l'équipe de gestion à Bobo-Dioulasso au C.E.S.A.O. (3).*

» Maintenant, nous nous demandons comment faire pour que nos réflexions et notre action s'étendent aux adultes. Nous avons invité l'autre jour tous les chefs coutumiers lorsque nous avons discuté de nos relations avec les filles, du mariage et de la dot. Nous avons discuté aussi avec le chef de terre de l'obligation qu'il y a de construire sa maison dans un périmètre délimité, faute de quoi on est considéré comme « étranger ». Nous organisons aussi des soirées de danse, des fêtes et du théâtre. Tiens, tout dernièrement, nous avons monté une pièce de théâtre qui abordait le problème des jeunes qui quittent le pays. La récolte a été mauvaise, le jeune n'a rien à faire et ne peut payer la dot de sa fiancée, alors il va en Côte-d'Ivoire pour travailler. Quand il revient, sa fiancée est devenue la troisième femme d'un riche commerçant. Après cette pièce, toute le monde dans le village en parlait. Nous avons ainsi amorcé une réflexion sur un problème important dans le village.

» Aujourd'hui, nous, les jeunes, nous sommes contents, car nous nous sentons un peu plus unis : il n'y a plus de disputes ni de bagarres entre jeunes de quartiers différents. Nous voulons nous organiser aussi pour les travaux des champs en hivernage et pour beaucoup d'autres choses dans le village, comme nous avons fait pour le jardinage, mais nous savons que la chose est dure. »

(1) O.R.D. : Organisation régionale de développement.

(2) Association de culture : dans les villages, les jeunes ont l'habitude de se réunir en association ou groupement de classe d'âge pour les travaux des champs et diverses activités. Ils s'entraident pour la culture de leurs champs et louent leurs services à ceux qui les demandent. Ces associations servent aussi de cadre de formation pour les jeunes et de moyen d'intégration dans la vie sociale du village.

(3) C.E.S.A.O. : Centre d'études sociales de l'Afrique de l'Ouest, B.P. 305, 3030 Bobo-Dioulasso, Haute-Volta.

LE CARNET DES AMBASSADES

● A l'occasion du cinquante et unième anniversaire de la fondation de l'armée populaire de libération de Chine, M. Wu Chen, attaché militaire naval et de l'air, a donné une réception le 1er août.

Nécrologie

● Nous apprenons le décès de M. Marc Pofilet, ancien ambassadeur, ministre plénipotentiaire, survenu le 25 juillet à Nice.

● M. Gaspard Fillias, ancien consul général de France est décédé le 3 août.

Complot contre le M. P. L. A. et escalade de la guerre civile angolaise

LE PREMIER TÉMOIGNAGE SUR LES ACTIVITÉS DE LA C.I.A. EN AFRIQUE

Par BARRY COHEN *

PLUSIEURS jeunes « déserteurs » de la C.I.A. avaient déjà mis leur ancien employeur au défi en publiant des témoignages sur leurs expériences au sein de l'Agence. Le livre de l'ancien agent Philip Agee, *Inside the Company : a CIA Diary* (1), reste sans doute, par ses aspects concrets et ses précisions politiques, la relation la plus percutante des activités de la C.I.A. Philip Agee y exposait les machinations de la C.I.A. en Amérique latine ; plus récemment, *Decent Interval*, de l'ex-agent Frank Shepp (2), révélait les conditions peu reluisantes et hâtives du retrait américain durant la chute de Saigon. Et voilà que, tandis que l'Afrique prend une importance croissante dans la politique étrangère américaine, un premier compte rendu des activités de la C.I.A. sur ce continent, vues de l'intérieur, nous est donné par John Stockwell (3). Naturellement, l'auteur n'avait pas reçu de son ancien employeur l'autorisation d'écrire un tel livre ; aussi son éditeur, craignant une obstruction à sa diffusion, fit en sorte d'approvisionner les libraires avant que l'on ait eu vent de son existence.

Comme Philip Agee, John Stockwell appartient à cette catégorie d'Américains qui se veulent de la « classe moyenne », foncièrement patriotes et, par là, définitivement anticommunistes. Quand il entra à la C.I.A., en 1964, rien ne troublait le consensus en Amérique, et l'Agence elle-même y jouissait encore de toute sa réputation de respectabilité. Stockwell l'écrit : « *Nous allions sauver le monde du communisme, la C.I.A. et moi...* »

John Stockwell avait passé toute sa jeunesse dans la province congolaise du Kasaï, dont il parlait les dialectes locaux. Il fut donc affecté à la division africaine de l'Agence. Pendant douze ans, il allait servir en Côte-d'Ivoire, diriger la base de Lubumbashi au Zaïre et la station de Bujumbura au Burundi. Avant d'être nommé chef de la « Task Force » en Angola en 1975, il effectua un temps de service au Vietnam, en qualité d'agent chargé de la province de Tay Ninh. Il put alors s'adonner à ces « hauts faits » qui relèvent généralement de la compétence des agents secrets de carrière : espionnage des ambassades étrangères, recrutement d'agents, et même location de prostituées qu'on lançait sur des personnalités officielles soviétiques et chinoises. C'est à la suite de ce séjour au Vietnam qu'il éprouva ses premiers doutes sur l'efficacité et l'éthique de la C.I.A. Mais on lui offrait de diriger la principale opération en Afrique depuis l'affaire du Congo : le prestige que cela représentait et l'intérêt de l'affaire l'incitèrent à accepter le poste en Angola.

In Search of Enemies est à la fois une relation des aspects secrets de la guerre d'Angola et une tentative de « *donner au public américain un aperçu sincère de la mentalité de l'action clandestine, en levant les derniers voiles du secret* ». Au début, l'auteur explique pourquoi il refuse de se considérer lié par le serment du secret prêté à la C.I.A. D'abord, parce que ce serment aurait été « *obtenu frauduleusement* », ceux qui l'avaient engagé lui ayant assuré que la C.I.A. n'avait d'autre fonction que de recueillir des renseignements. En réalité, elle faisait liquider des opposants librement, elle utilisait la drogue et le sexe pour manipuler des gens et mentait au peuple américain et à ses représentants en dissimulant la véritable nature de ses activités. En second lieu, Stockwell avait décidé que son obligation de loyauté envers la Constitution des Etats-Unis devait l'emporter sur tout autre serment ou code d'honneur : car « *c'est un droit sans équivoque du peuple américain de savoir ce que font leurs dirigeants au nom de l'Amérique* »... Enfin, l'auteur entend affirmer son « *droit constitutionnel à la liberté de parole* ».

Le rôle de M. Kissinger

EN mettant ainsi la C.I.A. au défi, John Stockwell croit qu'il sert les meilleures traditions américaines : *honnêteté du gouvernement et liberté de l'individu*. Jamais il ne met en question la nature même du système global dont la C.I.A. a été chargée d'assurer la protection. Sa réflexion ne *franchit pas le seuil idéologique* au-delà duquel il devrait conclure à la nécessité de changer le système qui, en Amérique, a engendré la C.I.A. Il souhaite plutôt une réforme des services de renseignements américains.

Et pourtant, John Stockwell apporte des détails fascinants sur le fonctionnement interne de la C.I.A. et sur sa division africaine, dont les activités étaient jusque-là peu connues. Apparemment, cette dernière emploie un effectif de trois cents personnes, avec quarante « stations » et « bases » réparties sur l'ensemble du continent. Vu le climat élitiste et conservateur qui règne au sein de l'Agence, il existe une subtile discrimination à l'égard des minorités. Ainsi les comités de gestion du personnel sont composés exclusivement de Blancs. Lorsque John Stockwell voulut affecter à son équipe angolaise un certain agent américain noir, le chef de la division africaine s'y opposa, estimant que sa présence pourrait compliquer les liaisons avec l'allié blanc sud-africain.

Les détracteurs de la politique américaine en Angola trouveront dans ce livre un grand nombre de preuves à l'appui de leurs opinions sur l'évolution de la guerre. En décrivant explicitement le dispositif mis en place par la C.I.A. pour aider les organisations du F.N.L.A. et de l'UNITA, John Stockwell indique sans équivoque que les Etats-Unis portent la responsabilité de l'escalade du conflit. « *C'était Kissinger qui poussait la C.I.A. à intervenir secrètement en Angola. Kissinger ne voyait le conflit angolais qu'en termes de politique globale, et il était déterminé à contrer militairement toute initiative soviétique en un quelconque point éloigné du monde... Frustré par notre humiliation au Vietnam, Kissinger cherchait des occasions de défier les Soviétiques. Manifestement, il n'avait pas tenu compte de l'avis de ses conseillers et se refusait à rechercher des solutions diplomatiques en Angola.* »

Il n'y avait aucune chance, immédiatement après la débâcle vietnamienne, que le Congrès autorise une intervention à grande échelle en Angola ; aussi l'opération devait-elle être tenue secrète. Mais quand l'U.R.S.S. et Cuba décidèrent de prêter un soutien encore plus massif à leurs alliés, Kissinger et la C.I.A. se virent pris au piège. Comme de mauvais joueurs, ils avaient misé gros sans détenir suffisamment d'atouts pour gagner.

John Stockwell écarte l'opinion voulant que les Cubains se soient simplement prêtés au rôle de subrogés, ou de mercenaires, de la politique soviétique : « *Après la guerre, nous apprîmes que Cuba n'avait pas reçu de l'Union soviétique l'ordre d'entrer en action. Au contraire, les dirigeants cubains se sentaient obligés d'intervenir pour des raisons idéologiques qui leur étaient propres.* » De son côté, le département d'Etat s'était opposé à la C.I.A. en faisant valoir que non seulement le M.P.L.A. était le mouvement de libération le plus qualifié pour gouverner l'Angola, mais encore qu'il souhaitait entretenir d'importantes relations d'affaires avec les Etats-Unis. On notera avec intérêt que le chef de la station de la C.I.A. à Luanda partageait ce point de vue et pressait les Etats-Unis de s'entendre avec le M.P.L.A.

Stockwell croyait que le programme politique du M.P.L.A. ne différait guère de celui du F.N.L.A. ou de l'UNITA — et c'est là qu'il laisse percer sa naïveté en matière idéologique. En réalité, le M.P.L.A. avait opté pour une *société socialiste* et s'était engagé à promouvoir la lutte de libération dans toute l'Afrique australe ; c'est bien pourquoi des Etats tels que l'Afrique du Sud, la Zambie et le Zaïre redoutaient son accession au pouvoir.

Selon John Stockwell, les opinions de la C.I.A. étaient généralement fondées sur de mauvais renseignements, comme plusieurs autres de ses analyses des affaires africaines. Il cite à ce propos son incapacité à prévoir le coup d'Etat de 1974 au Portugal, le développement de la capacité nucléaire sud-africaine et l'invasion du Shaba par les « gendarmes katangais » en 1977. Dans une large mesure, de telles erreurs se produisent parce que les agents de la C.I.A. dépendent presque entièrement du matériel collecté par l'Agence et n'examinent que rarement celui qui pourrait provenir de sources extérieures. Stockwell critique aussi la manière dont les informations circulaient, pendant la guerre d'Angola, entre la C.I.A. et ses alliés : « *Les stations de Pretoria et de Paris étaient en pleine euphorie, n'ayant jamais eu si largement accès au BOSS et au SDECE* (4) *dans toute l'histoire de l'Agence... Les Sud-Africains et les Français acceptaient de volumineux rapports d'espionnage et des comptes rendus détaillés de ces stations de la C.I.A., mais ils ne leur donnaient jamais beaucoup d'informations, en contrepartie, sur ce qu'eux-mêmes faisaient en Angola.* »

Bien que William Colby, ancien directeur de la C.I.A., ait affirmé, dans son livre *Honourable Men*, que les Américains gardaient leurs distances à l'égard des Sud-Africains, Stockwell se réfère à l'étroite collaboration entre la C.I.A. et le BOSS au Zaïre : « *La C.I.A. a toujours sympathisé avec les Sud-Africains et elle appréciait ses relations étroites avec le BOSS. Les deux organisations partagent une violente antipathie à l'encontre du communisme, et, au début des années 60, les Sud-Africains avaient facilité les efforts de l'Agence pour mettre sur pied une armée de mercenaires en vue de supprimer la rébellion au Congo.* » Pendant la guerre d'Angola, le directeur du BOSS rendit visite, à deux reprises, au directeur de la division africaine à Washington *comme au chef de la station de la C.I.A. à Paris.*

Certains des aspects les plus intrigants de la relation de Stockwell concernent l'extraordinaire coalition de forces qui s'était formée pour abattre le M.P.L.A. Le Brésil, par exemple, avait une politique étrangère favorable au M.P.L.A., mais des conseillers militaires brésiliens travaillaient aux côtés du F.N.L.A. D'autre part, une allusion à la fourniture d'un avion à réaction au chef de l'UNITA, Jonas Sabimbi, par une « *société d'investissement londono-rhodésienne* », laisse clairement entendre qu'il s'agit de la Lonrho, le conglomérat africain aux activités ambiguës et légendaires.

Quand l'issue de la guerre parut de plus en plus désespérée pour la coalition du F.N.L.A. et de l'UNITA, la C.I.A. s'efforça d'organiser le recrutement d'une importante force de mercenaires. Le SDECE la mit en rapport avec Bob Denard, qui s'illustrait récemment encore en organisant un coup d'Etat aux Comores. Denard avait déjà fourni des mercenaires français au président Mobutu pour l'aider à réaliser ses projets d'invasion de l'enclave de Cabinda, riche en pétrole. Pour 500 000 dollars, il accepta de fournir vingt mercenaires pour « conseiller » l'UNITA ; le SDECE prêta son concours en donnant les passeports et les visas nécessaires. Tout comme d'autres coûteuses *opérations de mercenaires mises sur pied* par la C.I.A. avec la participation de commandos portugais d'Angola aussi bien que de mercenaires britanniques et américains, l'entreprise de Bob Denard se révéla désespérément vaine. Détournements de fonds et indiscipline générale caractérisaient d'ailleurs tout le programme d'opérations reposant sur l'utilisation de mercenaires.

L'utilisation d'« orgues de Staline » par le M.P.L.A. « *joua un rôle déterminant pour l'issue de la guerre civile en Angola* ». Même les bataillons de commandos d'élite zaïrois engagés sur le front nord s'enfuyaient devant leur extraordinaire puissance de feu.

Un réseau de propagande

TOUT au long de ces dix dernières années, des groupes de chercheurs progressistes et des journalistes soucieux d'aller au fond des choses sont parvenus peu à peu à mettre au jour le complexe réseau d'organisations, de fondations et de sociétés d'affaires créées par la C.I.A., ou bénéficiant de son aide, pour diffuser la propagande américaine dans l'opinion internationale. Une série de révélations avaient déjà été publiées à ce sujet à la fin des années 60, mais l'Agence continua à utiliser les mêmes tactiques inavouées. Stockwell reconnaît que, « *dans la guerre civile angolaise, la propagande devait être un élément aussi important que les combats* ». Des écrivains étaient payés pour publier des articles dans la presse locale de Kinshasa et de Lusaka. Après quoi, ces reportages, qui souvent faisaient *état de prétendues atrocités commises* par le M.P.L.A., étaient repris par les grands groupes d'information internationaux pour être distribués dans la presse mondiale. Pour la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'Organisation de l'unité africaine, en janvier 1976, « *la C.I.A. convoqua tous les agents qu'elle put rassembler et les envoya à Addis-Abeba* ». Ils eurent leur part, certes, dans le vote conditionnel qui fut émis à propos de la reconnaissance du M.P.L.A. ; mais à peine six mois s'étaient-ils écoulés que l'O.U.A. se prononçait massivement en faveur de la reconnaissance du gouvernement de Luanda. Les défaites de la C.I.A. sur le champ de bataille trouvaient vite leurs pendants dans les salles de conférence.

Malgré les conclusions auxquelles sont parvenues les commissions Church et Pike du Congrès à propos des activités de la C.I.A., Stockwell estime, quant à lui, que le Congrès n'a pas de réel pouvoir d'investigation. Avant son départ de l'Agence, une pratique courante était en train de s'installer, consistant à traiter les informations « sensibles » en *soft* plutôt que de les classer dans les fichiers officiels. Une manière de s'assurer que les rapports embarrassants ne seraient jamais divulgués au titre de la loi sur la liberté de l'information : « *Techniquement, ils n'existaient pas ; légalement, ils pouvaient être détruits à tout moment.* »

A la fin de 1976, John Stockwell démissionna de la C.I.A., qui fut pour lui le « *seul monde que je connaissais. Il vous donnait de solides amis, la sécurité financière et la protection* ». Aujourd'hui, il préconise l'élimination des services clandestins de l'Agence. « *Les opérations secrètes sont incompatibles avec notre système de gouvernement et nous nous en acquittons mal.* » Aussi longtemps qu'existe un personnel clandestin, « *un agent qui ne suscite pas de nouvelles opérations n'a pas de promotion* » : voilà pourquoi la C.I.A. doit toujours être en quête d'ennemis...

* Journaliste canadien.

(1) Penguin Books, Londres 1975. Paru en français aux éditions du Seuil : *Journal d'un agent secret : dix ans dans la C.I.A.*, Paris, 1976, 598 pages, 49 F.

(2) Random House, New-York, 1978.

(3) John Stockwell, *In Search of Enemies : A C.I.A. Story*, W.W. Norton & Company, Inc., New-York, 1978, 285 pages, 12,95 dollars.

(4) BOSS : Bureau (sud-africain) de la sécurité d'Etat ; SDECE : Service (français) de documentation et de contre-espionnage.

Recherches universitaires

LE « FARDEAU DE L'HOMME ROUGE »

Par CHARLES ZORGBIBE

ILLUSTRATIONS inépuisables pour les tenants de la fixité des grands desseins nationaux par-delà le vernis idéologique des régimes qui passent ! La Sainte Russie, de Catherine à Nicolas II, rêvait à la terre promise de Constantinople. L'éphémère gouvernement Kerenski, par la voix de son ministre des affaires étrangères Milioukov, proclamait, devant la Douma, la nécessité d'un libre accès à la mer par l'annexion des Détroits. Trotski, commissaire aux affaires étrangères, affirmait — à l'encontre, il est vrai, de Lénine — que la politique tsariste des Détroits et de Constantinople avait été pleine de bon sens. Au milieu des années 50, les héritiers de Staline, par leurs premières ouvertures au monde arabe, reviennent au très ancien intérêt de la Russie pour cette « Asie occidentale » qui — pour les Soviétiques comme pour leurs prédécesseurs — recouvre la Méditerranée, la mer Noire, la Caspienne et le Golfe.

De fait, l'Orient, qui fascine les dirigeants soviétiques, et qui leur apparaît décisif, lorsque leur action s'ouvre sur le monde extérieur en 1955 — de même que l'Orient qui fascinait les gouvernants de l'ancienne Russie, celui qu'évoquait Nesselrod, le chancelier de Nicolas Ier, lors du soulèvement de Méhémet Ali — c'est l'Orient proche, celui qui se trouve aux portes de l'empire d'hier ou de l'union d'aujourd'hui. Dans son excellent ouvrage sur *la Politique soviétique au Moyen-Orient* (1), Hélène Carrère d'Encausse rappelle que l'Union soviétique eut trois rendez-vous manqués avec cette région du monde.

— 1919 : la dénonciation des traités inégaux, l'appel à l'émancipation des peuples dominés érigent le nouvel Etat en puissance non dominatrice — sa domination sur les peuples allogènes de l'ancien empire, alors mal connue à l'extérieur, important peu. Le rêve expansionniste des tsars va-t-il faire place à une expansion révolutionnaire et libératrice ? Non, car la révolution s'arrête partout sur les frontières soviétiques : l'Etat soviétique, choisissant de privilégier les rapports inter-étatiques, normalise ses relations avec la Turquie kémaliste, qui combat les petits groupes communistes, avec l'Iran, qui jugule ses rébellions locales, et elle tente vainement, à la conférence de Lausanne, en 1923, de faire reconnaître ses intérêts sur les Détroits.

— 1940 : le second conflit mondial semble donner de nouvelles chances aux Soviétiques. Allié à l'Allemagne, Staline revendique une zone d'influence qui comprendrait l'Irak, l'Iran, une partie de la Syrie, la Turquie, le Liban, l'Arabie, et des bases dans les Détroits. Alliée à la Grande-Bretagne, l'Union soviétique réclame à la Turquie des vilayets perdus après la première guerre mondiale ; elle demande la révision des accords de Montreux ; elle entend participer au partage des colonies italiennes ; elle favorise, par sa présence militaire, la constitution de deux républiques populaires dans le nord de l'Iran. Mais, ayant choisi les voies classiques de la puissance d'Etat, l'U.R.S.S. inquiète ses voisins par ses visées expansionnistes affichées, les rejette vers les Occidentaux, et perd le capital de confiance que lui avait valu son image de puissance non dominatrice.

— 1947 : la création de l'Etat d'Israël apparaît aux Soviétiques comme un moyen de « déstabiliser », de l'intérieur, la région méditerranéenne. Israël sera un îlot de modernité, voire un modèle révolutionnaire, dans un Proche-Orient aux structures figées. Le calcul se révélera doublement faux : loin d'être le chef de file d'un Proche-Orient progressiste, Israël rallie le camp occidental ; l'Union soviétique, en soutenant l'Etat juif, s'aliène l'ensemble des peuples arabes et affaiblit la position des partis communistes locaux. Après cet ultime désastre, Moscou choisit le repli — ce repli auquel, dans un premier temps, les successeurs de Staline préfèrent se tenir, même lorsque une nouvelle chance s'offre à eux, avec la tentation révolutionnaire de l'Iran du Dr Mossadegh, en 1953.

LA rentrée de l'Union soviétique en Méditerranée orientale — que proclame la déclaration de politique étrangère soviétique du 16 avril 1955, et que concrétise, cinq mois plus tard, la révélation par Nasser de la conclusion d'un contrat égypto-tchécoslovaque de fourniture d'armements — est due, d'abord, à la conjonction de deux desseins nationaux : la recherche de nouvelles alliances par une Egypte qui se sent isolée par la formation du pacte de Bagdad ; le refus des dirigeants soviétiques d'accepter plus longtemps le monopole occidental en Méditerranée. Mais elle reflète, aussi, d'importantes modifications sur la scène internationale : en avril 1955, la conférence de Bandoung a ouvert la voie à un rapprochement de l'Egypte avec le camp socialiste ; Nasser a découvert, dans ses entretiens avec Chou En-laï, que le monde socialiste peut lui permettre d'asseoir son neutralisme. Une liaison est ainsi établie entre les axes nord-sud et est-ouest de la politique mondiale.

Dans un intéressant mémoire de doctorat sur *la Stratégie en Méditerranée* (2), un jeune chercheur tunisien au talent prometteur, M. Jamel Eddine Maazoun, retrace, lui aussi, la montée de l'Union soviétique au Proche-Orient, mais son étude mêle le discours « radical » du tiers-monde aux thèses stratégiques nucléaires chères à son directeur d'étude, le général Gallois.

A l'époque des fusées intercontinentales, le bassin méditerranéen a-t-il encore une importance stratégique ? La question est posée — assortie d'une réponse négative. De fait, dans l'hypothèse d'une guerre générale, qui durerait au maximum quelques jours, nulle position géographique n'apparaît vitale — de même que deviennent sans intérêt les considérations relatives à une guerre d'usure entre marines de commerce et sous-marins. Subsistent, cependant, les hypothèses de conflit conventionnel limité, de lutte d'influence entre grandes puissances, de préparation et de prévention d'un conflit nucléaire général, qui rendent leur intérêt aux enjeux méditerranéens — et sont peut-être négligées par certains « porte-fanions » de la stratégie nucléaire (3).

RESTE que la pénétration soviétique en Méditerranée ne s'accomplit pas sans prudence, ni hésitations, et qu'elle n'exclut pas les ambiguïtés et les « à-coups » défavorables.

Prudence : le pragmatisme des dirigeants soviétiques les conduit, le plus souvent, à ne pas prendre l'initiative du déclenchement des crises, mais à maximiser leurs avantages en utilisant les événements qui modifient le rapport des forces.

Hésitations : l'Union soviétique doit-elle se comporter en Etat soutenant, de l'extérieur, les Etats de la région confrontée aux grandes puissances ? ou s'insérer dans le club des grands pour partager des responsabilités ? La première option prédomine, car la seconde peut déboucher sur le rejet généralisé des influences extérieures par les Etats de la région — dont l'influence soviétique.

Ambiguïtés : l'Etat soviétique reste une idéocratie, c'est-à-dire un régime dont l'idéologie dominante façonne le champ de vision des gouvernants, un régime qui ne peut renoncer au messianisme idéologique sans atteindre son essence même (4). La contradiction éclate périodiquement. L'Union soviétique choisit de soutenir les « bourgeoisies nationales » dans leur lutte contre l'Occident : mais elle est insensiblement conduite à s'intéresser à l'évolution interne des régimes politiques : l'indépendance consolidée, la lutte ne doit-elle pas se poursuivre sur la scène interne, d'autant plus que la bourgeoisie nationale, effrayée par des exigences populaires croissantes, peut chercher des appuis à l'étranger et menacer ainsi l'indépendance nationale ? Du même coup, Moscou inquiète les gouvernements locaux, et sa pénétration se fait incertaine — c'est le cas dans les années 1958-1963. Nouvelle concession idéologique, au milieu des années 60 : malgré l'embarras de leurs théoriciens, les dirigeants soviétiques tendent à reconnaître le caractère « progressiste » des nouveaux « socialismes nationaux » du Proche-Orient. Nouvelle ambiguïté : l'Union soviétique n'incite-t-elle pas les militants communistes locaux à s'introduire au cœur des divers partis uniques ?

La dimension idéologique de la diplomatie soviétique explique, en partie, certaines réactions de rejet — et de subits retournements de position, comme celui de la Syrie, dans l'affaire du Liban, en 1976. Nouvelle puissance impériale, l'Union soviétique connaît à son tour l'enlisement dans les aventures extérieures — ou, pour pasticher le romantisme colonial du XIXe siècle, le « fardeau de l'homme rouge » (5).

(1) Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1975.

(2) Département de science politique, Paris-I, 176 pages ronéotypées.

(3) Sur ce thème : J.-P. Derriennic, *Israël en guerre*, Colin, 1974.

(4) Cf. : notre rapport ronéotypé au colloque d'Izmir sur la « Sécurité en Méditerranée orientale », 20-21 mai 1977.

(5) Pour reprendre l'expression de Michel Salomon, in *Méditerranée rouge*, Laffont, 1970.

Le Vietnam face à la Chine

(Suite de la première page.)

M. Hoang Tung, membre du comité central du parti communiste et rédacteur en chef de l'organe du parti *Nhan Dan*, précise qu'en 1965, pendant la révolution culturelle, les dirigeants actuels du Cambodge firent un voyage à Pékin et se mirent d'accord avec leurs hôtes chinois « *sur une politique à long terme et notamment sur une commune hostilité au Vietnam* ». Selon d'autres sources, les Vietnamiens étaient loin d'être enthousiastes à l'égard de la révolution culturelle et ils montrèrent leur mécontentement face à la tournure que prenaient les événements en accueillant des réfugiés victimes de purges. Dès 1968, les Vietnamiens avaient déjà des difficultés avec les « *agents de Pékin* », membres de l'ambassade de Chine et autres, qui tentaient d'« *inciter* » les Hoas à s'opposer aux dirigeants vietnamiens et affirmaient qu'il était obligatoire pour les Hoas d'étudier les œuvres de Mao Tse-toung. On fait aujourd'hui valoir que les Chinois disposent depuis longtemps au Vietnam d'un réseau de propagande et de renseignements, principalement concentré dans les zones limitrophes de la Chine mais aussi à Cholon, dans le Sud. En fait, selon une source vietnamienne, un certain nombre d'« *agents chinois* » auraient récemment été arrêtés à Cholon. Les Vietnamiens mettent l'accent sur le fait que la question hoa n'est que la pointe de l'iceberg partie émergée en ce qui touche leurs problèmes avec la Chine.

Quant au Cambodge, les relations entre les deux organisations révolutionnaires sont généralement décrites comme ayant connu une dégradation brutale après la signature des accords de Paris. C'est ainsi que M. Pham Van Ba, ancien ambassadeur à Phnom-Penh, après avoir représenté le G.R.P. à Paris, fait état d'une série d'incidents locaux entre éléments des deux armées révolutionnaires après février 1973 : « *Dès que nous en avions réglé un, il s'en produisait un autre.* » Selon lui, ces incidents étaient de toute évidence fomentés par les dirigeants cambodgiens « *pour créer l'impression qu'eux, et eux seuls, avaient mené à bien leur lutte de libération* ».

D'autres sources font remonter l'origine du conflit à une date bien plus lointaine. Ainsi, les autorités révolutionnaires de Kien Giang évoquent des difficultés assez fréquentes avec les Khmers rouges, les premières datant de 1968, c'est-à-dire deux ans avant le renversement du prince Sihanouk, à un moment où les mouvements de guérilla au Cambodge étaient encore embryonnaires. A cette époque, les maquisards vietnamiens opéraient à partir de bases situées au Cambodge et, à l'occasion, les révolutionnaires cambodgiens « *coupaient les routes et nous empêchaient de passer, dérobaient nos armes, détruisaient nos magasins et arrêtaient nos cadres. Toutefois*, ajoutent-ils, et cela donne à réfléchir, *en comparaison avec d'autres provinces, nous avons eu relativement peu de problèmes* ».

D'un bout à l'autre du Vietnam, les anciens maquisards, tout comme les responsables officiels, évoquent avec amertume l'aide autrefois accordée au Cambodge et l'« *ingratitude* » de Phnom-Penh. Selon M. Pham Van Ba, plusieurs des zones actuellement menacées par le Cambodge, en particulier celles de Kien Giang et de Tay Ninh, avaient, il n'y a pas si longtemps, servi de bases arrière aux actuels dirigeants du Cambodge. « *Nous leur avons prêté des terres, et ils montrent leur gratitude en tuant nos compatriotes* », dit-il avec ressentiment. Les Vietnamiens ne croient pourtant pas que les Cambodgiens les attaqueraient si on ne les y avait pas poussés. « *La position chinoise est claire,* dit M. Phan Hien, vice-ministre des affaires étrangères. *A la libération, les Cambodgiens ne disposaient que de trois divisions entièrement équipées. Ils en ont maintenant vingt. Qui leur a fourni tout cet équipement, en particulier les canons de 120 et de 150 mm ? Nous le savons. Nous avons capturé des armes et nous détenons des preuves... On peut clairement voir que la direction chinoise inspire le Kampuchea.* » On ne nous révèle pas quelles sont exactement les preuves que les Vietnamiens ont en leur possession. On nous a cependant laissé entendre, à quelques reprises, que des conseillers chinois avaient été faits prisonniers et qu'ils seraient présentés en public le moment venu.

On ne sera nullement surpris que les milieux officiels de Hanoï rejettent toute hypothèse visant à expliquer les réactions chinoises par les relations trop intimes entre le Vietnam et l'Union soviétique. « *La vérité, c'est que les Chinois veulent étendre leur influence dans le Sud-Est asiatique,* dit M. Phan Hien. *Un Vietnam indépendant et souverain constitue un obstacle pour leurs objectifs.* » Les combats sur la frontière sud et la tension existant chez les Hoas sont ainsi perçus comme des éléments d'une stratégie globale visant à affaiblir le Vietnam.

Quand ils parlent de leurs voisins du Nord, les Vietnamiens font de moins en moins de distinction entre la Chine communiste d'aujourd'hui et l'ancienne Chine impériale. On laisse même clairement entendre qu'en ce qui concerne le Vietnam les différences sont minimes entre l'ancienne et la nouvelle Chine. « *Traditionnellement, la politique chinoise a consisté à nous aider d'une main et à nous frapper de l'autre*, nous dit un Vietnamien ; *cette politique est restée la même après 1949.* » Cette politique hostile n'est pas le fait d'une fraction ou d'une autre des dirigeants chinois, nous fait-on remarquer, c'est l'attitude générale du gouvernement chinois.

Le signe le plus frappant de la détérioration des relations entre les deux pays est peut-être l'idée, que l'on fait largement circuler à Hanoï, selon laquelle la Chine *communiste* n'est pas réellement communiste. Les officiels vietnamiens ne manquent pas une occasion de tourner en dérision certains des principes de base de la pensée de Mao, ainsi celui intitulé « La juste solution des contradictions au sein du peuple », relevant tout au plus, selon eux, d'une logique de paysan et d'une mauvaise interprétation du marxisme. Un diplomate conclut : « *Peut-être peut-on qualifier la Chine de collectiviste, mais certainement pas de socialiste.* » Les critiques des Albanais à l'égard de leur ancien allié sont arrivées à point nommé et elles ont figuré en bonne place dans plusieurs numéros successifs de *Nhan Dan*.

Il existe cependant des nuances quant à l'attitude des Vietnamiens envers leurs deux belliqueux voisins. Ils disent ouvertement qu'ils sont en guerre avec le Cambodge — une petite guerre de frontière qui peut durer longtemps. Avec la Chine, par contre, « *ils se préparent* » simplement « *au pire* ». Le gouvernement cambodgien est qualifié, sans autre forme de procès, de « *clique réactionnaire Pol Pot-Ieng Sary* », alors que des termes plus neutres sont utilisés pour désigner les Chinois.

Aux yeux des Vietnamiens, la solution *ultime du problème* cambodgien se trouve entre les mains des Cambodgiens eux-mêmes : ils se soulèveront sous la direction de « *communistes authentiques* » pour détruire les dirigeants actuels. On nous dit que c'est d'ailleurs ce qui commence à se passer : des insurgés cambodgiens, connus sous le nom de « Forces patriotiques khmères », se sont rebellés et ont créé des zones libérées dans certains endroits ; des troubles éclatent dans l'armée et les désertions vers le Vietnam sont fréquentes. Nos interlocuteurs nous affirment que beaucoup de réfugiés qui arrivent au Vietnam sont « *très en colère* » et qu'ils veulent repartir pour combattre. On leur dit que ce n'est pas possible car « *les conditions ne sont pas encore réunies* ».

Diversifier les appuis

LES problèmes frontaliers que connaît le Vietnam l'ont incité à améliorer ses relations avec les pays de l'Asie du Sud-Est et avec d'autres, au-delà de cette aire géographique. De toute évidence, le Vietnam est très soucieux de ne pas tomber dans la dépendance exclusive de l'Union soviétique et il est préoccupé par les points que les diplomaties chinoise et cambodgienne ont marqués à ses dépens en Asie du Sud-Est. Deux virages de politique extérieure mettent ces craintes en lumière. En premier lieu, la déclaration de M. Phan Hien selon laquelle le Vietnam est prêt à négocier avec les pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) (2), soit séparément, soit en bloc. Auparavant, Hanoï refusait de traiter avec l'ANASE, soupçonnée de constituer une réincarnation de l'OTASE (3) Le second geste, bien plus important, est le désir — exprimé devant nous à de nombreuses reprises en termes dénués de toute ambiguïté — de normaliser les relations avec les Etats-Unis sans conditions préalables.

Quand on les interroge sur ces changements de ligne, les Vietnamiens tentent — sans apparemment y croire tout à fait — de montrer que leur politique a toujours été cohérente mais qu'ils seraient « *stupides* » de ne pas s'adapter aux situations concrètes. Ils mettent également l'accent sur la nouvelle souplesse de leur politique extérieure et sur leur désir de se faire des amis. Comme le dit M. Phan Hien, « *avoir un ami c'est bien, mais en avoir deux c'est mieux. En avoir beaucoup, c'est encore mieux. Voilà l'essence même de notre politique étrangère* ».

Lorsqu'il s'agit des Etats-Unis, *cependant, cette politique se teinte* d'incertitudes. Des incertitudes touchant à la personne de M. Zbigniew Brzezinski, que les Vietnamiens soupçonnent de diriger une ligne dure au sein de l'administration américaine. « *Le voyage de Brzezinski en Chine a eu des effets négatifs* », remarque M. Hoang Tung sans préciser davantage sa pensée. D'autres officiels vietnamiens attachent cependant une importance considérable au fait que leurs problèmes avec les Hoas ont coïncidé dans le temps avec le voyage à Pékin du conseiller du président Carter pour la sécurité nationale. Nos interlocuteurs se disent perplexes devant ce changement de la politique américaine. « *Dans le passé*, explique M. Hoang Tung, *les Américains nous combattaient pour « contenir » la Chine. Aujourd'hui, alors que nous constituons un obstacle direct à l'expansion chinoise vers le Sud, les Etats-Unis tentent de nous empêcher de jouer ce rôle.* »

La subversion interne, à la fois celle des Chinois et celle des restes de l'armée de Saigon — avec ou sans l'aide des Etats-Unis — est une autre préoccupation de Hanoï. Les officiels, pour une raison ou une autre, ont tendance à s'exprimer sur ce sujet en *termes plutôt vagues*. « *Nous savons que les Etats-Unis ont encore des agents à Ho-Chi-Minh-Ville... C'est tout à fait compréhensible... Il ne serait cependant pas sage de donner des détails là-dessus...* » : c'est tout ce que veut nous dire M. Hoang Tung. D'autres interlocuteurs apportent malgré tout quelques lumières supplémentaires. Un Vietnamien très bien informé précise : « *A Cholon, lors de la fermeture des entreprises capitalistes, les cadres procédant à l'établissement des inventaires ont trouvé non seulement des marchandises de contrebande mais des armes automatiques, des émetteurs radio et des presses pour fabriquer de la fausse monnaie.* » Et il ajoute : « *La sécurité est encore un gros problème pour nous : des cadres sont assassinés, des grenades à main explosent dans les cinémas, des stocks de nourriture sont brûlés.* » De la même source, nous apprenons que des éléments subversifs recrutés parmi les réfugiés continuent à s'infiltrer au Vietnam par le Laos : « *En fait, nous avons de la chance qu'une guerre civile n'ait pas éclaté.* »

Des officiels du Front de la patrie à Ho-Chi-Minh-Ville nous décrivent une tentative supposée de renversement du régime. Un prêtre rédemptoriste, le père Nguyen van Vang, avait organisé, en avril 1977, un « Front de libération nationaliste ». Il avait reçu l'aide de son frère, ancien officier de renseignements de l'armée de Saigon, qui disposait de contacts étendus parmi les soldats ayant échappé à la rééducation. Le Front avait organisé son propre « gouvernement révolutionnaire provisoire » et attribué des portefeuilles ministériels et des sceaux officiels aux membres de la conspiration. Ce complot d'opérette avait aussi son côté sérieux, selon le Front de la patrie. L'organisation avait publié ses propres journaux clandestins et ses proclamations au peuple de Saigon, annonçant que le Front renverserait le gouvernement en décembre 1977. Lors d'une perquisition au quartier général du Front, un monastère catholique de Thu Duc, juste à l'extérieur de la ville, les autorités découvrirent une grande quantité de munitions, d'explosifs et de mitrailleuses lourdes.

Dans d'autres régions du pays, on note que des problèmes de sécurité se posent. A l'aéroport de Danang, des mesures extrêmement strictes sont appliquées à la suite d'une tentative de détournement d'avion au mois de juin dernier. Cinq anciens soldats du régime de Saigon avaient échangé des coups de feu avec le pilote d'un avion civil ; une hôtesse avait été blessée et deux des « pirates » tués en sautant de l'avion lors de son atterrissage à Danang, les trois autres étant arrêtés. A *Rach Gia*, dans l'extrême sud du pays, l'hôtel où nous étions logés était protégé militairement et on nous demanda de ne pas circuler dans la ville « *pour des raisons de sécurité* ». La guerre aux frontières, nous fut-il affirmé, a provoqué « *la réapparition d'éléments réactionnaires* ». D'autres mesures de sécurité sont également en vigueur par ailleurs ; c'est ainsi, par exemple, que nous avons parfois eu quelques difficultés pour rencontrer de vieilles connaissances. Nos hôtes les imputaient à la situation générale. Comme nous le disait l'un d'eux, « *personne n'aime cela mais on n'y échappera pas : les mesures de sécurité se relâchent avec la détente et se renforcent avec la tension* ».

PAUL QUINN-JUDGE.

(2) L'ANASE comprend l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande.

(3) L'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est, pacte militaire régional conclu en 1954 à Manille à l'initiative des Etats-Unis et dissous en 1975.

COMMUNISTES EN ASIE

L'AFFRONTEMENT DE DEUX NATIONALISMES

Par NAYAN CHANDA

Au début de l'année, ce n'était encore qu'un échange de critiques feutrées entre le Vietnam et la Chine, les Vietnamiens dénonçant discrètement le soutien que la Chine accordait aux Cambodgiens dans leur conflit avec Hanoï, les Chinois s'en prenant plus ou moins ouvertement à l'« hégémonisme » vietnamien. Aujourd'hui, par un effet de boule de neige, une querelle acerbe et sans retenue oppose les deux principales puissances communistes de l'Asie. Les pourparlers entre les deux vice-ministres des affaires étrangères restent dans l'impasse ; la tension persiste le long de la frontière sino-vietnamienne, où sont tombées les premières victimes, tandis que l'intense guerre de propagande et les manœuvres diplomatiques auxquelles se livrent les deux parties ont planté le décor pour un conflit prolongé et une période d'instabilité en Asie du Sud-Est.

Les divergences croissantes entre Hanoï et Pékin ont subitement dégénéré en une polémique au grand jour à propos de l'exode massif des Chinois du Vietnam. Pékin accusa le Vietnam de *« faire preuve d'ostracisme, de persécuter et d'expulser »* les Chinois résidant au Vietnam en violation de l'accord et de l'entente entre les deux pays. En représailles, les Chinois coupèrent toute aide au Vietnam et fermèrent les consulats vietnamiens en Chine. Le Vietnam contre-attaqua en accusant la Chine d'avoir fomenté l'exode des Chinois pour ternir l'image du Vietnam et lui causer des difficultés économiques.

A en juger d'après les faits, aucune des deux parties ne semble avoir gagné à l'exode. L'afflux de cent soixante mille réfugiés du Vietnam a provoqué de graves distorsions dans la Chine du Sud, tandis que le départ du Nord-Vietnam de milliers de travailleurs, techniciens, professeurs et autres « professionnels » d'origine chinoise portait un coup sérieux à l'économie vietnamienne. Plus grave, le phénomène a entraîné l'annulation de quatre-vingts projets bénéficiant de l'aide chinoise au Vietnam et une aggravation de la tension qui a abouti à de coûteux préparatifs militaires. Qui donc est le responsable de la crise ?

La plupart des observateurs en conviennent, aucune réponse tranchée n'est possible, car l'exode des Chinois n'est que la manifestation visible d'une lutte longue et complexe qui, depuis longtemps, se déroulait dans l'ombre. Les deux parties ont contribué de différentes manières à la détérioration du climat, mais aucune n'avait prévu que la tension prendrait une telle ampleur à la suite de l'exode.

D'une part, depuis la libération du Sud-Vietnam, la Chine avait vainement tenté de rouvrir le dossier de la nationalité du million de Chinois, environ, établis au Vietnam et il se peut qu'elle ait encouragé, ces derniers mois, certains techniciens chinois à quitter le Nord.

D'autre part, Hanoï a muté certains cadres chinois au loyalisme douteux pour leur confier des emplois moins délicats, et, d'une manière générale, les mesures de surveillance à l'égard des Chinois ont été renforcées. Dans la communauté chinoise du Vietnam, le sentiment de tension et d'insécurité allait s'aggraver avec la rupture entre Hanoï et Phnom-Penh et la guerre sanglante aux frontières, dont Pékin était tenu pour responsable. Finalement, la nationalisation du commerce capitaliste en mars et, en mai, la démonétisation — deux mesures qui affectaient particulièrement les commerçants chinois — mirent le feu aux poudres et déclenchèrent l'exode vers le nord. Bientôt, le syndrome bien connu de la fuite allait se répandre et gagner les milieux chinois les plus divers, du médecin au simple pêcheur.

L'explication officielle de Hanoï, selon laquelle des milliers de Chinois sont partis parce qu'ils y avaient été incités par les exhortations, les menaces ou les tromperies des agents de Pékin, n'est pas plus satisfaisante que celle de Pékin accusant les Vietnamiens d'avoir persécuté et expulsé les Chinois qui, dans leur grande majorité, jouaient un rôle vital dans l'économie du Vietnam. Le chargé d'affaires chinois à Hanoï a récemment confirmé par inadvertance qu'un grand nombre de Chinois avaient pris le chemin de l'exode à cause des difficultés économiques affectant le Vietnam de l'après-guerre. A l'un de ses collègues non communiste qui lui demandait si le terme d'*« expulsion »* signifiait que les Chinois avaient été déportés de force au-delà de la frontière vietnamienne, il répondit que les Chinois étaient *« privés de leurs conditions de vie normales et laissés sans autre choix que de quitter le pays »*. Selon lui, le fait d'envoyer le peuple chinois dans les « nouvelles zones économiques » (zones vierges de réinstallation) revenait à les expulser. Pourtant, les « nouvelles zones économiques » — malgré les difficultés rencontrées — sont une clé de voûte de la politique vietnamienne de restauration de l'agriculture (1) et les Vietnamiens y sont envoyés tout autant que les membres de l'ethnie chinoise. Il en est de même pour les mesures anticapitalistes prises par Hanoï, à la suite desquelles des milliers de petits commerçants sont partis pour les « nouvelles zones économiques ».

Quelle que soit en fin de compte l'explication de cet exode, un fait est certain : le problème de la minorité chinoise a fait éclater au grand jour le conflit sino-vietnamien dont il n'est manifestement qu'un symptôme, et non la cause.

« Nous leur avons prêté nos chevaux »

L'AUTRE explication communément admise attribuant l'escalade du conflit au fait que les Vietnamiens se sont rangés *aux côtés* de l'Union soviétique, ennemi principal de la Chine, n'est pas plus valable. Car ce conflit a ses racines dans un antagonisme historique plus profond, mettant en jeu les intérêts nationaux et les stratégies des deux pays. Une certaine convergence d'intérêts dans les premières phases de la lutte anticoloniale et les nécessités de la coopération face à l'aventure américaine en Indochine avaient, certes, contribué à masquer les divergences entre les deux régimes. Mais la solidarité a commencé à disparaître quand un Vietnam victorieux et unifié s'est posé face à la Chine et à l'Asie du Sud-Est.

Bien que, dans ses déclarations officielles, Hanoï cesse de dénoncer le *« chauvinisme han »* et les visées expansionnistes de Pékin dans l'Asie du Sud-Est, en privé, les officiels se réfèrent aux traditionnels desseins impériaux de la Chine à l'égard du Vietnam et voient dans l'affrontement actuel une continuation de la lutte que menèrent contre les *« envahisseurs du Nord »* les célèbres sœurs Trung et le héros Nguyen Hue, dont le souvenir est toujours cultivé. Selon le mot d'un officiel vietnamien de haut rang : *« Souvent dans le passé nous avons défait les Chinois, et puis nous avons prêté nos chevaux à leurs généraux battus pour qu'ils rentrent chez eux ; ils ne nous ont jamais ni rendu nos chevaux ni pardonné d'avoir combattu pour notre indépendance. »*

Les Vietnamiens admettent que la Chine leur a apporté une aide précieuse dans leur lutte d'abord contre la France, puis contre les Etats-Unis, mais ils ajoutent que cette aide n'était pas totalement désintéressée puisqu'elle contribuait à assurer la sécurité de la Chine. Mais ce type de relation commença pourtant à se détériorer à partir de 1964 lorsque la Chine, tout en poursuivant son aide au Vietnam, refusa de s'engager dans une action commune avec l'Union soviétique. La révolution culturelle lancée en 1966 n'a pas seulement créé des désordres et gêné les envois d'armes au Vietnam, mais elle a aussi suscité, comme dans beaucoup *d'autres pays asiatiques*, une agitation parmi les Chinois de l'étranger qui soutenaient la pensée du président Mao et qui dénoncèrent les dirigeants vietnamiens comme *« révisionnistes »*.

Aux yeux des Vietnamiens, la principale *preuve que Pékin utilisait la guerre du* Vietnam comme un élément de marchandage avec Washington fut la visite de M. Richard Nixon en Chine en 1972. Selon M. Hoang Tung, directeur du *Nhan Dan*, organe du parti vietnamien, le communiqué de Changhaï signé par Chou En-lai et M. Nixon formalisait d'une certaine manière le plan sino-américain destiné à contenir le Vietnam et à perpétuer sa division. Il n'est pas surprenant, dit-il, que Washington n'ait même pas levé le petit doigt quand la Chine occupa les îles Paracels en les soustrayant au contrôle de l'armée de Nguyen Van Thieu. D'après les Vietnamiens, la Chine fut stupéfaite par l'étonnante victoire militaire qu'ils remportèrent en 1975 et par la rapide réunification du pays ; les faits ont tourné en dérision le propos du vice-premier ministre, Teng *Hsiao-ping*, selon lequel la Chine prit une mesure (la suspension de l'aide) après que le Vietnam en eut pris onze. *« Bien sûr,* dit un officiel de Hanoï, *nous avons pris onze mesures qui incluent la libération de notre pays, sa réunification, la réunion du quatrième congrès de notre parti et l'abolition du commerce capitaliste... »*

Bref, Hanoï voit dans le conflit actuel l'inévitable aboutissement d'une politique chinoise traditionnelle qui ne tolère pas à sa porte un Vietnam fort et indépendant, capable de faire obstacle à ses desseins expansionnistes. Pour Hanoï, la Chine, en soutenant le Cambodge, en suscitant l'exode des Chinois du Vietnam, en supprimant son aide, etc., manifeste son désir de déstabiliser le Vietnam et de le maintenir en condition de faiblesse.

De leur côté, les Chinois, tout en rejetant les intentions qui leur sont attribuées, admettent en privé que leur but est bien de *« briser la tentative du Vietnam d'établir son hégémonie »* dans l'ancienne Indochine et en Asie du Sud-Est. Aux yeux des Chinois, cette tentative est d'autant plus inquiétante qu'elle se fait avec la bénédiction de la plus dangereuse puissance hégémonique, l'Union soviétique. Bien qu'une façade de solidarité ait été maintenue jusqu'en 1975, les Chinois disent maintenant qu'ils détectèrent, et s'efforcèrent de contrer, dès les premiers jours du Vietminh, la tendance des Vietnamiens à dominer toute l'Indochine française. A la conférence de Genève qui, en 1954, mit fin à la première guerre d'Indochine, Chou En-lai, dit-on maintenant, fit de grands efforts pour sauvegarder l'identité des trois Etats indochinois, ce qui déplut fort aux Vietnamiens. D'après les Chinois, Hanoï, aussitôt après les accords de Paris en 1973, reprit l'idée d'une fédération indochinoise et rechercha à cette fin le soutien de Pékin. A ce moment-là, comme en septembre 1975 lorsque M. Le Duan, secrétaire du parti vietnamien, se rendit à Pékin et sollicita la poursuite de l'assistance militaire chinoise en vue d'entretenir une importante armée, Pékin opposa une fin de non-recevoir. *« Pourquoi, après la libération totale du Vietnam, auraient-ils eu besoin de maintenir une armée d'un million d'hommes si ce n'était pour dominer les autres pays de l'Indochine ? »*, demande un officiel chinois. Les combats que livrèrent les Vietnamiens en mai 1975 pour prendre possession de l'île cambodgienne de Way et ensuite leurs efforts pour établir des relations spéciales avec le Cambodge et le Laos, dit-on à Pékin, constituaient autant d'indications de cette intention hégémonique. On ajoute que, n'ayant pas réussi à obtenir l'approbation de Pékin et voyant que la Chine soutenait l'indépendance du Cambodge contre les visées vietnamiennes, Hanoï bascula complètement dans le camp de Moscou. *« Depuis la fin des années 50, les Vietnamiens ont sollicité Pékin d'accepter la ligne révisionniste soviétique au nom de l'unité du camp socialiste mais, dès la fin des années 60, ils ont même renoncé à cette prétention et ont carrément soutenu le social-impérialisme »*, affirme un Chinois. *« Certains,* ajoute-t-il, *disent que, en supprimant notre aide, nous avons poussé les Vietnamiens dans les bras de l'« ours polaire », mais ils étaient déjà si proches de lui qu'ils ne pouvaient pas s'en rapprocher davantage. »*

Lorsque, en mai dernier, Pékin décida de soulever la question des Chinois résidant au Vietnam et de supprimer son aide, les dirigeants chinois considéraient déjà que le pays avait basculé dans le camp soviétique. En dénonçant le Vietnam comme un *« Cuba asiatique »* et en le contraignant à une totale dépendance à l'égard de Moscou, les Chinois espèrent d'une part l'isoler politiquement et, d'autre part, en augmentant ses difficultés économiques, précipiter une désillusion populaire à l'égard des Soviétiques, selon le schéma qui s'est déjà produit en Egypte et qui, estiment-ils, est inévitable au Vietnam. Les officiels chinois disent qu'ils sont convaincus que la tentative vietnamienne de dominer le Laos est vouée à l'échec et que, même si dans l'avenir immédiat Hanoï marque des points au Cambodge, à plus longue échéance, la volonté d'indépendance du peuple cambodgien finira par prévaloir.

Hanoï considère que les Chinois, en s'érigeant en champions de l'indépendance de ces pays, sont hypocrites et ne cherchent qu'à masquer leurs ambitions expansionnistes en jouant sur le vieux principe *« diviser pour régner »*. Pour Hanoï, le maintien d'une étroite coopération politique, économique et militaire entre les alliés indochinois du temps de guerre est une condition indispensable à la construction du socialisme dans ces pays, et c'est bien cela que les Chinois s'efforceraient d'empêcher.

La Chine cherche maintenant à dissuader les pays de l'Asie du Sud-Est de nouer des liens étroits avec le Vietnam, *« porte-étendard de Moscou »*, et demande à l'Occident de ne pas nourrir les visées hégémoniques du Vietnam en lui fournissant une aide. Hanoï, de son côté, a lancé une offensive diplomatique en ravivant la vieille crainte que vingt millions de Chinois d'outre-mer ne soient que des pions de l'expansionnisme chinois en Asie du Sud-Est et affirme que, en dépit de ses difficultés avec la Chine, le Vietnam n'a pas vendu son indépendance pour un *plat de lentilles à la table du Comecon*. Afin de mieux souligner ce point, Hanoï, qui, récemment encore, s'opposait à la présence américaine en Asie, cherche activement à obtenir maintenant le retour des Américains au Vietnam.

Chaque jour qui passe, les justifications idéologiques avancées au service d'abord de la solidarité puis de la querelle perdent de leur importance pour mieux révéler la vraie nature des choses. Ce dont il s'agit, c'est une épreuve de force entre deux Etats résolument nationalistes dans l'Asie post-coloniale : le Vietnam, qui s'efforce d'édifier un pays puissant éventuellement capable de jouer un rôle d'avant-garde dans l'Asie du Sud, et la Chine qui cherche à assurer la sécurité de son flanc sud en maintenant une Asie du Sud-Est balkanisée où le Vietnam ne serait qu'un pays parmi bien d'autres.

(1) Voir le reportage de Nayan Chanda dans *le Monde diplomatique* d'avril 1978 : « Le communisme vietnamien en marche ».

● LES FEMMES DANS LES LUTTES SOCIALES. — *Dans l'article de Geneviève et Thérèse Brisac, publié sous ce titre le mois dernier, une note a sauté, précisant que les citations de travailleuses de l'usine Lip, de l'usine Scaplen, etc., sont tirées des ouvrages suivants :* Lip au féminin *(éditions Syros)*, les Messagères, *d'Evelyne Le Garrec (éditions des Femmes) et* Dix millions de bonnes à tout faire *(ouvrage collectif, éditions Syros)*.

● « ARMEMENT ET DESARMEMENT A L'AGE NUCLEAIRE » : La documentation française publie sous ce titre de substantiels extraits d'un ouvrage publié par l'Institut de recherches internationales sur la paix de Stockholm (SIPRI) à l'occasion de son dixième anniversaire en 1976. Cette collection de textes donne un panorama complet et assez précis des connaissances actuelles sur l'ensemble du problème : dépenses militaires, course aux armements nucléaires, satellites de reconnaissance, guerre chimique et bactériologique, modifications de l'environnement à des fins militaires, négociations sur le désarmement, etc.

(Documentation française, coll. « Notes et études documentaires », Paris, 1978, 252 pages, 26 F.)

De l'analyse politique au témoignage romancé

Les multiples facettes de la guerre civile libanaise

Par SELIM TURQUIÉ

PARMI les livres récemment parus en français pour expliquer le Liban, celui de René Chamussy (1) mérite une place à part. Jésuite et français, l'auteur a su à la fois être proche des chrétiens et s'en tenir à distance, ce qui lui permet de développer et de peser, au fil de son récit chronologique, les motivations de toutes les parties en présence. Son livre, qui n'a pas la prétention de fournir un schéma explicatif unique et global, constitue une chronique précise, la plus complète sans doute à ce jour. « Le conflit, indique-t-il dès les premières pages, n'est ni simplement politique, ni simplement *confessionnel. Il naît* de ce malentendu originel, de cette fatale hésitation du Liban sur lui-même et de cette incapacité à surmonter l'obstacle. »

La démarche prudente de René Chamussy n'exclut pas les jugements de valeur (« le Liban de demain (...) ne pourra se retrouver que s'il accepte de se libérer de ses membres gangrénés, de se retrouver le Petit Liban à majorité chrétienne des temps passés »). Malgré ses prises de position, au demeurant discrètes, il réussit à faire entrer le lecteur dans le dédale des intérêts contradictoires et des luttes d'influence de chacun des camps. Ainsi sont fidèlement rapportés le jeu des puissances, les chevauchements politico-confessionnels, l'attitude des partis progressistes, de la résistance palestinienne et des pays arabes, de même que les options et les ancrages sociaux différents des groupes de la droite chrétienne. Cette approche à petits pas d'un événement historique est féconde, parce qu'il s'en dégage les véritables lignes de force du conflit.

C'EST en développant successivement chacun des thèmes de la guerre (le confessionnalisme, les partis, les luttes sociales, la dimension palestinienne, etc.) qu'Albert Bourgi et Pierre Weiss, quant à eux, ont entrepris de démêler l'imbroglio libanais (2). La démarche de ces auteurs, dont les sympathies vont plutôt à la gauche et à la résistance palestinienne, permet une bonne compréhension des déséquilibres qui ont précédé la guerre et conduit à l'explosion. En particulier, elle illustre l'ambivalence des systèmes politiques libanais formellement parlementaires et démocratiques dans les institutions mais fondé, dans les faits, sur le clientélisme géo-confessionnel et les mandats héréditaires.

Les revers palestiniens sur la scène arabe à partir de 1970, la montée des luttes sociales au Liban et le grippage de l'entente communautaire de la classe politique au pouvoir entre 1972 et 1975 fournissent le substrat à la crise. Les tensions syro-palestiennes de 1970-1973 permettent de mieux appréhender les retournements ultérieurs d'alliance. Tout se passe comme si chacun des éléments de la crise avait suivi son cours autonome avant de se conjuguer aux autres dans l'explosion finale.

Sous le couvert d'un pseudonyme — Benassar, — un homme de la classe politique traditionnelle dont les sympathies semblent avoir glissé de Kamal Joumblatt au président Hafez El-Assad livre ses confidences. Dans son livre (3), on rencontrera l'« élégant » Chamoun, le « visionnaire » Joumblatt, le « dissimulateur » Arafat, le « bonhomme » Gémayel et un « chat sauvage » nommé Soleiman Frangié. Par-delà des anecdotes plus ou moins confuses pour un lecteur français, Benassar développe une thèse précise : selon lui, le « lâchage » américain de la communauté maronite au profit de la droite musulmane pendant la première année de la guerre civile représente l'une des clés de voûte du conflit. La faiblesse et l'incurie du pouvoir libanais — qui aurait laissé le pays se transformer en « repaire du terrorisme international » — auraient poussé les Etats-Unis, sur l'instigation de leur ambassadeur Godley, à sacrifier les chrétiens du Liban *pour que Palestiniens et Israéliens puissent* enfin vivre en paix au Proche-Orient. Le retournement américain, rendant possible l'intervention antipalestinienne de la Syrie en juin 1976, se réalisera lorsqu'il apparaîtra que l'influence de la droite musulmane est battue en brèche par celle de la gauche libanaise dirigée par Kamal Joumblatt. Tel est, à travers un texte souvent broussailleux, le développement le plus intéressant du livre de Benassar.

FAIRE une analyse de la guerre à partir de ses faits marquants est une chose. Mais qu'est-ce qui va rendre la mentalité et les sentiments, qu'est-ce qui peut expliquer le cheminement intérieur de ces hommes convaincus de la nécessité de tuer ou animés du plaisir de tuer ? Le petit livre de la poétesse libanaise Etel Adnan (4) se situe d'emblée à ce niveau. L'histoire — l'enlèvement puis la mise à mort d'une institutrice *chrétienne* et *pro-palestinienne* par d'anciens amis à elle devenus miliciens conservateurs — n'est qu'un prétexte. Par la bouche de l'une et des autres, de la victime et de ceux qui seront ses bourreaux, ce sont les différentes subjectivités libanaises qui s'expriment.

(1) René Chamussy, *Chronique d'une guerre (le Liban, 1975-1977)*, éditions Desclée, Paris, 1978, 284 pages, 59 F.

(2) Albert Bourgi et Pierre Weiss, *les Complots libanais (Guerre ou paix au Proche-Orient)*, éditions Berger-Levrault, Paris, 1978, 212 pages, 47 F.

(3) *Anatomie d'une guerre et d'une occupation (Evénements du Liban de 1975 à 1976)*, par Benassar, éditions Galilée, Paris, 1978, 224 pages, 47 F.

(4) Etel Adnan, *Sitt Marie Rose*, Editions des Femmes, Paris, 1978, 118 pages, 25 F.

AGGRAVATION DES DISPARITÉS, DÉTOURNEMENT DE L'AIDE ALIMENTAIRE...

Dépendance et légitimité au Bangladesh

APRES sa victoire aux élections présidentielles du 3 juin dernier, le général Ziaur (« Zia ») Rahman invita les *« pays amis »* à *« s'avancer la main tendue et* (à) *nous donner une grande impulsion — avec beaucoup d'aide »* (1). Le Bangladesh a déjà reçu depuis l'indépendance plus de 6 milliards de dollars d'assistance étrangère, soit deux fois plus que durant les vingt-cinq années précédentes, quand il constituait la province orientale du Pakistan. Cette aide fournit à peu près la moitié des ressources financières du gouvernement et couvre les quatre cinquièmes de son budget de développement. En organisant des élections, le général Ziaur ne visait pas seulement à consolider son régime de l'intérieur : il voulait aussi lui donner davantage de légitimité aux yeux des donateurs étrangers qui critiquaient le maintien de la loi martiale et sa politique des droits de l'homme.

Le général Ziaur avait pris le pouvoir en novembre 1975, trois mois après l'assassinat de Cheikh Mujibur Rahman, le « père de la nation ». Aux dernières élections, il bénéficia du soutien d'un front politique où figuraient des dirigeants de la très conservatrice Ligue musulmane qui s'étaient opposés en 1971 à la lutte contre le Pakistan. Son principal rival était le général en retraite M.A.G. Osmani, qui se présentait au nom d'une coalition formée à la hâte autour de la ligue Awami du défunt Cheikh Mujibur. L'opposition n'avait eu que six semaines pour organiser sa campagne.

Fort de l'avantage que lui valaient deux ans et demi de régime de loi martiale, le général « Zia » remporta 77 % des suffrages. Son rival accusa ses partisans de fraude électorale massive, et le *New York Times* rapporta des cas d'irrégularités (2). D'ailleurs la moitié seulement des électeurs s'étaient dérangés pour aller voter, ce qui incita le *Times* de Londres à constater un *« manque d'enthousiasme* [évident] *de la part des gens ordinaires »* (3).

Le fait le plus important à propos de ces élections ne fut pas la victoire prévisible du général Ziaur, mais plutôt la reprise d'une activité politique au grand jour, en particulier avec la réapparition du J.S.D. (Jatiyo Samajtantrik Dal, parti socialiste nationaliste), maintenu dans la clandestinité depuis 1974. Formation de gauche qui n'est inféodée ni à Moscou ni à Pékin, le J.S.D. avait joué un rôle central dans la mutinerie qui porta le général Ziaur au pouvoir. Mais, peu après, le général s'était retourné contre le parti, emprisonnant ses dirigeants et faisant exécuter le colonel Abu Taher, chef de son aile militaire. Un peu plus tôt cette année, le général avait relâché quelques-uns de ses chefs et avait autorisé le parti à tenir une réunion publique à Dacca, apparemment dans l'espoir de s'assurer de son soutien contre la ligue Awami. Mais tout en dénonçant cette dernière, le J.S.D. demanda aussi l'abrogation de la loi martiale, la restauration des droits fondamentaux et la libération de tous les prisonniers politiques.

Par JAMES K. BOYCE
et BETSY HARTMANN *

l'Agence américaine pour le développement international (USAID) fait état d'une aggravation des disparités économiques dans les campagnes, où 48 % des familles se trouvent désormais *« fonctionnellement privées de terre »* (8). Le nombre des propriétaires ne cesse de diminuer — moins de 10 % des ménages ruraux possèdent aujourd'hui plus de la moitié des terres cultivables. Le sous-emploi des pauvres dans les campagnes représente évidemment un énorme gaspillage de ce qui pourrait être la principale richesse du Bangladesh : le travail des hommes.

Bien que les conditions de vie des pauvres continuent à se dégrader, les élites rurales et urbaines bénéficient d'un afflux d'aide étrangère sans précédent. Mais leur manque d'enthousiasme pour investir ces nouvelles richesses dans des activités productives est aussi l'un des *« problèmes de structures sous-jacents »*. Pour ceux qui disposent de capitaux, le commerce et la spéculation procurent plus facilement des profits que les investissements dans la production agricole ou industrielle. Quelques Bengalais riches préfèrent la sécurité que leur offrent les comptes dans les banques étrangères, et nombreux sont, maintenant, ceux qui savent apprécier les produits de luxe importés. Mais les exportations de capitaux et les importations de produits de luxe aggravent les difficultés de la balance des paiements.

Comme le général Ziaur s'appuie politiquement sur une élite restreinte, il est peu plausible qu'il se livre à des réformes économiques au bénéfice des pauvres. Ces mêmes réalités politiques contrarient d'ailleurs les objectifs humanitaires de l'aide étrangère. Car c'est la minorité riche qui la canalise et les pauvres en voient rarement la couleur ; souvent, leur situation s'en trouve même aggravée. Nous-mêmes l'avons constaté dans le village où nous avons séjourné pendant neuf mois en 1975 : les programmes d'assistance se présentent bien dans les dossiers, mais ils prennent une tout autre figure sur le terrain.

La force des armes

COMME Cheikh Mujibur Rahman avant lui, le général Ziaur a assis son pouvoir sur la force des armes. En février dernier, Amnesty International estimait que le nombre des prisonniers politiques au Bangladesh était de l'ordre de 10 000 à 15 000, dont la moitié appartiendraient au J.S.D. Détenus sans jugement pour la plupart, ils sont traités dans des conditions qui, aux dires d'Amnesty International, confinent *« aux limites de l'inhumain »* (4). Dans la région des Chittagong Hill Tracts, au sud-est du Bangladesh, où l'armée s'efforce d'écraser un mouvement tribal luttant pour l'autonomie régionale, on fait état d'une répression à grande échelle comprenant notamment la mise en place de « villages modèles » qui rappellent les fameux hameaux stratégiques créés par les Etats-Unis au Vietnam. Depuis son accession au pouvoir, le général Ziaur n'a pas cessé d'accroître la part prélevée sur les maigres ressources du gouvernement pour renforcer son appareil de sécurité : les dépenses consacrées à la défense, à la justice et à la police représentent désormais 30 % des revenus budgétaires, contre 20 % du temps de Cheikh Mujibur. Pour faire contrepoids à l'armée, politiquement peu sûre, le général Ziaur a militarisé la police, la dotant d'une force d'intervention spéciale de 12 500 hommes chargée d' *« expéditions spéciales, opérations de nettoyage et autres activités exigeant une formation et l'emploi de techniques »* (5).

Malgré la campagne du gouvernement Carter en faveur des droits de l'homme, les Etats-Unis fournissent au régime du général Ziaur une assistance militaire modeste mais non négligeable en accueillant des officiers bengalais qui reçoivent une formation militaire. D'autre part, huit officiers britanniques participent actuellement à la création d'un collège d'état-major militaire au nord de Dacca, et le gouvernement britannique est en train de livrer pour 1,3 million de dollars de matériel de télécommunications à la police du Bangladesh.

Cependant, la manière forte du général « Zia » n'a toujours pas apporté la stabilité politique au pays. En octobre dernier, une nouvelle mutinerie se produisit, manifestation spontanée de la troupe, apparemment, qui entendait ainsi exprimer son mécontentement. Le général Ziaur y répliqua par des exécutions massives : deux cent dix-sept militaires auraient été liquidés, selon une dépêche du département d'Etat reprise dans le *Washington Post*, mais d'autres informations de presse ont estimé que le nombre des victimes serait bien plus élevé (6).

Persistance des difficultés économiques

CETTE turbulence de la vie politique ne peut être dissociée des difficultés chroniques de l'économie. Les quatre-vingt trois millions de citoyens bengalais disposent d'un revenu annuel moyen qui ne dépasse pas 100 dollars, et plus de la moitié d'entre eux souffrent de malnutrition. Neuf sur dix sont des ruraux qui, pour la plupart, vivent de la terre. La production agricole, qui représente 60 % du produit national brut, reste stagnante : depuis cinquante ans, le rendement de la culture du riz plafonne à 1,2 tonne métrique à l'hectare, l'un des plus bas qui soient au monde. Le jute, qui vient tout de suite après le riz comme culture, fournit à lui seul les quatre cinquièmes des devises étrangères du pays. Mais la facture des importations annuelles est trois fois plus élevée que le montant des revenus d'exportation.

La politique économique du général Ziaur a peu d'effets sur ces énormes problèmes. Il s'est conformé aux principes directeurs énoncés par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, qui préconisaient notamment la libéralisation des conditions offertes aux investisseurs étrangers — mesure d'importance considérable, compte tenu de l'intérêt porté en Occident à l'exploitation des vastes réserves de gaz naturel du Bangladesh. On a certes réduit quelque peu la corruption et l'inertie de la bureaucratie, fléaux caractéristiques du régime de Cheikh Mujibur Rahman ; mais un rapport de la Banque mondiale datant de mai 1977 fit remarquer que *« les mesures prises en 1975 et 1976 étaient essentiellement à court terme et, quoique indispensables, elles ont eu peu d'effets sur les problèmes de structure sous-jacents qui entravent le développement économique du pays »* (7).

Au nombre de ces *« problèmes de structure sous-jacents »* figure le système de propriété foncière qui condamne des millions de gens à un sous-emploi chronique. Une étude récente effectuée pour le compte de

Comment s'enrichir dans les campagnes

CE village reçut sa petite part d'aide étrangère sous la forme, principalement, d'un puits de grande profondeur destiné à l'irrigation. C'était l'un des trois mille puits installés dans le Nord-Est du Bangladesh au titre d'un projet de la Banque mondiale, d'un coût de plus de 12 000 dollars chacun. Officiellement, ce puits, qui doit fournir de l'eau pour irriguer 25 hectares, est la propriété d'une coopérative de petits paysans. Selon un communiqué de presse de la Banque mondiale, chaque puits *« desservira de vingt-cinq à cinquante fermiers au sein d'un groupe d'irrigation »*. En pratique, cependant, celui-là appartient personnellement à un seul homme : le propriétaire terrien le plus puissant du village. Le *« groupe d'irrigation »* n'était rien d'autre que quelques signatures réunies par ses soins sur un bout de papier.

Membre du parti de feu Cheikh Mujibur Rahman, ce propriétaire terrien était une personnalité influente dans la politique locale. Son puits lui coûta moins de 200 dollars, principalement en pots-de-vin versés à des fonctionnaires locaux. Un fonctionnaire étranger qui collaborait à la réalisation du projet nous fit remarquer que cette affaire était typique : *« Cent pour cent de ces puits vont aux gros. Priorité à ceux qui ont une influence politique : juges, magistrats, députés, présidents des conseils municipaux. S'il en reste, les autorités locales ouvrent des enchères. Les riches propriétaires terriens entrent en compétition, et celui qui offre le plus gros pot-de-vin se voit attribuer le puits. »*

Les fonctionnaires de la Banque mondiale estiment toutefois que, malgré ces injustices dans la distribution des puits, les pauvres tireront tout de même quelques bienfaits puisque les possibilités d'emploi seront accrues grâce à l'irrigation. Voilà cependant que le propriétaire tout-puissant a l'intention de prendre désormais les deux-tiers de la récolte au métayer qui travaille sa terre irriguée au lieu de la moitié coutumière. *« Après tout,* dit-il, *j'ai acheté le puits. »* Avant d'apprécier les bienfaits sur l'emploi, il faut aussi envisager les effets négatifs qui résulteront de l'installation du puits : car, grâce à son revenu supplémentaire, le propriétaire pourra plus facilement racheter de la terre aux petits fermiers voisins en difficulté, les rejetant du même coup parmi la masse grossissante des paysans sans terre.

Un projet d'irrigation de la Banque mondiale plus récent — dix mille puits peu profonds — prévoit diverses garanties d'accès pour les petits fermiers. Pourtant, là encore, on peut être sûr, étant données les réalités politique du Bangladesh, que ce seront les grands propriétaires qui en auront le monopole. Un fonctionnaire de la Banque explique : *Si le gouvernement n'a pas la volonté d'aider les petits paysans, nous ne pouvons pas l'y contraindre. Nous pouvons conseiller, prévoir certaines dispositions dans nos projets, mais sans engagement déterminé de la part du gouvernement, cela ne marchera pas. »*

Cependant, les grands propriétaires ne furent pas les seuls à tirer profit du projet de puits profonds. Des fonctionnaires gouvernementaux corrompus ont aussi touché leur part, sous forme de rétributions diverses. Mais celui qui semble s'être le plus enrichi à cette occasion est un homme d'affaires nommé Jahurul Islam, qui a la réputation d'être le citoyen le plus riche du Bangladesh. Après avoir manœuvré en coulisses pendant des mois, l'une de ses entreprises, Dacca Fibres, emporta le contrat pour la fourniture des pompes avec un devis de 12 millions de dollars, alors que la Banque mondiale avait estimé le coût de ce matériel à 9 millions. Gain : 3 millions de dollars. *« Plus facile que de dévaliser une banque »*, dit un responsable officiel... M. Jahurul Islam avait été l'un des protecteurs de feu Cheikh Mujibur Rahman, dont la femme siégeait au conseil de direction de Dacca Fibres. Depuis lors, ses activités ont pris une envergure multinationale et le siège de ses affaires a été transféré à Londres, tandis que lui-même a conservé de solides attaches politiques au Bangladesh. L'un de ses plus proches associés dans les affaires à Londres, M. Zakaria Choudhury, est entré dans l'équipe des conseillers du général Ziaur en décembre dernier.

Les pauvres ne sont guère plus gâtés avec l'aide alimentaire qui représente un tiers de toute l'assistance étrangère destinée au Bangladesh. Une large part — 86 % — des aliments ainsi expédiés est affectée au système des rations que le gouvernement a mis en place principalement à l'intention des villes. Il ne reste que 14 % pour les opérations de secours et les interventions en faveur de travailleurs affectés à des travaux spécifiques.

Dans le cadre du système des rations, *les céréales alimentaires se vendent* à des prix subventionnés dont bénéficient d'abord ceux qui auraient les moyens de payer au prix du marché : la classe moyenne urbaine. Un tiers environ des rations de céréales est alloué à des militaires, à des policiers et à des fonctionnaires civils, ainsi qu'à des employés des grandes entreprises. Un autre tiers va à des détenteurs de cartes de rationnement qui, pour la plupart, appartiennent à la classe moyenne et vivent dans des zones urbaines politiquement sensibilisées. Il ne reste plus qu'un tiers pour la campagne, où vit 90 % de la population totale ; et encore, ceux qui sont chargés de la distribution en prélèvent-ils une portion considérable pour les vendre au marché noir. Durant les neuf mois que nous avons passés dans le village, les habitants n'ont pu acheter des rations de céréales au prix subventionné qu'à cinq occasions, le quota étant chaque fois fixé à un quart de kilo par personne.

Précieux soutien pour le gouvernement

SI ceux qui en auraient vraiment besoin sont peu nombreux à en profiter, l'aide alimentaire est en revanche très précieuse pour le gouvernement.

Les ventes de rations lui fournissent en effet des ressources qui se montent à un cinquième environ des revenus budgétaires pour l'année fiscale 1977. Une dépêche du département d'Etat de janvier 1976 soulignait d'ailleurs la fonction politique de l'aide alimentaire, dont il importait de maintenir le flux au Bangladesh *« pour alimenter le système des rations et, surtout, pour continuer à approvisionner en céréales à bas prix les habitants de Dacca prompts à s'activer »* (9).

Les responsables de l'aide font parfois valoir que l'aide alimentaire et les projets de développement agricole ont des effets bénéfiques pour les pauvres, car ils accroissent la quantité de nourriture disponible même si la plus grande part des céréales ou des fournitures destinées à l'agriculture échoient à la minorité aisée. Cependant, même quand la nourriture est abondante et les prix peu élevés, les pauvres restent affamés, car ils n'ont pas de pouvoir d'achat. Au Bangladesh, la faim est d'abord un phénomène lié aux disparités sociales ; le problème des disponibilités alimentaires n'intervient qu'en second lieu.

Cette dépendance à l'égard de l'aide étrangère a pour inconvénient de saper les élans en faveur d'une autonomie alimentaire. Selon une étude préparée pour le Sénat des Etats-Unis, *« l'aide sous forme de secours peut soulager certaines consciences, mais elle ne contribue guère à éviter des catastrophes plus graves pour l'avenir. Elle peut même avoir pour conséquence de permettre au gouvernement de différer une décision politique nécessaire mais difficile à prendre, dans l'espoir qu'une assistance extérieure arrivera »* (10).

Pourvu de terres fertiles, de ressources hydrauliques abondantes, d'importantes réserves de gaz naturel et d'une main-d'œuvre suffisante, le Bangladesh aurait de quoi offrir une vie décente à tous ses citoyens. Les principaux obstacles qui empêchent la mise en valeur de ce potentiel sont d'ordre social, et non techniques. Un facteur-clé est le régime foncier, car la terre est la ressource productive la plus essentielle dans ce pays. Mais comme la pression sur la terre est intense, même une réforme agraire radicale ne procurerait qu'un petit lopin à chaque famille paysanne et, bientôt, on verrait apparaître une nouvelle catégorie de paysans sans terre. C'est pourquoi résoudre le problème de l'accession à la terre n'apporterait qu'une demi-solution pour les pauvres. L'autre moitié de la réponse réside dans l'utilisation de la terre en coopérative. Car la formule coopérative permettrait aux paysans d'entreprendre des projets qui nécessitent beaucoup de main-d'œuvre, ce qui est impossible tant que l'agriculture demeure organisée sur une base individuelle et fragmentaire. Avant de passer au système coopératif en agriculture, encore faudrait-il prévoir des étapes intermédiaires où l'initiative des paysans pourrait se développer.

Quand des gouvernements s'appuient sur l'élite aisée, ils ne sont pas bien placés pour entreprendre cette tâche de reconstruction sociale ; pas plus qu'ils ne souhaitent laisser à d'autres dirigeants la possibilité de l'assumer à leur place. A l'élection présidentielle de juin, le général Ziaur a prudemment desserré l'étau qui étouffait les contestataires, mais son aspiration à la légitimité est limitée par son souci de conserver le pouvoir. Il a promis d'organiser des élections législatives en décembre : les prochains mois diront si, oui ou non, il a l'intention de tenir sa promesse.

* Auteurs d'un rapport sur l'aide étrangère au Bangladesh récemment publié par le Centre de politique internationale à Washington.

(1) *New York Times*, 6 juin 1978.
(2) *New York Times*, 4 juin 1978.
(3) *The Times*, Londres, 5 juin 1978.
(4) Amnesty International, *Report of an Amnesty International Mission to Bangladesh*, février 1978.
(5) *Far Eastern Economic Review*, 16 janvier 1978.
(6) *Washington Post*, 10 février 1978.
(7) Banque mondiale : *Bangladesh : Current Economic Situation and Development Policy Issues*, 19 mai 1977.
(8) F. Tomasson Janussi et James T. Peach, *Report on the Hierarchy of Interests in Land in Bangladesh*, USAID, septembre 1977.
(9) Cité par D. McHenry et K. Bird dans « Food Bungle in Bangladesh », *Foreign Policy*, été 1977.
(10) *World Hunger, Health and Refugee Problems*, report fort Subcommittee on Labor and Public Welfare and Subcommittee on Refugees and Escapees, Senate Committee on the Judiciary, Washington D.C., janvier 1976.

Au festival cinématographique de Locarno

LES ENFANTS DE BAKOUNINE ET DE COCAÏNE

SUR les berges enchantées du lac Majeur, au sommet d'une colline qui surplombe Ascona et les îles de Brissago, une fort curieuse exposition (rassemblée par Harald Szeeman) retrace l'histoire du « Monte Verita », cet étonnant phalanstère fondé en ce lieu à la fin du XIX[e] siècle par où défilèrent tous les hétérodoxes européens, défricheurs de morales nouvelles (naturistes, végétariens, non-violents, anarchistes, etc.). Et parmi eux, Mikhail Bakounine ; il fut tellement séduit par le doux climat du Tessin qu'il demeura longtemps l'hôte de l'*Albergo del Gallo*, à Locarno, où il fit baptiser ses enfants.

Depuis, comme on sait, la progéniture (baptisée ou non) du père de l'anarchisme s'est considérablement élargie ; mais aussi largement dénaturée si l'on en croit un certain nombre de films vus au Festival cinématographique de Locarno (1) qui, directement ou indirectement, se référaient aux thèses de *l'Etat et l'Anarchie* (1873).

Ainsi, les jeunes gens en dérive douce de *Ne comptez pas sur nous* (de Sergio Nuti) revendiquent le droit à la liberté absolue et à la spontanéité, mais ne prétendent plus intervenir (le titre est éloquent) dans la vie politique italienne ; ils se complaisent dans une marginalité maladive en se droguant avec une application toute médicale. Autres enfants de Bakounine et de cocaïne, les héros suisses de *Les petits gèlent même en été* (de Peter von Gunten) pratiquent une délinquance légère pour se procurer la « poudre blanche », et pour retrouver au sein du groupe d'amis, à l'occasion de menus méfaits, le vertige d'une affection, d'une chaleur solidaire. Dans *On efface tout !* (de Pascal Vidal) certains « militants » continuent de croire au bon usage de la violence en politique, mais de manière tellement caricaturale que le protagoniste, un journaliste français d'extrême gauche, hésite à choisir entre ses ex-camarades qui ont abandonné tous les idéaux de mai 68 et ces partisans décidés du P. 38. A cette dernière catégorie appartient l'héroïne allemande du *Deuxième éveil de Krista Klages* (de Margareth von Trota) qui n'hésite pas à commettre une agression à main armée pour aider financièrement une expérience de crèche sauvage ; tout au long de son trajet de fuite, elle mesurera cependant les conséquences (politiques, affectives) de son acte, et cherchera à retrouver le simple courage quotidien.

Ce courage, *les Fainéants de la vallée fertile* (2), de Nikos Panayotopoulos, l'ont définitivement perdu. Retirés dans une somptueuse maison de campagne, les personnages de cette parabole philosophique grecque refusent l'ensemble des lois du « *comportement social* » : hygiène, travail, politesse, morale, etc., et s'installent dans une sorte de vie végétative qui n'est rien d'autre qu'un très lent suicide.

Le suicide (plus brutal, puisqu'il s'agit de se précipiter du haut d'un gratte-ciel) apparaît aussi au jeune Polonais de *Chambre avec vue sur la mer* (de Janusz Zaorski) comme la seule manière de sortir d'un univers complètement piégé où les lois de l'hypocrisie ont gangrené l'ensemble du tissu social ; parti, police, syndicats, famille, Eglise, amour, Université, etc., viennent, métaphoriquement, tour à tour supplier (en vain) le jeune homme de ne pas commettre l'irréparable ; ils ne font que mieux mettre à nu leur pauvreté morale, leur affligeante mesquinerie.

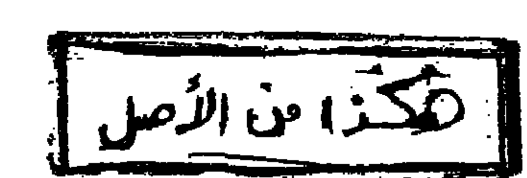
Le constat de « faillite institutionnelle » n'est point original (il s'en faut) au cinéma ; que tant de films l'établissent simultanément semble déjà plus significatif, et d'autant que toutes ces œuvres expriment un point de vue profondément pessimiste à l'égard de la capacité rénovatrice des jeunes générations. Cela, sans aucun doute, est nouveau ; et il conviendrait de méditer sur cette description de la jeunesse que donnent les films présentés à Locarno : portrait d'une génération de naufragés, survivant douloureusement à une interminable « fin des illusions », enfermés dans le seul horizon des plaisirs de leur corps, sans perspectives. Et sans vérités.

I. R.

(1) XXXI[e] Festival cinématographique international de Locarno (Suisse), du 3 au 13 août 1978.
(2) Ce film a reçu le Léopard d'or, grand prix du Festival.

BIBLIOGRAPHIE

• NORMES INTERNATIONALES DU TRAVAIL : UNIVERSALISME OU REGIONALISME ? par Christian Philip : l'Organisation internationale du travail doit-elle établir des normes identiques pour le monde entier ou s'orienter vers une certaine régionalisation ? Après analyse des différentes réglementations existant aujourd'hui, l'auteur penche pour la seconde solution, et préconise une coordination accrue entre l'O.I.T. et les organisations régionales. (Etablissements Emile Bruylant, Bruxelles, 1978, 316 pages, 1 680 F.B.)



Dans les revues...

■ LA REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE publie intégralement le débat à l'Assemblée nationale sur le F.M.I., où *le système monétaire international a été mis en question*, du P.C. au R.P.R. Pour le P.S., on relira les interventions vigoureuses de J.-P. Chevènement et J.-P. Cot. L'histoire, le fonctionnement du Fonds monétaire international et de « son petit D.T.S. », sont retracés par J. Riboud avec clarté. (N° 897, bimestriel, 17 F. - 17, av. Gourgaud, Paris-17e.)

■ Dans FOREIGN POLICY, Eliot Cohen présente les conclusions d'une étude réalisée à l'université Harvard sur la standardisation des armements au sein de l'OTAN. L'auteur expose les dangers d'une telle solution, pour laquelle le président Carter a opté. A moins qu'elle ne se réalise exclusivement avec du matériel américain... ? Au même sommaire : des articles sur le rôle des Cubains en Angola, le « pragmatisme » chinois, les livraisons militaires au chah, etc. (N° 31, été 1978, trimestriel, 3 dollars. - 11, Dupont Circle, N.W., Washington, D.C. 20036.)

■ FOREIGN AFFAIRS donne la parole à M. Michael Blumenthal, secrétaire américain au Trésor, qui expose ses vues personnelles sur la crise économique. D'autre part, le Proche-Orient figure en bonne place dans ce numéro avec des articles de M. Hassanein Heikal sur la politique étrangère de l'Egypte et de Walid Khalidi, universitaire palestinien, qui analyse ce que devrait être, à son avis, un Etat palestinien. (Vol. 56, n° 4, juillet, trimestriel, 3 dollars. - 58 East 68th Street, New-York, N.Y. 10021.)

■ Un numéro spécial d'*ALTRAFRICA*, revue de recherche et de documentation sur l'Afrique, consacré à la « Déstabilisation internationale et procès révolutionnaire dans la Corne de l'Afrique » où l'Ethiopie et la Somalie tiennent une bonne place. (N° 6, juillet, trimestriel, *1 500 lires. - Via Ferrucio, 44, 00185 Rome.)*

■ Publiée à Londres, la revue en langue anglaise REVIEW OF AFRICAN POLITICAL ECONOMY a centré son dernier numéro sur les problèmes de l'Afrique australe. En marge des négociations en cours en Namibie en vue de l'indépendance, Duncan Innes analyse les effets de l'impérialisme dans ce territoire et la réponse des populations locales. Au sommaire également : des études sur « la Zambie et la détente », les « relations de production au Swaziland », etc. (N° 9, mai-août, trois numéros par an, 1,20 livre *sterling. - C/o Onyx Presse, 27 Clerkenwell Close, Londres ECIR OAT.)*

■ L'AFRIQUE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE s'ouvre par une intéressante étude de Guy Daninos sur la littérature orale en Afrique noire, particulièrement au Congo : ses « œuvres », son caractère, sa part fondamentale dans la culture noire. (N° 48, trimestriel, 20 F. - 32, rue de l'Echiquier, Paris-10e.)

■ Au terme d'un bilan des tentatives de règlement de paix au Proche-Orient depuis l'initiative du président Sadate en novembre dernier, dans la revue DEFENSE NATIONALE Pierre Rondot conclut à l'inanité de toute démarche en ce sens qui ne tienne pas compte du fait palestinien. (Trente-quatrième année, août-septembre, mensuel, 15 F. - 1, place Joffre, 75700 Paris.)

■ La revue américaine MERIP REPORTS s'interroge sur les fondements et les perspectives de la *réforme* agraire en Algérie. Poursuivant ses analyses des luttes dans le monde arabe, elle traite aussi du soulèvement ouvrier en Tunisie et de la lutte de libération au Dhofar. On y trouvera également une étude critique du rapport sur les droits de l'homme en Tunisie et au Maroc préparé par le département d'Etat américain. (N° 67, 1,25 dollar. - Merip, POB 3122, Columbia Heights Station, Washington, D.C. 20010.)

■ Dans les ETUDES, F. Haddad-Chomak, enseignante à la faculté de lettres et sciences humaines de Tunis, témoigne sur la tradition si essentielle pour l'islam ; même au sein de la culture moderne, elle demeure vivante, c'est-à-dire non pas maintenue en état de survie, mais porteuse de vie. Mais à certaines conditions. Le témoignage est sans doute d'autant plus significatif qu'il émane d'une femme. Dans le même numéro, Marianne *Cornevin dénonce « les impostures* de l'apartheid » : non point séparation, partage, mais dépossession et asservissement. (Août-septembre, mensuel, 13 F. - 15, rue Monsieur, Paris-7e.)

■ IBLA, revue de l'Institut des belles-lettres arabes, célèbre son quarantième anniversaire : le petit *fascicule* polycopié de cinquante-six pages est devenu une importante revue de deux cents pages. Vouée à la connaissance de la Tunisie et de sa culture, Ibla, grâce aux Tunisiens qui n'ont jamais manqué à ses sommaires, a pu demeurer, à travers les événements, fidèle à ses débuts, et — privilège rare — cette fidélité a été incarnée par le même directeur, André Demeerseman. Celui-ci propose sa réflexion sur le thème « Orient-Occident ». Entre autres études, celles sur la musique arabe et sur la langue arabe. (N° 140, trimestriel, 1,5 dinar. - 12, rue Jamaa-El-Haoua, Tunis.)

■ Succédant à COUNTERSPY, contraint de cesser sa parution, COVERTACTION INFORMATION BULLETIN, animé par Philip Agee et d'autres « anciens » de Counterspy, lance son premier numéro. Outre un extrait du nouveau livre de Ph. Agee, on relève au sommaire une description d'une opération menée par la C.I.A. à la Jamaïque dans le cadre d'une entreprise visant à déstabiliser le régime du premier ministre Manley. (N° 1, juillet, gratuit. - P.O. Box 50272, F. Street Station, Washington, D.C. 20004.)

■ HAITI REPORT, journal militant des « Amis d'Haïti », revient sur les émeutes de la faim qui se sont produites en décembre dernier à Haïti pour en donner une explication allant bien au-delà des interprétations qui en furent proposées dans la presse de l'île ou des Etats-Unis. (N° 9, été 1978, trimestriel, abonnement : 5 dollars. - The Friends of Haiti, P.O. Box 348, New City, N.Y., 10956, 914 425-065, Etats-Unis.)

■ La totalité de la dernière livraison de POLITIQUE AUJOURD'HUI est consacrée au « Québec de l'indépendance au socialisme » : le propos est de montrer le développement d'un mouvement socialiste lié à la libération nationale du Québec, mais l'ensemble constitue un dossier complet sur la politique intérieure, internationale, syndicale, etc., de la province. (N°s 7-8, six numéros par an, 28 F. - 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris.)

■ *Dans LES TEMPS MODERNES, José* Gil, Rinatu Coti, Lucia Desideri et Charles Santoni parlent de l'identité culturelle de la Corse, face, bien sûr, à l' « autre » culture qui tente de s'imposer mais n'est, là-bas, qu'un phénomène « artificiel », « procédant d'un synchrétisme étatique ». (Août-septembre, mensuel, 25 F. - 26, rue de Condé, Paris-6e.)

■ Sous le titre « Perceptions de l'interdépendance mondiale », la REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES SOCIALES offre un kaléidoscope assez riche de la pensée actuelle sur certains problèmes déterminant les relations entre les nations. Robert Triffin, notamment, parle de l'ordre monétaire ; Jan Tinbergen, des différentes formes de coopération internationale. Une étude se distingue de l'ensemble, celle de Bernadette Madeuf et Charles-Albert Michalet, qui tentent de cerner une « nouvelle approche de l'économie internationale » où les firmes transnationales jouent un rôle dominant, certes, mais non exclusif. (Vol. XXX, 1978, n° 2, trimestriel, 23 F. - UNESCO, 7, place de Fontenoy, 75700 Paris.)

■ *DEVELOPMENT DIALOGUE* poursuit sa réflexion et ses recherches pour un « autre » développement. Cette fois, ce sont les problèmes de santé qui constituent le thème de sa démonstration. Avec une mise en garde implicite contre le modèle américain : John L. McKnight, universitaire américain, y décrit en effet certains inconvénients du système médical aux Etats-Unis, fondé sur l'abus des médicaments et une mauvaise *hygiène* liée au mode de vie. (1978 : 1, deux numéros par an. - Fondation *Dag Hammarskjoeld*, Ovre Slottsgatan, 752 20 Uppsala, Suède.)

■ Dans la revue PROJET, Paul Laurent analyse le phénomène de l'industrialisation *du tiers-monde* et *de la concurrence* qu'elle représente pour les pays occidentaux. Trois articles, d'autre part, traitent du Japon dans la crise : relations économiques, aménagement du territoire et dilemmes énergétiques. (N° 127, juillet-août, mensuel, 11 F. - CERAS, 14, rue d'Assas, *75006 Paris.)*

■ Qu'est-ce que les autonomes ? TRIBUNE ANARCHISTE COMMUNISTE tente de cerner le phénomène. Mais répond, d'emblée, à la question : « A nous de faire que la révolte devienne révolution... Tout le reste n'est que palliatif. » *(N° 25, juillet, 5 F. - 22 bis, rue de la* Réunion, Paris-20e.)

■ « Jamais l'espace de l'autonomie n'a été aussi grand », estime quant à lui le périodique CAMARADE, qui annonce une « sérieuse autocritique » des autonomes et... la cessation de sa parution. Un intéressant dossier à signaler dans le dernier numéro sur le travail précaire. (N°s 7-8, printemps-été, 10 F. - 3, rue du Buisson-St-Louis, Paris-10e.)

■ PROBLEMES ECONOMIQUES a consacré une livraison aux problèmes du travail. A signaler notamment : une étude de Pierre Dubois, reprise de la revue SOCIOLOGIE DU TRAVAIL, sur les rapports pouvant être établis entre le choix des techniques dans l'atelier et la division des travailleurs. (N° 1584, 2 août, hebdomadaire, 4 F. - La Documentation française, 31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07.)

■ *LA REVUE FRANÇAISE DES AFFAIRES SOCIALES*, publiée sous l'égide du ministère du travail et de la participation, traite dans son dernier numéro des « migrations externes » : il s'agit d'analyser différents aspects du fait migratoire qui, précise la revue, ne se limite pas aux mouvements de travailleurs immigrés. (*Trente-deuxième année*, avril-juin, 22 F. - Mise en vente à la Documentation française, 31, quai Voltaire, Paris-7e.)

■ AFFARI ESTERI, revue italienne trimestrielle, consacre une bonne partie de son dernier numéro au thème « Terrorisme et information », avec la collaboration de plusieurs personnalités officielles, ou proches des milieux officiels, d'Italie, de Grande-Bretagne, d'Allemagne de l'Ouest, d'Espagne, du Japon, etc. (Dixième année, n° 39, trimestriel, 3 000 lires. - 24, via Monte Zebio, 00195 Roma.)

■ L'ARCHE remet en mémoire une histoire oubliée : celle de l'Interpol pendant la guerre. Les nazis s'adjugèrent une bonne place dans l'organisation internationale de police, qui continua à fonctionner. Le chef du F.B.I. garda le contact avec eux jusqu'à la veille de Pearl-Harbour. L'ARCHE ne manque pas l'occasion de rappeler que c'est dans les bureaux d'Interpol que fut décidée l'extermination massive des juifs. Histoire plus actuelle : la revue évoque l' « odyssée des juifs soviétiques ». (Août, mensuel, 7 F. - 14, rue George-Berger, Paris-17e.)

■ Dans ERRATA, revue de la socialité critique, Arnold Dressler réfléchit au « déclin de l'individu autonome », et Toni Arno s'interroge sur le « terrorisme des mass media comme faire-part de tous les terrorismes ». A propos de la « banalisation de l'érotisme », Emina Cevro-Vukovic constate : « Aujourd'hui, il suffit d'une perversion pour que quelqu'un se sente autorisé à prétendre être le porte-voix de la vérité. » (N°s 14-15, trimestriel, septembre. - Boîte postale 480, 75830 Paris Cedex 17.)

■ Il faut signaler une des plus anciennes revues féministes, JEUNES FEMMES, organe du mouvement du même nom. Le dernier numéro traite du viol ; au sens strict, mais aussi de toutes les formes de violence sexuelle, des coups à l'excision. Un intercalaire de pages rouges constitue un excellent petit précis médical et juridique. Les deux numéros précédents présentaient « des femmes en lutte » : dans les pays en voie de développement ; dans le monde occidental. (N°s 151, mai ; 152, juin ; 153, juillet, quatre numéros par an, 15 F. - 8, villa du Parc Montsouris, Paris-14e.)

■ Un numéro spécial de RAISON PRESENTE : « les matérialismes », de Démocrite à Marx, en passant par Hobbs. Pour celui-ci, un matérialisme dont J. Bernhardt, honnêtement, n'ignore pas les « limites ». (N° 47, 17 F. - 16, rue de l'Ecole-Polytechnique, Paris-5e.)

■ A L'ECOUTE DU MONDE - CHRONIQUE SOCIALE : un numéro spécial sur l'énergie. Quelle énergie ? Et pour quelle société ? Pour quel avenir ? (Numéro spécial, 1, 19 F. - 7, rue du Plat, 69288 Lyon Cedex 01.)

CINÉMA

■ Après une *interruption* de plusieurs années, CINE CUBANO reparaît ; on y lira, entre autres, un entretien avec José Garcia, réalisateur portoricain ; un dossier sur les films « chicanos » et des propos du cinéaste Pedro Rivera sur le cinéma panaméen. (N°s 91-92, trimestriel, été 1978, 0,25 peso. - Calle 23, n° 1155, La Havane.)

■ Le cinéma iranien est étudié par le critique américain Lyle Pearson, dans la dernière livraison de CINEMARABE, où l'on trouvera aussi un entretien avec Dariush Merhjui, chef de file des « nouveaux cinéastes iraniens ». (N° 9, août, bimestriel, 10 F. - 44, rue Vieille-du-Temple, 75004 Paris.)

■ La revue canadienne CINE-TRACTS publie un dossier sur le documentariste hollandais Johan Van Der Keuken, un entretien avec Jean-Louis Comolli et d'intéressantes réflexions théoriques de *Stephen Heath et Saul Landau. (Vol. I,* n° 4, été 1978, 2,50 dollars canadiens. - 4227, Esplanade Avenue - Montréal, Québec, Canada H2W 1T1.)

■ Carlos Alvarez, cinéaste colombien, réfléchit, dans CUADRO, à la possibilité d'un cinéma « alternatif », tandis que *l'écrivain Mario Vargas-Llosa évoque* l'œuvre de José Luis Borau, réalisateur espagnol, auteur de Furtivos. (N° 5, été 1978, trimestriel (prix non indiqué). - Apartado Aereo 4809, Médellin, Colombie.)

■ Wassila Tamzali analyse, dans LES DEUX ECRANS, le film féministe algérien « *Nouba des Femmes du Mont Chenoua* », d'Assia Djébar. On lira aussi avec intérêt des « réflexions sur le documentaire » de Jean-Pierre Lledo. (N° 5, août, mensuel, 5 dinars. - 7, Bd Khémisti, Alger.)

■ Roland Barthes, Jean Baudrillard et Marc Ferro s'expriment sur la « représentation de l'histoire » dans un numéro spécial que LA MIRADA consacre à cette question. Un dossier sur le cinéaste Raul Ruiz complète le sommaire. (N° 3, août, mensuel, 175 pesetas. - Industria 218, 3a, 2a, Barcelone.)

■ Poursuivant sa réflexion sur « cinéma/propagande », LA REVUE DU CINEMA fait une analyse des films publicitaires et propose plusieurs tableaux de données chiffrées à leur sujet. (N° 330, juillet-août, 8 F. - 3, rue Récamier, 75341 Paris Cedex 07.)

■ Le genre « burlesque » et le cinéma « fantastique » sont étudiés dans la dernière livraison de POSITIF qui commente, en outre, tous les films du Festival de Cannes. (N°s 208-209, juillet-août 1978, 20 F. - 19, rue Turgot, 75009 Paris.)

■ TRENTE JOURS D'EUROPE a publié un dossier, élaboré par Claude Degand, sur « la crise du cinéma européen ». (N°s 240-241, juillet-août, mensuel, 3,50 F. - 61, rue des Belles-Feuilles, 75016 Paris.)

■ TELEQUAL, bulletin de réflexions sur les mass media, propose sous le titre « l'éclat des chandelles » une analyse du phénomène des radios libres et des télévisions privées. Les cas de l'Angleterre, de l'Italie et de la Yougoslavie y sont particulièrement traités. (N° 3, été 1978, mensuel (prix non indiqué). - 4, rue de Savoie, 75006 Paris.)

les livres du mois

VERCORS ET LE SENS DE L'HISTOIRE

Par YVES FLORENNE

MAIS d'abord, quel sens a, au juste, ce fameux sens de l'histoire ? A entendre ceux qui en parlent, il est clair qu'ils l'entendent, eux, les uns au sens de signification, les autres au sens de direction. On dira que si l'histoire a vraiment une signification, c'est qu'elle va quelque part. Mais où ? Et par quelles voies ? La foi dans le progrès, échaudée par le scientisme, est devenue une « science » qui décrit l'inéluctable et infaillible trajectoire, tous les autres sens étant des contresens, en attendant d'être des sens interdits quand le « bon » sens, devenu obligatoire, est au pouvoir.

Pour des esprits plus critiques, moins dogmatiques, le sens de l'histoire, à commencer par savoir si elle *en a un, est une question embarrassante et incertaine.* C'est pourquoi Vercors, au terme d'une longue interrogation, ne peut que répondre : « Oui et non. » Réponse de Normand et de Gascon : celle — en un certain... sens — d'Alain et de Montaigne. Elle tient simplement à ce que Baudelaire, lui, appelle la « double postulation simultanée *» qui est dans l'homme : cette coexistence,* nullement pacifique, que Vercors remet en scène, de l'ange et de la bête.

En outre, si le sens de l'histoire est déjà ambigu, la notion d'histoire ne l'est pas moins. Malédiction divine (pour Bossuet), ou déterminisme, également extérieurs à l'homme. Alors qu'elle est, en réalité, l'aventure humaine, telle que — heur et malheur — les hommes la font. Elle est enfin — on serait tenté de dire : *surtout* — l'Histoire écrite de cette histoire vécue. Vercors rappelle le mot de Valéry : « une foutaise ». Mais ce n'est pas l'histoire des hommes qu'il visait, c'est l'histoire des historiens.

CE que Vercors a tenté, c'est une synthèse de cette histoire, de ces histoires. Dessein à la Toynbee, mais beaucoup plus synthétique ; façon, plutôt, de regarder de haut et d'ensemble dans le raccourci le plus court, afin d'y voir clair. Ce qui nous vaut une grande vision des commencements de l'homme, de ses tâtonnements, de ce lent dégagement des boues et des brumes de la genèse, d'où va se dégager du même coup une histoire purement naturelle. Vercors est notre Lucrèce : sa philosophie de l'histoire nourrit un enthousiasme à la fois épique et scientifique, où l'on sent toujours une fascination pleine d'interrogation passionnée pour ces confins mystérieusement engloutis où l'homme est déjà l'homme, et ne l'est pas encore.

De cette solitude à *demi-animale* émergeant à peine des ténèbres, jusqu'à Sumer et l'Egypte, le « sens » est déjà éclatant et va culminer sur l'Acropole. On regrette un peu que dans ce tableau, nécessairement très large, des civilisations, à peine une allusion soit faite à la plus humaine et la plus libre de tout le monde ancien : la celtique. Ce qui lui valut sans doute, comme plus tard à l'occitane, son écrasement. Et cela ne prédispose guère à l'optimisme.

J'aime que Vercors parle de la « nuit romaine » pour désigner une entreprise de force, d'asservissement et de régression profonde de l'esprit, que l'histoire des historiens n'a cessé d'idôlatrer depuis vingt siècles. Mais j'aime moins sa « nuit médiévale ». Le socialiste Péguy n'aurait pas manqué de furieusement renâcler. Drôle de nuit, celle que transperce la flèche de Chartres. Celle où des hommes (des Celtes, justement) produisent le « miracle » gothique qui n'a eu et n'aura d'égal que le grec. Une « nuit » où régnait, si elle gouvernait peu, une certaine loi d'amour. Bien entendu, ces « nocturnes » ne la violaient pas moins que nous, encore qu'avec plus de conscience ou de tremblement, mais du moins, eux, ils y croyaient. Vercors ne voit que ce que la raison scientifique eut à souffrir. Il est vrai qu'un esprit d'aujourd'hui doit faire effort pour s'éloigner assez de lui-même, afin de saisir cet étranger, là-bas : ce sont presque deux sortes d'homme, tant leur but et leur foi sont sans commune mesure, sinon en ce qu'ils mettent également tout en œuvre et y subordonnent tout, l'un, pour aller au ciel, l'autre pour aller dans la Lune.

PASSONS les siècles, en les interrogeant. Et nous arrivons au terme provisoire, qui répond par une belle, longue vibration de confiance et d'espérance, non certes dénuées d'inquiétude, à l'épopée des commencements : le pas de géant accompli en un seul siècle dans la marche en avant nous assure — sauf catastrophe, si l' « ange » ne conjure pas la « bête » — de parvenir à la fin du savoir, qui nous livrera la clef d'un univers dont nous savons, depuis Einstein, qu'il est lui-même fini. Alors d'interrogation en *réponse*, passant outre à tous les comment (tenus jusqu'ici pour seuls scientifiques), l'homme découvrira le pourquoi, — « vers le centre invisible de l'immense labyrinthe où l'ultime secret se cache ». Et puis, après ?

Mais la question du sens a-t-elle elle-même un *sens ? Puisque la vie est un avatar hasardeux de la* matière et l'homme le produit étonnant d'autres mutations, d'autres hasards ; puisqu'il n'a été ni conçu, ni voulu, ni pensé, et que, du reste, *il* n'y a pas de finalité, son apparition et son histoire ne sauraient avoir aucun sens : aucune signification. Reste l'autre sens de *« sens » : cette direction, cette longue marche,* ce ressort indéfiniment tendu par l'homme lui-même et qui, avec des hauts sublimes et de terribles bas, doit le conduire — sauf accident de parcours, cette fois définitif — à la pleine possession et maîtrise de sa nature et de son destin, de toute chose et de toute connaissance. Une connaissance *totale* et parfaite, au bout de laquelle il aura trouvé ce qu'il avait toujours su : que d'avoir été « jeté » sur terre n'a, et ne peut avoir, aucune espèce de sens. Cette histoire est devenue — enfin — le contraire d'une histoire de fou, « pleine de bruit et de fureur » (Macbeth vaincu ne pouvait être très optimiste), elle n'en « signifie » pas moins « rien ». A moins que...

Car cette pensée du secret inouï à découvrir, après que toutes les portes, une à une, auront été ouvertes, dans la dernière chambre du labyrinthe ou du château intérieur, est une très vieille pensée mystique. Il est vrai que Vercors est un mystique : de la raison, et de son fruit, la science expérimentale.

Mais quoi ! Peu importerait, après tout, que l'histoire n'ait pas d'autre sens, si elle savait avoir celui de la vie. Car la vie, elle, en a un, qu'elle porte *en soi et qui se suffit : pour tout être vivant, ce prodige* exaltant d'être vivant.

* *Sens et non-sens de l'histoire*, éditions Galilée, Paris, 1978, 198 pages, 49 F.

RELATIONS NORD-SUD

L'impérialisme français : un impérialisme à part entière ?

QUAND on parle de l'impérialisme d'un pays, c'est le plus souvent pour décrire ses conséquences négatives sur les pays dominés. Il est beaucoup plus rare de voir étudié ce que rapporte l'impérialisme et le rôle « positif » qu'il joue pour le pays dominant. Pourtant, seul ce type de réflexion permettrait de faire le lien entre les luttes du tiers-monde et les luttes des travailleurs à l'intérieur des pays impérialistes. En France, ce lien fait cruellement défaut à la plupart des analyses de gauche et conduit à des représentations schématiques, soit des retombées de l'exploitation du tiers-monde dont profiteraient les travailleurs français, soit de la concurrence déloyale du tiers-monde aboutissant à priver les travailleurs français de leur emploi. Il faut donc souligner la parution du dossier réalisé sur le thème de l'impérialisme français par le Centre d'études anti-impérialistes (1).

L'objet de ce livre est de montrer que, si la place de l'impérialisme français dans le système capitaliste mondial a considérablement évolué depuis la décolonisation et la fin de la guerre d'Algérie, il n'en reste pas moins un impérialisme « à part entière », instrument indispensable à la bourgeoisie française pour perpétuer sa domination de classe, même si sa soumission croissante à l'impérialisme américain l'a contraint à limiter ses prétentions. On y trouvera une information précise et de source récente sur un ensemble de manifestations concrètes de l'impérialisme français, trop souvent considérées isolément : investissement français à l'étranger, colonialisme direct dans les DOM-TOM, néo-colonialisme en Afrique, interventions militaires et ventes d'armes, mais aussi « coopération » (économique, culturelle et militaire), dont les mécanismes complexes sont étudiés de manière détaillée. Le long chapitre introductif, intitulé « Histoire et caractéristiques de l'impérialisme français », *est, en revanche, de nature plus théorique.*

Les traits principaux de l'impérialisme français (expansion coloniale tardive et dont les phases actives suivent régulièrement les défaites militaires ou économiques de la France sur le continent, rôle prépondérant de l'Etat, importance prédominante des militaires et des fonctionnaires dans la société coloniale) le font apparaître, dès l'origine, comme un impérialisme secondaire par rapport à la Grande-Bretagne, puis aux Etats-Unis. Mais la défaite de 1940 va donner lieu à un avatar particulier. Les éléments de la bourgeoisie française qui avaient joué la carte de l'alliance avec le fascisme et le nazisme « ont certes écrasé les espérances — ou les illusions — nées de 1936, mais ils se sont écrasés avec elles. Désormais, le capitalisme français ne cessera plus d'être l'auxiliaire d'une puissance étrangère. Il vivra des miettes de la machine de guerre allemande avant de tomber sous la domination américaine ». *Toute la politique du gaullisme sera de masquer cette réalité par des artifices,* « quelquefois brillants », *de propagande et de diplomatie, dans lesquels les possessions de la France outre-mer vont jouer un rôle capital.*

LA page de cet épisode est tournée aujourd'hui, et l'impérialisme français a perdu aussi bien l'apparence que la réalité de l'autonomie. La venue au pouvoir de M. Giscard d'Estaing correspond à l'acceptation de cette dépendance. Mais, bien que le rôle de la France dans sa zone traditionnelle d'influence soit d'y faire régner l'ordre néo-colonial pour le compte de l'ensemble des puissances impérialistes, il n'est pas négligeable, pour la bourgeoisie française, de disposer de cette zone d'influence. Elément important dans le rapport de forces politico-militaires inter-impérialiste, cette zone procure des avantages commerciaux (et, à un moindre degré, industriels) à bon nombre de firmes françaises et alimente, en outre, l'industrie française d'armements, ce qui permet à la France de se maintenir au rang des principaux « marchands de canons » du monde occidental.

Ce livre est la première étape d'un travail de longue haleine, dont il faut souhaiter qu'il puisse se poursuivre, car une meilleure connaissance de l'impérialisme français permettrait sans doute d'éclairer de manière significative certains problèmes actuels. On aimerait savoir, par exemple, ce que l'industrie textile en France doit encore aux liens privilégiés de la France avec ses anciennes colonies d'Afrique.

FREDERIC LANGER.

(1) CEDETIM, *l'Impérialisme français*, Maspero, Paris, 1978, 190 pages, 35 F.

EUROPE

VISAGES DE LA BULGARIE. — Sous la direction de Georges-Albert Astre

★ Seghers, Paris, 1978, 286 pages, 38 F.

Un taux d'expansion de *10 %*. Une industrie — métallurgie, machines-outils, pétroliers géants — en pleine expansion. Une campagne couverte de complexes agro-industriels. Une population qui se porte bien (espérance de vie : soixante et onze ans) et se cultive : elle vient au troisième rang, après l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, quant au nombre d'étudiants. La Bulgarie qu'on nous décrit ici semble un pays idyllique. Comme tout pays (ou presque), comparé à ce qu'il était cinquante ans auparavant. Si instructif soit cet ouvrage quand il retrace l'histoire des « *Bougres* » depuis le quinzième siècle, présente écrivains et artistes, étudie langue et religion (c'est de Sophia que partirent les moines Cyril et Méthode, qui donnèrent aux Slaves leur alphabet) — il n'en laisse pas moins une impression pénible par ses silences et ses excès. Ses silences ? Il ne dit mot des difficultés économiques, des obstacles (parti unique, bureaucratie) à l'exercice de la démocratie, de la répression qu'ont subie des intellectuels. Ses excès ? Les Bulgares, affirme-t-on, sont « *un peuple heureux* », c'est au « *grand frère* » soviétique qu'il doit ce bonheur. Peut-être. Mais bonheur sans nuages ?

M. T. M.

ANNUAIRE EUROPEEN, volume XXII, 1974

★ Martinus Nijhoff, La Haye, 1976, 836 pages.

Publié sous les auspices du Conseil de l'Europe dans une édition bilingue (français, anglais), ce vingt-deuxième volume de l'annuaire européen se veut *instrument d'étude des organisations* internationales européennes et de leurs travaux. L'étudiant, le spécialiste et le chercheur y trouveront une série d'articles sur la coopération politique européenne, les perspectives énergétiques à moyen terme, les caractéristiques nouvelles de *l'inflation, dix ans d'application de la* charte sociale européenne et la sécurité de la navigation aérienne (EUROCONTROL). Six cents pages sont ensuite consacrées à l'activité en 1974 de quinze organisations européennes, de la Commission centrale pour la navigation du Rhin aux Communautés européennes, de l'O.C.D.E. au Conseil nordique, en passant par le Conseil de l'Europe et la conférence européenne des administrations des postes et télécommunications. On trouvera également dans ce volumineux ouvrage une liste récapitulative des articles publiés depuis le premier volume de l'Annuaire il y a plus de vingt ans, ainsi qu'une partie bibliographique énumérant les livres et les articles sur la coopération européenne publiés en 1974.

C. T.

MICHAEL COLLINS, LA NAISSANCE DE L'IRA. — Pierre Joannon.

★ La Table Ronde, Paris, 1978, 298 pages, 49 F.

En août 1922, Mick Collins tombait sous les balles de ses anciens compagnons de l'IRA ; mais il était surtout victime d'une politique de compromis avec les Britanniques qui, en provoquant le découpage de l'Irlande, allaient y faire éclater *la* guerre civile. Avec cette biographie, à la lisière du roman historique, Pierre Joannon, déjà auteur d'une *Histoire de l'Irlande*, retrace, de façon colorée et dense, ces tragiques heures de la guerre d'indépendance qui, au début des années 20, sut retenir l'attention soutenue de l'opinion publique internationale.

Une ambiguïté demeure cependant. Cette page d'histoire semble trop souvent réduite à l'action des chefs militaires — Collins était un remarquable organisateur capable de démanteler les services secrets britanniques en Irlande — et les conflits qui opposaient les dirigeants séparatistes entre eux font figure de querelles de personnes. Or il ne fait plus de doute, aujourd'hui, que l'IRA, pendant la guerre civile, entraînait derrière *elle les couches populaires, tandis que le* nouvel « Etat libre » que soutenait Collins, armé et conseillé par la Grande-Bretagne, son « ennemie de la veille », rassemblait, entre autres, les secteurs les plus aisés et les plus anglophiles de la société irlandaise. Mais, dans *Michael Collins, la naissance de l'IRA*, le soubassement social et économique de la guerre civile, qui a présidé à l'évolution des *dirigeants* républicains — dont Collins — n'est qu'effleuré. C'est pourtant ce qui a *accéléré la* politique de « partition » de l'Irlande par Londres, à *l'origine du* conflit qui, *aujourd'hui* encore, ébranle l'Irlande.

R. F.

LA TCHECOSLOVAQUIE. — Jean Bérenger

★ PUF, Paris, coll. « Que sais-je ? », *1978, 128* pages, *9,60 F.*

Avec Jean Bérenger, professeur à l'université de Rennes, la collection « Que *sais-je ?* » ajoute un pays à *ses* monographies nationales : la Tchécoslovaquie. Géographie, société féodale, révolution hussite, fin de l'indépendance de la Bohême. Et puis l'époque contemporaine, la résurrection de 1918, Munich, les deux « coups de Prague », la « normalisation ». Livre pour un anniversaire.

Y. F.

ÉCONOMIE

TRAVAIL ET PRODUCTION. — Christian Palloix

★ Maspero, Paris, 1978, 134 pages, 14 F.

Pendant longtemps, le capitalisme s'est développé sans assurer lui-même la reproduction de la force de travail qu'il exploitait. Tout au long du dix-neuvième siècle, en Angleterre et en France par exemple, le faible niveau de la consom*mation ouvrière était assuré directement* par l'agriculture, qui échappait elle-même, pour l'essentiel, au mode de production capitaliste. A la fin du dix-neuvième siècle, aux Etats-Unis, avec l'arrivée massive d'immigrants coupés de leur base rurale et confrontés directement au machinisme dans des structures urbaines construites à partir de rien, se produisit la « conjoncture historique » qui rendit nécessaire et permit l'intégration de la reproduction de la force de travail par le système. C'est le développement de la plus-value relative, dont les formes les plus connues sont le taylorisme et le fordisme, qui repose sur l'idée de faire consommer aux travailleurs des produits industriels, ce qui permet de contrôler le niveau des salaires, et ce qui offre des débouchés à la production.

L'idée de l'extériorité/intériorité de la force de travail par rapport au mode de production capitaliste est centrale dans cet ouvrage, parce qu'elle est nouvelle dans la pensée de Palloix, et que celui-ci s'emploie à la situer dans ses recherches *précédentes et à en tirer parti. Il en* découle, en effet, une plus grande importance attachée à la « section » des biens de consommation, par rapport à la section des biens de production qui, jusqu'à présent, avait retenu l'attention de l'auteur. Ch. Palloix en tire notamment *une nouvelle esquisse de la division* internationale du travail en trois grands « espaces » : espace des formations sociales hégémoniques (Etats-Unis, R.F.A., Japon) qui commandent et contrôlent la reproduction du procès de travail industriel au niveau international ; *espace d' « intermédiation » dans* cette reproduction ; espace des pays sous-développés qui subissent l'extension du procès de travail.

Ce petit livre est tiré de textes écrits pour des conférences et des séminaires donnés par l'auteur à l'université de Mexico en juillet-août *1977*. La lecture de *la Jungle*, d'Upton Sinclair, a inspiré à Ch. Palloix des pages passionnantes et stimulantes pour l'esprit.

F. L.

L'OCCIDENT EN DESARROI. — Turbulences d'une économie prospère. — E. Claassen, P. Salin et al.

★ Dunod, Paris, 1978, 240 pages, 49 F.

L'OCCIDENT EN DESARROI. — Ruptures d'un système économique. — X. Greffe, J.-L. Reiffers et al.

★ Dunod, Paris, 1978, 288 pages, 49 F.

Le premier ouvrage, sous le titre : *Ruptures d'un système économique*, a été rédigé à partir d'articles parus dans des revues et des journaux par des économistes, français et américains, dont l'opinion commune est que *le « système »* économique occidental est *« en bonne santé »* et que *« les économistes ont beaucoup de choses à dire »*. On y retrouve des contributions de Milton Friedman, H.-G. Johnson, feu Jacques Rueff, Alain Wolfelsperger, pour ne citer que les plumes les plus célèbres.

Pour ces auteurs, il n'y a pas aujourd'hui « crise » d'un système, mais conjonction de crises ou plutôt de turbulences particulières (chômage, inflation, dérèglement monétaire international et en particulier européen, hausse du pétrole...), qui sont autant de difficultés de parcours que l'économie de marché est apte à surmonter si des politiques appropriées sont mises en œuvre. La polémique, présente tout au long du livre, vise en particulier les analyses *de la crise présentées par les* économistes de gauche, dans un ouvrage parallèle, publié dans la même collection.

Ce dossier réunit des textes d'économistes français, marxistes partageant un certain nombre d'idées à propos de la situation économique actuelle : en premier lieu, la crise d'aujourd'hui est fondamentale, c'est-à-dire que la totalité de la société est en voie de bouleversement ; en second lieu, cette crise est autant une remise en ordre du capitalisme par lui-même que la manifestation d'un dérèglement des mécanismes de ce même capitalisme ; enfin, les « sorties de crise » proposées et même engagées ici ou là par les gouvernements en place par recours à une injection de libéralisme dans l'économie ne changeront rien à la nature des antagonismes sociaux et des déséquilibres actuels tout en imposant des sacrifices aux travailleurs. Le chapitre consacré au concept de crise et à ses interprétations rassemble des contributions de P. Dockès, B. Rosier, J. Attali, M. Aglietta, J.-H. Lorenzi, A. Granou ; la dimension internationale est traitée par G. Destanne de Bernis, J.-M. Chevalier, C. Palloix et S. Amin ; la dimension sociale par X. Greffe, S. Marglin, et J.-P. de Gaudemar ; enfin *les politiques de sortie* de crise et les régulations sont analysées par J.-L. Reiffers, J. Delors, C. Goux et J. Matouk.

On peut regretter que l'effort d'intégration de facteurs extra-économiques dans l'analyse, qui est un des aspects intéressants *de* ce *livre*, n'ait pas fait l'objet d'une certaine harmonisation méthodologique, qui aurait donné plus de clarté à la définition des nouveaux « acteurs » et des nouveaux « enjeux » de la crise.

F. L.

ASIE

EAST TIMOR, NATIONALISM AND COLONIALISM. — Jill Jolliffe

★ University of Queensland Press, Australie, 1978, 362 pages.

L'Australie est le pays qui s'est le plus senti concerné par la lutte pour l'indépendance du mouvement nationaliste de Timor-Orientale, ex-colonie portugaise. Australienne, Jill Jolliffe, à la fois journaliste (elle a représenté les agences A.P. et Reuter à Dili en 1975), universitaire, passionnée pour l'épopée du Frétilin, donne la première analyse de fond de ce mouvement, de ses dirigeants, et décrit en détail les mois qui ont précédé l'intervention militaire indonésienne et l'annexion du territoire à l'Indonésie. Parent pauvre du colonialisme de Lisbonne, Timor avait presque été laissée à l'abandon quand la « révolution des œillets » franchit les océans pour bouleverser ce petit coin de terre lusitanienne situé presque aux antipodes.

Lié aux mouvements nationalistes africains (surtout le Frelimo), le Frétilin a tenté de résister aux ambitions de l'Indonésie voisine, qui fut pourtant jadis le champion de l'anticolonialisme ; la disproportion était telle qu'il ne pouvait espérer l'emporter. Tout au moins continue-t-il la lutte, *parvenant* même à tenir tête sans aucun soutien extérieur aux soldats du général Suharto.

P. de B.

DAW SEIN, LES DIX MILLE VIES D'UNE FEMME BIRMANE. — *Claude Delachet-Guillon*

★ Le Seuil, Paris, 1978, 174 pages, 35 F.

Déjà co-auteur de *la Birmanie*, dans la collection « Petite planète », Claude Delachet-Guillon, à travers la vie d'une vieille Birmane de Rangoon, mi-voyante mi-sage-femme, nous fait entrer au cœur de la vie de ce pays. Ayant partagé sa vie des mois, ayant été initiée à ses connaissances, cherchant avant tout à comprendre, à décrire plus qu'à théoriser, *laissant* la parole à la *vieille Daw* Sein, elle nous offre ce qu'il y a de plus précieux pour connaître un peuple sans violer son intimité, c'est-à-dire l'image qu'il se fait de lui-même. Tour à tour poétique et grivoise, dévote et blasée par une longue vie, toujours aussi curieuse, Daw Sein personnifie, en quelque *sorte*, ce peuple birman que l'on connaît si mal, protégé qu'il est du monde extérieur par la bureaucratie militaire au pouvoir depuis plus de quinze ans. Rares sont ceux qui ont pu, comme l'auteur, franchir la limite fatidique de sept jours imposée aux visiteurs *étrangers*, et qui ont su et voulu s'intéresser à un des rares peuples à ne pas avoir subi les effets de l' « occidentalisation » à l'américaine ou à la japonaise en Asie.

P. de B.

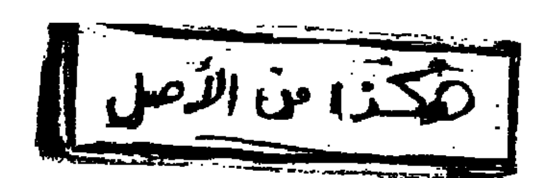
POLITIQUE

HISTOIRE GENERALE DU SOCIALISME. — *Jacques Droz*

★ PUF, Paris, 1978, 712 pages, 220 F.

Le quatrième et dernier volume de l'*Histoire générale du socialisme* couronne le vaste ouvrage entrepris et achevé sous la direction de Jacques Droz. C'est une *somme, et qui demeurera longtemps un* irremplaçable instrument de travail. Ce volume embrasse la période qui commence avec la fin de la guerre et s'étend jusqu'à nos jours. Le dernier chapitre est consacré au gauchisme et accessoirement au féminisme, celui-là ayant servi celui-ci. La conclusion générale due à Jacques Droz *se* ferme sur la formule célèbre : *Socialisme ou barbarie*. Mais dans le long chapitre qu'il consacre au *« socialisme démocratique »*, *il laisse* discrètement entendre qu'il y a beaucoup à faire pour retirer toute vérité à l'autre mot de contestataires — marxistes — de l'Est : socialisme *et* barbarie.

Y. F.



Politique et littérature

La résistance dans le roman italien

Par PIERRE LAROCHE *

EN juillet 1949, dans *Il movimento di liberazione in Italia*, une de ces revues dont la multiplicité et la vie brève témoignent à la fois du foisonnement et des difficultés de la vie culturelle, Italo Calvino écrivait : « *La littérature n'a encore donné aucune œuvre qui représente la Résistance.* » Il voulait parler non de la résistance idéologique au fascisme qui a pu parfois s'exprimer durant le « *ventennio* », de façon généralement très médiatisée, chez des écrivains aussi divers que Silone, Alvaro, Jovine ou Moravia, mais — et c'est ce dont il sera question ici — de la Résistance politique et militaire, de l'insurrection contre les « *nazifascistes* », pour reprendre le mot qui, en Italie, après le 8 septembre 1943, a désigné en bloc les occupants allemands et leurs alliés, les fascistes italiens.

D'autre part, quand Calvino parle d' « *œuvre qui représente la Résistance* », il entend parler d'œuvre « représentative » de ce moment historique ; mais, en 1949, un certain nombre d'œuvres narratives ont déjà paru, inspirées de la vie des partisans. Il faut noter, en revanche, que les écrivains n'apportèrent pas leur contribution spécifique à la Résistance tant qu'elle dura : rien de comparable à ce qu'ont été en France les éditions de Minuit, *les Lettres françaises*, les œuvres de Vercors, Aragon, Eluard, Elsa Triolet, Mauriac, etc., et toute cette activité qu'évoquent Vercors dans *la Bataille du silence* ou, plus récemment, Pierre Seghers dans son beau volume sur *la Résistance et ses poètes*. En Italie, il reste de ce temps des œuvres de tradition orale, les chants de partisans. Encore sont-ils, pour la plupart, la reprise de chants populaires, de chants de la première guerre mondiale, de chants révolutionnaires italiens ou étrangers : parmi les plus célèbres, *Fischia il vento* reprend le motif musical d'une chanson russe, et le fameux *Bella ciao* est une adaptation d'une chanson de « *mondine* » (repiqueuse de riz). Il reste également le souvenir, devenu légende, orale encore, en général, des héros populaires dont parle Pietro Calamandrei dans *Uomini e città della Resistenza*. Il y eut également une sorte de littérature narrative dans les journaux de formations de partisans : le critique Giovanni Falaschi en a montré les limites et l'intérêt. Les limites, ce sont un certain moralisme, une didactique de l'évidence et du manichéisme « *compréhensibles, du reste, vus les temps où ils étaient écrits* », comme l'observe Falaschi. L'intérêt, c'est que ces récits très linéaires sont peut-être à l'origine d'un des premiers filons de la littérature narrative sur la Résistance.

Mais il reste que les écrivains participèrent à la Résistance par leur intervention directement politique et militaire, non par leur activité spécifique, littéraire. Fenoglio l'attestera plus tard dans *la Guerre sur les collines* ; le personnage central de ce roman déclare : « *La plume, je l'ai laissée à la maison, avec la syntaxe et la grammaire. Pendant tout le temps que je serai ici* (au maquis), *je n'ai l'intention de tenir en main qu'un fusil.* » Cette attitude est le verso de celle, décrite dix ans plus tôt par Gramsci, d'intellectuels dont les intérêts et l'activité étaient coupés de la réalité de la vie nationale : au moment de la Résistance, nombre d'entre eux « s'engagèrent », mais manifestèrent, par la mise entre parenthèses de leur fonction d'intellectuels et, singulièrement, de la production littéraire, qu'il s'agissait pour eux de deux domaines qui restaient étrangers. Ce n'est qu'une fois raccrochés les « Sten » et les fusils qu'ils reviendront, changés, à leurs intérêts antérieurs. En Italie, selon l'expression d'Angelo Paoluzzi, il n'y eut donc pas de résistance de la littérature, il y eut une littérature de la Résistance.

Aventures individuelles

DISONS tout de même qu'elle n'est pas née, cette littérature, de façon absolument coupée de la lutte elle-même. Dans ses premières manifestations, elle a souvent un ton de chronique qui la rend proche des récits de combat des journaux des formations de partisans. A vrai dire, ces premiers écrits apparaissent souvent comme le récit d'aventures individuelles. Vittorio Sereni, dans la préface de 1975 à la réédition de *Il campo 29*, de Sergio Antonielli, rappelle : « *Nous croyions tous, en ces années, avoir eu une histoire digne d'être racontée.* » Et Oreste Del Buono, en 1945, dans *Racconto d'inverno*, se demandait « *pourquoi chacun croit son aventure importante, pourquoi chacun veut raconter sa propre aventure* ». Cette histoire digne d'être racontée, ce peut être la retraite de Russie (Mario Rigoni-Stern, *le Sergent dans la neige*, 1953), l'emprisonnement (Antonielli, *Il campo 29*, 1949 ; Guglielmo Petroni, *Il mondo è una prigione*, 1949), les camps de concentration (Oreste Del Buono, *Racconto d'inverno* ; Primo Levi, *J'étais un homme*, 1947).

Ce peut-être aussi la vie de partisan, les coups de main, les courses dans les bois, dans les montagnes. Mais cette thématique différente n'introduit pas nécessairement une différence qualitative par rapport aux autres exemples : le fond commun reste la misère, la douleur, le froid, la faim, la menace de la mort. Ces écrits demeurent plus des souvenirs de guerre que des œuvres modelées par les idées et les espoirs de la Résistance.

On peut en voir un exemple dans un roman de Persio Nesti, *I villaggi bruciano*, non daté mais vraisemblablement publié en 1947, qui raconte les tribulations d'un officier italien surpris en Dalmatie par l'armistice du 8 septembre 1943. Ballotté entre les partisans yougoslaves, les nationalistes croates, les Allemands, sa longue fuite ne lui permet guère une grande constance politique. Cette incohérence n'est cependant pas due au seul hasard mais à une certaine idée de l'aventure qu'il vit. Il la ressent comme une guerre qui met tout le monde, résistants et occupants, dans le même cas : mêmes violences, incendies, exécutions, des hommes de part et d'autre qui vivent individuellement une même aventure, comme le montre, par exemple, la lettre envoyée à un soldat allemand par son jeune fils, lettre trouvée dans la poche de ce soldat après son exécution par les maquisards. Persio Nesti tend donc à effacer le caractère politique de cette guerre, et le récit cruel confine souvent à la gratuité, n'évite pas une *certaine complaisance esthétisante* : villages en flammes dans la nuit, ruines noircies sur les monts de calcaire blanc.

La dimension politique, elle est introduite dans cette littérature, d'un côté par des récits et nouvelles, *généralement* publiés par des quotidiens, et qui n'ont guère laissé de traces : Pavese en 1946, critique leur « *manque de frisson* », leur « *emphase* », leur « *pittoresque facile* », leur « *recours banal au dialecte* », la « *référence à la sainte cause* ». Elle est introduite aussi, et — semble-t-il — avec plus de réussite, par des Mémoires qui développent fréquemment la thématique du héros populaire : *Mes sept fils* (1955) où Alcide Cervi raconte, de façon sobre et tragique, la lutte et la mort de ses fils, *Ponti sull'Arno (1958)* où Oreste Barbieri, visant manifestement à la fois à la simplicité du récit et à l'effet épique, retrace l'aventure du « *Potente* » et de sa brigade qui opérèrent en Toscane jusqu'à la libération de Florence au cours de laquelle meurt le héros, sa chemise rougie de sang hissée comme un drapeau. C'est encore un roman en forme de journal précisément, *Guerriglia nei Castelli romani* (1945) de Pino Levi Cavaglione qui, toujours selon Pavese, est la première œuvre notable issue de la Résistance.

L'ensemble de ces éléments — épopée populaire, rôle du héros, sobriété — converge, pourrait-on dire, sur l'un des grands textes littéraires nés de la Résistance : *Agnès va mourir* (1954) de Renata Vigano. Ici encore, la narration tourne autour d'une paysanne dont la première conscience politique est la confiance qu'elle a dans ses rêves où lui apparaît Palita, son mari, mort en déportation, et la confiance qu'elle a dans les « *compagni* », tous deux qui, de près ou de loin, ont été les camarades de Palita. La clarté politique n'est certes pas pleine et entière : la haine du nazisme se confond avec quelque chose qui est au bord du racisme *(« des voix masculines, détestées, dans le langage dur, presque dépourvu de voyelles, des voix allemandes »)* ; on voit se traduire dans ce roman une tendance largement répandue à identifier résistants et communistes, ce qui ne rend qu'une part de la réalité ; on peut légitimement contester le rôle subalterne où est confinée la femme Agnese : mère tutélaire, cantinière, agent de liaison, jamais à l'initiative. Mais la cause de la Résistance y est clairement indiquée dans les méfaits des fascistes.

Et surtout, avec l'*Agnese*, bien que l'adhésion du peuple soit loin d'y être évidente, on arrive à un point d'équilibre entre l'épopée individuelle et l'action collective : l'épopée d'Agnese, c'est en même temps la vie du groupe de partisans ; l'héroïsme, c'est le courage et aussi la solidarité. Ce lien de l'individu à la collectivité est particulièrement frappant dans l'un des aspects les plus intéressants de cette littérature de la Résistance : le goût du « paysage », la description des lieux de combat, qu'il faut rapporter moins à la convention « littéraire » qu'à l'enracinement dans le sol national qui fonde à la fois la Résistance et cette littérature : c'est dans son attachement à ses marais que fusionnent chez Agnese le sens de classe, même s'il s'exprime de façon fruste, et le sens national, même embryonnaire.

Ce filon de la narration linéaire, proche de la chronique et souvent à forte empreinte autobiographique, Renata Vigano le retrouvera dans un recueil de nouvelles, *Matrimonio in brigata*, paru voilà deux ans, après la mort de l'auteur.

Il est aussi celui de Carlo Cassola qui, avec *la Ragazza* (1960), aborde une question que posera à son tour Fenoglio dans *la Paga del sabato (1969)* : celle de la difficile réinsertion dans la paix de certains partisans. Mario Tobino, avec *Il clandestino* (1962), montre les problèmes rencontrés par de jeunes antifascistes qui veulent constituer une organisation résistante, problèmes liés à leur inexpérience, à la difficulté des rapports avec la population, aux divergences entre divers courants de pensée — monarchiste et marxiste, — aux incompréhensions entre différentes générations d'antifascistes, entre diverses couches sociales. On voit qu'après cette sorte d'aboutissement qu'a été l'*Agnese*, la littérature sur la Résistance devient à la fois moins épique et plus problématique, évolution liée à la crise du néo-réalisme à la fin des années 50.

L'histoire et la « fable »

UNE autre voie s'était ouverte dès 1945 avec *les Hommes et les Autres*. Vittorini avait pris Milan pour lieu de ce roman. Ce n'est pas un choix indifférent : la Résistance qu'il décrit, ce sont les attentats en ville, non les embuscades dans la montagne, ce n'est pas la vie de groupe, c'est la clandestinité et une certaine solitude, nécessaire. A certains égards, c'est une œuvre presque documentaire sur les modalités pratiques d'une opération des GAP (groupes d'action patriotique), sur les représailles, sur les brutalités et les crimes des nazi-fascistes, sur l'usage des « planques », etc. Mais là n'est sans doute pas l'essentiel pour Vittorini : il poursuit avec *les Hommes et les Autres* une réflexion déjà engagée dans *Conversation en Sicile* sur le statut d'homme. Sans douter de la justesse du combat des résistants, il doute qu'il change les rapports entre hommes : « *C'était peut-être là le problème. Qu'on puisse résister comme si on devait résister toujours, comme s'il ne devait jamais y avoir que résistance...* » Vittorini hésite à dire que le fascisme est le fait d'hommes inhumains : « *Je voudrais bien les y voir, Hitler et ses Allemands, si ce qu'ils font, il n'était pas dans l'homme de pouvoir le faire.* » A la fin du roman, l'ouvrier qui voulait « *faire le poids* » renonce à exécuter un Allemand qui est triste et a l'air d'un ouvrier.

Ce roman ambigu est intéressant également par les questions qu'il soulève sur la fonction de l'écrivain : le rapport entre les chapitres proprement narratifs et ceux, imprimés en italique, où Vittorini met en œuvre la réflexion de et sur N 2, le protagoniste, renvoie, *grosso modo*, à la dialectique entre le Résistant et l'Homme, mais aussi entre l'acteur et l'auteur. Il en ressort que l'auteur peut changer le texte, le récit, la *fable (« tu peux empêcher qu'elle ait rencontré cet homme »)*, mais non l'Histoire-Destin (ni N 2 ni son ennemi Chien noir ne peuvent échapper à leur mort). Il y a dans cet aspect de *les Hommes et les Autres* une indication qui permet de comprendre plus profondément l'attitude des écrivains italiens pendant la Résistance.

Calvino, lui, est sans doute un de ceux qui vont le plus loin dans la recherche du rapport de l'écriture à l'histoire, mais il arrive à des résultats différents de ceux de Vittorini. Avec *Il sentiero dei nidi di ragno*, le texte donne à l'histoire une dimension humaine collective à travers la *singularité*. Ce roman eut un certain succès (première édition en 1947, deuxième édition en 1948) et fut accueilli avec enthousiasme par Pavese : « *A vingt-trois ans, Italo Calvino, sait déjà que, pour raconter, il n'est pas nécessaire de « créer des personnages », mais de transformer des faits en mots.* » Pin, le héros de ce roman, est un enfant des bas-fonds, emporté malgré lui dans la Résistance, roublard et sans scrupule et cependant, comme Agnese si on veut, humble, innocent, anonyme. *La différence, c'est que, pour* lui, la Résistance, c'est une aventure merveilleuse où il peut s'épanouir, redevenir enfant. Avec Calvino, la Résistance est un moment de libération individuelle en même temps que *nationale*, et, *du coup*, s'exprime *dans* le texte la diversité de ses protagonistes, leur ancrage dans la réalité populaire — même la moins séduisante — leurs faiblesses intimes dans la mission qu'ils se fixent. La fin du roman à l'humour et l'optimisme des *meilleurs Chaplin : « Et ils continuent à marcher, l'homme puissant et l'enfant, dans la nuit, au milieu des lucioles, en se tenant par la main »*, la guerre quitte le chemin où les araignées referont leur nid « *si on les laisse en paix* ». Dans les autres *récits (1945-1953) inspirés à Calvino* par son expérience de la Résistance et rassemblés dans les *Aventures* (1958), l'aventure individuelle se recompose plus difficilement en cette dimension collective et prend volontiers un tour symbolique de la solitude de l'*homme devant son destin (Andato al comando, Ultimo viene il corvo, Uno dei tre è ancora vivo)*.



(Coll. Cahiers du cinéma)

UNE SCENE DU « CONFORMISTE », FILM TIRE D'UN ROMAN DE MORAVIA
Les rapports entre fascisme et bourgeoisie, vus par le cinéaste Bertolucci.

Enfin Fenoglio vint...

ON peut donc dire sommairement que certains romans témoignent de la Résistance tandis que, dans d'autres, ce contenu nouveau détermine une expression nouvelle. Il faut ajouter que, pour certains intellectuels, la *Résistance n'a été ni une* aventure ni une épopée, mais un drame. C'est à l'évidence le cas pour Pavese qui, dans *la Maison sur la colline*, un récit de 1947-1948 publié dans *Avant que le coq chante* (1949), reprise d'une ébauche de 1944, le *Fugitif*, parue dans les *Racconti* (1960), exprime le refus ou l'impossibilité de l'engagement et l'angoisse née de cette incapacité. De façon différente, on retrouve ici, comme chez Tobino ou Vittorini, l'idée que, la Résistance, ce n'est pas si simple.

C'est *en ce sens que l'on* peut apprécier l'œuvre de Fenoglio comme le bilan et l'aboutissement de la littérature de la Résistance. Bilan critique puisque, en même temps qu'il en reprend les motifs « traditionnels », il les renverse au point que ses premières *publications furent accueillies sans* enthousiasme par la critique antifasciste. La Résistance, chez Fenoglio aussi, c'est le froid et la saleté, la peur et la mort, mais ces conditions n'exaltent pas le héros qui les subit en maugréant. Ce sont des soldats improvisés, mal équipés, mal nourris, des chefs vaniteux, des doctrinaires redoutables, des fuyards quand la défaite s'annonce *(I ventitre giorni della città di Alba*, le premier roman publié par Fenoglio en 1952, commence ainsi : « *Alba, ils furent deux mille à la prendre le 10 octobre et deux cents à la perdre le 2 novembre de l'année 1944.* ») Ce sont de profondes divergences politiques et militaires entre les maquis « *badogliani* » encadrés par des officiers de l'armée régulière et les « *garibaldini* », dirigés par les communistes. Johnny, le protagoniste de *la Guerre sur les collines* (paru en 1965, cinq ans après la mort de l'auteur), a connu les uns et les autres : dans sa recherche des partisans, ce sont d'abord les « *garibaldini* » qu'il rencontre, et, avec eux, il fait ses premières armes. Bien malgré lui, car ils font naître crainte et dégoût au petit-bourgeois qu'il reste. Mais ils lui inspirent une admiration certaine : ils sont les plus présents, les plus visés aussi par les fascistes.

C'est dire que, pour Fenoglio, l'héroïsme dans la Résistance n'est le fait ni de surhommes ni de militants impavides, convaincus et marchant d'un même pas assuré vers des horizons de gloire. Ce qu'ils font est sans lien ni avec le passé ni avec l'avenir : c'est une rupture rendue nécessaire pour fuir la déportation, l'arrestation, pour chasser les occupants. « *A plus tard, les choses d'autrefois, à plus tard !* » écrit-il dans *Una questione privata* (1963). Mais, en même temps, Fenoglio est peut-être le seul à avoir situé ces résistants dans un mouvement national de masse, non seulement par des moments d'action collective comme la libération des prisonniers, au son de l'hymne national, dans *la Guerre sur les collines*, mais plus, peut-être, par les rapports constants de complicité qu'entretiennent les maquisards avec la population des villes et surtout de la montagne. En ramenant les personnages à des dimensions courantes, en mettant en œuvre leurs différences, les textes de Fenoglio affirment le caractère multiple de la Résistance, sa dimension nationale. En Fenoglio, qui, d'une certaine façon, prolonge ses premières recherches, Calvino trouve celui « *qui a réussi à faire le roman que nous avions tous rêvé* ».

Désormais, la Résistance ne semble plus devoir être un thème spécifique pour les écrivains italiens. Intégrée à l'histoire de la nation, elle est présente de façon nouvelle, elle est devenue patrimoine, elle va de soi, dans des textes comme *le Bonheur ou le fils du colonel Illuminati* (1964) ou *Domingo il favoloso* (1975), de Giovanni Arpino, *la Morte del fiume* (1974), de Guglielmo Petroni, *la Storia* (1974), d'Elsa Morante. Elle a aussi (surtout ?) pesé sur la littérature autrement qu'au niveau thématique : dans un approfondissement de la réflexion sur le rôle des intellectuels, de leur rapport à la société.

* Maître assistant à l'université de la Sorbonne nouvelle (Paris-III).

Quelques textes traduits en français

ARPINO (Giovanni). — *Le Bonheur ou le Fils du colonel Illuminati* (L'Ombra delle colline), trad. C. Thompson, Plon, 1967.

CALVINO (Italo). — *Aventures* (Racconti), trad. M. Javion, Seuil, 1964 ; *le Sentier des nids d'araignée*, trad. R. Stragliati, Julliard, 1978.

CASSOLA (Carlo). — *Fausto et Anna*, trad. Ph. Jaccottet, Seuil, 1961 ; *la Ragazza* (la Ragazza di Bube), trad. Ph. Jaccottet, Seuil, 1962.

CERVI (Alcide). — *Mes sept fils*, trad. L. de Villefosse, éd. Français réunis, 1956.

FENOGLIO (Beppe). — *La Guerre sur les collines* (Il Partigiano Johnny), trad. G. De Van, Gallimard, 1973.

PAVESE (Cesare). — *Avant que le coq chante*, trad. N. Frank, Gallimard, 1953 ; *Nuit de fête* (Racconti), trad. P. Laroche, Gallimard, 1972.

VIGANO (Renata). — *Agnès va mourir*, trad. J. et P. Noaro, éd. Français réunis, 1953.

VITTORINI (Elio). — *Les Hommes et les autres* (Uomini e no), trad. M. Arnaud, Gallimard, 1947.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Imprimerie du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IX°


Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 438

L'ASSOCIATION DES NATIONS DE

Une certaine réussite politique qui compense les difficultés de la coopération économique

L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), qui regroupe la Thaïlande, la Malaisie, l'Indonésie, les Philippines et Singapour, soit une population de deux cent trente millions d'habitants, a fêté le 8 août son onzième anniversaire. Longtemps dénoncée comme une organisation inféodée à l' « impérialisme américain » par les propagandes chinoise, vietnamienne et soviétique, elle est aujourd'hui courtisée à la fois par Pékin et par Hanoï. Le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la C.E.E. ont passé des accords de coopération avec elle, et les Etats-Unis s'apprêtent à faire de même. Sur la scène internationale, l'ANASE, qui ne dispose pas d'un pouvoir exécutif, ni même d'une véritable administration autonome, semble avoir été définitivement reconnue.

Un pacte de sécurité contre l'ennemi intérieur

IL y a deux ans, la réunion des chefs d'Etat de l'ANASE à Bali soulignait que la coopération dans le domaine militaire entre pays membres se plaçait en dehors du cadre de l'organisation. On constate maintenant que ce type de coopération progresse plus rapidement que les négociations économiques et commerciales.

Régulièrement, les journaux des cinq capitales font le bilan des exercices et opérations conjoints contre la guérilla communiste sur la frontière malayo-thaïlandaise, en soulignant l'importance des échanges d'expériences militaires entre les états-majors de Kuala-Lumpur et Bangkok. Pour leur part, Djakarta et Kuala-Lumpur collaborent militairement à Sarawak pour faire face à des tentatives d'insurrection. Les autorités indonésiennes et philippines cherchent d'autre part à établir une frontière étanche entre les deux pays afin d'éviter que les révoltes musulmanes ne débordent en Indonésie, le plus grand pays islamique du monde.

L'ANASE n'est pas un pacte militaire : les communiqués publiés à l'issue des rencontres de l'Association le rappellent régulièrement. L'écroulement de la théorie des dominos, l'absence de menace extérieure apparente, les rivalités entre grandes puissances ont eu comme conséquence — presque symbolique — la disparition discrète de l'OTASE en juin 1977. Il semble donc exclu que l'Association devienne un pacte militaire. Mais d'autres impératifs s'imposent aux dirigeants.

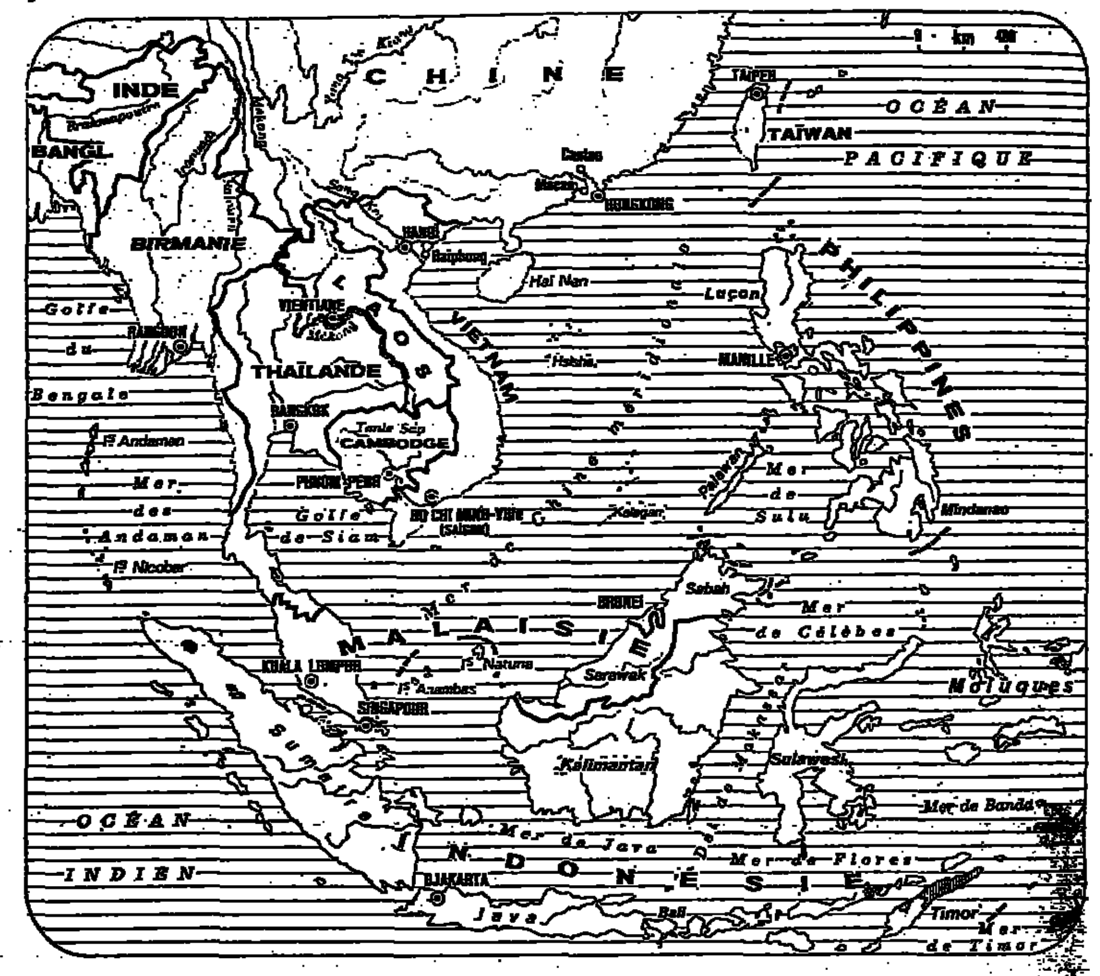
Incertitudes régionales

IPOLEKSOSBUDMIL, cet étrange acronyme indonésien à consonance orwellienne, couvre des préoccupations idéologiques, politiques, économiques, sociales, culturelles, militaires, et se veut concept total de défense nationale et régionale pour faire face aux phénomènes d' « infiltration », de « subversion », ou d' « insurrection » dans les pays membres de l'ANASE. Ce concept a apparemment été adopté par tous, si l'on en juge par les comptes rendus d'opérations militaires et les accords politiques. Même Singapour, qui était jusqu'à présent hostile à des accords d'extradition, aurait donné son consentement pour que les aventuriers de la finance de Djakarta, qui trouvaient traditionnellement hospitalité en ses murs, soient renvoyés en Indonésie. En fait, on peut supposer que ces accords d'extradition joueront sur le plan politique et non dans le domaine du droit commun.

Sur le plan régional, les limites de cette opération politico-militaire et culturelle sont déterminées par des situations complexes et diverses. L'Indonésie, avec une population de cent trente-cinq millions d'habitants, apparaît comme le géant de l'Association. Mais il s'agit d'un colosse aux pieds d'argile. La situation économique de l'archipel se détériore rapidement après les illusions du faux miracle économique entretenues par la compagnie pétrolière nationale Pertamina. Les tendances autonomistes donnent des signes de renaissance : révolte des Papous d'Iran-Jaya ; mouvements musulmans du nord de Sumatra (Atjeh), où les têtes des dirigeants du mouvement ont été mises à prix ; remous que les organisations moluquoises à l'étranger entretiennent à Amboine (1). Il y a aussi le Fretelin, qui subsiste au Timor ex-portugais, en dépit des déclarations officielles faites à Djakarta. D'autre part, le gouvernement Suharto s'étant aliéné les formations politiques musulmanes, en excluant leurs dirigeants du gouvernement, s'est non seulement fait un adversaire de taille, mais il s'est privé d'apports éventuels de capitaux du Proche-Orient, où les dirigeants musulmans d'Indonésie bénéficient d'une certaine influence, à Ryad aussi bien qu'à Tripoli ou ailleurs.

Pour endiguer la vague islamique, certains membres du gouvernement indonésien n'auraient pas hésité à relancer le culte de Sukarno. Ce qui expliquerait la soudaine floraison de portraits et d'ouvrages de l'ancien président à travers l'archipel. Mais il s'agit là d'une arme à double tranchant, dans la mesure où cette campagne sukarniste peut rouvrir la porte à une gauche indonésienne encore « assommée » par les terribles événements de 1965-1966 (2).

En attendant, Bangkok fait face à une insurrection communiste qui semble s'étendre, alors que Kuala-Lumpur, au moment où elle tente de mater les maquis sur ses frontières, ne peut écarter les risques d'une flambée raciale du type de celle qui s'était produite en 1969. Les efforts déployés par les autorités de Manille pour surmonter la rébellion Moro et les activités des communistes philippins ne sont pas couronnés de succès. La voie choisie par le président Marcos — populisme hostile à la vieille oligarchie, sympathie manifestée au tiers-monde à l'heure où celui-ci étale ses divergences — ne peut pas le mener bien loin. Seule la République de Singapour apparaît comme un îlot de prospérité — où le niveau de vie dépassera bientôt celui de l'Italie — dans cette partie du monde.



Economiquement puissante et militairement efficace aux yeux des spécialistes militaires de l'ANASE, Singapour semble pouvoir faire face à toute éventualité. Selon des sources indonésiennes, la marine et l'aviation singapouriennes soutiendraient avantageusement la comparaison avec Djakarta. Les forces armées de Singapour seraient même peut-être capables d'intervenir en Malaisie pour venir en aide à la communauté chinoise au cas où celle-ci serait victime d'agressions raciales. La coopération militaire malayo-indonésienne mènerait évidemment une action exactement inverse.

L'absence d'ennemi extérieur ne signifie pas que les pays membres de l'ANASE parviennent à harmoniser leur politique et leur diplomatie. Le premier problème est sans doute la régularisation des liens de l'Association avec Pékin. La Thaïlande, la Malaisie et les Philippines ont échangé des ambassadeurs avec la République populaire de Chine, tandis que Singapour ne cesse de proclamer qu'il fera de même dès que Djakarta l'aura précédé dans cette voie. Annoncé comme imminent par le gouvernement Suharto (en mars 1978 pour la dernière fois), souhaité par Pékin, ce pas n'est toujours pas franchi. Pour Djakarta, il signifierait l'abandon de la thèse selon laquelle la Chine a été directement impliquée dans le « coup d'Etat communiste avorté de 1965 ». Un groupe de généraux influents dénoncent deux dangers dans ce rapprochement : la Chine, selon eux, pourrait jouer la carte de la minorité indonésienne d'origine chinoise (quatre millions de personnes) ; elle pourrait aussi appuyer un éventuel mouvement communiste local.

La présence commerciale de la Chine est pourtant un fait qui s'imposera de plus en plus à l'Association. Et ce, d'autant plus que la Chine y écoule facilement beaucoup de produits de consommation (produits alimentaires, articles ménagers, produits pharmaceutiques, articles mécaniques) par le biais de Hong-kong et de la vingtaine de millions de Chinois du Sud-Est asiatique, particulièrement bien implantés en Thaïlande et en Malaisie.

L'impossibilité, pour les grandes puissances, d'établir leur hégémonie sur l'ANASE ne signifie pas qu'on ait abandonné tout rêve de domination. La coopération militaire entre l'Australie (liée aux Etats-Unis par le biais de l'ANZUS) et l'Indonésie est étroite : formation des militaires indonésiens par Canberra, nombreux exercices conjoints. On constate ainsi — par pays interposés — la présence des Etats-Unis dans une région que les accords de Yalta auraient jadis désignée comme zone d'influence britannique.

Quant au Vietnam et à l'Union soviétique, leur changement d'attitude à l'égard de l'ANASE est d'autant mieux accueilli par les cinq capitales qu'Hanoï constitue une puissance militaire respectée et que la presse locale évoque souvent avec appréhension la politique soviétique de soutien aux mouvements d'opposition en Afrique et ailleurs. Dans ce contexte, seul le Japon reste, malgré son statut de géant économique, un nain politique.

ERWIN RAMEDHAN.

(1) Ile des Moluques.
(2) Plusieurs centaines de milliers de communistes — et leurs familles — avaient été exécutés à l'époque (entre cinq cent mille et un million). [N.D.L.R.]

L'ASIE DU SUD-EST A ONZE ANS

Sur le plan de la coopération économique, qui est le véritable objectif que s'étaient fixé les pays membres lors de la fondation de l'Association en 1967, les succès sont beaucoup plus modestes. L'intégration des différentes économies n'a guère progressé. Les gouvernements n'ont pas su créer un marché commun, ni même une zone de libre-échange. Il serait trop facile, pourtant, de voir dans l'ANASE un simple sigle recouvrant une réalité inexistante. Les Européens sont bien placés pour savoir que la constitution d'une organisation économique réunissant plusieurs pays prend du temps et se heurte à de multiples obstacles.

Cela est d'autant plus vrai pour une association comme celle du Sud-Est asiatique, qui regroupe des nations aux populations extrêmement différentes, tant du point de vue racial que linguistique et historique. Les disparités sont également importantes en ce qui concerne les économies. L'Indonésie, qui est de loin le plus grand pays par sa taille et sa population, est également le plus faible, si on considère son niveau de développement ; alors que Singapour, avec deux millions trois cent mille habitants, connaît incontestablement la croissance la plus rapide de la région. La cité-Etat, dont la population représente 2 % de celle de l'Indonésie, a un produit national brut équivalant à 20 % de celui de son voisin.

Des intérêts économiques parfois contradictoires

LOIN d'être complémentaires, les économies des pays de l'ANASE sont concurrentes. La Thaïlande, l'Indonésie, les Philippines et la Malaisie ont une démographie galopante. Pays essentiellement ruraux, ce sont de gros exportateurs de matières premières dont les prix sont extrêmement sensibles aux fluctuations du marché mondial. L'ANASE exporte 83 % du caoutchouc naturel consommé dans le monde, 71 % de l'étain et 83 % de l'huile de palme. Aucun accord sur la stabilisation des prix des produits primaires n'a, pour le moment, pu être institué dans le cadre de l'Association.

Pourtant, les besoins de ces pays sont souvent identiques. Cherchant à se suffire à eux-mêmes sur le plan alimentaire, leurs gouvernements répugnent à appliquer de véritables réformes agraires. Il faudrait aider à la création d'entreprises dont les produits se substitueraient à ceux qui sont importés. Mais le secteur industriel est constitué généralement par un tissu de petits ateliers familiaux qui, ne pouvant dégager une épargne suffisante, font appel à des investissements étrangers plus ou moins contrôlés par les autorités. En 1976, les Japonais ont investi pour près de 1 milliard de dollars dans cette région et les Etats-Unis pour plus de 300 millions. En outre, les membres de l'ANASE cherchent à réduire leur dépendance à l'égard de l'extérieur, notamment du Japon, en diversifiant leurs importations et leurs exportations.

L'année dernière, pour 26 %, les ventes des cinq pays membres étaient destinées au Japon, alors que, pour 23,5 %, les importations en provenaient. Les Etats-Unis absorbent 18 % de leurs ventes globales et fournissent près de 15 % de leurs achats à l'extérieur. Depuis 1975, l'ANASE lutte contre le protectionnisme du Japon et des Etats-Unis en demandant un système de préférences généralisées. Sans beaucoup de succès jusqu'à présent.

Cette dépendance est particulièrement inconfortable pour des pays qui doivent payer leurs achats en yen, une devise qui ne cesse de monter, alors que leurs monnaies restent liées au dollar américain qui s'affaiblit. La Thaïlande a décroché le bath du dollar. Elle devrait être prochainement suivie par l'Indonésie pour la roupie, alors que Singapour et les Philippines ont laissé quelque peu réapprécier leurs monnaies respectives par rapport à la devise américaine. La Malaisie dispose, pour sa part, d'une monnaie forte.

En dépit d'une convergence des besoins, les intérêts des pays sont parfois contradictoires. Chaque capitale restant jalouse de ses prérogatives, aucun essai d'harmonisation n'a pu aller bien loin, tant sur le plan des politiques économiques conjoncturelles qu'au niveau de la conception des plans pluriannuels. Singapour et les Philippines souhaitent accélérer le processus d'intégration en raison des débouchés qu'ils comptent trouver dans la région, mais l'Indonésie, le plus vaste marché, ne veut pas s'ouvrir trop rapidement aux produits de ses voisins, de peur de retarder son propre développement.

Développer le commerce

DANS ces conditions, on comprend que les échanges intra-ANASE restent faibles. Ils s'élevaient, en 1976, à 6,6 milliards de dollars, soit 16 % de l'ensemble du commerce extérieur des Cinq. Encore faut-il souligner que ce pourcentage n'est pas véritablement significatif. Un grand nombre de marchandises et de matières premières, produites en Malaisie et en Indonésie, transitent par Singapour, qui joue le rôle d'entrepôt de la région, pour être réexportées vers l'extérieur. Il en va de même en sens inverse pour les importations. La Thaïlande, véritable grenier à riz, exporte cette céréale vers les autres pays membres, principalement vers l'Indonésie, dont la production est de plus en plus insuffisante. La Malaisie vend des produits alimentaires à Singapour. La République de Singapour et l'Indonésie livrent du pétrole et des produits pétroliers à la Thaïlande et aux Philippines qui ne disposent pas, du moins pour l'instant, de ressources énergétiques. En dehors de ces flux de matières premières, on assiste, depuis cinq ans, à une lente progression des échanges de produits manufacturés. Ils représentent maintenant 54 % du commerce global de l'ANASE, contre 46 % seulement en 1972.

La constitution d'une zone de libre-échange devrait permettre de développer ce commerce. Elle est à l'ordre du jour de chaque conférence qui réunit chefs d'Etat ou premiers ministres. L'ANASE a demandé à la C.E.E. de lui définir les moyens pour atteindre cet objectif. Jusqu'à maintenant, les résultats ont été lents, quoique non négligeables. En janvier 1977, un accord bilatéral instituant une réduction de 10 % des tarifs douaniers sur tous les produits a été conclu entre Singapour et les Philippines. Un accord du même type a été signé entre la Thaïlande et la République. Il est question, maintenant, de les transformer en accord trilatéral. La conférence des ministres de l'économie, réunie à Bali en juillet 1977, a décidé un abaissement des tarifs douaniers de 10 à 30 % pour soixante et onze produits à partir du 1er janvier 1978. Les Philippines, la Thaïlande et Singapour voulaient aller plus loin, mais leurs propositions se sont heurtées au veto de l'Indonésie et de la Malaisie.

Sur le plan industriel, les progrès sont encore plus lents. Il a été décidé la mise en route de cinq projets industriels en commun. La Malaisie et l'Indonésie doivent chacune construire une usine d'urée, les Philippines une usine de superphosphates, la Thaïlande une usine de potasse et Singapour une unité de moteurs Diesel. Le coût de chaque projet est évalué à 200 ou 300 millions de dollars. Le pays où s'installe l'usine s'engage à financer 60 % du coût de la construction, alors que les autres pays versent chacun 10 % de la somme. Au mois d'août 1977, au sommet de Kuala Lumpur, le premier ministre japonais, M. Takeo Fukuda, promettait une aide globale de 1 milliard de dollars à ce programme industriel.

Pour l'instant, cette assistance ne s'est pas concrétisée. Il est vrai que les projets ne sont pas près d'être réalisés. Le comité de l'industrie, des minerais et de l'énergie (COIME) de l'Association n'a pu, au mois d'avril dernier, que constater les désaccords et les retards. On s'est aperçu que l'usine d'urée de l'Indonésie serait plus que suffisante pour répondre à la demande des Cinq, alors que la Malaisie continue à vouloir sa propre usine. Aucune étude de marché n'avait été faite. En outre, les pays qui sont tout à la fois financiers des projets et consommateurs de produits fabriqués n'arrivent pas à s'entendre sur les prix.

Tout n'est pas négatif dans l'évolution de l'ANASE. Elle a su se donner, surtout depuis deux ans, une bonne image de marque. Elle apparaît maintenant aussi bien pour la C.E.E. que le Japon, les Etats-Unis ou l'U.R.S.S., comme un partenaire non négligeable. Pourtant, le plus dur pour elle reste à faire : rapprocher différentes économies non complémentaires.

MAXIME DOUBLET.

LE RICHE SINGAPOUR

	POPULATION en millions	P.N.B. en milliards de dollars	P.N.B. par habitant en dollars	P.N.B. par habitant croissance annuelle 1970-1975 en %
Indonésie	132,1	29,1	220	3,5
Malaisie	12,3	9,4	760	5,3
Philippines	42,2	16	380	3,7
Singapour	2,3	5,5	2 580	7,3
Thaïlande	41,9	14,6	350	3,6

L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

Le Conseil de sécurité entérine le plan de règlement pour la Namibie établi par ses cinq membres occidentaux

LE Conseil de sécurité a adopté le 27 juillet deux résolutions relatives à la question de la Namibie. Par treize voix et deux abstentions (Union soviétique et Tchécoslovaquie), il a pris acte de la proposition de ses cinq membres occidentaux et a prié le secrétaire général de nommer un représentant spécial *« afin que puisse être assurée dans un proche avenir l'indépendance du pays au moyen d'élections libres sous le contrôle de l'ONU »*. Les cinq pays occidentaux avaient soumis leur proposition de règlement de la question namibienne au président du Conseil de sécurité le 10 avril dernier. M. Waldheim est prié en outre par le Conseil de présenter au plus tôt ses recommandations pour l'application du plan de règlement. Le Conseil demande enfin instamment à tous les intéressés de déployer tous leurs efforts pour que la Namibie puisse accéder à l'indépendance *« à la date la plus rapprochée possible »*.

La deuxième résolution, adoptée à l'unanimité, prend note de la décision de l'Assemblée générale qui déclare que *« Walvis-Bay constitue une partie intégrante de la Namibie »*. Le Conseil estime que *« l'intégrité et l'unité territoriale de la Namibie doivent être assurées par la réintégration de Walvis-Bay dans son territoire »*. Il décide d'appuyer pleinement la mise en œuvre rapide de mesures à cette fin et déclare que, en attendant la réalisation de cet objectif, *« l'Afrique du Sud ne doit utiliser Walvis-Bay d'aucune manière qui soit préjudiciable à l'indépendance de la Namibie ou à la viabilité de son économie »*.

Le 1er août, le chargé d'affaires sud-africain a transmis au secrétaire général une note dans laquelle son gouvernement rejette totalement la résolution adoptée par le Conseil au sujet de Walvis-Bay.

Envoi d'une mission dans le territoire

A la suite de la décision du Conseil, M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, a nommé le commissaire des Nations unies pour la Namibie, M. Martti Ahtisaari (Finlande), comme son représentant spécial pour le territoire.

M. Ahtisaari a effectué du 5 au 22 août une mission d'évaluation en Namibie afin de préparer l'indépendance du territoire selon le plan de règlement établi par les cinq membres occidentaux du Conseil de sécurité et de mettre au point le rôle qui revient aux Nations unies dans la phase de transition. Sur la base de ses conclusions, M. Waldheim devait soumettre un rapport au Conseil de sécurité le 30 août.

Le général Hannes Philipp (Autriche) accompagnait M. Ahtisaari dans sa mission en qualité de conseiller militaire, ainsi que toute une équipe de spécialistes pour l'assister, notamment dans la préparation des élections.

La session d'été du Conseil économique et social

La deuxième partie de la session de 1978 du Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC), qui s'était ouverte à Genève le 5 juillet, s'est terminée le 4 août. Outre les problèmes de la politique économique et sociale internationale, le Conseil a consacré ses travaux à quatre autres points importants : la restructuration des secteurs économiques et sociaux de l'ONU (aucun accord ne s'est réalisé dans l'immédiat), le développement de la coopération économique, la science et la technique, la coopération et la coordination au sein du système des Nations unies.

Parmi les résolutions adoptées, le Conseil :

— A demandé qu'il soit mis fin, notamment, à la collaboration des transnationales avec les régimes d'Afrique australe ;

— A renouvelé ses déclarations précédentes sur la souveraineté permanente des Etats sur leurs ressources naturelles ;

— A lancé des appels pour aider les pays du Sahel victimes de la sécheresse et certains autres pays africains confrontés à des difficultés spéciales ;

— A décidé « en principe » de tenir, si possible en 1980, une conférence visant à la conclusion d'un accord international sur les paiements illicites, sujette à décision du Conseil en 1979 lors d'une conférence diplomatique ;

— A *demandé* à l'Assemblée générale de tenir une conférence des Nations unies sur les ressources nouvelles et renouvelables de l'énergie ;

— A demandé aux pays développés d'intensifier leurs efforts dans l'application de la charte des droits et des devoirs économiques des Etats ;

— A prié instamment les institutions et organismes des Nations unies d'accroître leur assistance aux mouvements de libération nationale au Zimbabwe et en Namibie.

NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES À VOCATION MONDIALE

Le Conseil a aussi approuvé la déclaration de Mexico du Conseil mondial de l'alimentation recommandant que soit constituée une réserve alimentaire permanente de 500 000 tonnes de céréales pour faire face aux situations d'urgence.

PROCHAINE ADMISSION DES ILES SALOMON. — *Le Conseil de sécurité a voté, le 17 août, à l'unanimité, une résolution recommandant à l'Assemblée générale de l'ONU d'admettre les îles Salomon à l'ONU.*

CONFERENCE CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE. — *La conférence mondiale de lutte contre le racisme et la discrimination raciale organisée par les Nations unies s'est tenue à Genève du 14 au 25 août avec la participation de cent trois Etats. Les Etats-Unis, Israël et l'Afrique du Sud n'ont pas pris part à ses travaux. On trouvera un compte rendu de la réunion dans le prochain numéro.*

DISCRIMINATION RACIALE. — *Au cours d'une session tenue à New-York du 24 juillet au 11 août, le comité pour l'élimination de la discrimination raciale a examiné les mesures prises par vingt Etats parties à la convention internationale sur l'élimination de la discrimination raciale afin de donner suite à ses dispositions.*

APARTHEID. — *Le mois dernier, le comité contre l'apartheid a entendu un rapport de son président sur la mission qu'il a effectuée récemment à Nairobi, Khartoum, Genève et Londres.*

— Un symposium sur les conditions de la population noire en Afrique du Sud et en Namibie, en particulier les conditions de détention dans les prisons sud-africaines, a eu lieu à Maseru (Lesotho) du 17 au 22 juillet, sous les auspices de l'ONU.

DROITS DE L'HOMME. — *Le comité des droits de l'homme chargé d'examiner les rapports des Etats parties au pacte relatif aux droits civiques et politiques a terminé sa quatrième session le 2 août en approuvant le programme de sa prochaine session, prévue pour octobre-novembre à Genève. Il examinera alors un maximum de cinq rapports nationaux, dont ceux de l'Union soviétique, de Maurice, de la Biélorussie et de l'Equateur.*

Pour ce qui concerne la récente session, le comité a étudié les dossiers de la Norvège, de Madagascar, de l'Iran, de la R.F.A., de la Yougoslavie et de la Jordanie. Il a remis à sa session du printemps prochain l'examen du rapport du Chili qui aurait dû être présenté en juillet, en attendant le compte rendu du groupe spécial des droits de l'homme qui s'est rendu au Chili du 14 au 27 juillet.

— Le groupe de travail spécial d'experts créé par la commission des droits de l'homme en 1977 pour enquêter sur le violations des droits de l'homme en Afrique australe s'est rendu à Dar-es-Salaam, Lusaka et Londres du 24 juillet au 11 août.

DECOLONISATION. — *Le 7 août, le comité de la décolonisation a entamé son débat sur la question de Rhodésie, au terme duquel il a notamment condamné et déclaré illégal tout règlement interne conclu sous les auspices du régime actuel. Le comité a aussi demandé un élargissement des sanctions. Le comité a ensuite examiné la situation aux Nouvelles-Hébrides et en Micronésie, ainsi que le problème de la diffusion des informations par les Nations unies.*

Le sous-comité des petits territoires avait terminé le 20 juillet son programme de travail en adoptant un rapport sur la situation en Micronésie.

SANCTIONS CONTRE LA RHODESIE. — *Le comité des sanctions du Conseil de sécurité s'est réuni fin juillet pour discuter de la proposition d'un sénateur américain tendant à lever les sanctions contre la Rhodésie aux Etats-Unis. Il a invité tous les Etats membres à continuer de respecter les dispositions des textes votés par les Nations unies sur la Rhodésie.*

AIDE A CERTAINS ETATS AFRICAINS. — *Le secrétariat des Nations unies a publié, les 7 et 12 juillet, des rapports sur les besoins d'assistance du Botswana et du Mozambique où des missions s'étaient rendues pour envisager les moyens d'aider ces pays à surmonter leurs difficultés nées de la crise en Afrique australe. Deux autres rapports correspondant à un souci identique ont été publiés ultérieurement, concernant le Lesotho et la Zambie. Pour la Zambie, les auteurs recommandent l'octroi d'une aide de 850 millions de dollars pour 1978-1979.*

— A la suite d'une demande présentée par le gouvernement soudanais, le secrétaire général a décidé, le 3 août, d'envoyer une petite mission dans ce pays pour y évaluer les besoins d'aide à long terme.

AIDE AUX SEYCHELLES. — *A la suite d'une enquête effectuée par une mission aux Seychelles, le secrétaire général a publié, en juillet, un rapport recommandant l'octroi d'une aide de plus de 13,5 millions de dollars à ce pays.*

DROIT INTERNATIONAL. — *La commission du droit international a conclu, le 28 juillet à Genève, une session de trois mois au cours de laquelle elle a mené à bien ses travaux sur la clause de la nation la plus favorisée. Elle a, en effet, approuvé trente projets d'articles devant servir de base à une convention sur cette question.*

DROIT DE LA MER. — *La septième session de la conférence sur le droit de la mer, ajournée le 19 mai dernier à Genève, a repris ses travaux le 21 août dernier à New-York. Le point essentiel à son ordre du jour reste le problème de l'exploitation des richesses des fonds marins.*

CONFERENCE SUR LA COOPERATION TECHNIQUE. — *La conférence sur la coopération technique entre pays en voie de développement, organisée par les soins de l'ONU, s'est ouverte le 30 août à Buenos-Aires. Ses travaux doivent durer jusqu'au 12 septembre.*

• COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE. — *La Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (C.E.A.) a patronné la création d'une nouvelle institution régionale, le Centre ouest-africain de programmation et d'exécution des projets, qui fonctionnera sous son égide et qui réunit les seize pays membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest. Lors de la réunion inaugurale les 15 et 16 juin dernier, les participants ont doté l'institution d'un conseil des ministres et d'un comité d'experts.*

• COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE. — *Sous l'égide de la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique, une conférence réunissant les ministres du commerce de la région a siégé pendant trois jours à New-Delhi le mois dernier. L'objet de la réunion était d'étudier les moyens de relancer les échanges et la coopération régionale en matière de commerce, selon un programme mis au point par les experts.*

• ENFANCE. — *Trente-sept tonnes de médicaments et de sels de réhydratation d'une valeur de 311 000 dollars ont été envoyées en juillet dernier au Zaïre par le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF). Ces médicaments étaient destinés aux enfants de la province du Shaba.*

F.A.O.

La lutte anti-acridienne en Afrique orientale

LE comité de lutte contre le criquet pèlerin de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) s'est réuni d'urgence en session extraordinaire du 26 au 28 juillet, à Rome, pour examiner les moyens de renforcer la lutte anti-acridienne afin d'éviter un fléau de première grandeur. Selon les membres du comité, il convient de concentrer les mesures anti-acridiennes dans la corne de l'Afrique et sa périphérie, où se trouvent déjà des essaims pouvant envahir les régions allant de la côte atlantique du nord-ouest de l'Afrique jusqu'à l'Himalaya, à l'est, et au Kenya et à la Tanzanie, au sud. Dans le temps, les efforts devront se prolonger en 1979 et 1980.

Plusieurs pays ont déjà répondu à l'appel qu'avait lancé au début de juillet le directeur général de la F.A.O. pour obtenir les 3,5 millions de dollars nécessaires pour mener cette lutte.

CENTRE D'INVESTISSEMENT. — *Selon des indications données le mois dernier par un porte-parole de la F.A.O., plus de 10 milliards de dollars ont été investis dans trois cents projets intéressant l'agriculture dans quatre-vingt-deux pays, grâce à l'action du centre d'investissement de la F.A.O. créé en 1964 aux termes d'un accord passé avec la Banque mondiale.*

Les projets sont financés pour moitié à l'aide de ressources propres à chaque pays, le reste des fonds provenant de prêts et dons d'autres institutions de financement avec lesquelles la F.A.O. collabore. Ils englobent toute la gamme de l'agriculture moderne : irrigation et drainage, crédit aux agriculteurs, élevage et exploitation forestière, amélioration de la production des semences, colonisation rurale, formation agricole et agro-industrielle, pêches.

VIANDE. — *Selon un rapport dont la F.A.O. a annoncé, le 4 août, la publication, les perspectives s'améliorent pour les exportateurs de viande au cours des prochaines années.*

Les spécialistes de la F.A.O., dans leurs projections concernant la production, la consommation et le commerce de la viande jusqu'en 1985, estiment, en effet, que les exportations nettes de viande et de bétail sur pied (exprimées en poids des carcasses) pourraient atteindre jusqu'à 8,7 millions de tonnes par an en 1985, contre 6,9 millions de tonnes au début des années 70. Une bonne fraction de cette augmentation serait due à une croissance des importations de la part des pays en voie de développement, notamment des pays de l'OPEP, bien que l'on s'attende également à ce que les Etats-Unis et le Japon importent davantage eux aussi. Les importations nettes des pays en voie de développement devraient tripler au cours de cette période, pour atteindre près de 3 millions de tonnes.

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL. — *Le Programme alimentaire mondial a accordé, ces dernières semaines, des aides alimentaires à l'Ethiopie (d'une valeur de 1 976 500 dollars) et aux îles du Cap-Vert (pour 1 344 000 dollars) pour venir en aide aux populations victimes de la sécheresse, ainsi qu'au Bangladesh, pour l'aider à nourrir les deux cent mille réfugiés birmans arrivés dans ce pays.*

NOMINATION. — *Le directeur général de la F.A.O. a nommé, au début d'août, M. Salah Juma'a (Jordanie) comme son représentant régional pour le Proche-Orient, avec siège au Caire.*

Agence atomique

Accords de garanties

L'ACCORD entre le Royaume-Uni, l'Euratom (Communauté européenne de l'énergie atomique) et l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.) relatif à l'application de garanties dans le cadre du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (T.P.N.) est entré en vigueur le 14 août. Aux termes de cet accord, l'A.I.E.A. a le droit d'appliquer des garanties aux matières brutes ou aux produits fissiles spéciaux se trouvant dans les installations nucléaires du Royaume-Uni, sous réserve de dérogations motivées exclusivement par des considérations de sécurité nationale. Un accord du même type a été conclu le 7 août avec le Portugal.

D'autre part, un accord entre la France, l'Euratom et l'A.I.E.A. a été signé le 27 juillet dernier pour l'application de garanties à certaines matières nucléaires dans ce pays.

PHYSIQUE DES PLASMAS ET FUSION NUCLEAIRE CONTROLEE. — *La septième conférence internationale sur la physique des plasmas et la recherche concernant la fusion nucléaire contrôlée s'est tenue à Innsbruck (Autriche) du 23 au 30 août, sous l'égide de l'A.I.E.A.*

• UNESCO. — *L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a annoncé en juillet la création du prix international Simon-Bolivar financé par le gouvernement vénézuélien pour récompenser, tous les deux ans, une activité conforme aux idéaux de Bolivar.*

• TRAVAIL. — *La commission instituée aux Etats-Unis pour s'occuper des questions touchant l'Organisation internationale du travail (O.I.T.) a publié le 17 août une déclaration dans laquelle, tout en se félicitant de l'évolution survenue à la soixante-quatrième session de la conférence internationale du travail en juin, elle n'envisage pas une prochaine réintégration des Etats-Unis à l'O.I.T. A la suite de cette prise de position, M. Francis Blanchard, directeur général du Bureau international du travail (BIT) a publié à son tour une déclaration dans laquelle il souligne l'« importance fondamentale » pour l'O.I.T. du principe de l'universalité et exprime sa confiance dans un prochain retour des Etats-Unis à l'O.I.T.*

— Selon une étude portant sur vingt pays industrialisés, et que le Bureau international du travail a publié le 22 août, chaque minute dans le monde, il y a cent demandeurs d'emplois supplémentaires : la montée du chômage devrait continuer à ce rythme au moins jusqu'en l'an 2000.

— Cinquante-deux millions d'enfants sont au travail dans le monde estime le BIT dans un document publié le 10 août ; « certains sont maltraités »... et « la plupart sont exploités ». Vingt-neuf millions d'enfants travaillent en Asie méridionale, dix millions en Afrique, neuf millions en Asie orientale, trois millions en Amérique latine et près de un million dans des pays plus développés.

• SANTE. — *L'Organisation mondiale de la Santé (O.M.S.) a demandé le 14 juillet aux agences de voyages, aux compagnies aériennes et aux firmes à vocation internationale d'assumer leurs responsabilités en avertissant les voyageurs des risques qu'ils encourent de contracter le paludisme. A cet effet, l'O.M.S. a publié un guide intitulé* Informations sur le risque de paludisme à l'intention des voyageurs internationaux *qui a pour but de faire connaître aux agences de voyages, aux médecins et aux autorités sanitaires les dangers du paludisme. paludisme.*

— Une conférence sur la dépendance à l'égard de l'alcool et des drogues envisagés au point de vue de la santé publique s'est tenue à Dubrovnik du 21 au 25 août.

• NAVIGATION MARITIME. — *Les Seychelles sont devenues le 13 juin le cent septième Etat membre de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (OMCI).*

• ONUDI. — *Douze économistes se sont réunis à Vienne les 27 et 28 juillet pour étudier toute une gamme de problèmes concernant la coopération internationale dans l'industrie. L'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) leur avait demandé d'étudier de nouvelles formes et de nouvelles modalités de coopération internationale financière et technique propres à accélérer l'industrialisation des pays en voie de développement. L'ONUDI prépare actuellement une étude sur la coopération internationale dans l'industrie.*

— A l'issue de la réunion de la douzième session du conseil du développement industriel en mai, M. Ali Nekunam (Iran) a été nommé secrétaire de l'ONUDI ; il succède à M. Arno Maneck.

— Aux termes d'un accord signé le 30 juin à Genève avec le gouvernement suisse, l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel ouvrira à Zurich un bureau de son service pour le resserrement de la coopération industrielle avec les pays en voie de développement et la promotion des investissements dans ces pays. Des bureaux analogues ont déjà été ouverts en Belgique, en République fédérale d'Allemagne et aux Etats-Unis.

— Sous le titre Technology for Solar Energy Utilization, *l'ONUDI a publié le 12 juillet un manuel sur les techniques d'exploitation de l'énergie solaire. Depuis lors, elle a aussi annoncé la parution de quatre autres études :* Audio Visual Techniques for Industry : *manuel sur l'emploi des techniques audiovisuelles dans l'industrie ;* Guide to Practical Project Appraisal : *guide pratique sur l'évaluation des projets ;* Manual for the Preparation of Industrial Feasibility Studies : *monographie sur la préparation des études de faisabilité pour la réalisation de projets industriels ;* The Growth of the Pharmaceutical Industry in Developing Countries : Problems and Prospects : *production et commerce des produits pharmaceutiques, problèmes de production et d'approvisionnement dans les pays en voie de développement, politiques nouvelles dans le domaine des produits pharmaceutiques et rôle de l'ONUDI.*

ORGANISMES FINANCIERS D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Fonds monétaire international

Versement au profit de quarante-trois pays en voie de développement

AGISSANT en sa qualité de mandataire du Fonds fiduciaire, le Fonds monétaire international (F.M.I.) a procédé le 4 août à la quatrième série de versements au titre de prêts consentis à quarante-trois pays membres. Ces versements, d'un montant de 541 millions de D.T.S., portent à 841 millions de D.T.S. le montant total des prêts que le Fonds fiduciaire a effectués durant la première période de deux ans qui a pris fin le 30 juin 1978.

D'autre part, le Fonds a également distribué un montant total de 362,6 millions de dollars au titre des profits réalisés sur les ventes d'or effectuées pour le compte du Fonds fiduciaire. Ce montant a été réparti entre cent quatre pays membres en voie de développement.

VENTE MENSUELLE D'OR. — *Le Fonds monétaire a procédé, le 2 août, à sa vente mensuelle d'or par adjudication au bénéfice des pays en voie de développement. 470 000 onces d'or fin ont été attribuées aux adjudicataires entre 203,03 et 205,11 dollars l'once (soit une moyenne de 203,28 dollars l'once). En outre, 70 000 onces d'or fin ont été accordées aux pays membres ayant présenté des soumissions hors concours : l'or a été attribué à ces pays au prix moyen d'adjudication de 203,28 dollars.*

CREDITS « STAND-BY » A LA BIRMANIE ET A LA GUYANE. — *Deux crédits « stand-by » ont été annoncés : Guyane (26 juillet) : un crédit permettant à ce pays de procéder, au cours des douze prochains mois, à des achats de devises d'un montant maximum équivalant à 6,25 millions de D.T.S. ; Birmanie (31 juillet) : un crédit d'un montant équivalant à 30 millions de D.T.S. pour la réalisation d'un programme économique.*

FINANCEMENT COMPENSATOIRE. — *Dans le cadre du financement compensatoire, trois pays ont été autorisés à effectuer sur le Fonds les tirages suivants : Népal (24 juillet), l'équivalent de 9,5 millions de D.T.S. ; Guyane (26 juillet), l'équivalent de 8,75 millions de D.T.S. ; Maroc (11 août), l'équivalent de 56 millions de D.T.S.*

ACHAT DE L'EGYPTE DANS LE CADRE DE LA « FACILITE DE FINANCEMENT ELARGIE ». — *Dans le cadre de la « facilité de financement élargie », le Fonds a approuvé, le 31 juillet, une demande de l'Egypte qui prévoit la possibilité, au cours des trois prochaines années, d'acheter au F.M.I. un montant total équivalant à 600 millions de D.T.S., soit 2,63 % de la quote-part de l'Egypte au Fonds (228 millions de D.T.S.). Rappelons que cette condition spéciale fournit une aide à moyen terme aux pays membres qui doivent procéder à des ajustements structurels pour redresser leur balance des paiements.*

Groupe de la Banque mondiale

Cinq crédits de l'IDA

L'ASSOCIATION internationale de développement (IDA), filiale de la Banque mondiale, a annoncé récemment l'octroi de cinq crédits :

— Papouasie-Nouvelle-Guinée (27 juillet) : 20 millions de dollars pour la réalisation d'un premier projet de développement rural ;

— Tchad (27 juillet) : 7,6 millions de dollars au titre du troisième projet routier financé par l'IDA ;

— Vietnam (8 août) : 60 millions de dollars pour un projet d'irrigation qui permettra d'accroître la production de riz (c'est la première opération *réalisée* par l'IDA dans ce pays) ;

— Inde (10 août) : 111 millions de dollars en faveur d'un programme d'irrigation dans l'Etat de Haryana. Le 3 août, ce pays s'était déjà vu accorder un crédit équivalant à 196 millions de dollars pour la réalisation d'un projet d'adduction d'eau et d'assainissement à Bombay.

PRET DE LA BANQUE MONDIALE A LA YOUGOSLAVIE. — *La Yougoslavie a reçu, le 10 août, un prêt de la Banque mondiale d'un montant de 82 millions de dollars pour le financement d'un programme d'irrigation en Macédoine.*

OPERATIONS DE LA SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE. — *Deux nouvelles opérations de la Société financière internationale (S.F.I.) ont été récemment annoncées :*

— Financement d'un nouveau projet d'extension et de modernisation d'entreprise en Yougoslavie (20 juillet). Cet investissement, d'un montant de 41,9 millions de dollars, a été réalisé conjointement avec des entreprises yougoslaves et autrichiennes

pour accroître la capacité de production de l'entreprise Tovarna Avtopnevmatike Sava-Semperit, en Slovénie, spécialisée dans la fabrication des pneumatiques ;

— Prêt conditionnel (7 août) de 19 millions de dollars, dont 7 millions de dollars convertibles en actions, accordés à la Tereftalatos Mexicanos S.A. (Temex), au Mexique, pour la construction d'une usine pétrochimique dans l'Etat méridional de Veracruz.

EMPRUNTS DE LA BANQUE EN YENS, EN DEUTSCHEMARKS ET EN FRANCS SUISSES. — *La BIRD et un consortium de banques fiduciaires japonaises ayant à sa tête la Mitsubishi Trust and Banking Corporation ont signé, le 7 août, un accord de prêt pour un emprunt de 30 milliards de yens par la Banque mondiale. Il s'agit là du plus important emprunt jamais placé sur le marché des prêts en yens par des consortiums. L'échéance de ce prêt est de vingt ans, avec des remboursements échelonnés de 1993 à 1998.*

D'autre part, le 26 juillet, la Banque mondiale et un syndicat de banques allemandes ayant à leur tête la Deutsche Bank A.G., en tant que chef de file, et la Dresdner Bank A.G., la Commerzbank A.G. et la Westdeutsche Landesbank Girozentral en tant que co-chefs de file, ont signé un accord portant sur l'émission de 200 millions de deutschemarks d'obligations (à six ans et avec un intérêt de 5,75 %, placées à 99,5 % du pair) et sur l'émission de 200 millions de deutschemarks d'obligations (à dix ans et avec un intérêt de 6 %, placées à 98 % du pair). Ces deux émissions ne pourront plus être remboursées par anticipation.

Enfin, une émission de la Banque mondiale en francs suisses a été offerte au public en Suisse, du 15 au 18 août, par un consortium de banques suisses. 250 millions de francs suisses d'obligations (à quinze ans et avec un intérêt de 4,25 %) ont été ainsi mises sur le marché et vendues à 100,5 % du pair. Cette nouvelle émission, intitulée « Emprunt en francs suisses à 4 1/4 % 1978-1993 » a été datée du 15 septembre 1978 et viendra à échéance le 15 septembre 1993. Les intérêts seront versés le 15 septembre de chaque année à partir du 15 septembre 1979.

RECENTES PUBLICATIONS

• RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DANS LE MONDE : premier rapport dans une nouvelle série de publications annuelles consacrées au progrès et aux perspectives des pays en voie de développement. Complété de son annexe statistique « *Indicateurs du développement dans le monde* », cette étude (publiée le 16 août) analyse les tendances profondes de l'économie internationale.

Banque africaine de développement

Assemblées annuelles de la Banque et du Fonds africain de développement

LES conseils des gouverneurs de la Banque africaine de développement et du Fonds africain de développement ont tenu conjointement leur quatorzième et cinquième assemblées annuelles à Libreville (Gabon) du 1er au 6 mai dernier. Passant en revue les activités du groupe, les participants ont constaté une progression au cours de l'exercice 1977 : soixante prêts ont été approuvés pour un montant total de 336 millions de dollars, soit une augmentation de 82 % par rapport aux engagements de l'année précédente (179 millions répartis entre quarante-quatre projets).

Au cours de cette session, plusieurs résolutions ont été adoptées par le conseil des gouverneurs de la Banque, concernant notamment l'ouverture du capital-actions de la Banque à la souscription des Etats non régionaux sur la base de neuf principes dont le but est de maintenir le caractère africain de l'institution ; cette décision a été approuvée par tous les pays membres à l'exception de l'Ouganda et de l'Ethiopie. Après avoir entériné la demande d'adhésion de Djibouti, le conseil a pris connaissance du rapport du conseil d'administration et approuvé l'état des comptes vérifiés pour l'année 1977 ; il a d'autre part donné son accord à un projet de coopération avec le Fonds international pour le développement agricole (FIDA).

De son côté, le conseil des gouverneurs du Fonds africain de développement a approuvé le rapport annuel, le bilan et l'état des revenus et des dépenses du Fonds pour l'année écoulée et a pu constater une expansion très nette des activités de cette institution.

Avant de se séparer, les participants ont procédé à l'élection des membres du bureau du conseil des gouverneurs et des comités directeurs de la Banque et du Fonds pour les années 1978 et 1979 et renouvelé les mandats des commissaires aux comptes des deux institutions.

PRETS DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT. — *Des prêts de la Banque africaine ont récemment été accordés aux pays suivants :*

— Seychelles (5 juillet) : 3,75 millions d'u.c. (environ 1 071,6 millions de F C.F.A., d'une durée de quatorze ans à 7 %) pour le financement de la modernisation de l'aéroport de Mahé ;

— Rwanda (19 juillet) : 3,3 millions d'u.c. (environ 943 millions de F C.F.A., d'une durée de quatorze ans à 7 %) pour l'extension des usines à thé de Mulindi et Pfunda ;

— Zambie (10 juillet) : 4,80 millions d'u.c. (environ 1 371,65 millions de F C.F.A., d'une durée de dix ans à 7 %) pour le développement de l'usine de verrerie de Kapiri.

OPERATIONS DU FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT. — *Une série d'opérations de prêts du Fonds africain de développement ont aussi été annoncés les dernières semaines :*

— Aux Seychelles (5 juillet) : 2,5 millions d'u.c.f. (environ 640 millions de F C.F.A., pour une durée de quarante ans à 1 %) pour l'amélioration de l'enseignement primaire et secondaire du premier cycle ;

— Au Togo (7 juillet) : 5 millions d'u.c.f. (environ 1 280 millions de F C.F.A., pour une durée de quarante ans) destinés à la construction de la route Sokode-Bassar ;

— A la Somalie (20 juillet) : 5,55 millions d'u.c.f. (environ 1 420,8 millions de F C.F.A., pour une durée de cinquante ans) pour le financement de la première tranche du projet d'évacuation des eaux usées et des eaux pluviales de Mogadiscio ;

— Au Soudan (20 juillet) : 7 millions d'u.c.f. (environ 1 792 F C.F.A., pour une durée de cinquante ans) pour la réalisation de prestations des soins primaires de santé en milieu rural ;

— Au Bénin (25 juillet) : 4,5 millions d'u.c.f. (environ 1 152 millions de F C.F.A., pour une durée de cinquante ans) pour financer un programme de développement de la production animale ;

— A la Sierra-Leone (31 juillet) : 450 000 u.c.f. (environ 115 200 000 F C.F.A., pour une durée de dix ans) contribueront au financement de recherches océanographiques et des études relatives aux émissaires en mer.

Rappelons que ces prêts portent intérêt à 1 % de la onzième à la vingtième année et à 3 % ensuite (à l'exception du prêt consenti à la Sierra-Leone, dont la durée a été fixée à dix ans).

• BANQUE ARABE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE EN AFRIQUE. — *Deux programmes d'assistance agricole, le premier concernant la mise en œuvre immédiate d'un plan d'aide d'urgence et le second scellant une coopération à long terme dans le domaine de l'investissement pour le développement, ont fait l'objet, le 17 juillet dernier à Khartoum, d'un accord conclu entre la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) et l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (F.A.O.).*

Aux termes de cet accord, le programme d'aide d'urgence de la Banque, qui s'élève à 15 millions de dollars et dont bénéficient les pays frappés par les calamités naturelles et la sécheresse, sera coordonné et réalisé par la F.A.O. Il prévoit le financement de nombreux projets dans onze pays africains et le soutien des activités de trois organismes régionaux de contrôle anti-acridien.

• BANQUE ASIATIQUE DE DEVELOPPEMENT. — *La Banque asiatique de développement a accordé des prêts en faveur des trois pays suivants :*

— Malaisie (29 juin) : 16 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt ans, au taux de 7,70 %) pour la construction de cinq nouvelles villes dans la zone agricole de Trengganu Tengah ;

— Fidji (29 juin) : 16,2 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt ans, au taux de 7,70 % l'an) rétrocédés à la Fidji Electricity Authority pour la réalisation de son deuxième programme de développement de l'énergie électrique dans les îles Walloa, Vunda et Suva ;

— Papouasie-Nouvelle-Guinée (26 juillet) : 5,4 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, au taux de 1 % l'an) destinés à financer le coût en devises étrangères que nécessitera la réalisation du second programme d'adduction d'eau de la ville de Madang.

• BANQUE CENTRAMERICAINE D'INTEGRATION ECONOMIQUE. — *Des prêts ont été accordés par la Banque centraméricaine d'intégration économique (B.C.I.E.) en faveur des pays et organismes suivants :*

— Empresa Nacional Portuaria de Honduras (21 juin) : 2 000 000 de dollars pour le financement de la construction de bâtiments administratifs et la première phase des travaux de la zone franche d'exportation de Puerto-Cortès ;

— Costa-Rica (21 juin) : 6 000 000 de dollars pour la réalisation des travaux d'élargissement de la route reliant les villes de Tres-Rios et de Taras-de-Cartago ;

— Acero S.A. au Salvador (4 juillet) : 2 000 000 de dollars pour la construction d'une usine de laminage dans la zone du port d'Acajutla ;

— Hoteles de Nicaragua (4 juillet) : 700 000 dollars pour la construction d'un hôtel à Managua ;

— Empresa Nacional de Energia Electrica au Honduras (4 juillet) : 600 000 dollars pour le financement de la phase ultime des études du projet hydro-électrique El Nispero.

• BANQUE DE DEVELOPPEMENT DES CARAIBES. — *A l'occasion de sa quarante-septième réunion, qui s'est tenue le 29 juillet à Wildey (Barbade), le conseil de direction de la Banque de développement des Caraïbes a approuvé les prêts suivants :*

— 765 222 dollars à Antigua pour financer un projet de développement agricole en faveur des petits exploitants ;

— 900 000 dollars à la société Baramco à Belize pour la construction d'un réseau d'irrigation et le financement des travaux d'infrastructure nécessaires au développement de la production de bananes à Riverdale ;

— 160 000 dollars à Sun Breeze Hotel Company à Belize pour la réalisation d'un hôtel à San Pedro Village à Ambergis Cay ;

— Deux prêts additionnels, le premier (113 163 dollars) au gouvernement de Dominique et le second (45 555 dollars) au gouvernement de Saint-Vincent, pour la poursuite des travaux prévus dans le cadre de leur programme de construction de logements urbains.

• BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT. — *La Banque européenne d'investissement (B.E.I.) a accordé, le 28 juillet, deux prêts d'une contre-valeur totale de 198 milliards de lires (185,8 millions d'unités de compte) pour des investissements en Italie :*

— Prêt de 11 milliards de lires (10,35 millions d'u.c. pour douze ans à 8,10 %) pour la construction, en Lombardie, de deux gazoducs reliés aux méthanoducs par lesquels est acheminé le gaz naturel importé d'U.R.S.S. et des Pays-Bas ;

— Prêt de 10 milliards de lires (9,4 millions d'u.c., pour douze ans, à 8,10 %) pour le renforcement de la capacité de stockage de deux gisements en voie d'épuisement transformés en réservoirs de gaz naturel à Ripalta (Lombardie) et à Cortemaggiore (Emilie-Romagne) ;

— Prêt de 14 milliards de lires (13,2 millions d'u.c., pour douze ans, à 8,10 %) pour la mise en valeur d'un gisement de gaz naturel à Pescara, en mer Adriatique ;

— Prêt de 40 milliards de lires (37,6 millions d'u.c. pour quinze ans, à 8,15 %) à l'Enel-Ente Nazionale per l'Energia Elettrica pour le financement d'une section de la centrale nucléaire de Alto Lazio. Cette société a également bénéficié de deux autres prêts d'une contre-valeur respective de 36,5 milliards de lires et de 27 milliards de lires (soit 34,3 et 25,4 millions d'u.c., pour quinze ans à 8,15 %) pour le renforcement du réseau de transport et de distribution de l'énergie électrique en Campanie et dans les Pouilles ;

— Prêt de 4,5 milliards de lires (4,2 millions d'u.c., pour huit ans, à 7,45 %) à la Société Acciaieria e Ferriera Lombarde Falck pour la restructuration des services électriques dans des aciéries près de Milan ;

— Prêt de 55 milliards de lires (51,8 millions d'uc., pour quinze ans, à 8,15 %) à l'Istituto Mobiliare Italiano et rétrocédé à la SIP (Società Italiana per l'Esercizio Telefonico) pour le développement du service téléphonique dans les Abruzzes, et Molise et le Bas-Latium.

Ces huit prêts portent à 492 milliards de lires le montant des financements accordés à l'Italie par la B.E.I. pendant les sept premiers mois de l'année en cours.

D'autres opérations ont été annoncées par la Banque :

— Trois prêts d'une contre-valeur totale de 30 millions de livres irlandaises (44,8 millions d'u.c.) à l'Etat irlandais le 20 juillet destinés à l'extension d'installations portuaires, à l'aménagement du réseau routier et à l'alimentation en eau. D'un montant de 10 millions de livres irlandaises chacun, ces prêts d'une durée de vingt, quinze et vingt ans portent respectivement intérêt à 9,3 %, 8,15 % et 9,3 % ;

— Trois prêts d'une contre-valeur totale de 20,6 millions de livres (30,8 millions d'u.c., pour quinze ans, à 10,15 %) au National Water Council le 27 juillet pour le financement de travaux d'adduction d'eau ou d'assainissement dans le nord-est et le sud-ouest de l'Angleterre ;

— Un prêt d'une contre-valeur de 59,7 millions de francs français (10,8 millions d'u.c., pour quinze ans, à 9,80 %) à la Société française du tunnel routier de Fréjus le 27 juillet pour le financement de la construction du tunnel qui doit relier la France à l'Italie ;

— Un prêt d'une contre-valeur de 10,75 millions de livres (16,1 millions d'u.c., d'une durée de dix ans, à 8,9 %) le 2 août à la Civil Aviation Authority-C.A.A. au Royaume-Uni pour l'extension des installations de l'aéroport de Sumburgh (Iles Shetland).

• BANQUE INTERAMERICAINE DE DEVELOPPEMENT. — *Quatre prêts de la Banque interaméricaine de développement (BID) ont été annoncées en juillet et en août :*

— à la Bolivie (13 juillet) : deux prêts d'un montant de 5,9 millions de dollars affectés à un programme de crédit dont bénéficieront les éleveurs de bétail des fermes de petite et moyenne dimension. Le premier prêt, de 3,2 millions de dollars, provient du fonds d'opérations spéciales et a été accordé pour quarante ans aux taux de 1 % pendant les dix premières années et de 2 % ensuite ; le second prêt, attribué à l'aide des ressources interrégionales, a une durée de vingt-cinq ans et porte intérêt à 7,5 % ;

— à l'Equateur (10 août) : 16,9 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans au taux d'intérêt de 1 % l'an pendant les dix premières années et de 2 % ensuite) destinés au financement d'un programme de développement rural dans la province de Zamora-Chinchipe ;

— à la Banque de développement des Caraïbes (10 août) : 12 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour vingt ans, au taux de 1 % l'an pendant les cinq premières années et de 2 % ensuite) financeront des programmes de développement en faveur des pays membres de la Banque régionale dans les secteurs de l'industrie, du tourisme et de la construction.

GROUPEMENTS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX

Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

Le programme intégré pour les produits de base

LA sixième session du comité intergouvernemental spécial du programme intégré pour les produits de base s'est réunie à Genève du 10 au 14 juillet pour examiner les progrès accomplis dans l'exécution de la résolution 93 de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) relative aux produits de base. Le comité a adopté par consensus une résolution préconisant la reprise de la conférence de négociation sur un fonds commun ; il s'est également inquiété de la lenteur des travaux préparatoires et, tout en reconnaissant les résultats obtenus, il a souligné qu'il importait d'accélérer la mise en œuvre du programme intégré pour la réalisation duquel il a prolongé d'un an (jusqu'à la fin 1979) le délai précédemment fixé.

CUIVRE. — *La quatrième réunion préparatoire sur le cuivre, qui s'est tenue à Genève du 17 au 21 juillet, n'est pas parvenue à un accord sur la manière de continuer les travaux concernant la création de l'organisme du cuivre proposé.*

BLE. — *Le comité intérimaire de la conférence des Nations unies pour la négociation d'un arrangement international destiné à remplacer l'accord international sur le blé de 1971, tel qu'il a été prorogé, a tenu à Genève sa deuxième session, du 7 au 12 juillet. Cette réunion avait pour but de tenter d'élaborer un accord sur les éléments à incorporer dans les projets de convention relatifs au commerce du blé, aux céréales secondaires et à l'aide alimentaire. A l'issue de la session, le comité a décidé, à l'unanimité, de se réunir à nouveau, du 16 au 20 octobre à Londres, pour achever l'élaboration du projet.*

TRANSFERT DE TECHNOLOGIE. — *Les travaux de fond du groupe d'experts gouvernementaux chargés de préparer la conférence des Nations unies qui doit se réunir en octobre-novembre à Genève, sous les auspices de la CNUCED, afin de négocier et d'adopter le code international de conduite pour le transfert de technologie se sont achevés dans les délais prévus, le 7 juillet.*

Le texte définitif adopté à partir des divers projets porte sur les chapitres suivants : définitions et champ d'application ; objectifs et principes ; octroi d'un traitement spécial aux pays en développement ; réglementation nationale relative au transfert de technologie ; pratiques restrictives ; garanties-responsabilités obligations. Le seul chapitre sur lequel l'accord n'a pu se réaliser, faute de temps, est celui qui concerne la législation applicable et le règlement des différends, mais, même dans ce cas, tous les groupes régionaux ont présenté des propositions révisées aux fins de négociation.

PRATIQUES COMMERCIALES RESTRICTIVES. — *Le troisième groupe spécial d'experts des pratiques commerciales restrictives a achevé sa cinquième session le 21 juillet. Cette session a été consacrée entièrement à la rédaction d'un ensemble de principes et de règles équitables convenus au niveau multilatéral pour le contrôle des pratiques commerciales restrictives. Les propositions et les recommandations formulées par les experts ont été examinées au mois d'août par le conseil du commerce et du développement, qui a pris les décisions appropriées pour la négociation effective des principes et des règles.*

REMISES DE DETTES. — *La CNUCED a annoncé le 3 août que la Suisse avait décidé de transformer en dons les dettes de sept pays en voie de développement (Inde, Pakistan, Bangladesh, Kenya, Népal, Cameroun, Indonésie). De son côté, le Royaume-Uni a pris, le 7 août, la même décision en faveur, cette fois, de dix-sept pays en voie de développement (Afghanistan, Bangladesh, Botswana, Egypte, Gambie, Inde, Indonésie, Kenya, Lesotho, Malawi, Népal, Pakistan, Samoa occidentale, Sierra-Leone, Sri-Lanka, Soudan et Tanzanie).*

RECENTES PUBLICATIONS

• *Etude sur les transports maritimes en 1977 :* analyse de la surcapacité et de la sous-utilisation de la flotte marchande mondiale.

Conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre

Treizième conférence à Kinshasa

LA treizième conférence des ministres du Conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre (CIPEC) s'est tenue du 3 au 5 juillet à Kinshasa en présence des ministres et de chefs de délégation des neuf pays membres et de nombreux observateurs. Les changements importants intervenus au cours des derniers mois sur le marché du cuivre ont fait l'objet d'une discussion ; à cet effet, les membres du Conseil sont convenus d'adopter une politique commerciale adaptée à ces nouvelles conditions en raison de l'absence d'un accord international avec les pays consommateurs.

La conférence a également procédé à un échange de vues sur la procédure engagée par un certain nombre de producteurs américains en vue de restreindre, par des mesures de protection unilatérales, les importations de cuivre raffiné des Etats-Unis ; elle a pris note des assurances de l'administration américaine quant à la recherche de solutions internationales aux problèmes du marché mondial du cuivre. Le président de la conférence a été chargé de suivre l'évolution de cette procédure.

Les participants ont par ailleurs constaté l'absence de progrès sur le fond même des discussions avec les pays consommateurs engagées en mars 1976 à l'initiative du CIPEC. En revanche, les progrès enregistrés dans les échanges de vues entre les pays membres et les pays exportateurs ayant des intérêts communs pourraient conduire à la conclusion d'un accord international pour un prix rémunérateur et stable du cuivre.

Pour stimuler la demande, la conférence a d'autre part décidé d'intensifier l'effort consenti par les producteurs en matière de défense et de promotion des usages du cuivre ; aussi a-t-elle chargé le secrétariat de présenter à la prochaine session extraordinaire (qui se tiendra en octobre prochain à Paris pour désigner le nouveau secrétaire général) une analyse qui permettra aux ministres d'adopter une décision finale sur le montant des fonds à consacrer à la promotion 1979.

Groupe andin

Entrée en fonctionnement du Fonds andin de réserves

LE Fonds andin de réserves, dont l'accord constitutif a été souscrit le 12 novembre 1976 par les ministres des finances et les présidents des banques centrales des pays membres, est entré en fonctionnement le 14 juillet. Le 15, le conseil de direction, qui tenait sa première réunion au siège de la Banque centrale du Pérou, a procédé à l'installation de l'assemblée.

Le Fonds andin de réserves, personne juridique de droit international, complète la structure financière de la sous-région. Il est doté d'un capital initial de 240 millions de dollars, et a pour objectifs essentiels : a) d'aider les pays membres à résoudre les difficultés affectant l'équilibre de leurs balances des paiements ; b) de contribuer à l'harmonisation de leurs politiques de change, monétaires et financières. Le Fonds sera administré par l'assemblée et le conseil de direction ainsi que par la présidence exécutive. L'assemblée aura pour tâche de définir la politique générale du Fonds et les orientations des actions du conseil de direction et de la présidence exécutive. Le conseil de direction décidera directement des opérations et sera chargé d'appliquer la politique générale de l'Assemblée. Enfin, la présidence exécutive, organe technique permanent, effectuera des études, présentera des propositions et adoptera les dispositions nécessaires à l'application des objectifs de l'accord constitutif du Fonds. Le siège du Fonds andin de réserves est à Bogota.

ACCORDS SOCIAUX. — *Avec la participation des représentants du comité (la junta) et des délégations de la Corporation andine de développement (CAF) et du Bureau international du travail (BIT), s'est tenue à Lima, les 22 et 23 juillet, la deuxième réunion des secrétaires exécutifs des Accords Andrès Bello, Hipolito Unanue et Simon Rodriguez ainsi que la Commission andine pour la formation professionnelle. La réunion avait pour but de reprendre les efforts de coordination des accords sociaux entrepris à Quito en janvier de l'année en cours, et de déterminer, dans le cadre du plan d'action du Groupe andin pour 1978-1980, les objectifs prioritaires. Dans cette perspective, les secrétaires exécutifs ont examiné les questions suivantes : les besoins d'assistance technique et financière, les mécanismes nationaux et sous-régionaux de coordination dans le domaine social, les programmes de formation de la main-d'œuvre des secteurs de l'automobile, de la machine-outil et de la pétrochimie, le programme d'aide à la Bolivie, l'ébauche d'une politique de l'emploi, et le marché du travail et l'automation.*

SYSTEME DE PLANIFICATION DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE. — *Les chefs des bureaux nationaux de planification de l'agriculture et de l'élevage ont tenu leur troisième réunion commune à Lima, du 26 au 28 juillet, en présence d'observateurs de la F.A.O, de la Corporation andine de développement (CAF), de l'Institut interaméricain*

des sciences agricoles (IICA), de la Banque interaméricaine de développement (BID) et du Système économique latino-américain (SELA). L'ordre du jour était consacré aux problèmes de la planification et de la production. Les participants ont examiné en particulier la suite donnée à la résolution n° 3 de la troisième réunion des ministres de l'agriculture (Bogota, décembre 1977) portant sur l'établissement d'un système andin de planification de l'agriculture et de l'élevage (SAPA). Elaboré par le comité (la junta) sous forme de proposition, le SAPA est un programme d'action en trois étapes : 1978-1979 : collecte de données statistiques sur 1975-1977, années de référence ; 1980-1982 : coordination des plans nationaux pour l'agriculture et l'élevage ; 1983 : mise en route d'un plan indicatif sous-régional à moyen terme.

Les chefs des bureaux nationaux sont convenus d'organiser des séminaires annuels sur la planification, le premier étant prévu à Lima, du 16 au 20 octobre de cette année.

PROJETS DE DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE DANS LE DOMAINE DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE. — *Le comité chargé de l'administration et de la direction de cinq projets de développement technologique dans le domaine de la production alimentaire a été mis en place le 7 juillet à Lima. Les projets permettront de produire des aliments à bas prix de revient moyennant une utilisation rationnelle des ressources de la sous-région. Leur financement, auquel contribue la Communauté économique européenne avec un prêt non remboursable de 2 900 000 dollars, s'élèvera, selon les estimations des experts, à 6 500 000 dollars.*

Marché commun des Caraïbes

Douzième session du conseil des ministres

APRES deux réunions préparatoires, la première à Bridgetown (Barbade), du 8 au 11 mai, la seconde à Kingstown (Jamaïque), le 14 juillet, la douzième session du conseil des ministres du Marché commun des Caraïbes s'est tenue à Kingston les 17 et 18 juillet. Les ministres avaient à considérer une série de propositions tendant à résoudre les problèmes qui affectent le progrès de l'intégration régionale, notamment dans le domaine du commerce. Après la décision des gouvernements de la Jamaïque et de la Guyana de libérer certaines de leurs importations en provenance des pays les moins développés de la région, les ministres se sont mis d'accord pour confier à un comité formé des représentants des Etats membres et de l'Association de l'industrie et du commerce des Caraïbes une étude sur le commerce intra-régional ainsi que sur ses perspectives de développement.

Les progrès du plan régional pour l'alimentation ont fait l'objet d'un examen attentif, les ministres soulignant l'importance du récent apport de 2 000 000 de dollars du Fonds spécial du PNUD pour contribuer à la réalisation de ses objectifs. Les ministres se sont aussi penchés sur les problèmes monétaires, les nouvelles règles sur l'origine des marchandises et les travaux de mise au point du tarif extérieur commun, dont l'installation est prévue pour le premier janvier 1979. Ils ont adopté une nouvelle base de calcul du prix du sucre pour le marché intérieur, fixé les prix des huiles brutes et raffinées, ainsi que les prix pour la prochaine campagne des produits qui font l'objet du protocole sur les marchés agricoles. La dernière partie des travaux a été consacrée aux relations avec la C.E.E., à la préparation des négociations sur la deuxième convention de Lomé et à l'examen des propositions relatives à un éventuel accord commercial avec le gouvernement du Canada.

COMMUNAUTE DES CARAIBES. — *Tous les pays membres de la Communauté des Caraïbes étaient représentés à la conférence annuelle des ministres de la santé, qui s'est tenue à Sainte-Lucie du 26 au 28 juillet. La principale question à l'ordre du jour était la discussion du projet de développement des services de santé dans les pays les moins développés de la région et les conditions de son financement.*

O.C.D.E.

Progression accélérée du tourisme international

LE conseil de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) a publié le 28 juillet le rapport annuel du comité du tourisme. Selon ce document, deux ans après avoir dépassé le cap des 30 milliards de dollars, les paiements touristiques internationaux de la zone O.C.D.E. ont dépassé 40 milliards en 1977 (avec 41,4 milliards pour les recettes et 42,8 milliards pour les dépenses), soit une augmentation respective de 23 % et de 17 % par rapport à 1976. L'expansion a été beaucoup plus forte qu'en 1976, où recettes et dépenses au titre du tourisme international n'avaient augmenté que de 7 % par rapport à l'année précédente. Cette progression, acquise en dépit d'une conjoncture économique défavorable, tient surtout à la forte augmentation des paiements touristiques intervenue dans la plupart des pays membres européens et au Japon.

TRAITEMENT CHIMIQUE DES COMBUSTIBLES IRRADIES. — *Les installations de la société Eurochemic vont être reprises par la Belgique aux termes d'une convention que viennent de signer les ministres des affaires étrangères et des affaires économiques de la Belgique avec le président du conseil d'administration et le directeur de la société. Cette convention entrera en vigueur au plus tard le 1er octobre prochain, à condition, toutefois, que les autres gouvernements participants à Eurochemic aient confirmé au gouvernement belge leur acceptation des engagements financiers requis pour assurer l'exécution de la convention de manière satisfaisante.*

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE. — *Deux nouveaux accords de coopération portant sur des projets de recherche et de développement sur les économies d'énergie ont été annoncés le 27 juillet par l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.). D'autre part, l'A.I.E. a publié, le 4 août, son premier rapport annuel sur ses activités de recherche, de développement et de démonstration dans le domaine énergétique pour la période 1977-1978. Cette étude résume le travail accompli dans les domaines suivants : élaboration d'une stratégie pour la recherche, le développement et la démonstration dans le domaine énergétique ; évaluation des programmes nationaux de recherche, de développement et de démonstration des pays membres de l'A.I.E. et, enfin, état d'avancement des projets de coopération mis en place et bilans résumés des premiers résultats de ces projets.*

RECENTES PUBLICATIONS

- *Les transports maritimes 1977* : les faits marquants observés dans le domaine des transports maritimes internationaux en 1977, et chaque fois que cela a été possible pendant les premiers mois de 1978 ; 172 pages, 1978.
- *Perspectives économiques de l'O.C.D.E.*, n° 23.
- *Etats-Unis*, dans la série « Etudes économiques », 85 pages.
- *Canada*, dans la série « Etudes économiques », 71 pages.
- *Examen annuel des politiques agricoles de l'O.C.D.E.* : les faits importants intervenus dans la politique agricole des pays membres en 1977 ; 137 pages. 1978.
- *La politique régionale et le secteur des services* : une analyse des conséquences de l'expansion du secteur des services publics ou privés pour la politique régionale ; 49 pages 1978.
- *Les problèmes et les politiques de développement régional au Portugal* : synthèse des résultats d'un examen des problèmes et des politiques de développement régional au Portugal ; 78 pages, 1978.
- *Collectivité - Equipements - Ecole : Politiques et stratégie* (vol. 1), 236 pages, 1978.

- ASSOCIATION LATINO-AMERICAINE DE LIBRE-COMMERCE. — *Au terme de la première période de compensation de l'année du système des paiements et des crédits réciproques au sein de l'Association latino-américaine de libre-commerce (ALALC), le montant des opérations commerciales et financières enregistré dans les comptes des accords de crédit des banques centrales a totalisé 1 310 444 [illegible] dollars, en augmentation, par rapport à la même période de l'année dernière, de 180 000 000 de dollars. De ce montant, seuls 27,1 % ont fait l'objet de transferts au titre de règlement des soldes des opérations de compensation ou de paiements anticipés, du fait des excédents apparus sur certaines lignes de crédit. Par conséquent, l'épargne, dans l'utilisation effective de devises pour le règlement des opérations commerciales et financières entre les pays membres dans les quatre premiers mois de l'année, s'est élevée à 959 587 650 dollars.*

— Les fabricants de conserves de fruits et de légumes des pays membres de l'A.L.A.L.C., dont la cinquième session s'est tenue à Montevideo du 17 au 21 juillet, ont adopté un projet d'accord de complémentarité sur quarante-cinq articles. Le programme de libération comprend quarante-quatre concessions tarifaires, qui seront chaque année l'objet de révisions. Selon la réglementation juridique en vigueur, les avantages de cet accord s'étendront à tous les pays de moindre développement économique relatif de la région. Approuvé au niveau des fabricants, il sera soumis aux autorités des pays signataires pour être négocié officiellement.

- COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES PAYS DES GRANDS LACS. — *Conformément au premier protocole additionnel à la convention portant création de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (C.E.P.G.L.), la commission technique spécialisée de la planification, de l'agriculture, de l'industrie et des ressources naturelles a tenu sa première réunion ordinaire à Gisenyi du 10 au 15 juillet dernier.*

- GATT. — *Les Etats-Unis ont protesté le 24 juillet contre des restrictions à l'importation de produits en cuir imposées par le Japon, lors d'une réunion du conseil du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Le conseil a décidé de réunir un groupe de conciliation à la fin septembre si les deux parties ne parvenaient pas à se mettre d'accord avant.*

Le conseil a également examiné une plainte émanant du Royaume-Uni au nom de Hongkong à l'encontre de restrictions à des importations de textiles imposées par la Norvège. Dans ce cas-là aussi, le conseil a recommandé la poursuite des négociations bilatérales.

Enfin le conseil a examiné une nouvelle fois le différend entre la Communauté européenne et le Japon, qui dure depuis 1974 et concerne les tarifs douaniers de certains produits. Mais il n'a abouti à aucune conclusion.

— Le quarante-sixième stage de politique commerciale organisé par le GATT s'est ouvert le 7 août. Destiné à des fonctionnaires francophones de pays en voie de développement, il durera jusqu'au 12 décembre. Il réunit vingt participants originaires d'autant de pays.

- OPEP. — *L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a accordé, le 28 juillet, des prêts d'un montant total de 17,5 millions de dollars à sept pays en voie de développement (Laos, Guinée, Mali, Guyana, Cap-Vert, Guinée-Bissau et Comores) pour les aider à combler le déficit de leurs balances des paiements. Ces prêts sont remboursables en quinze ans à un taux d'intérêt de 0,5 %.*

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Marché commun

Les ministres des finances dressent l'inventaire des problèmes du système monétaire européen

LES ministres des finances des Neuf ont dressé le 24 juillet à Bruxelles, pour les experts, l'inventaire des grandes questions techniques dont la solution doit permettre la mise sur pied d'un nouveau système de stabilité monétaire en Europe ébauché au Conseil européen de Brême. Ce système prévoit notamment la création d'une unité de compte, l'ECU, et d'un fonds monétaire européen doté de moyens puissants puisés dans les réserves de change des neuf pays de la C.E.E.

Les délibérations des grands argentiers de la C.E.E. ont fait surgir deux problèmes importants qui devront être tranchés à l'échelon politique : le type d'unité de compte européenne qui servira de référence au nouveau système monétaire, ainsi que la définition du fonds européen de réserve. Sur le premier point, deux solutions sont envisagées : soit le recours à un panier de monnaies européennes qui comprendrait toutes les monnaies de la C.E.E., y compris la lire italienne et la livre sterling ; soit une définition plus directe, chaque monnaie européenne ayant une parité fixe par rapport aux autres monnaies de la C.E.E.

La première solution, qui bénéficie des faveurs de la Grande-Bretagne et de l'Italie, est moins contraignante que la seconde, qui est soutenue par l'Allemagne de l'Ouest.

La définition du fonds monétaire européen a, elle aussi, une implication politique : ce fonds disposera-t-il de sommes versées effectivement par chaque banque centrale sur ses réserves monétaires (terme anglais : *pooling*) ou ce fonds sera-t-il simplement constitué par des engagements *(pledge)* des différentes banques centrales. La Grande-Bretagne, malgré ses réticences, préfère la première solution qui aurait l'avantage de matérialiser immédiatement la mise en commun des réserves monétaires des Neuf alors que l'exécution des engagements pourrait être soumise à des considérations politiques.

Les discussions du 24 juillet n'ont pas permis de résoudre le problème politique essentiel qui est celui de la participation ou non de la Grande-Bretagne et de l'Italie au nouveau système monétaire européen.

Pas d'accord sur une politique commune de la pêche

Les ministres de la pêche des Neuf, réunis les 24 et 25 juillet à Bruxelles, ne sont pas parvenus, une fois de plus, à définir une politique commune de la pêche à l'intérieur de la zone communautaire de 200 milles et avec les pays tiers.

M. Josef Ertl, ministre ouest-allemand de l'agriculture et de la pêche et président en exercice du conseil, a demandé à la Commission européenne de prendre contact avec les gouvernements afin de trouver une volonté politique de régler le problème. Si des solutions n'étaient pas trouvées d'ici à l'automne, la pêche pourrait être portée à l'ordre du jour du prochain « sommet » européen.

Les Britanniques, qui sont opposés aux huit autres membres du Marché commun sur cette question, ont pratiqué une politique de blocage au cours de ces deux journées, en s'opposant notamment au recours à l'article 43 du traité de Rome qui permet l'adoption de mesures au vote majoritaire et non à l'unanimité.

Les ministres français, allemands, danois et néerlandais ont vivement critiqué la décision unilatérale de la Grande-Bretagne d'interdire la pêche au hareng à l'ouest de l'écosse à partir du 6 juillet.

Si la Commission approuve cette mesure, ce qui semble probable étant donnés les avis des experts sur la nécessité de conserver les ressources en poisson, la décision sera dramatique pour les ports français de Fécamp, Dieppe et Boulogne, spécialisés dans ce poisson et dont la campagne a débuté le 1er août.

M. Joël Le Theule, ministre français des transports, a déclaré que son gouvernement ne reconnaît pas les mesures unilatérales britanniques et attend la décision de la Commission européenne.

Les ministres des Neuf n'ont pas non plus trouvé de position commune sur les accords cadres à parapher ou à signer avec les îles Féroé, la Suède et la Norvège. La Grande-Bretagne refuse toute politique commune avec les pays tiers tant qu'il n'y aura pas de politique commune à l'intérieur de la zone communautaire. Le problème a été reporté à septembre.

LE DOSSIER AGRICOLE DU GATT. — *La France a demandé, le 25 juillet à la Commission de la C.E.E., au cours du conseil des ministres de l'agriculture à Bruxelles, de se montrer « vigilante » sur le volet agricole des négociations commerciales multilatérales qui se déroulent à Genève.*

Le représentant français a souligné qu'un accord à Genève ne devait pas remettre en cause la capacité de la C.E.E. d'exporter des produits agricoles vers les pays tiers. La France a, en effet, l'impression que les Etats-Unis, notamment, cherchent à obtenir à Genève, de la part de la C.E.E., des concessions sur le plan agricole qui consisteraient à limiter fortement les subventions accordées par le Marché commun pour les exportations de produits agricoles vers les pays tiers.

M. Finn Olav Gundelach, commissaire européen chargé du secteur agricole, a assuré le représentant français que la Commission de la C.E.E. resterait très attentive à Genève sur le dossier agricole.

D'autre part, M. Josef Ertl, qui préside le Conseil des ministres jusqu'à la fin de 1978, a précisé à ses collègues les dossiers prioritaires : d'une part, a-t-il dit, l'assainissement du marché laitier, le problème de la réforme du marché européen du vin et l'agriculture méditerranéenne. D'autre part, la mise en place d'organisations communes de marchés pour les pommes de terre, l'alcool et la viande ovine. A ce propos, la Grande-Bretagne a protesté lors du Conseil des ministres contre les restrictions aux importations de viande de mouton en provenance du Royaume-Uni vers la France édictées par les autorités françaises.

A l'heure actuelle, il n'existe encore aucune organisation commune pour la viande ovine, ce qui explique les mesures françaises. La Commission européenne est toutefois d'avis que Paris doit, dès à présent, respecter le principe de la liberté de circulation des marchandises à l'intérieur du Marché commun.

COMBUSTIBLE NUCLEAIRE. — *La Commission de la C.E.E. vient de donner un avis favorable sur un projet d'usine de production d'éléments combustibles nucléaires de la société franco-belge de fabrication de combustibles (F.B.F.C.) à Romans (Isère).*

Cette société prend en charge les installations existantes de la CERCA (Compagnie pour l'étude et la réalisation des combustibles atomiques), à Romans, et de la société Métallurgie et Mécanique nucléaire (M.M.N.), à Dessel (Belgique). Ses actionnaires sont le Holding Eurofuel, qui regroupe P.U.K. (Pechiney-Ugine-Kuhlmann) (51 %), Westinghouse (35 %), Framatome (11 %) et Creusot-Loire (3 %), la société Métallurgie et Mécanique nucléaire, ainsi que la société Westinghouse. La CERCA est l'une des deux seules usines privées françaises de fabrication de combustible nucléaire.

ACIER. — *Quatre firmes sidérurgiques italiennes de la région de Brescia, « les Bresciani », viennent d'être frappées d'amendes d'un montant total de 77 149 unités de compte (1 u.c. = 1,27 dollar), soit 429 675 F.F., par la Commission de la C.E.E., pour ne pas avoir respecté les prix minima de vente des ronds à béton.*

CONVENTION DE LOME. — *La C.E.E. et les cinquante-quatre pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.) signataires de la convention de Lomé ont ouvert solennellement à Bruxelles, le 24 juillet, les négociations visant à renouveler l'accord de Lomé. La convention de Lomé, signée en 1975, expire le 1er mars 1980. Pour que le nouvel accord soit prêt en temps voulu, les négociations devraient être terminées en mars 1979.*

LE CANADA ET LA C.E.E. *sont parvenus, le 29 juillet, à l'issue de deux jours de négociations, à un accord à court terme sur leurs relations dans le domaine de la pêche.*

CECA

Difficultés persistantes pour le plan anti-crise de l'acier

RAREMENT la pause traditionnelle du mois d'août avait été aussi nette que cette année. Après des mois d'agitation économique, réglementaire — et bien entendu politique — entretenue par la permanence de la crise sidérurgique, le calme s'est établi dans les services européens. Comme si chacun, fonctionnaires ou professionnels, éprouvait le besoin de souffler un peu, après une période intense de conciliabules et de décisions.

En réalité, les vacances du personnel européen n'expliquent pas tout. La CECA est en train de « digérer » son nouveau dispositif et l'expérimentation du plan anti-crise renforcé, que M. Davignon a fait adopter par les Neuf, demande un certain temps. Les éléments de succès de ce plan (la remontée des cours de l'acier, les accords bilatéraux passés entre la CECA et les fournisseurs extérieurs d'acier de la Communauté, la diminution du nombre des fraudes en matière de tarifs) va de pair avec des échecs évidents (la permanence de la crise mondiale aggrave la situation d'un bon nombre d'entreprises sidérurgiques, la course au prix le plus bas, pour pouvoir vendre n'est pas circonscrite à l'Italie).

Précisément, la sérénité estivale a été troublée par quelques « affaires », qui ont maintenu une certaine actualité en la matière. D'abord, il se confirme que les « Bresciani » ne sont pas seuls à violer la réglementation sur les prix minima (pour les ronds à béton notamment). Certains d'entre eux ont été frappés d'amende (77 414 unités de compte européennes pour quatre firmes d'abord, puis cinq firmes pour 127 000 unités de compte) et l'une de celles-ci, la Metallurgica Luciano Rumi, de Bergame, a introduit un recours auprès de la cour de justice des Communautés européennes, recours qui, on le sait, n'a pas d'effet suspensif. Mais, simultanément, il se confirme que des producteurs allemands offrent des rabais — illégaux — à leurs principaux clients, pour garder leur marché intérieur.

Du coup certains experts européens préconisent une réduction des livraisons autorisées : les aciéries des Neuf n'auraient plus le droit de livrer que 27 millions de tonnes au dernier trimestre de cette année, contre 29 au troisième trimestre et 31 au cours de chacun des deux premiers trimestres.

D'autre part, les négociations avec les pays tiers ne donnent pas toutes d'heureux résultats. Si les discussions avec l'Australie ont abouti à un accord — ce pays ramènera ses ventes d'acier aux Neuf à 450 000 tonnes cette année (dont 120 000 à l'Italie) au lieu de 630 000 en 1976 (dont plus de 300 000 à l'Italie) — l'importation de tôles moyennes en provenance d'Argentine cause de « *sérieux problèmes* ». Cet acier arriverait en Europe en « *violation de tous les règlements* », estime le *Metal Bulletin*, organe du négoce des métaux londoniens, qui fait état de préoccupations analogues au sujet des arrivages dans la Communauté d'aciers algériens et grecs.

Problèmes découlant des concentrations

Enfin, troisième type de problèmes, l'évolution interne des sidérurgies des Neuf continue à soulever de grandes difficultés, liées pour l'essentiel aux concentrations qu'engendre la crise. En France, par exemple, la fermeture d'installations peu « performantes » va entraîner de sérieuses réductions d'activité et des suspensions d'emplois supplémentaires à Denain (2 500), à Valenciennes (600) et à Longwy (1 000), soit 4 000 au total, qui s'ajouteront aux 7 000 déjà effectuées en 1977 et 1978. En Lorraine, la société Sacilor, plus discrète n'a encore rien annoncé au-delà des 9 000 suppressions prévues dans le plan acier de 1977 pour avril 1979.

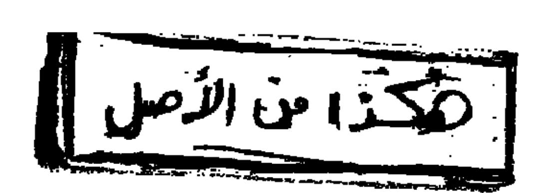
Mais dans l'immédiat, le choix entre Neuves-Maisons et Longwy pour la construction d'une nouvelle aciérie commune aux deux groupes provoque une levée de boucliers des élus locaux de toute tendance, car l'enjeu est vital : 1 000 emplois pour Neuves-Maisons dans un premier stade, l'avenir de la ville dans un second. Si les experts sont d'accord pour exclure la construction de deux aciéries voisines et fort coûteuses (entre 350 et 400 millions de francs chacune), la préférence marquée par Usinor pour Longwy, le fait qu'on ait suspendu les travaux à Neuves-Maisons et le fait qu'on ait déjà chiffré le coût du déménagement du haut fourneau déjà construit à 90 % dans cette ville font craindre le pire. Les élus de la majorité politique sont vivement critiqués pour avoir soit péché par ignorance sur les projets d'Usinor-Sacilor, soit laissé les pouvoirs publics consacrer des sommes considérables (pour la canalisation de la Moselle notamment) dans des travaux qui peuvent être abandonnés aujourd'hui.

Le moment semble venu où l'on ne pourra plus empêcher de solder l'addition. Déficits cumulés et endettement représentent une addition fort lourde, dont les pouvoirs publics cherchent à aider le règlement. Au début de 1978, les dettes de la sidérurgie française, qui avaient progressé de 4,2 milliards de francs en 1977, atteignaient 38,1 milliards, soit plus du chiffre d'affaires annuel de la profession (33 milliards). Elles se répartissaient ainsi : Groupement de l'industrie sidérurgique (G.I.S.) : 13 milliards ; Fonds de développement économique et social (F.D.E.S.) : 8,2 ; banques : 6 ; obligations autres que G.I.S. : 4,1 ; CECA : 3,3 ; Crédit national : 2 ; divers : 1,5.

Plusieurs modalités de consolidation ont été étudiées, associant diverses mesures : moratoire des intérêts, abandon des créances, transformations des créances en actions ou obligations convertibles, création d'un holding à partir des créances détenues par les banques. Les sidérurgies étrangères éprouvent des difficultés analogues. Le choix des moyens pour y faire face est devenu très urgent.

- EURATOM. — *La Communauté européenne de l'énergie atomique (EURATOM) a annoncé en juillet l'émission d'un emprunt sur le marché suisse des capitaux. Le syndicat bancaire est dirigé par le Crédit suisse, la Société de banque suisse et l'Union des banques suisses.*

Le montant de l'emprunt s'élève à 80 millions de francs suisses. Le taux d'intérêt est de 4,25 % l'an et la durée de quinze ans. Le prix d'émission a été fixé au pair. Le produit de cet emprunt sera affecté au financement d'investissement d'entreprises, en R.F.A. et en France, qui peuvent obtenir des crédits auprès d'EURATOM.



AUTRES ORGANISATIONS POLITIQUES TECHNIQUES ET SOCIALES

Conseil de l'Europe

Droits de l'homme

LA cent trente-quatrième session de la commission européenne des droits de l'homme s'est tenue à Strasbourg du 3 au 13 juillet. Au cours de cette réunion, la commission a examiné une requête inter-étatique sur le *conflit chypriote* (voir *le Monde diplomatique* d'août) et quatre cent treize requêtes individuelles.

Parmi les requêtes individuelles qui furent examinées celle de X... contre le Royaume-Uni (n° 7907/77) a été déclarée recevable. La commission a rayé trois cent onze requêtes de son rôle et en a déclaré irrecevables soixante-deux ; parmi ces dernières figurent les requêtes introduites par Gudrun Ensslin, Andreas Baader et Carl Raspe (requêtes maintenues, après leur décès, par des membres de la proche famille) sur les conditions de détention des requérants dans la prison de Stammheim et les poursuites pénales engagées contre eux.

AFFAIRE SCHIESSER. — *Le gouvernement suisse a saisi, à son tour, le 19 juillet, la Cour européenne des droits de l'homme de l'affaire Schiesser. Cette affaire avait été initialement portée devant la Cour au début du mois de juin par la commission européenne des droits de l'homme.*

Organisation de l'unité africaine

Quinzième session à Khartoum de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement

LES chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) se sont réunis à Khartoum du 18 au 22 juillet pour leur quinzième conférence. La délégation des Comores, où un coup d'Etat avait renversé le régime légitime avec l'aide de mercenaires étrangers, n'avait pas été admise à participer à la session.

Les interventions étrangères en Afrique et l'éventuelle création *d'une force d'intervention* interafricaine furent l'un des thèmes principaux de la rencontre. La résolution adoptée à l'issue des débats condamne la conclusion des pactes militaires avec des puissances extra-africaines tout en réaffirmant le droit de chaque pays à choisir son option idéologique. L'O.U.A. a repoussé l'idée de la création d'une force interafricaine qui ne serait pas mise en œuvre pour elle-même, et a chargé la commission de défense de l'Organisation d'étudier le principe de la création d'une telle force. Les chefs d'Etat ont rappelé à ce propos le « *droit inaltérable* » de chaque pays à faire appel à l'aide extérieure en cas de besoin. Un projet de résolution présenté par le président Senghor du Sénégal et condamnant le principe de l'intervention étrangère en Afrique a été rejeté par 21 voix contre 20.

A *propos* de la *Rhodésie*, la conférence a lancé un avertissement spécial aux Etats-Unis dont le Congrès s'apprêtait à discuter de la levée éventuelle des sanctions économiques contre la Rhodésie. Le texte voté signifie à Washington que la levée des sanctions constituerait un « *empêchement sérieux* » aux efforts pour parvenir à un règlement négocié. Non seulement les Africains de Rhodésie participant actuellement au gouvernement de transition mis en place par M. Ian Smith n'ont pu obtenir le moindre signe de reconnaissance (une délégation de représentants de Mgr Sithole n'a *pas été autorisée à s'exprimer* devant les ministres des affaires étrangères qui s'étaient réunis à Khartoum pour préparer la conférence au sommet), mais encore la participation d'Africains au gouvernement de Salisbury a été dénoncée comme « *une autre manœuvre du régime raciste illégal de la minorité pour maintenir sa domination* ». L'O.U.A. a renouvelé son « *engagement sans équivoque* » aux côtés du Front patriotique.

Trois résolutions ont été adoptées à propos des conflits du Sahara occidental, du Tchad et de l'Erythrée. Sur le premier point, la conférence *a créé une commission ad hoc* composée au moins de cinq chefs d'Etat et présidée par le général Nemeiry (Soudan), chargée d'examiner « *tous les faits* », y compris la question du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui. Elle devra soumettre un rapport à une conférence extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de l'O.U.A. spécialement réunie pour discuter du problème. A propos du conflit opposant le Tchad à la Libye et du conflit entre l'Ethiopie et la Somalie, les commissions déjà chargées des problèmes ont été invitées à poursuivre leurs efforts. Un texte faisant référence au problème érythréen a été adopté, malgré les réserves de l'Ethiopie, dans une résolution traitant du conflit entre l'Ethiopie et le Soudan.

D'autre part, la conférence a rejeté un texte sur l'île de la Réunion (où l'île était désignée comme faisant partie intégrante du continent *africain) mais elle* a *condamné* la présence française à Mayotte. Quant aux Comores, il est précisé qu'elles font toujours partie de l'O.U.A., seule leur représentation actuelle par une « *délégation du mercenaire Bob Denard* » étant contestée.

Le 22 *juillet*, M. Edem Kodjo, ministre des affaires étrangères du Togo, a été élu secrétaire général de l'O.U.A. en remplacement de M. William Eteki Mboumoua (Cameroun) qui ne souhaitait pas le renouvellement de son mandat.

Traité de coopération amazonienne

Les objectifs de la nouvelle institution sous-régionale

COURONNANT plusieurs mois d'efforts de la diplomatie brésilienne, la signature du traité de coopération amazonienne est intervenue à Brasilia à l'issue d'une réunion qui rassemblait, du 2 au 7 juillet, les ministres des affaires étrangères de sept pays : Bolivie, Brésil, Colombie, Equateur, Guyana, Surinam et Venezuela.

L'objet du traité est de favoriser un développement intégral du bassin de l'Amazone, en coordonnant les efforts de chacun des partenaires sur leurs territoires respectifs. Dans ses principales dispositions, il prévoit : a) la plus large liberté de navigation à des fins commerciales sur l'Amazone et les fleuves internationaux du bassin ; b) le développement de l'infrastructure des régions amazoniennes, *transports* et *communications en particulier* ; c) l'essor des courants d'échange de produits locaux des régions frontalières par des accords bilatéraux ou multilatéraux ; d) la coordination des services de santé ; e) une étroite collaboration dans les domaines de la recherche scientifique et technologique, etc.

Les principales institutions du traité sont : la réunion des ministres des affaires étrangères, le conseil de coopération amazonique, et les commissions nationales permanentes.

La réunion des ministres des affaires étrangères pourra être convoquée à la demande *d'une quelconque des parties contractantes*, à la condition cependant que cette demande soit appuyée par quatre au moins des Etats membres. Il revient aux ministres des affaires étrangères de fixer les orientations des politiques communes et d'adopter des décisions sur toutes les matières se rapportant aux objectifs du traité. Le conseil de coopération amazonique est chargé, quant à lui, de veiller à la réalisation des objectifs du traité et à l'application des décisions de la réunion des ministres des affaires étrangères ; de se prononcer sur l'opportunité de la convocation de *cette réunion ainsi que d'en établir l'ordre* du jour ; de considérer les projets présentés par les Etats membres et d'adopter des mesures pour leur application. A la demande d'une quelconque des parties contractantes, appuyée par la majorité des Etats membres, le conseil de coopération amazonique pourra tenir des réunions extraordinaires. Enfin les commissions nationales permanentes sont chargées, dans leurs pays respectifs, d'appliquer les dispositions du traité et d'exécuter les décisions de la réunion des ministres des affaires étrangères et du conseil de coopération amazonique.

Les décisions de la réunion des ministres des affaires étrangères et du conseil de coopération amazonique devront être adoptées à l'unanimité. Les fonctions de secrétariat seront assurées par les pays où auront lieu les réunions.

Le traité de coopération amazonique aura une durée illimitée. Il entrera en vigueur lorsque tous les pays ayant souscrit à ses dispositions auront déposé les instrument de ratification auprès du gouvernement brésilien.

● AGENCE SPATIALE EUROPEENNE. — *L'Agence spatiale européenne (ASE) n'ayant toujours pas de budget pour l'année 1978, le conseil de l'Agence s'est réuni les 26 et 27 juillet pour voter de nouveaux douzièmes provisoires. Les délégués, qui avaient déjà accordé, lors de précédentes réunions, 92 millions d'unités de compte (MUC) pour le budget général, et 76 MUC pour le budget scientifique, viennent de rajouter, respectivement aux deux budgets, 25 MUC et 28 MUC.*

Au cours de cette session, le conseil a annoncé la création d'un poste de directeur technique de l'Agence à l'ESTEC (Centre européen de recherche et de technologie spatiale) ; il a approuvé la nomination à ce poste de M. Massimo Trella (Italie).

— Le satellite scientifique Geos-2 de l'ASE, pour l'étude de la magnétosphère, lancé le 14 juillet depuis Cap Canaveral (Floride) par un lanceur américain Delta 2914, a été placé sur son orbite géosynchrone à 35 900 kilomètres au-dessus de l'Equateur.

● CERN. — *L'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) a annoncé que des physiciens du CERN avaient réussi, en juillet, à emmagasiner pour la première fois de l'antimatière — plusieurs centaines d'antiprotons — pendant quatre-vingt-cinq heures. Jusqu'à présent, on n'avait pu observer des antiprotons plus d'un dix millième de seconde.*

Cette expérience a été réalisée au cours d'essais préliminaires tendant à mettre à l'épreuve les possibilités de stocker, dans un même accélérateur de particules, un faisceau de particules et d'antiparticules pour provoquer des collisions matière-antimatière.

● LIGUE DES SOCIETES DE LA CROIX-ROUGE. — *En raison de l'apparition de nombreux cas de choléra dans le sud du Rwanda, la Croix-Rouge de ce pays a, en juillet, sollicité l'appui de la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge (qui coordonne l'aide de la Croix-Rouge internationale) pour stopper l'épidémie.*

— Plus de cinq cent mille personnes ont été touchées par les inondations qui se sont produites au Soudan, dans la province septentrionale et dans la région de Kassala. Le Croissant-Rouge soudanais a fourni des couvertures, des médicaments et des aliments destinés aux enfants en bas âge. De son côté, la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge a sollicité l'aide des sociétés nationales membres et a envoyé un délégué dans les régions sinistrées.

— Un nouvel appel de la Ligue a été lancé le 2 août en raison d'une nouvelle menace de famine en Ethiopie.

● ORGANISATION DES ETATS AMERICAINS. — *La dix-huitième session de la commission exécutive permanente du Conseil interaméricain pour l'éducation, la science et la culture (C.I.E.C.C.) s'est tenue à Washington du 31 juillet au 4 août. Les débats, consacrés aux orientations des programmes régionaux pour la période biennale 1980-1981 étaient placés sous le signe de l'austérité : d'après une résolution de la cinquième Assemblée générale, en effet, le secrétariat a été chargé d'étudier les moyens de coordonner les activités de la CEP pour parvenir à une plus grande rigueur financière et réaliser toutes les économies possibles.*

— Deux commissions techniques des congrès panaméricains des routes se sont réunies : l'une à Caracas, du 31 juillet au 4 août ; l'autre à Brasilia, du 1er au 11 août. Ces réunions ont été consacrées à l'examen d'une série de questions techniques et juridiques concernant la circulation automobile avant la réunion, du 25 au 29 septembre, du comité directeur permanent des congrès panaméricains des routes.

● ORGANISATION POUR LA MISE EN VALEUR DU FLEUVE GAMBIE. — *Calquée sur l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (qui rassemble le Sénégal, le Mali et la Mauritanie), une nouvelle institution vient de voir le jour à la suite d'un accord signé entre le Sénégal et la Gambie, au début de juillet. Dénommée « Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie », elle prévoit notamment la construction de barrages pour régulariser le débit du fleuve.*

● OTAN. — *Le comité des plans de défense du Conseil de l'Atlantique nord (OTAN) a nommé, le 11 août, le vice-amiral Harry Train, des forces navales américaines, au poste de commandant suprême allié de l'Atlantique, sur proposition du président des Etats-Unis. Cette décision prendra effet le 1er octobre.*

La conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés

LES ministres des affaires étrangères des quatre-vingt-quatre pays non alignés plus le représentant de l'Organisation de libération de la Palestine considérée comme membre du mouvement à part entière se sont réunis à *Belgrade* du *25* au *30 juillet*, en compagnie de délégués d'autres pays venus à titre d'observateurs ou d'invités.

Les débats ont porté sur la politique et le rôle du mouvement non aligné dans les affaires internationales et, à cette occasion, l'évocation des conflits actuels, opposant parfois certains *pays membres du mouvement*, a *été* l'occasion de prises de position parfois tranchées. Il en fut ainsi notamment à propos du rôle de Cuba en Afrique, du différend sur le Sahara occidental ou encore de l'affrontement entre le Cambodge et le Vietnam. Toutefois, la déclaration finale adoptée à l'issue de la conférence s'efforce davantage de dégager les points de vue communs de nature à faire progresser le mouvement plutôt que d'accentuer les risques de scission.

Ainsi, à propos de la réunion en 1979 de la sixième conférence des chefs d'Etat et de gouvernement du mouvement des non-alignés, les ministres ont confirmé qu'elle se tiendrait bien à La Havane comme prévu (l'Egypte avait demandé qu'elle ait lieu en un autre pays, Le Caire contestant la qualité de non-aligné de Cuba).

Rappelant les principes et les objectifs de leur mouvement, les ministres réaffirmèrent notamment l'importance de la « lutte contre l'impérialisme, le néo-colonialisme, le racisme y compris le sionisme et toutes formes d'expansionnisme, de domination étrangère et d'hégémonie... » Ils lancent d'autre part un « appel spécial » aux gouvernements des pays non alignés engagés dans des différends « pour les inviter à faire eux-mêmes tous les efforts possibles pour arriver à un règlement pacifique, essentiellement par des moyens bilatéraux ». Estimant les moyens de renforcer la solidarité et l'unité d'action, les ministres « condamnent et rejettent sans réserve toute tentative visant à saper son unité et sa solidarité sur quelque base que ce soit et d'où qu'elle vienne ».

La déclaration finale contient des chapitres particuliers faisant *le point des* « *positions* et actions concernant certaines questions internationales particulières » :

Proche-Orient : les ministres insistent sur le « lien fondamental » qui existe entre la question palestinienne et la situation au Proche-Orient, dénonçant notamment la politique israélienne et le soutien militaire qui lui est accordé par certains Etats et renouvelant les prises de position précédentes en faveur de l'O.L.P. et des droits du peuple palestinien.

Chypre : la conférence réaffirme le soutien des non-alignés au peuple et au gouvernement de Chypre, et déplore qu'une partie de son territoire soit encore occupée par des forces militaires étrangères.

Afrique : la conférence approuve les résolutions de la XVe conférence au sommet de l'O.U.A. réunie en juillet dernier à Khartoum, en particulier « la position courageuse adoptée par les Etats africains à Khartoum lorsqu'ils ont décidé d'être seuls responsables de la défense et de la sécurité de l'Afrique en envisageant la possibilité de créer, dans le cadre de l'Organisation de l'unité africaine, une force interafricaine qui sera indispensable pour assurer la libération totale du continent, sauvegarder l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale des Etats membres et éliminer les régimes racistes minoritaires de l'Afrique australe ». Ils demandent qu'un *embargo sur le pétrole soit décrété à l'encontre* du régime de Pretoria, que soit mis fin à toute forme de coopération militaire et que les sanctions économiques soient appliquées. La déclaration souligne également la solidarité du mouvement avec les peuples du Zimbabwe et de Namibie. A propos du Sahara occidental, la conférence s'en remet à la commission ad hoc créée par le sommet de l'O.U.A. à Khartoum et chargée de trouver une solution au conflit.

Affaires latino-américaines : les prises de position concernent les questions de Panama, les menaces contre Cuba, le droit de Belize et de Porto-Rico à l'indépendance, la violation *des droits démocratiques et Chili, etc.*

La déclaration finale fait allusion à divers autres problèmes allant de la question de Corée à la situation dans l'océan Indien ou en Méditerranée, à l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, aux droits de l'homme ou encore au rôle des Nations unies.

Dans la partie économique, les ministres des affaires étrangères font le point de la situation économique internationale depuis la conférence au sommet de Colombo en août 1976 qui avait adopté un « programme d'action pour la coopération économique » entre pays en voie de développement. Les pays industrialisés sont d'autre part invités à tenir leurs engagements *souscrits lors du dialogue Nord-Sud. Les* ministres renouvellent leur solidarité avec le « groupe des 77 » et appellent les non-alignés à jouer un rôle central au sein de ce groupe.

Le texte de la déclaration est assorti, en annexe, de la liste des pays ayant exposé des réserves sur des points particuliers : la conférence au sommet de La Havane, le Proche-Orient, Porto-Rico, Chypre, le Chili, Belize, la Corée, Timor orientale, l'Afrique du Sud, Mayotte, et le Fonds de solidarité pour la reconstruction du Laos et du Vietnam.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

COLOMBIE
(7 août 1978)

Président de la République : *M. Julio Cesar Turbay Ayala* ; ministre des affaires étrangères : *M. Indalecio Lievano A.* ; intérieur : *M. German Zea* ; travail : *M. Rodrigo Marin* ; communications : *M. José Manuel Arias* ; défense : *général Luis Carlos Camacho* ; mines et énergies : *M. Alberto Vasquez* ; agriculture : *M. German Bula* ; éducation : *M. Rodrigo Lloreda* ; santé : *M. Alfonso Jaramillo* ; finances : *M. Jaime Garcia Parra* ; travaux publics : *M. Enrique Vargas* ; développement : *M. Gilberto Echeverry* ; justice : *M. Hugo Escobar*.

REPUBLIQUE FEDERALE ET ISLAMIQUE DES COMORES
(24 mai 1978)

Chef du gouvernement chargé de la justice et de la fonction publique : *M. Abdellah Mohamed* ; ministre de la défense nationale, de l'intérieur et des transports : *M. Abbas Djoussouf* ; affaires étrangères, coopération et commerce extérieur : *M. Ali Mroudjae* ; finances, économie et plan : *M. Saïd Kafe* ; information, télécommunications et travail : *M. Hadji Hassan Ali* ; production et industrie : *M. Saïd Hassan Saïd Hachim* ; équipement, aménagement du territoire et qualité de la vie : *M. Attoumane Affane* ; santé, tourisme et développement de l'artisanat : *M. Saïd Djae* ; éducation nationale, jeunesse et sports : *M. Saïd Ali Mohamed*.

GHANA
(15 juillet 1978)

Conseil militaire suprême :

Chef de l'Etat et président du conseil militaire suprême (S.M.C.) : général de corps d'armée *F.W.K. Akuffo* ; chef responsable du personnel de la défense : général de division *Joshua Hamidu* ; inspecteur général de la police : *M. B.S.K. Kwakye* ; commandant des forces armées : général de division *N.A. Odartey-Wellington* ; commandant des forces navales : contre-amiral *Joy K. Amedume* ; commandant des forces aériennes : général de division aérienne G.Y. *Boakye* ; commandant responsable des zones frontalières : général de brigade *E.A. Osei-Boateng* ; secrétaire du S.M.C. : *M. Edward Kofi Minta*.

Membres du gouvernement :

Commissaire * de la santé : *M. Abayifa Karbo* ; éducation et culture : *M. E. Owusu Fordwouh* ; travail et bien-être social : *M. Anyetei Kwakwaranya II* ; affaires étrangères : colonel *R.J.A. Felli* ; commerce et tourisme : colonel *K.A. Quarshie* ; industries : lieutenant-colonel *E.K. Ahlijah* ; *travaux publics et logements* : commandant *Edward Yirimambo* ; justice : *M. Justice Koranteng Addow* ; information : colonel *P.H.S. Yarney* ; économie : *Dr. J.L.S. Abbey* ; gouvernement local : *M. C.K. Tedam* ; agriculture : colonel *S.M. Akoggiram* ; ; transports et communications : *M. George Christian Kwaku Harley* ; terres et ressources minières : *M. George Benneh* ; finances : colonel *Ebenezer Tetteh Oklah* ; intérieur : *M. B.S.K. Kwakye* ; ministre en mission spéciale : colonel *C.S.C. Grant* ; commissaire chargé de la consommation : *M. Kofi Badu* ; sports : *M. E.R.K. Dwemoh* ; affaires du S.M.C. : *M. E.K. Bukman*.

* Chaque membre du gouvernement a le titre de commissaire.

ISLANDE
(Elections législatives du 25 juin 1978)

Nombre d'électeurs incrits : 139 267 ; nombre de votants : 124 263, soit 89,2 % ; nombre de suffrages valablement exprimés : 122 218, soit 87,8 %.

Répartition des voix et des sièges entre les différents partis : Parti de l'indépendance : 39 973 voix, soit 32,7 %, 20 sièges ; Parti de l'alliance du peuple : 27 962 voix, soit 22,9 %, 14 sièges ; Parti social-démocrate : 26 912 voix, soit 22 %, 14 sièges ; Parti du progrès : 20 661 voix, soit 16,9 %, 12 sièges.

LIECHTENSTEIN
(Elections législatives du 2 février 1978)

Nombre d'électeurs inscrits : 4 879 ; nombre de votants : 4 670, soit 95,7 % ; nombre de suffrages valablement exprimés : 4 625, soit 99 %.

Répartition des voix et des sièges entre les différents partis : Union patriotique : 14 058 voix, soit 50,03 % (Haut-Pays) et 4 186 voix, soit 46,42 % (Bas-Pays) ; nombre de sièges : 8. Parti progressif bourgeois : 14 040 voix, soit 49,97 % (Haut-Pays) et 4 832 voix, soit 53,58 % (Bas-Pays) ; nombre de sièges : 7.

NAURU
(mai 1978)

Président de la République, chargé des ministères des affaires étrangères, de l'intérieur, de l'industrie, du développement de l'île, de l'aviation civile et de la fonction publique : *M. Hammer DeRoburt* ; ministre de la justice et *ministre adjoint à la présidence : M. Robidok Bagewa Buraro Detudamo* ; finances : *M. James Ategan Bop* ; santé et éducation : *M. Joseph Detsimea Audoa* ; travail et services communautaires : *M. Totouwa Depaune*.

TAIWAN
(30 mai 1978)

Président de la République : *M. Chiang Ching-Kuo* ; premier ministre : *M. Sun Yun-suan* ; vice-premier ministre : *M. Hsu Ching-chung* ; ministre de l'intérieur : *M. Chiu Chuang-huan* ; affaires étrangères : *M. Shen Chang-huan* ; défense nationale : *M. Kao Kuei-yuan* ; finances : *M. Chang Chi-cheng* ; éducation : *M. Chu Hwei-sen* ; justice : *M. Li Yuan-zu* ; affaires économiques : *M. Chang Kwang-shih* ; communications : *M. Lin Chin-sheng* ; président de la commission pour les affaires de Mongolie et du Tibet : *M. Tsui Chui-yien* ; président de la commission pour les affaires des Chinois d'outre-mer : *M. Mo Sung-nien* ; secrétaire général du cabinet : *M. Ma Chi-chuang* ; président de la commission d'assistance professionnelle pour les fonctionnaires retraités : *M. Chao Tzu-yu* ; chef de la direction du budget, comptabilité et statistiques : *M. Chung Shih-I* ; ministres sans portefeuille : *MM. Li Kwoh-ting, Chen Chi-lu, Fei W.H., Henry Yu-shu, Kao, Chang Feng-shu, Chow Hung-tao* ; gouverneur de Taiwan : *M. Lin Yang-kang* ; maire de Taipeh : *M. Lee Teng-hui*.

TURQUIE
(Elections législatives du 5 juin 1977)

Nombre d'électeurs inscrits : 21 207 303 ; nombre de votants : 15 358 210, soit 72,4 % ; nombre de suffrages valablement exprimés : 14 827 172.

Répartition des voix et des sièges entre *les différents partis* : Parti républicain du peuple (R.P.P.) : 6 136 171 voix, soit 41,3 %, 213 sièges ; Parti de la justice (J.P.) : 5 468 202 voix, soit 36,9 %, 189 sièges ; Parti du salut national (N.S.P.) : 1 269 918 voix, soit 8,5 %, 24 sièges ; Parti du mouvement *nationaliste (N.M.P.)* : 951 544 voix, soit 6,4 %, *16* sièges ; Parti républicain de la confiance (R.R.P.) : 277 713 voix, soit 1,9 %, 3 sièges ; Parti démocratique (D.P.) : 274 484 voix, soit 1,9 %, 1 siège ; Parti unitaire de Turquie (U.P.T.) : 58 540 voix, soit 0,4 % ; Parti ouvrier de Turquie (T.L.P.) : 20 565 voix, soit 0,1 % ; indépendants : 370 035 voix, soit 2,5 %, 4 sièges.

REPUBLIQUE ARABE DU YEMEN
(Juin 1978)

Premier ministre : *M. Abdul Aziz Abdul Ghani* ; vice-premier ministre et ministre des finances : *M. Mohamed Al Gonaid* ; ministre des Waqf (biens religieux) et de l'orientation : *M. Mohamed Ben Mohamed Almansour* ; approvisionnement et commerce : *M. Saleh Aljamali* ; santé : *M. Mohamed Ahmed Alasbahi* ; éducation nationale : *M. Mohamed Khadem Al Wajih* ; agriculture : *M. Ali Abdullah Almatari* ; communications : *M. Ahmed M. Al Anissi* ; information et culture : *M. Ahmed Saleh Al Raini* ; économie : *M. Ahmed Al Hamdani* ; ministre d'Etat et président de l'organisme du pétrole et des richesses minières : *M. Ahmed Qaed Barakat* ; affaires étrangères : *M. Abdullah Al Asnag* ; intérieur : *M. Mohsen Al Yousfi* ; ministre du développement et président de l'organisme central de planification : *M. Mohamed Salem Bassendawa* ; travaux publics et municipalités : *M. Abdallah Alkorshomi* ; justice : *M. Ali Alsammane* ; affaires sociales, travail, jeunesse : *M. Abdelsalam Moqbel*.

[Ce gouvernement a été reconduit le 19 juillet après le décès du chef de l'Etat Al-Ghashmi et la nomination de son successeur, le président Ali Abdullah Saleh.]

ZAMBIE
(16 juin 1978)

Président de la République : *M. K.D. Kaunda* ; secrétaire général du parti : *M. M. M. Chona* ; premier ministre : *M. D. Lisulo* ; ministre des affaires juridiques et de la justice : *M. Frederick Chomba* ; économie et coopération technique : *M. P. W. Makota* ; finances : *M. J.M. Mwanakatwe* ; gouvernement local et logement : *M. J.B.A. Siyomunji* ; terres et agriculture : *M. A.B. Chikwanda* ; travail et services sociaux : *M. H.D. Banda* ; information, radiodiffusion et tourisme : *M. U.G. Mwila* ; énergie, transports et *communications : M. K. Chinkuli* ; santé : *M. P. Lusaka* ; commerce et commerce extérieur : *M. S. Tembo* ; éducation : *M. L.K.H. Goma* ; affaires étrangères : *M. S.G. Mwale* ; travaux publics : *M. H.Y. Mwale* ; mines : *M. J. Mapoma* ; industrie : *M. R. Chisupa* ; eaux et ressources naturelles : *M. K.S. Musokotwane* ; intérieur : *M. W.J. Phiri*.

Ministres provinciaux :

MM. R. Kunda (province de Lusaka) ; *C. Mwananshiku* (province du Sud) ; *J.C. Mutale* (province de l'Est) ; *S.M. Chisembele* (province de la Ceinture de cuivre) ; *R. Sakuhuka* (province du Nord) ; *M. Mumbuna* (province de l'Ouest) ; *N. Mundia* (province du Nord-Ouest) ; *M. Tambatamba* (province du Centre) ; *H. Matipa* (province de Luapula).

Calendrier des fêtes nationales

16-30 SEPTEMBRE

16 MEXIQUE	Fête nationale
18 CHILI	Fête de l'indépendance
22 MALI	Fête nationale
23 ARABIE SAOUDITE	Fête nationale
26 REP. ARABE DU YEMEN	Fête nationale
30 BOTSWANA	Fête de l'indépendance

1er-15 OCTOBRE

1 CHINE	Anniv. de la procl. de la Rép. populaire
1 NIGERIA	Fête de l'indépendance
1 CHYPRE	Fête nationale
3 REPUBLIQUE DE COREE	Fête nationale
4 LESOTHO	Fête nationale
7 REP. DEMOCR. ALLEMANDE	Proclamation de la République
9 OUGANDA	Fête nationale
14 REP. DEM. POPULAIRE DU YEMEN	Fête nationale

LE MONDE DIPLOMATIQUE

INTERROGATIONS

La fuite autogestionnaire

Par GUSTAVE JOYEUX

UNE anecdote pour commencer : les Témoins de Jéhovah prévoyaient la « *fin des temps* » pour 1975, mais, contrairement à ce qu'un esprit logique aurait pu prévoir — une baisse dans les effectifs de la secte du fait de cette erreur de prévision, — le recrutement n'a pas cessé de croître depuis, la « *fin des temps* » étant simplement reportée à plus tard.

La défaite électorale de la gauche française au mois de mars est en train de nous montrer un phénomène de même type, la croyance dans l'avènement de la société autogérée jouant la même fonction de fixation des espérances. Il n'y a d'ailleurs pas lieu de s'en émouvoir ; tout au *plus pouvons-nous observer* que la religiosité — le besoin de « croire en quelque chose » — est tout aussi intense dans notre siècle de prétendue rationalité que dans le passé. Les grandes choses, les événements porteurs d'histoire ont toujours été pour une bonne part le fruit de la croyance et de l'illusion. Mais combien de cas où, comme pour la « fin des temps » évoquée ci-dessus, la croyance, aussi intense qu'elle ait pu être, a été sans aucun effet sur la production de l'événement ? Et combien de cas aussi, où la croyance a peut-être été une des raisons de la non-production de l'événement attendu ?

Le mythe de l'autogestion et la manipulation de ses croyants conduisent à s'interroger sur quatre points.

UTILISATION et récupération par les grands appareils : si la fonction même des institutions et des grandes organisations sociales des sociétés pluralistes occidentales est bien d'interpréter les nouvelles sensibilités et aspirations populaires, et de s'en nourrir pour enrichir leurs programmes, on peut se féliciter de la rapidité avec laquelle les organisations de gauche ont inclu l'autogestion dans leurs catalogues de revendications. De la même façon que les supermarchés ont ouvert des rayons de diététique à partir de la faveur du public pour le « naturel », chaque syndicat et chaque parti possèdent maintenant leur département de l'autogestion. Le fait que même le parti communiste s'y soit mis porte tout autant témoignage de la rapidité du changement que du bon fonc*tionnement de la démocratie : car*, en tout cas pour ce qui est de la transmission des nouvelles modes et de leur intégration-récupération par les organisations, notre société apparaît bien moins bloquée qu'on le dit.

Mais de la même façon que l'ouverture d'un rayon diététique ne modifie en rien le système de vente du supermarché, l'inscription de la revendication autogestionnaire dans les programmes des organisations ne modifie en rien leurs pratiques internes ni leur fonction dans le système. S'agissant des organisations syndicales, l'observation montre toujours mieux que leurs fonctions sont celles d'*encadrement de la population active* et de prévention des désordres, initiatives et autres phénomènes dits « sauvages ». Quant aux organisations politiques, il faut avoir la longue expérience de M. Mitterrand, et donc la certitude que le peuple n'a jamais entendu parler de Machiavel, pour oser affirmer que son seul but est de prendre le pouvoir pour le rendre au peuple (slogan de la campagne présidentielle de 1974). La création même de l'autogestion yougoslave au début des années 50 montre comment un parti a su « rendre » le pouvoir au peuple tout en sauvegardant son pouvoir sur le peuple : il ne fut d'ailleurs jamais demandé à ce peuple s'il voulait de l'autogestion, mais on lui en donna pour dévier son mécontentement en matière de niveau de vie. Trente ans après, et malgré une nouvelle Constitution présentée comme la plus démocratique, c'est toujours le parti communiste qui contrôle la désignation des candidats... On comprend dès lors que M. Seguy se sente rassuré, lui qui, y a peu d'années, *s'offusquait à l'idée* que les travailleurs puissent élire leurs chefs !

L'inclusion de l'autogestion dans les programmes des grandes organisations de ce pays est la garantie pour l'ordre social qu'il ne se produira pas d'aventures dans ce domaine, que toute velléité autogestionnaire, dans les entreprises comme dans l'habitat, le social ou le culturel, fera rapidement l'objet de la sollicitude bienveillante des organisations, qui sauront prévenir les excès, l'anarchie et le babouvisme. Si un jour l'autogestion se fait — et cela est loin d'être exclu ! — il s'agira de celle donnée, octroyée par ce que j'appelle plus bas la nouvelle classe dirigeante — et non pas (Dieu nous en préserve !) celle qui pourrait être conquise par les intéressés eux-mêmes, travailleurs, usagers, membres des groupes eux-mêmes. Et il n'est même pas du tout impossible que ce jour où l'autogestion sera ainsi généreusement accordée, dans l'ordre et la légalité, ne soit pas tellement éloigné : *il suffira que les organisations* patronales et les partis de droite en viennent, eux aussi, à faire œuvre de récupération.

LE désamorçage par l'idéologie. La façon dont les travailleurs ont été floués nous en offre un excellent exemple : désireux de porter leur revendication au niveau national et de renouveler l'opération de Jaurès à propos de la verrerie de Carmaux, les ouvriers avaient proposé une souscription nationale pour sauver leur entreprise et, en même temps, pour jeter les bases d'un secteur autogéré. Etant donné le retentissement de l'affaire Lip à l'époque, il y avait toutes les chances pour qu'une telle souscription fût bien accueillie. Une telle proposition devait évidemment se heurter au contrôle que les appareils des grandes organisations entendent maintenir sur toute initiative de la base et, comme c'est si souvent le cas, c'est en termes idéologiques qu'ils s'employèrent à la combattre : Marx, dont on alla rechercher quelques passages de sympathie pour les associations ouvrières dans les œuvres de jeunesse, n'avait-il pas subordonné la transformation des modes de production à la prise de pouvoir par la classe ouvrière ? Le succès de l'autogestion au niveau d'une entreprise ou même d'un secteur tout entier n'est-il pas condi*tionné par l'instauration de l'autogestion* généralisée ? Et cette dernière, en tant que fossoyeur et successeur d'un Etat en voie de dépérissement, ne suppose-t-elle pas la conquête préalable de l'Etat et l'élimination en tant que classe de la bourgeoisie qui le contrôle actuellement ? etc. Comment s'opposer à une logique aussi écrasante, étayée par de nombreuses citations des textes sacrés et assenée par les porte-parole les plus chevronnés de ce qu'on persiste encore à nommer la « pensée » marxiste ? Quelques années passèrent et, aujourd'hui, dans l'indifférence générale, les ouvriers de Lip s'efforcent de constituer une modeste coopérative de production pour tenter de sauver au moins quelques emplois.

La revendication autogestionnaire s'est vue interprétée, théorisée, en un mot, remise à sa place, châtrée. Systématisée *par les idéologies officielles, elle est deve*nue revendication parmi d'autres, article supplémentaire du grand catalogue distribué sous le nom de programme commun. Sa charge révolutionnaire a été désamorcée car ce n'est plus pour l'autogestion qu'on se bat, mais pour les élections ou pour une révolution finale qui, seules, permettront de *réaliser* la « *vraie* » autogestion. La revendication s'est diluée dans le mythe. Et, comme pour d'autres mythes, dont la fonction est aussi de faire rêver et d'aider à supporter le présent, l'autogestion théorisée, marxisée, apparatchikisée est devenue un frein à toute issue autogestionnaire concrète. L'autogestion a ainsi été hissée au rang des vieilles croyances à majuscule — Dieu, le Socialisme, la Révolution, etc. — et s'ajoute à elles comme force d'inertie et de fuite dans le rêve.

Désormais le mot autogestion ne fait peur que dans les conseils d'administration des entreprises familiales, vieillottes, non intégrées, condamnées à se *moderniser ou à mourir*.

LE mythe et l'expérimentation : il est de la nature de la pensée mythique de mépriser toute réalisation pratique qui s'en réclame. Il en va ainsi pour le mythe autogestionnaire, qui doit nécessairement, pour conserver sa pureté et préserver sa fonction de faire rêver ses croyants, dédaigner tout intérêt pour l'expérimentation et retarder l'affrontement avec le réel... et cela jusqu'au moment où « les conditions seront réalisées », c'est-à-dire quand « on aura pris le pouvoir »...

Et, pourtant, il y a dans ce pays au moins deux secteurs très importants où se pratique une sorte d'autogestion. Le premier est celui des coopératives et des associations de toute sorte, de structures démocratiques et dans lesquelles les membres pratiquent une gestion collective de leur propriété et de leurs projets collectifs. Malgré toutes leurs limitations, ces expériences ont au moins pour résultat *de former, dès aujourd'hui, des hommes* pour l'autogestion généralisée de demain, celle qui arrivera si le mythe se réalise...

Le second secteur où se réalise une sorte d'autogestion est celui de la gestion du personnel dans les entreprises publiques et la fonction publique. L'éducation nationale nous en offre un excellent exemple, toutes les décisions affectant le personnel (avancement, carrières, conditions de travail, avantages et privilèges, etc.) étant préparées et entérinées par d'innombrables commissions paritaires, dans lesquelles chaque catégorie est défendue par ses organisations représentatives, et qui sont pratiquement souveraines pour de nombreuses questions. La politique du personnel des grandes entreprises publiques (E.D.F., S.N.C.F., etc.) relève de la même structuration. Plusieurs caractéristiques de l'autogestion s'y retrouvent : élection des représentants, compétences très vastes des différentes commissions, existence à tous *les niveaux* d'un contre-pouvoir des exécutants face à leurs supérieurs. Les institutions publiques de la société autogérée yougoslave sont bien loin de connaître de tels avantages et d'avoir poussé l'autogestion si loin.

Il existe bien d'autres embryons d'autogestion (pensons, par exemple, aux comités d'entreprise) qui pourraient être utilisés comme points de départ ou d'approfondissement d'une pratique autogestionnaire. Mais, encore une fois, le mythe se suffit à lui-même et il fait d'autant mieux rêver qu'il ne se ternit pas en se frottant au quotidien.

LA croyance comme source d'aveuglement : la récupération de la revendication autogestionnaire par le credo marxiste a pour résultat que les croyants cessent toute analyse et se comportent comme des aveugles en ce qui concerne les trois questions suivantes :

a) *Conformément* à la vulgate marxiste, la crise économique actuelle est interprétée comme un des épisodes de la fin prochaine du *capitalisme, alors* qu'elle n'est sans doute qu'un redéploiement et un renforcement du système capitalistique, c'est-à-dire de maximisation du capital par rapport aux autres facteurs de production ; les économies socialistes étant marquées par le même phénomène. La façon dont s'est résolue la crise pétrolière débutée en 1973, ainsi que l'assistance *financière* des pays arabes aux pays riches, sont un bon exemple de ce renforcement du système d'exploitation-domination transnationale. Nier ces phénomènes conduit à tout espérer de l'hypothétique écrasement final ; le millénarisme se substitue à la réflexion, l'attente de la « vraie » autogestion à la recherche de solutions nouvelles.

b) La fidélité aux catégories marxistes de la lutte des classes (bourgeoisie contre prolétariat) et la désignation de boucs émissaires (les monopoles) rendent aveugle sur les transformations qui ont lieu dans la structure des classes et sur la nouvelle domination de ceux qui contrô*lent (sans les posséder) les moyens* de production. Et c'est précisément de cette nouvelle forme d'opposition — entre compétents et exécutants — que naît la nécessité, pour la cohérence et la légitimité du système, de la participation, de la cogestion et de l'autogestion. En d'autres termes, comme on l'a vu à propos de l'inclusion de la revendication autogestionnaire dans les recettes de l'organisation scientifique du travail, les nouvelles formes d'intégration des travailleurs, des usagers, des publics demanderaient à être infléchies, réorientées, phagocytées dans le sens de l'autogestion. Au lieu de cela, cependant, et toujours à cause du mythe, les exécutants s'y laissent prendre et embrigader à leur insu, tout occupés qu'ils sont à attendre le Grand Soir de l'autogestion. Tant et si bien que, comme en Yougoslavie, où le P.C. décréta l'autogestion pour conserver son pouvoir, c'est finalement le patronat de contrôle, celui des compétents, qui donnera l'autogestion au moment où celle-ci lui apparaîtra indispensable pour encore mieux contrôler.

c) Mais ces compétents-contrôleurs de la vie sociale sont loin de se recruter seulement au sein de la bourgeoisie et de la droite. Les classes moyennes salariées ont investi les appareils d'Etat et les organisations, de droite comme de gauche. Elles forment, au-delà de leurs divisions politiques, une nouvelle classe dirigeante. Managers, hauts fonctionnaires, leaders politiques et des grandes organisations sociales, syndicales et culturelles, ont développé une connivence qui va bien au-delà des luttes qui les opposent : se connaissant, s'appréciant, provenant des mêmes écoles et souvent des mêmes milieux (ou aspirant à y accéder), se cooptant, tous ces compétents qui nous contrôlent sont bien plus unis que divisés ; tous ont intérêt à ce que le système qui les a portés au pouvoir et aux privilèges se perpétue et se modernise avec le moins de heurts possible. La sage attente de l'autoges*tion comme résultat* d'une *victoire* électorale (faussement assimilée à la « prise du pouvoir ») sert directement l'intérêt de la nouvelle classe dirigeante pour le changement le plus pondéré possible.

LE système se clot, l'aliénation se fait totale, les mécanismes de récupé*ration sont en place, le mythe* est suffisamment diffusé pour canaliser dans le rêve toutes les déviances et agressivités de la base. Les fronts autogestionnaires, actuels et à venir, continueront d'agiter les théories et les espoirs. Et comme eux, les analystes, dont je suis, se feront plaisir à décrire l'état des choses mais sans aucune chance de pouvoir le modifier. Quant aux sages — il en est, — ils tenteront une expérimentation limitée et partielle d'autogestion, s'y passionneront et s'y useront, y trouveront l'enthousiasme et oublieront qu'on ne peut rien faire de plus. Mais qu'espérer de mieux : le système est clos.

Dans ce numéro :

Le numéro du « Monde diplomatique » d'août 1978 a été tiré à 105 000 exemplaires.

